UNIVERSITE DE CAEN, BASSE-NORMANDIE

MEMOIRE DE MASTER 2 D’UNIVERSITE

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Romain FERET

Histoire des bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff (1944-1985) : pour une nouvelle approche comparative.

Sous la direction de Benoit Marpeau,

Maître de conférence à l’université de Caen Basse-Normandie.

Septembre 2012.

UNIVERSITE DE CAEN, BASSE-NORMANDIE

MEMOIRE DE MASTER 2 D’UNIVERSITE

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Romain FERET

Histoire des bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff (1944-1985) : pour une nouvelle approche comparative.

Sous la direction de Benoit Marpeau,

Maître de conférence à l’université de Caen Basse-Normandie.

Septembre 2012.

### Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m’ont permis de réaliser ce travail de recherche et de l’améliorer.

M. Peter Keelan, bibliothécaire de l’université de Cardiff, Mme Alison Harvey assistante archiviste, et Mme Lisa Webley m’ont permis d’étudier les archives de la bibliothèque universitaire de Cardiff dans de très bonnes conditions, et ont fait preuve d’une très grande disponibilité.

M. Bernard Vouillot, conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen, et Mme Marie-Ange Linger, sa secrétaire, ont consacré beaucoup de temps à mettre à ma disposition les archives en leur possession, et ont manifesté de l’intérêt pour mon travail.

Mme Christine Lemoing, et Mme Marie-Bénédicte Hamel, bibliothécaires-adjointes à l’université de Caen, ont conservé certaines archives parmi les plus originales que j’ai mobilisées dans mon travail, particulièrement les registres d’emprunt, les tableaux de fréquentation et les annuaires de l’université, et ont accepté que je les utilise. Leurs efforts de mémoire m’ont aidé à comprendre comment fonctionnait la bibliothèque au début de leur carrière, et m’ont aussi été très utiles.

M. Nicolas Blanpain, bibliothécaire de l’UFR de géographie, m’a accordé un entretien au cours duquel nous avons discuté du fonctionnement de la bibliothèque d’UFR de géographie et de ses relations avec la bibliothèque universitaire à l’époque où il était étudiant. Cet entretien fut instructif même si je ne l’ai pas directement utilisé dans mon travail.

Les membres du service des archives de l’université m’ont reçu et ont cherché à me venir en aide dans mes recherches, même s’ils n’avaient finalement aucune archive à me communiquer.

Derek Law a accepté de lire en version originale mon travail de master 1 et y a apporté de précieuses corrections.

Gilles Candar m’a encouragé et donné des conseils tout à fait pertinents.

Mon directeur de recherche, Benoit Marpeau, pour les conseils et les pistes de réflexion qu’il m’a donnés, ainsi que pour ses critiques qui m’ont permis d’améliorer mon travail.

SOMMAIRE

**Introduction………………………………………………………………………………....7**

**Partie 1 : Faire face aux défis contextuels………………………………………………..18**

**Chapitre 1 : Une démarche valable ?....................................................................................18**

1. Une histoire partielle, des fragments identiques…………………………………….18
2. Des objets historiques équivalents ?..............................................................................23

**Chapitre 2 : Des défis communs…………………………………………………………...35**

1. Un défi documentaire presque identique…………………………………………….35
2. Un défi démographique inégal………………………………………………………46
3. Multiplication et essaimage des universités…………………………………………53

**Chapitre 3 : Des moyens inégaux ou y faire face ?..............................................................59**

1. Des moyens différents : ressources et collections…………………………………..59
2. Bâtiments et personnel : des capacités égales ?............................................................65
3. Une inégalité à relativiser……………………………………………………………72

**Partie 2 : Des priorités différentes ………………………………………………………..82**

**Chapitre 4 : Des bibliothèques universitaires au service du lecteur…………………….82**

1. Allers vers les lecteurs, mais lesquels ?........................................................................82
2. Mettre à disposition les collections………………………………………………….91
3. Un nouveau rapport à l’espace……………………………………………………..102

**Chapitre 5 : Automatisation : deux processus différents ……………………………...108**

1. Des possibilités identiques, mais des priorités différentes………………………...108
2. Un nouveau rapport à l’espace……………………………………………………..115

**Partie 3 : Penser le changement …………………………………………………………123**

**Chapitre 6 : Normalisation nationale et initiatives locales : les bibliothèques universitaires et l’extérieur……………………………………………………………….124**

1. Coopération des bibliothèques universitaires entre elles…………………………...124
2. Institutions étatiques et bibliothèques universitaires : deux situations très différentes…………………………………………………………………………..131
3. Le rôle important des associations professionnelles………………………………..140

**Chapitre 7 : Bibliothèques universitaires et universités : intégration et isolement ?.....148**

1. Les relations institutionnelles avec l’université…………………………………….148
2. Le personnel : quelle relation avec les enseignants ?..................................................158
3. Concurrence documentaire : les relations avec les bibliothèques d’instituts………167

**Chapitre 8 : Les étudiants : acteurs du changement ?......................................................177**

1. Aller vers les utilisateurs……………………………………………………………178
2. La mobilisation des étudiants………………………………………………………187

**Conclusion…………………………………………………………………………………194**

**ANNEXE…………………………………………………………………………………..207**

Introduction.

Un bibliothécaire britannique ayant exercé pendant les années 1970, serait probablement surpris de découvrir, dans l’histoire écrite par ses homologues français, des comparaisons qui érigent les bibliothèques universitaires britanniques au rang de modèle. En effet, les années 1970 représentent dans la littérature britannique une décennie de restrictions considérées comme presque sans précédent, comme le montre cette remarque faite par le *University Grants Committee,*[[1]](#footnote-1) dans son rapport annuel de 1975/76 : « les fonds disponibles étaient les plus faibles en valeur courante depuis vingt ans, et probablement en temps de paix, les plus faibles en valeur constante depuis les années 1930. »[[2]](#footnote-2) A l’échelle locale, le bibliothécaire[[3]](#footnote-3) de Cardiff fait remarquer dans ses rapports annuels les difficultés financières récurrentes auxquelles il est confronté dans sa gestion de la bibliothèque universitaire : « les prix sans cesse croissants des livres et des périodiques sont une préoccupation majeure dans l’ensemble du monde des bibliothèques universitaires, et pose un réel problème de priorités dans les budgets de l’université. »[[4]](#footnote-4) A cette situation apparemment difficile, on peut opposer sans difficulté les approches comparatives proposées par les historiens français des bibliothèques, très favorables aux bibliothèques britanniques. Denis Pallier montre ainsi qu’en 1974, les bibliothèques universitaires françaises, malgré des effectifs étudiants trois fois supérieurs à ceux du Royaume-Uni, possèdent moins de deux fois moins de livres que leurs homologues britanniques.[[5]](#footnote-5)

Une alternative aux comparaisons superficielles.

Il ne nous appartient pas d’expliquer la contradiction entre ces regards différents pour le moment, mais seulement de la souligner, afin de présenter les traits principaux des approches comparatives qui nous ont précédés. D’abord, les comparaisons entre les bibliothèques universitaires britanniques et françaises n’ont été faites que par des professionnels ou des historiens français. Les bibliothécaires britanniques tendent plutôt à comparer leurs bibliothèques aux bibliothèques universitaires allemandes ou américaines qui sont plus imposantes, et dont les réseaux de coopération documentaire apparaissent mieux organisés.[[6]](#footnote-6) Les comparaisons menées par les auteurs français sont de deux types : les approches historiques d’une part, comme celle de Denis Pallier, et les différents rapports sur l’état des bibliothèques d’autre part. Le rapport connu sous le nom de « Rapport Vandevoorde », demandé par Raymond Barre en 1980, offre une illustration de ce second type de documents proposant une comparaison.[[7]](#footnote-7) Il revient à la fois sur la faiblesse des fonds, la faiblesse du nombre de prêts par étudiant, ou encore sur les moindres effectifs de personnel diplômé en France par rapport aux pays voisins comme le Royaume-Uni et la RFA (République Fédérale d’Allemagne).[[8]](#footnote-8)

Même si les rapports administratifs ont des objectifs plus politiques que les études historiques, ces deux types d'approche ont un certain nombre de traits en commun, ce qui explique la quasi-identité de leurs constats. Ce sont toujours des approches superficielles, dans la mesure où elles traitent de l’ensemble, ou au moins d’un grand nombre, des bibliothèques universitaires des pays comparés. Ce qu’elles gagnent en exhaustivité est souvent perdu en profondeur. D’abord, parce que ces approches ne se fondent quasiment que sur des statistiques, qui sont aussi faciles à comparer à première vue, qu’il est difficile de leur faire rendre compte de manière satisfaisante de la réalité. Ni le volume d’une collection, ni le nombre de prêts par utilisateur ne peuvent à eux-seuls justifier de la qualité d’une bibliothèque. Ces comparaisons s’effectuent principalement entre la France d’une part, et le Royaume-Uni et la RFA d’autre part, qui sont considérés comme des Etats ayant une tradition d'enseignement supérieur à peu près équivalente. L’utilisation de statistiques nationales écrase considérablement la diversité interne à chaque pays. Si nous ne connaissons pas la situation documentaire en RFA à l’époque, celle du Royaume-Uni est d’une très grande diversité, ce dont une approche uniquement nationale et statistique ne peut pas rendre compte.

L’enquête d’Harrison Bryan, effectuée en 1975, en témoigne assez bien grâce à des statistiques détaillées par université, et complétées par une approche plus qualitative des bibliothèques fondée notamment sur la qualité du bâtiment de ces bibliothèques.[[9]](#footnote-9) Il est surprenant que cet ouvrage ne soit pas plus souvent utilisé pour établir une approche comparative entre la France et le Royaume-Uni au cours des trente ans qui ont suivi la seconde guerre mondiale. L’état des collections respectives de chacune des bibliothèques universitaires qu’il a établi, montre ainsi que les seules bibliothèques centrales d’Oxford et de Cambridge réunissent à elles deux 30% des collections possédées par les 54 bibliothèques universitaires britanniques qu’il a recensées.[[10]](#footnote-10) Dans la mesure où ces deux bibliothèques profitent du dépôt légal depuis respectivement 1610 et 1662, ces proportions n’ont rien de surprenant, mais permettent de relativiser au moins partiellement une comparaison ‘nationale’ du volume des collections avec le Royaume-Uni. Enfin, les approches comparatives proposées jusqu’à présent en comparant un grand nombre de bibliothèques tendent à les séparer de leurs environnements respectifs et des relations qu’elles entretiennent avec leur université, leurs utilisateurs,… ce qui peut altérer la compréhension de certaines évolutions.

L'histoire des bibliothèques universitaires : trois dimensions.

Nous souhaitons proposer ici une perspective historique à notre connaissance inédite, avec une histoire comparée de deux bibliothèques universitaires, celle de Cardiff et celle de Caen. Ce travail s’inscrit plus en complémentarité des travaux évoqués précédemment qu’en opposition, pour cerner une réalité complexe. Notre propos ne se limitera pas à une comparaison des qualités de chacune des deux bibliothèques étudiées, mais au contraire nous souhaitons essayer de retracer leurs parcours respectifs, de l'après seconde guerre mondiale jusqu'aux années 1980, en nous appuyant sur notre précédent travail sur l’histoire de la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[11]](#footnote-11) Il nous semble essentiel de mettre en évidence les continuités et les différences rencontrées par chacune de ces institutions pour faire face aux évolutions majeures, à la fois sociologiques, documentaires, institutionnelles, et architecturales, qu'elles ont connues après la seconde guerre mondiale.

Nous considérons que l’histoire des bibliothèques universitaires se place à la jonction de trois histoires différentes. La première est l’histoire des universités, car on ne saurait étudier l’histoire d’une bibliothèque universitaire en particulier, ou des bibliothèques universitaires en général, sans étudier en même temps celle de leur institution-mère. Ce rapport de filiation entre une université et sa bibliothèque est cependant plus valable dans le cadre du Royaume-Uni que de la France. Cette simultanéité est néanmoins nécessaire dans les deux cas car une bibliothèque universitaire est avant tout un outil de travail, qui définit en partie ses modalités de fonctionnement et ses objectifs grâce à sa relation avec son université. L’université doit être considérée au sens large. Si pour la bibliothèque universitaire britannique, c’est d’abord une institution qui lui donne des fonds pour remplir une fonction et à laquelle elle est subordonnée, c’est aussi dans les deux cas un ensemble de personnes qui entretiennent des relations individuelles et collectives avec la bibliothèque. Ces personnes sont des utilisateurs, parmi lesquels on retrouve le personnel universitaire et les étudiants. Ces deux groupes ne sont pas différentiables que par leur statut, ils le sont aussi par leurs besoins et leur rapport à la bibliothèque universitaire. Alors que le chercheur est souvent un utilisateur chevronné, il n’est pas rare que l’étudiant appréhende ses premières venues dans la bibliothèque universitaire, ne sachant ni ce qu’il cherche ni où et comment le trouver. Les enseignants connaissent aussi suffisamment l’organisation de la bibliothèque universitaire pour savoir à qui s’adresser en fonction de leurs besoins, alors que la plupart des étudiants ne distinguent pas nécessairement la spécificité des fonctions du personnel. En France, l’absence de monopole documentaire de la bibliothèque centrale, peut provoquer une relation moins intense avec ses utilisateurs qu’au Royaume-Uni, dans la mesure où certains acteurs sont susceptibles de plus s’impliquer auprès des bibliothèques d’instituts que de la bibliothèque centrale.

Les personnes appartenant à l’université ne sont pas que des utilisateurs de la bibliothèque universitaire. Certains participent à son fonctionnement, comme les universitaires qui sont susceptibles d’intervenir dans la construction de la collection. En effet, ils contribuent au processus d’acquisition, en sélectionnant les volumes qu’ils estiment nécessaires, en collaboration avec le bibliothécaire. Les étudiants peuvent aussi avoir une influence sur les politiques de la bibliothèque universitaire, en formulant des requêtes concernant par exemple les heures d’ouverture, la durée des prêts,… Nous pourrions continuer cette énumération des différents rapports à la bibliothèque universitaire qu’entretiennent ses utilisateurs, mais cela ne ferait que confirmer la nécessité de ne pas négliger les universités pour étudier leurs bibliothèques. L’étude d’une bibliothèque universitaire oblige donc à la considérer dans son environnement proche, en étudiant les mutations qui affectent l’université et les personnes qui la composent. En effet, elle doit s’adapter à ses utilisateurs, dont les besoins ne sont pas inamovibles dans le temps. La relation entre une bibliothèque universitaire et son université induit aussi la définition d’une finalité, c’est-à-dire qu’une fonction lui est assignée par son université. Cette fonction dépend elle-même de la finalité donnée aux universités, et à l’enseignement supérieur en général, respectivement par l’Etat britannique et l'Etat français. Cet aspect nous invite à dépasser l’échelle locale d’une université pour considérer l’importance de l’échelle nationale dans l’histoire d’une bibliothèque universitaire.

Les universités sont tributaires d’une politique nationale dont dépendent leurs financements et leurs objectifs. L’histoire de ce rapport entre un Etat et l’éducation supérieure et la recherche constitue la deuxième dimension de l’étude d’une bibliothèque universitaire. A ce titre nous faisons nôtre l’approche d’Alain Gleyze.

Nous nous sommes efforcés de mettre en relation les évolutions des bibliothèques universitaires avec celles de l’enseignement supérieur. Cette option est fondée sur la volonté de prendre du champ par rapport à une histoire des bibliothèques universitaires de caractère traditionnel, dans laquelle cette relation est parfois peu apparente. Il est juste de dire que ce souci œcuménique semble peu partagé, tant sont rares les allusions aux bibliothèques universitaires dans les travaux des historiens de l’enseignement supérieur.[[12]](#footnote-12)

Il est bon de rappeler que les universités françaises sont de plus en plus concurrencées au niveau de la recherche par le centre national de la recherche scientifique,[[13]](#footnote-13) et au niveau de l’enseignement supérieur par les grandes écoles, ce qui n’est pas le cas au Royaume-Uni. Le financement des bibliothèques est aussi très différent dans les deux pays. Au Royaume-Uni, l’*UGC* est chargé par l'Etat britannique de distribuer les fonds entre les universités, qui les répartissent ensuite entre les différents départements et la bibliothèque. A l'inverse, en France, la direction des bibliothèques et de la lecture publique,[[14]](#footnote-14) de 1945 à 1975, puis le service des bibliothèques du ministère des universités jusqu’en 1982, procèdent à une répartition nationale des crédits entre les bibliothèques universitaires. En plus de cette subvention, les bibliothèques touchent aussi le droit de bibliothèque, payé par les étudiants lors de leur inscription à l'université, et éventuellement d’autres subventions. Les universités françaises ont donc beaucoup moins de moyens de contrôle sur l’attribution des crédits à leur bibliothèque.

Enfin, la troisième dimension de l’histoire d’une bibliothèque universitaire rejoint l’histoire des bibliothèques et des mutations qu’elles connaissent au cours de notre période d’étude. Ces mutations sont nombreuses, et la plupart d’entre-elles étaient déjà en cours depuis plusieurs décennies voire plus, à une moindre échelle toutefois. Grâce à son approche dans le temps long, Fred Lerner met par exemple en évidence que la hausse de la production de connaissance est en cours depuis le XVIIIème siècle, ce qui complique la construction de bibliothèques personnelles suffisantes, et rend les chercheurs de plus en plus dépendants des collections des universités.

Tandis que la production de connaissances – et les publications grâce auxquelles elles sont transmises – augmentaient rapidement, comme ce fut le cas au cours de la seconde moitié du XVIIIème siècle, les professeurs d’université et les autres universitaires ne pouvaient plus espérer réunir des bibliothèques privées suffisantes à leurs besoins. Les universités devaient procurer les ressources intellectuelles dont avaient besoin leurs membres.[[15]](#footnote-15)

En corrélation avec cette évolution, dès le XIXème siècle, Lerner considère qu’il y a un besoin croissant de catalogage, et d’organisation des collections en général, pour faire face à la hausse de production de connaissance et aider les lecteurs à y accéder : « comme la connaissance augmentait en taille et en diversité, et comme les collections des bibliothèques augmentaient de la même manière, il devint de plus en plus nécessaire de trouver des moyens d’identifier et de retrouver les publications sur un sujet précis. »[[16]](#footnote-16) Dès le début du XXème siècle, l’impossibilité pour les bibliothèques universitaires de se procurer l’ensemble des publications intellectuelles et la multiplication des universités les obligent à mieux sélectionner les matériaux qu’elles acquièrent, et à faire des échanges. L’ensemble de ces évolutions vont toutefois connaître un nouvel essor après la seconde guerre mondiale.

De nombreux aspects à étudier.

Nous souhaitons opérer une comparaison entre ces deux bibliothèques sous un aussi grand nombre d’aspects que possible, et il convient d’en présenter ici les principaux et les enjeux qu’ils recouvrent. L’évolution des collections est l’un des plus évidents. De part et d’autre le constat est le même au cours de cette période : la production documentaire connaît une croissance sans précédent, et la hausse des possibilités de financement conduit souvent les bibliothèques à acquérir une quantité de documents inenvisageable jusque-là. Cependant, les collections ne doivent pas être considérées que du point de vue de leur masse, mais aussi de leur type. On remarque ainsi que les périodiques constituent une part de plus en plus importante des acquisitions. Nous essaierons de montrer quelles en sont les raisons. Cette hausse *a priori* formidable des matériaux n’est pas sans poser de réelles difficultés de mise à disposition. Le classement et le catalogage sont un deuxième aspect de l’étude des bibliothèques. Leur pérennité est mise en péril par plusieurs processus concomitants, la forte hausse du nombre de documents à cataloguer et à classer est en effet conjuguée à la hausse du nombre d’utilisateurs. Dans le même temps, les bibliothèques sont de plus en plus en relation entre elles, et le catalogage est l’un des moyens essentiels de coopération entre deux bibliothèques. Ces trois processus poussent aussi les bibliothèques à adopter de plus en plus des normes ‘universelles’, et des classifications systématiques. Cette évolution commune aux deux pays se fait néanmoins selon des modalités très différentes qu’il nous faudra étudier.

Cette période correspond, comme nous venons de l’évoquer, à une période de forte hausse du nombre d’utilisateurs, principalement due à l’arrivée de nombreux étudiants, et cela concourt à faire changer les universités de dimension et avec elles les bibliothèques universitaires. Etudier la place des utilisateurs dans une bibliothèque, c’est questionner les relations qu’ils entretiennent avec le personnel, l’établissement des règles d’utilisation des collections ou des heures d’ouverture, et la manière dont sont faits ces choix. L’augmentation du nombre d’utilisateurs va, de plus en plus, exercer une pression difficilement supportable sur les bibliothèques et sur leur personnel à cause de la multiplication des tâches quotidiennes. Le travail du personnel et ses effectifs s’en ressentent fortement dès les années 1950 avec un double processus d’augmentation du personnel et de spécialisation des tâches. Cependant, pour faire face à l’évolution de l’université et de la production documentaire, la hausse du personnel s’avère insuffisante et la mécanisation des tâches va être de plus en plus ressentie comme une nécessité, relayée par l’informatisation à partir de la fin des années 1970. Là encore, nous essaierons d’analyser la manière dont se sont mis en place ces éléments, ainsi que la façon dont cela a été vécu par le personnel.

Considérer une bibliothèque universitaire dans un système de coopération documentaire nationale et internationale, ainsi que comme un espace d’innovations techniques et intellectuelles, c’est aussi poser la question des relations qu’elle entretient avec les institutions qui l’entourent. Il ne convient pas ici de rentrer dans le détail de ces relations mais simplement de rappeler qu’elles sont très différentes entre les deux pays. Au Royaume-Uni, la bibliothèque universitaire est beaucoup plus liée à son université qu’elle ne l’est en France, où la centralisation de nombreuses décisions, au moins jusqu’en 1970, fait que le bibliothécaire est plus en contact avec le recteur et avec la DBLP qu’avec son université. Il faut s’interroger sur les conséquences de cette différence institutionnelle sur les relations transversales entretenues avec d’autres bibliothèques universitaires par les bibliothèques universitaires de Caen et Cardiff.

L’évolution dans la construction des bâtiments accueillant les bibliothèques et l’aménagement intérieur de celles-ci appartiennent aussi aux aspects que nous souhaitons traiter. La construction d’un bâtiment nous permet de voir la manière dont un bibliothécaire, et son équipe, peuvent mettre en application dans l’espace une nouvelle manière de fonctionner et de penser leur bibliothèque, dans laquelle tous les aspects évoqués précédemment trouvent une dimension spatiale, par exemple le classement des ouvrages, l’accueil des utilisateurs ou encore la place occupée par la bibliothèque dans son université. Notre période d’étude a consacré une réflexion importante sur la spécificité des bâtiments accueillant des bibliothèques, et un mouvement intense de construction de bâtiments a pris place dans les deux pays jusque dans les années 1970, dont ont aussi profité les bibliothèques de Caen et de Cardiff.

Une période d'étude aux limites mouvantes et non simultanées.

La période qui s'ouvre à la fin de la seconde guerre mondiale est marquée par de fortes évolutions qui ne sont cependant pas linéaires, et il semble intéressant d'en voir les discontinuités dans le temps. Pour cela, nous avons décidé de poursuivre notre étude jusqu'au début des années 1980, où un contexte d'austérité économique s’installe en France et au Royaume-Uni, qui fait entrer l'enseignement supérieur dans une nouvelle ère. Toutefois, la délimitation de cette période ne peut être stricte pour deux raisons. D'abord, la comparaison entre ces deux institutions qui doit nous permettre de mettre en évidence les similitudes et les écarts par rapport à de mêmes dynamiques, met inévitablement en jeu des rythmes différents selon les aspects étudiés de part et d’autre. L’informatisation en offre un bon exemple. Alors qu'elle commence à rendre de précieux services à Cardiff dès 1976, elle n'est encore que balbutiante à l'université de Caen au début des années 1980. Pour pouvoir comparer le processus d'informatisation dans les deux bibliothèques il faut donc nécessairement poursuivre son étude plus longtemps dans le cas de la bibliothèque de Caen que dans celui de la bibliothèque de Cardiff. Ensuite, nous souhaitons faire une étude quasiment exhaustive des aspects qui touchent les bibliothèques universitaires, et ces aspects n’ont pas tous les mêmes temporalités. Sans que cela constitue une délimitation stricte, nous n'allons pas pousser notre étude au-delà de 1985, date à laquelle l’ampleur des fonds dont disposent les universités et la manière dont ils sont distribués au Royaume-Uni sont bouleversées par l’adoption du rapport Jarratt.[[17]](#footnote-17) Dans le même temps, officiellement, les bibliothèques universitaires françaises cèdent la place au service commun de la documentation,[[18]](#footnote-18) ce qui modifie le paysage institutionnel de la documentation dans les universités françaises.

Les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff.

Ce changement de dénomination est une opportunité de questionner la définition *a priori* évidente d'une bibliothèque universitaire. Cette définition est assez simple dans le cas de Cardiff où une seule entité administrative gère l'ensemble des collections et du personnel, avec toutefois un éclatement des collections sur différents sites : bibliothèque de sciences appliquées en 1963, d’éducation en 1969, de musique en 1970, de sciences en 1977 et de santé en 1981. La situation est plus compliquée à Caen où il existe une grande dispersion documentaire. En effet, à côté de la bibliothèque universitaire, coexistent de nombreuses bibliothèques liées aux facultés puis aux unités d'enseignement et de recherche[[19]](#footnote-19) à partir de 1968, ainsi que des bibliothèques de laboratoires ou de recherche. Il ne s’agit pas d’entrer tout de suite dans le détail des structures qui existaient à l'époque, ni de la coopération qui pouvait se mettre en place entre elles. Il faut simplement préciser que notre objet d'étude ne sera que la bibliothèque centrale de l'université de Caen et les sections sous son contrôle, qui se mettent en place dans d’autres bâtiments que la bibliothèque centrale, avec l’établissement d’une section sciences et d’une section santé ce qui laisse les sections droit-lettres dans l’ancien bâtiment, ouvert au public en 1955. Les bibliothèques des collèges universitaires de Rouen et du Mans, qui sont sous le contrôle de la bibliothèque universitaire de Caen à leur création, ne seront pas étudiées en tant que telles mais uniquement dans leurs relations avec la bibliothèque universitaire.

Après avoir ainsi brièvement présenté le cadre de ce projet de recherche, il est temps d’exposer la réflexion qui va guider notre propos. Nous souhaitons profiter de la perspective nouvelle sur les bibliothèques universitaires, françaises et britanniques que nous offre l’histoire de deux institutions dans leurs contextes respectifs, pour réexaminer le lieu commun que représente le « retard français » dans l’ensemble de la littérature consacrée à ce sujet. Pour ce faire, il est essentiel de distinguer autant qu’il est possible la singularité des bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff des contextes nationaux dont elles sont issues, et d’examiner leur représentativité par rapport à ce contexte national. Il serait cependant dommage de limiter notre travail à cet aspect, et nous souhaitons observer les changements apportés par ces quatre décennies consécutives à la seconde guerre mondiale, en analysant leurs temporalités respectives et la manière dont ils ont pris place. Cela doit nous amener à penser les bibliothèques universitaires ‘hors leurs murs’ autant que nos sources nous le permettent, en les envisageant comme des lieux d’interactions multiples, et ce, à différentes échelles. Cette réflexion doit aussi interroger la place des bibliothèques et de la documentation dans chacun des deux systèmes universitaires. A terme, nous souhaitons comprendre pourquoi face à des défis relativement similaires, les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff ont proposé des réponses différentes avec des fortunes diverses. Ce travail n’a pas la prétention de proposer un avis définitif sur l’histoire des bibliothèques universitaires, mais de poser un jalon dans la compréhension des changements qui s’y sont opérés, ainsi que de poser un certain nombre de questions qui n’ont pas toujours été posées, ce qui a pu nuire à la qualité des comparaisons effectuées jusqu’à présent. Certaines de ces questions dépassent largement le cadre de notre étude, et nous assumons tout à fait de ne pas toujours y apporter de réponse.

Dans un premier temps, il est essentiel de revenir sur les objets de notre comparaison pour interroger la validité de cette comparaison, ce qui nous amène à présenter les sources dont nous disposons de part et d’autre et ainsi l’histoire qu’il nous est possible d’écrire. Il est aussi nécessaire de se demander dans quelle mesure les bibliothèques que nous souhaitons comparer sont équivalentes, ainsi que d’évoquer les problèmes spécifiques liés à notre approche. Nous souhaitons montrer que les défis auxquels elles ont fait face étaient relativement similaires, malgré des divergences nationales, mais que les moyens financiers, et les ressources dont elles disposaient de manière plus générale, étaient comparativement favorables à la bibliothèque de Cardiff.

Cependant, cette approche statistique comporte un certain nombre de limites et de biais, dont le postulat non explicité d’une égalité des besoins documentaires dans ces deux systèmes d’enseignement supérieur. Remettant ainsi en cause la validité de cette approche, il faut dans un second temps proposer une approche plus qualitative et montrer que les priorités de ces bibliothèques n’étaient pas les mêmes, ce qui a eu une responsabilité majeure dans les différences statistiques observées préalablement. Entre autres, nous allons essayer de montrer que la bibliothèque de Cardiff a mieux su adapter sa politique aux besoins de ses utilisateurs.

Dans un troisième temps, nous allons proposer une explication à cette différence de dynamisme de la politique de la bibliothèque en s’interrogeant sur la manière dont les changements de cette politique se sont produits. Pour ce faire, il faudra d’abord étudier les relations entretenues par les bibliothèques universitaires avec l’extérieur : les organismes étatiques qui étaient en contact avec ces bibliothèques, l’UGC au Royaume-Uni et la DBLP en France jusqu’en 1975, les autres bibliothèques universitaires et les associations professionnelles. Ensuite, nous allons envisager ces deux bibliothèques dans leur contexte universitaire respectif, en analysant leurs relations institutionnelles avec leurs universités, ainsi que les relations entretenues entre les personnels des bibliothèques et les personnels universitaires, et aussi, dans le cas de Caen, entre les bibliothèques d’institut et la bibliothèque centrale. Enfin, il faut terminer cette recherche en portant un regard neuf sur la place des utilisateurs dans les bibliothèques universitaires, grâce à une étude approfondie des relations entretenues entre ces deux bibliothèques et leurs étudiants. Cette perspective nous permet d’envisager ces derniers comme des acteurs, et de voir leur implication dans la politique de la bibliothèque et donc dans le rôle qu’ils ont pu avoir par rapport à sa qualité.

# Partie 1 : Faire face aux défis contextuels.

Nous souhaitons dans un premier temps expliciter les raisons de notre comparaison et ainsi mieux définir nos objets d’étude et leur comparabilité. Ensuite, il est nécessaire de souligner la continuité des défis rencontrés par ces deux institutions : qu’ils soient documentaires, institutionnels ou sociaux, même s’il ne faut pas sous-estimer les écarts nationaux ou locaux. Enfin, il s’agira de mettre en évidence les moyens financiers dont disposent ces deux bibliothèques pour faire face à ces changements.

# Chapitre 1 : Une démarche valable ?

Avant d’aller plus loin, il nous semble essentiel de justifier la comparaison qui fait l’objet de notre travail. Nous avons déjà montré l’intérêt général d’une comparaison détaillée entre deux bibliothèques par rapport aux comparaisons superficielles qui nous ont précédés, mais nous n’avons pas encore justifié le choix de nos deux objets de comparaison. Que ce choix ait été largement dû aux circonstances ne suffit pas à lui assurer une pertinence.

1. Une histoire partielle, des fragments identiques ?

Pour s’assurer que la comparaison que nous proposons est possible, il faut d’abord évoquer les archives dont nous disposons, et si elles sont suffisantes pour traiter correctement la question.

1. *Des sources équivalentes ?*

Nous avons présenté les différentes facettes des bibliothèques universitaires que nous voulons étudier, et il est temps désormais de passer du souhait intellectuel à la réalité des traces dont nous disposons. En l’occurrence, notre étude s’appuie sur les archives qui ont été conservées par les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff. Dans les deux cas, il est possible de suivre les évolutions majeures grâce aux rapports annuels qui nous ont fourni de nombreuses statistiques présentées en annexe. Ces documents précieux, adressés au Royaume-Uni au président de l’université et en France à la DBLP et au recteur, ne sont pas d’une richesse équivalente. Au Royaume-Uni, dans la mesure où les crédits octroyés par l’université à sa bibliothèque le sont à la discrétion de l’université, le bibliothécaire a tout intérêt à prêter beaucoup d’attention aux documents qu’il échange avec elle, et le rapport annuel représente indubitablement le plus important d’entre eux. Non seulement le bibliothécaire présente des informations générales sur le fonctionnement de la bibliothèque, mais il doit justifier de la bonne marche de la bibliothèque et du bon usage des fonds qu’on lui accorde. Pour cela, il ne ménage pas ses efforts pour expliquer l’évolution des statistiques de fonctionnement de la bibliothèque, mais aussi pour présenter la politique qu’il mène, et celle qu’il souhaite mener en insistant régulièrement sur la question des crédits disponibles. Cette attention particulière est visible à la longueur importante de ce rapport qui fait environ dix pages au début des années 1950, près de vingt quelques années plus tard, et qui culmine à vingt-cinq environ au cours des années 1970, auxquelles s’ajoutent parfois plus de dix pages de statistiques diverses. Suite au changement de bibliothécaire en 1976, l’ampleur de ce rapport diminue rapidement jusqu’à moins de dix pages. Si ces documents semblent particulièrement fournis à l’université de Cardiff, cela semble être souvent le cas au Royaume-Uni. En effet, bien que Neal soit assez critique sur ce type de document : « la plupart du temps, l’accent est placé sur la description et les tributs aux donateurs ; les difficultés, particulièrement celles dues aux politiques de l’université tendent à être mises de côté », il ajoute tout de même qu’en moyenne ces documents font entre douze et vingt-quatre pages, ce qui n’est pas si mal.[[20]](#footnote-20) Sur le fond, la liste des donateurs tend effectivement à prendre d’inquiétantes proportions au fur-et-à mesure que la bibliothèque gagne en importance jusqu’à s’étaler sur quatre pages en 1965/66, mais elle diminue sensiblement par la suite, et la bibliothécaire n’en profite pas pour éluder les difficultés rencontrées.

Si on possède aussi des rapports annuels de la bibliothèque universitaire de Caen, ceux-ci sont des documents très différents dans la mesure où ils consistent quasiment exclusivement en des tableaux statistiques à remplir, à part pour les premières années après la seconde guerre mondiale, où la bibliothécaire, Mlle Dupasquier, détaille l’avancement de la reconstitution des collections.[[21]](#footnote-21) Très vite par la suite, la bibliothécaire est amenée à remplir les tableaux avec les informations demandées sans guère de précisions supplémentaires. Heureusement pour l’historien, les questionnaires envoyés par Julien Cain concernent de nombreux aspects des bibliothèques. L’organisation du questionnaire évolue peu. Il demande d’abord des informations sur les utilisateurs, puis sur le personnel, le budget de la bibliothèque, l’accroissement des collections, la fréquentation de la bibliothèque, les horaires d’ouverture et les périodes de fermeture annuelle. Enfin, il demande aux directeurs de la bibliothèque de faire des observations sur l’état des locaux, les collections qui n’ont pas encore pu être traitées, l’état des catalogues, les travaux de reliure, l’utilisation du microfilm, le prêt interuniversitaire, le rapport avec les bibliothèques d’institut, et les publications de la bibliothèque. Aucun aspect n’est négligé, mais la forme du rapport laisse peu de liberté à ceux qui y répondent. Ce document ne constitue pas un moyen de justification de leur politique par les directeurs des bibliothèques, mais est principalement un moyen pour la DBLP de comparer l’ensemble des bibliothèques qui sont sous sa responsabilité et d’avoir connaissance de la situation globale de chaque bibliothèque. Cette dimension statistique omniprésente et très ‘nationale’ confère une grande sécheresse à ces documents. En 1951, ces rapports annuels sont scindés en deux, avec d’une part les *Rapport annuel. Service Public.,* et d’autre part les *Rapport annuel. Service intérieur*. Les premiers concernent l’année universitaire et traitent principalement d’informations sur l’utilisation de la bibliothèque, tandis que les seconds, calqués sur l’année civile, recueillent des informations sur le personnel et l’état des collections. Cependant ce changement d’organisation, qui répond au désir de bénéficier des différents types d’informations contenus par chacun de ces deux rapports le plus tôt possible, ne change pas fondamentalement les informations apportées. Ces documents s’interrompent après l’année 1967, suite à une décision de la DBLP.

Ce ne sont pas les seuls documents qui nous soient parvenus. Les correspondances entretenues par les bibliothécaires respectifs nous permettent d’appréhender une partie des relations extérieures qu’entretiennent ces deux bibliothèques. Dans le cas de Cardiff, on peut retracer une large partie de sa politique de coopération. La boîte 2/65 contient des échanges de courriers avec ses collègues des bibliothèques galloises, concernant notamment l’adoption de normes communes de catalogage.[[22]](#footnote-22) La correspondance entre le bibliothécaire principal et celui de la ‘bibliothèque Salisbury’,[[23]](#footnote-23) qui se trouve dans la même boîte, a un intérêt pour comprendre le fonctionnement interne de la bibliothèque à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les documents de la boîte 2/92 laissent apparaître la politique de coopération mise en place autour du projet commun d’automatisation *South West Academic Library Cooperative Automation Project.*[[24]](#footnote-24) Nous possédons aussi une correspondance fournie pour la bibliothèque de Caen.[[25]](#footnote-25) Cette correspondance contient des éléments très divers et d’inégal intérêt. Parmi les correspondances les plus intéressantes, on trouve de nombreux documents qui font état d’échanges très réguliers avec la DBLP, notamment au sujet des difficultés locales rencontrées par Mlle Dupasquier. On y trouve aussi des correspondances locales concernant l’embauche de certains membres du personnel, ou encore des échanges avec d’autres bibliothèques universitaires, dont les directeurs souhaitent obtenir des informations pour mener à bien la direction de leur établissement. Les procès-verbaux du Conseil de la documentation qui ont été conservés de 1974 à 1984 permettent à la fois de voir à l’œuvre une partie des relations entre la bibliothécaire et le personnel universitaire, et de faire état des préoccupations concernant la bibliothèque, particulièrement sur les problèmes de manque de crédits et de leur répartition.[[26]](#footnote-26) La politique de coopération de ces deux bibliothèques et leur fonctionnement interne sont donc bien et assez également documentés.

En revanche, en ce qui concerne l’évolution du personnel, ses préoccupations et le rapport à l’informatisation naissante, la revue du personnel de la bibliothèque universitaire de Cardiff, qui paraît régulièrement à partir de 1974, n’a pas eu d’équivalent à Caen.[[27]](#footnote-27) Cette revue éclaire notamment le travail fait par le bibliothécaire pour préparer son personnel à l’arrivée de l’informatique, sur laquelle nous ne savons presque rien pour l’université de Caen. Enfin, un certain nombre de documents qui révèlent des échanges parfois informels entre les utilisateurs et le personnel de la bibliothèque ont été gardés à Cardiff, mais sont moins nombreux à Caen, sans que l’on puisse savoir si ces échanges ont été moins fréquents, ou s’ils n’ont pas laissé de traces qui nous soient parvenues. Dans le cadre de l’ensemble documentaire de l’université de Caen, on peut regretter de ne pas avoir pu trouver plus de traces faisant état des relations entre les bibliothèques d’instituts et la bibliothèque centrale. Pour y remédier, il faudrait recueillir des témoignages d’anciens membres du personnel des bibliothèques d’UFR. Nous avons ainsi eu l’opportunité de discuter avec l’actuel directeur de la bibliothèque d’UFR de géographie des relations qu’entretenait cette bibliothèque avec la bibliothèque centrale à la fin des années 1980. Nous aurions aimé pousser plus avant cette démarche mais nous avons manqué de temps. Nous sommes donc dépendants, sous cet aspect-là, des sources qui ont été conservées par la bibliothèque centrale.

1. *Une histoire comparée, pas une histoire strictement parallèle.*

Il est désormais établi que nous disposons de sources relativement riches de part et d’autre, mais qu’elles ne sont pas équivalentes. D’un point de vue général, les sources de la bibliothèque de Cardiff sont un peu plus riches que celles de Caen. Peut-être que les bibliothèques françaises produisaient moins d’archives que leurs homologues britanniques du fait de la centralisation qui restreignait les échanges locaux, même si nous avons déjà souligné que ceux-ci étaient bien existants. Considérant les différences institutionnelles entre les deux pays, il n’est pas du tout surprenant de ne pas retrouver des archives équivalentes. On peut se demander dans quelle mesure cela peut poser un problème dans le cadre d’une histoire comparée. Il faut reconnaître que nous ne pouvons pas comparer la totalité des aspects que nous souhaitions aborder. Ceci n’enlève cependant rien à la pertinence de notre travail dans la mesure où nous ne souhaitions pas établir une histoire strictement parallèle. Il y a donc des aspects, comme les relations internes au personnel, sur lesquels il faudra se contenter d’étudier la bibliothèque de Cardiff. Autant que cela sera possible, nous allons chercher à trouver des correspondances pour établir dans quelle mesure ce qui est vrai dans un cas peut l’être dans l’autre. En effet, il faut rappeler que nous travaillons sur des traces, et par conséquent de nombreuses interactions que nous souhaiterions étudier ne nous sont pas accessibles. Pour cette raison, notre approche comparée peut être une richesse pour combler des ‘angles morts’ de nos archives en procédant par analogie entre des processus similaires, avec prudence néanmoins.

1. Des objets historiques équivalents ?

Avant d’esquisser toute comparaison, il apparaît nécessaire de faire l’effort de définir précisément les deux objets que nous souhaitons comparer, afin de montrer dans quelle mesure ces objets sont comparables, ainsi que de présenter les difficultés rencontrées.

1. *Les universités de Caen et de Cardiff : quelle équivalence ?*

Nous avons déjà souligné l’importance qu’une université revêt pour sa bibliothèque, et, pour qui veut évaluer l’équivalence entre deux bibliothèques universitaires, il semble logique de commencer par celle de leurs universités respectives. Il faut préciser à ce sujet, que ce que nous appelons « université de Cardiff » n’était en réalité pas considérée comme une université au cours de notre période d’étude, mais seulement comme une partie de l’université du Pays de Galles (selon un modèle d’organisation similaire à celui qui prévalu longtemps pour l’université de Londres). L’université du Pays de Galles n’était pas complètement indépendante d’un point de vue pédagogique car elle n’était pas autorisée à délivrer les diplômes jusque dans les années 1990. L’université de Cardiff est finalement devenue indépendante en 2004. Cependant, ces nuances administratives ne semblent pas avoir eu particulièrement de répercussion sur sa bibliothèque du fait de l’éloignement de ces institutions, qui les obligeait à construire des collections indépendantes. D’ailleurs, dans son étude, Harisson Bryan étudie séparément les bibliothèques galloises de Cardiff, d’Aberystwyth, de Bangor et de Swansea.[[28]](#footnote-28) Par conséquent, nous ne tenons pas compte de cette situation administrative et étudions ici « l’université de Cardiff »,[[29]](#footnote-29) et sa bibliothèque, comme des institutions autonomes.

Pour pouvoir comparer de manière satisfaisante les situations respectives des universités de Caen et de Cardiff, il faudrait disposer d’une meilleure connaissance de ces deux universités que celle que nous avons. Nous pouvons néanmoins tenter d’y parvenir, au moins partiellement, de deux manières. La première consiste à proposer une comparaison des effectifs de chacune de ces deux universités, leur poids absolu en quelque sorte, et la seconde est d’évaluer leur poids relatif dans leur système universitaire respectif. Les statistiques disponibles sont malheureusement incomplètes ou difficiles à interpréter, mais permettent quand même d’avoir un ordre de grandeur de la taille de chacune de ces universités. Le tableau qui présente le nombre d’étudiants de Caen et de Cardiff met ainsi en évidence un net avantage en faveur de l’université de Caen qui s’accentue, et passe de moins de 2 pour 1 en 1950/51 à plus de trois pour 1 en 1966/67.[[30]](#footnote-30) Cet écart doit cependant être nuancé, car si le nombre d’étudiants pour l’université de Cardiff est probablement conforme à la réalité, ce n’est pas le cas pour celle de Caen dans la mesure où ces statistiques regroupent aussi des étudiants des collèges de Rouen et du Mans en 1966/67. Même s’il nous est difficile de connaître précisément l’intensité de l’usage qu’ils font des ressources de la bibliothèque universitaire de Caen, il est probablement très faible. Par conséquent, il semble plus pertinent de ne pas les compter parmi les étudiants de l’université de Caen, ce qui rééquilibre l’écart entre les deux universités à un peu moins de 3 pour 1. Malheureusement, toutes les statistiques disponibles ne distinguent pas clairement les étudiants en fonction de leur lieu d’étude. De plus, ils ne sont pas les seuls utilisateurs de la bibliothèque, et il serait souhaitable, pour comparer plus amplement les deux universités, de tenir compte des effectifs d’enseignants et de chercheurs, mais nous n’avons pu y accéder pour l’université de Cardiff.

Dans la mesure où le nombre d’étudiants en France est plus important qu’au Royaume-Uni et atteint un ratio d’environ 3 pour 1 en 1975-76, une approche avec des statistiques uniquement absolues ne semble pas satisfaisante pour savoir à quel point elles sont équivalentes.[[31]](#footnote-31) Le tableau de leur part respective dans les effectifs étudiants nationaux montre que ces deux universités sont beaucoup plus proches l’une de l’autre selon cette perspective.[[32]](#footnote-32) En effet, l’université de Cardiff accueille près de 2% des étudiants britanniques jusqu’au milieu des années 1960, tandis que celle de Caen, même en conservant les étudiants des collèges universitaires de Rouen et du Mans, est en moyenne inférieure à 2,5%. En terme d’effectifs, l’université de Cardiff oscille entre une position d’université de petite et de moyenne taille. Elle apparaît un peu au-dessus de la médiane, à la vingt-et-unième place sur cinquante-quatre universités dans l’étude de Bryan, et se trouve dans le groupe le plus nombreux d’universités, qui accueillent entre 3000 et 3999 étudiants à plein temps, mais son effectif de 4150 étudiants, en 1974/75, est inférieur de près de 500 étudiants à la moyenne britannique.[[33]](#footnote-33)

Le constat est à peu près similaire pour l’université de Caen, même s’il est plus favorable dans la mesure où elle fait partie des universités les plus anciennes. La carte des universités en 1960 permet de classer les universités de province en trois groupes, loin derrière les universités de Paris, avec d’abord les universités d’Aix, de Bordeaux, Lille, Lyon, Montpellier et Toulouse, puis un deuxième groupe auquel appartiennent les universités de Caen, Rennes, Grenoble, Poitiers, Nancy et Strasbourg, et enfin un troisième groupe avec trois universités sensiblement plus petites Clermont-Ferrand, Dijon, et Besançon.[[34]](#footnote-34) A l’instar de la baisse du poids relatif de l’université de Cardiff qui apparaît dans la seconde moitié des années 1960, l’importance de l’université de Caen diminue au cours des années 1960 et par la suite, à cause de la multiplication des universités. Dans un cas comme dans l’autre, l’évolution de la géographie universitaire fait apparaître un déclin relatif de ces deux universités. La carte des universités en 1992/93 montre que la bonne position de Caen a été modérée par l’apparition de nombreuses universités, particulièrement dans le grand Ouest.[[35]](#footnote-35) La moindre multiplication des universités au Pas de Galles et au sud-ouest du Royaume-Uni a permis à l’université de Cardiff de limiter sa perte d’importance.[[36]](#footnote-36) Du point de vue des universités, il est donc possible de retenir que l’université de Caen accueille beaucoup plus d’étudiants que celle de Cardiff, mais que rapporté au développement de l’enseignement supérieur en France et au Royaume-Uni, elles sont assez proches, particulièrement avec la création de nombreuses universités en France à la fin des années 1960 et pendant les années 1970.

1. *La situation de leurs bibliothèques respectives en 1944.*

Du point de vue de l’état de leurs bibliothèques en 1944, la situation est beaucoup plus contrastée, au moins en apparence. La bibliothèque de Cardiff poursuit une politique d’acquisitions assez lente, comparée à celle des décennies suivantes, mais continue, ce qui lui permet d’avoir environ 100 000 volumes à la fin de la guerre, malgré les difficultés pour faire relier ces volumes dont fait état le bibliothécaire dans ses rapports annuels de l’époque.[[37]](#footnote-37) Bien que les bombardements de l’aviation allemande aient touché la bibliothèque universitaire de Cardiff, l’incendie dont elle a souffert ne semble pas avoir laissé de traces importantes dans ses collections.[[38]](#footnote-38) On ne peut pas en dire autant de celle de Caen qui fut complètement détruite le 7 juillet 1944. Toutes les histoires locales en font état et l’expression : « pas un livre, pas une fiche, pas une pièce d’archives » fait plusieurs fois son apparition pour décrire une situation tragique.[[39]](#footnote-39) Quels qu’en soient leurs auteurs, les faits rapportés sont les mêmes : en 1945, une salle de travail aux carreaux brisés accueille des étudiants qui n’ont pour s’asseoir que des « prie-Dieu » et une seule table.[[40]](#footnote-40) Longtemps, les seuls livres qui arrivent sont des dons, de provenance locale d’abord, puis organisés au niveau national par l’université de la Sorbonne, et enfin à l’échelle internationale grâce à une générosité rappelée dans tous ces récits comme le ferment de la renaissance d’une université quasiment considérée comme martyre.[[41]](#footnote-41) Cette présentation, même si elle est vraie en terme de faits, ne saurait cependant tenir lieu d’état des situations respectives de ces deux bibliothèques en 1944. Pour s’approcher plus près de cette réalité, il faut d’abord revenir sur l’existence de leurs universités depuis leur origine jusqu’au début de la seconde guerre mondiale, avant de présenter quelques traits du développement exponentiel de la bibliothèque de Caen dans sa première décennie de refondation grâce aux fonds du budget de reconstruction et aux dons.

Dans sa typologie des universités britanniques, Bryan accorde une grande importance à la date de création de chacune de ces universités, des plus anciennes, Oxford et Cambridge, aux plus récentes dans les années 1960, en passant par les universités écossaises, londoniennes et aux universités civiques de la fin du XIXème siècle, dont fait partie Cardiff. La pérennité de l’ensemble de ces institutions et ses conséquences sur les collections de leurs bibliothèques justifient ce choix, qui n’aurait pas de sens en France. En effet, en France la révolution en 1789 suivie de la disparition progressive des universités, puis le peu d’intérêt des différents gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays ont longtemps laissé végéter les universités et particulièrement leurs bibliothèques, souvent presque inexistantes jusqu’à la fin du XIXème siècle et le début de la Troisième République.[[42]](#footnote-42) A l’inverse, la date de créations des universités britanniques permet assez bien, même à l’époque contemporaine, de classer ces universités, et on retrouve la trace de leur ancienneté dans les collections de leurs bibliothèques, ce qui contribue notamment à faire la gloire internationale de celles d’Oxford et de Cambridge.

Un connaisseur de l’histoire médiévale des universités européennes pourrait être surpris par une absence dans la typologie de Bryan : celle de l’université de Caen. En effet, formellement l’université de Caen est la troisième plus vieille d’Angleterre et la quatrième du Royaume-Uni, fondée sous Henri IV roi d’Angleterre, en 1432. Si l’université de Caen avait été située sur le territoire anglais depuis sa création, il est probable que la comparaison avec l’université de Cardiff, beaucoup plus récente, paraîtrait aujourd’hui incongrue. [[43]](#footnote-43) Cependant, la moindre activité des universités françaises comparée à leurs homologues britanniques à l’époque moderne, puis les difficultés que nous avons déjà évoquées à partir de 1789 et au moins jusqu’à la fin du XIXème siècle, ont rendu ces universités beaucoup plus comparables au XXème siècle. Ainsi il n’y avait pas de bibliothèque universitaire à proprement parler à Caen avant 1879, lorsqu’elle fut d’abord créée administrativement, puis constituée par regroupement des collections de volumes possédés par les différentes facultés.[[44]](#footnote-44) Les bibliothèques universitaires de Cardiff et de Caen sont donc presque également vieilles. Malgré cela, avec près de 300 000 volumes,[[45]](#footnote-45) la bibliothèque universitaire de Caen a une collection environ trois fois supérieure à celle de l’université de Cardiff avant la seconde guerre mondiale,[[46]](#footnote-46) ce qui en fait une bibliothèque bien supérieure, à une époque où la taille des collections était de loin le critère le plus valable pour évaluer la qualité d’une bibliothèque, bien plus que la qualité des services proposés ou l’accès à l’information.

Ce si bel héritage a-t-il était dilapidé en quelques heures lors des bombardements alliés du 7 juin 1944 ? Oui et non. L’université de Caen a perdu à jamais des collections anciennes, qui sans être monumentales n’étaient semblent-ils pas négligeables. Mais dans l’ensemble, ses collections, comme celles de nombreuses bibliothèques universitaires françaises à l’époque, étaient déséquilibrées. En effet, Alban Daumas montre que le nombre de volumes possédés par les bibliothèques universitaires est plus faible qu’il n’y paraît car les bibliothèques accueillent une forte proportion de thèses qui ne sont pas distinguées des différents types de brochures et de matériaux divers qui ont parfois peu d’intérêt.[[47]](#footnote-47) Cette situation se retrouve aussi à Caen après la première guerre mondiale, où à peine plus de la moitié du fonds total est constituée par des ouvrages ou des périodiques.[[48]](#footnote-48) D’après Alban Daumas, l’état des collections évolue peu pendant l’entre-deux guerres, tant en terme de quantité que de qualité et la majorité des bibliothèques universitaires possèdent toujours plus de ‘thèses et de brochures’ que de livres ou de périodiques.[[49]](#footnote-49) D’après les archives de l’université de Caen, les écrits universitaires représentent plus de la moitié des documents possédés par la bibliothèque de l’université au début de la seconde guerre mondiale, sans que l’on sache s’il n’y a que des thèses parmi les écrits universitaires ou d’autres types de documents.[[50]](#footnote-50) L’importance des fonds de l’université de Caen avant sa destruction ne doit donc pas être surestimée, d’autant que ce sont sans doute des fonds vieillissants si, considérant que les livres possédés en 1922 appartiennent encore aux collections de la bibliothèque en 1942, on s’intéresse au nombre d’acquisitions annuelles, qui est de 500 volumes et d’environ 1 750 écrits académiques par an.

Bien que les dons massifs de livres qui vont affluer rapidement lors de la reconstruction n’offrent pas toujours une cohérence exemplaire, ils vont quand même permettre de recréer un fonds d’une importance comparable et bientôt bien supérieure au fonds antérieur à la guerre, qui sera complété par les rachats de collections spécifiques grâce aux crédits de reconstruction pour les dommages de guerre, mis à disposition de la bibliothèque.[[51]](#footnote-51) La mise en service d’un nouveau bâtiment en 1955 va offrir, certes tardivement, un hébergement convenable. A première vue la situation de la bibliothèque universitaire de Caen est donc beaucoup plus difficile en 1944 que celle de Cardiff. Cependant, en quelques années elle va retrouver un net avantage en terme de collection, à peu près comparable à celui d’avant-guerre, grâce aux dons qui lui sont envoyés, et au soutien important de la DBLP, mais nous allons revenir plus en détail sur ces aspects au cours des développements suivants.[[52]](#footnote-52)

1. *« Bibliothèque universitaire » : quel objet historique ?*

Toute comparaison historique se heurte au problème de savoir si les réalités décrites avec les mêmes mots se correspondent. En d’autres mots, est-ce que les expressions ‘*the university library’* et ‘la bibliothèque universitaire’ représentent la même chose pour ceux qui utilisaient ces termes. Les universités françaises, lors de leur refondation officielle par regroupement des facultés en 1896 ont hérité d’une documentation éclatée depuis près d’un siècle entre les différentes facultés. La ‘bibliothèque universitaire’ au sens de bibliothèque centrale de l’université est une idée assez récente dans l’histoire des universités françaises, et apparaît avec les textes législatifs de 1855, mais qui ne sont pas réellement mis en application, puis avec ceux publiés entre 1878 et 1886. La situation à Caen est tout à fait conforme à cette création tardive : « il fallut attendre le décret de 1879, qui prescrivait la réunion des bibliothèques de Facultés dans un même local et sous une direction unique, pour obtenir un immeuble situé rue Saint Sauveur et que la ville, par voie d’expropriation, mit à la disposition de l’administration universitaire. »[[53]](#footnote-53) Avant cela, il n’existe que des bibliothèques des facultés et des bibliothèques spécialisées, sans personnel ni locaux spécifiques, pas toujours accessibles à tous et notamment aux étudiants.[[54]](#footnote-54) Ce n’est pas la première tentative pour centraliser, au moins partiellement la documentation dans les universités, mais Alban Daumas précise que ces textes, contrairement à ceux de 1855 sur les bibliothèques d’académie seront appliqués. Un siècle plus tard, la création des Services Communs de la Documentation en 1985 pour limiter les effets indésirables de la dispersion de la documentation, illustre la difficulté persistante pour centraliser la documentation et montre que cette centralisation législative n’a pas connu tous les résultats escomptés.

En effet, la volonté des législateurs de la fin du XIXème siècle s’est heurtée aux résistances locales, principalement le fait des professeurs de l’époque qui pour des raisons de confort ou de prestige social préféraient garder leurs ressources documentaires à proximité, dans des espaces à l’accessibilité restreinte. Au sujet de ces conflits, Alban Daumas écrit : «les nouvelles règles de fonctionnement heurtaient en effet trop d’habitudes et de facilités commodes pour les universitaires pour n’être pas combattues. »[[55]](#footnote-55) Ces résistances, même si elles n’ont pas toujours laissé de traces, ne doivent pas être sous-estimées, et Paul Cettier (bibliothécaire de 1921 à 1936) le rappelle dans le cadre de la bibliothèque de Caen.

Plusieurs mois durant, il [M. Fécamp premier bibliothécaire de l’université de Caen, nommé en 1879, et qui quitta le poste en 1880, après avoir réalisé la fusion des bibliothèques des facultés] multiplie les démarches et les efforts pour effectuer le transfert des livres, leur installation dans le local qui leur est destiné, pour persuader le personnel enseignant de la nécessité d’une mesure qui risque de heurter des habitudes respectables de d’éveiller des susceptibilités légitimes. »[[56]](#footnote-56)

M. Cettier ne cite aucune source, et il est probable que son propos repose sur une transmission informelle avec ses prédécesseurs d’informations sur le passé de la bibliothèque. C’est l’un des rares témoignages qui nous soient restés de la période de l’avant seconde guerre mondiale sur la bibliothèque de Caen. Le soin qu’il prend à ménager les susceptibilités, le travail du bibliothécaire et les résistances des enseignants, laissent penser que ses relations avec les enseignants ne sont pas forcément plus évidentes cinquante ans plus tard. Cependant l’application de ces textes va seulement permettre la centralisation des bibliothèques de facultés, sans prendre en compte les collections plus ou moins organisées qui pouvaient exister à l’intérieur des universités et qui étaient créées par les professeurs. Selon certains auteurs, comme Henri Comte, les bibliothèques universitaires ont réussi à conserver leur monopole documentaire jusqu’à la première guerre mondiale avant qu’il ne soit progressivement battu en brèche.[[57]](#footnote-57) Au contraire, Alain Gleyze estime que ce ‘monopole documentaire’ des temps anciens est un mythe, et que des bibliothèques, ou des collections, extérieures aux bibliothèques de facultés ont perduré après la réunion de ces dernières au début de la Troisième République, puisque seules les bibliothèques de faculté étaient concernées par l’unification.[[58]](#footnote-58)

Même si les bibliothécaires français ont pu envier la concentration documentaire britannique : « en Grande-Bretagne, la bibliothèque universitaire, élément bien intégré à l’université, ne se heurtait guère à une tradition d’autonomie de bibliothèques multiples »[[59]](#footnote-59), il ne faut pas croire que la question de la concentration des ressources documentaires ne s’y est pas posée. Il existe une tension similaire entre d’une part la volonté de multiplier des approches pluridisciplinaires qui nécessitent des bibliothèques aux collections larges, le souhait de développer les services et pour cela d’avoir des collections concentrées pour limiter les coûts, et d’autre part, une spécialisation disciplinaire croissante, et la volonté des chercheurs d’avoir sur leur lieu de travail des collections facilement disponibles, ce qui est compliqué par l’étalement des universités à mesure de leur croissance. Dans un article paru au milieu des années 1960, Mackenna présente ce phénomène de manière relativement détaillée.[[60]](#footnote-60) Il estime que deux facteurs sont responsables d’un ‘départementalisme’[[61]](#footnote-61) croissant des bibliothèques universitaires, qui a toujours été latent selon lui. La croissance des ‘départements’ donne un sentiment d’autosuffisance qui peut entraîner un affaiblissement des liens avec l’université et ainsi avec la bibliothèque centrale de celle-ci. Dans le même temps, la bibliothèque centrale a de plus en plus de mal à faire face au développement des services requis par l’ensemble des utilisateurs. Mackenna estime que cette évolution est largement tributaire des circonstances locales et des personnes en place, et la ville de Londres a, par exemple, vu se multiplier les bibliothèques d’instituts importantes. Nous ne connaissons pas ce cas précisément, mais dans l’ensemble il faut s’entendre sur le terme *department* pour bien saisir le phénomène dont parle Mackenna. Un *department* peut désigner l’équivalent français d’un actuel UFR, mais aussi ce qui correspondrait plutôt aux anciennes facultés françaises c’est-à-dire : Sciences, Droit, Lettres, Médecine. Appliqué aux bibliothèques, dans le sens où Mackenna l’emploie, il se rapproche plutôt du second cas comme le laissent deviner les exemples de *department* qu’il prend : droit, médecine, *college of education.*[[62]](#footnote-62) Mackenna précise cependant que des bibliothèques uniquement destinées à la recherche ou à l’enseignement se mettent aussi en place – qui correspondraient aux bibliothèques d’instituts et de laboratoire que l’on trouve dans les universités françaises – mais que ce phénomène est assez restreint.

On retrouve ici la distinction proposée par Alain Gleyze entre la « déconcentration interne » et la « déconcentration externe. »[[63]](#footnote-63) La première correspond à la création de bibliothèques de sections qui restent sous le contrôle de la bibliothèque universitaire, tandis que la seconde correspond à une multiplication de bibliothèques en dehors de la bibliothèque centrale, et indépendantes de cette dernière. Bryan prête attention à cette question plus de dix ans plus tard dans son chapitre consacré aux services aux lecteurs.[[64]](#footnote-64) Bryan distingue les *branch libraries* des *department libraries*, les premières correspondraient à des bibliothèques de facultés : « des décentralisations ‘officielles’ à l’intérieur du système de la bibliothèque » ; et les secondes à des bibliothèques d’instituts : « elles peuvent êtres décrites comme des compétitrices légales ou illégales de ce système. »[[65]](#footnote-65) Les situations semblent assez hétérogènes, même si dans l’ensemble Bryan note une diminution des *department libraries* depuis sa première enquête en 1957. Les bibliothèques d’Oxford, de Leeds, Liverpool et d’Ecosse sont celles dont les services sont le plus décentralisés. Au contraire, Cardiff a des collections assez centralisées, puisque *l’Arts and Social Studies Library,[[66]](#footnote-66)* presque opérationnelle au moment de l’enquête de Bryan, regroupe les bibliothèques de droit et des sciences humaines et sociales, et que la bibliothèque de science et celle des sciences appliquées accueillent l’ensemble des collections scientifiques. A côté de ces trois grandes bibliothèques, des sections ont été progressivement aménagées dans d’autres locaux, principalement à cause de problème de place, comme la bibliothèque du *College of education* en 1969, celle de la bibliothèque de musique en 1970, et enfin celle de la bibliothèque pre-clinical en 1981. Malgré ces déménagements, la bibliothèque reste très centralisée d’un point de vue administratif, et ces bibliothèques appartiennent aux *branch libraries* selon la typologie de Bryan. Ce processus est comparable à ce qui se passe pour la bibliothèque centrale de Caen avec l’aménagement d’une section sciences en 1968, puis avec la création de la bibliothèque santé en 1975.

Bien que ‘la bibliothèque universitaire’ de Caen corresponde à *the university library* de Cardiff – toutes deux progressivement séparées dans différents bâtiments – elles ont donc une position loin d’être similaire dans leurs universités respectives, puisque la seconde représente l’unique interface documentaire des membres de l’université, alors que la première n’est que l’une des sources de la documentation dans l’université, et parfois l’une des plus lointaines. En effet, la dispersion documentaire qui a persisté après la fin du XIXème siècle, est bien peu de choses par rapport à celle qui se met en place au cours de notre période d’étude, quand les bibliothèques, d’UFR, d’instituts ou de laboratoires, se multiplient, chacune avec des politiques propres, du personnel et des fonds séparés.[[67]](#footnote-67)[[68]](#footnote-68) A ce propos, on a souvent parlé de dualité du système documentaire, d’autres commentateurs ont évoqué un ensemble hétérogène de bibliothèques qui cohabitent avec les bibliothèques universitaires. Cette seconde dénomination nous semble de loin préférable, dans la mesure où les bibliothèques d’instituts n’ont jamais fonctionné comme un ensemble cohérent, et n’étaient pas intégrées à un système de relations entre elles, même si certaines, en fonction d’affinités disciplinaires, avaient des relations privilégiées.[[69]](#footnote-69) De ce long développement, il faut retenir que ce que nous allons désigner sous l’expression de ‘bibliothèque universitaire’ dans la suite de ce travail, est un objet relativement similaire d’un point de vue interne en France et au Royaume-Uni, mais qui n’a pas la même position dans l’université puisque les *university libraries* sont souvent moins en concurrence, voire pas du tout, avec d’autres organismes documentaires à l’intérieur de l’université. Cette différence, déjà existante avant la seconde guerre mondiale, s’accentue du fait de la multiplication des bibliothèques d’instituts et de leur prise d’importance en France, ce qui est un phénomène national auquel n’échappe pas l’université de Caen.

1. *Une comparaison sans évidence, mais qui mérite d’être menée.*

De cette longue présentation et délimitation du sujet de notre étude, il faut noter un certain nombre d’éléments importants avant de poursuivre. D’abord, il n’y a pas d’équivalence parfaite entre les deux pays dont sont issus les objets de notre comparaison, tant pour les temporalités, que pour les objets étudiés, et les mises au point sémantiques doivent être une mise en garde sans cesse renouvelée face aux comparaisons et aux raccourcis trop rapides. Les contextes nationaux sont très différents sur un certain nombre de points, entre autres ceux de la sociologie et des effectifs des membres de la communauté universitaire, de la place de la documentation et des bibliothèques dans les universités, ou encore de l’organisation du système documentaire à l’intérieur des universités, ce qui est à prendre en compte pour bien mesurer les possibilités de comparaison. Ces éléments ne doivent nullement nous empêcher de mener une approche comparée, et au contraire en font tout l’intérêt à condition de bien définir les réalités étudiées.

Il en va autrement des deux bibliothèques comparées. Dans quelle mesure est-il plus pertinent de comparer ces deux bibliothèques précisément que n’importe quelles autres bibliothèques universitaires françaises et britanniques ? Les circonstances qui ont amené l’auteur de ces lignes à fréquenter successivement les universités de Caen et de Cardiff, constituent certes une raison mais pas une justification. Il va d’abord de soi qu’il n’existe pas de points de comparaison idéaux, la question à laquelle il faut répondre est donc plutôt : y a-t-il des raisons qui justifieraient de ne pas comparer ces deux bibliothèques ? A première vue oui. La spécificité de la bibliothèque de Caen liée à sa destruction totale en 1944 puis aux dons massifs qu’elle a reçus peut constituer une raison de ne pas comparer ces deux bibliothèques, dans la mesure où ces évènements ont singularisé la bibliothèque universitaire de Caen par rapport aux autres bibliothèques universitaires françaises. Mais, malgré sa singularité, cette bibliothèque a gardé une majorité de traits communs avec les autres bibliothèques françaises dans l’architecture et l’aménagement du bâtiment reconstruit après la guerre, dans la manière de classer et de cataloguer ses collections, d’accueillir ses lecteurs, dans son fonctionnement institutionnel,… Sa singularité s’est finalement rapidement limitée à la composition de ses collections et s’est estompée avec la fin de l’arrivée massive des dons dans la seconde moitié des années 1950. Cette singularité relative ne doit donc pas être un obstacle à une tentative de comparaison, mais doit être suffisamment prise en compte pour ne pas exagérer la représentativité de cette étude. Enfin, même si la taille de leurs universités n’est pas équivalente, nous avons montré qu’elles occupent toutes deux une position d’université de taille moyenne voire petite dans leur contexte national respectif. Cette comparaison ne va donc pas de soi, mais être conscient des difficultés et des limites qu’elle comporte doit nous permettre de tirer parti des apports qu’elle laisse espérer, d’autant plus que les problématiques auxquelles ces deux bibliothèques doivent faire face sont de plus en plus similaires au cours de notre période d’étude.

# Chapitre 2 : Des défis communs.

Il s’agit désormais de souligner les continuités nationales et internationales des contextes dans lesquels évoluent ces deux bibliothèques universitaires. Nous souhaitons d’abord évaluer la similitude du contexte documentaire dans les deux pays, dans la mesure où les décennies consécutives à la seconde guerre mondiale sont le théâtre d’une forte progression de la production éditoriale scientifique et de son coût. Dans le même temps, les bibliothèques universitaires subissent les conséquences de l’augmentation du nombre d’inscrits à l’université, même si celle-ci est plus marquée en France qu’au Royaume-Uni. Si l’évolution quantitative du lectorat est la plus évidente, il faut aussi s’interroger sur une évolution plus qualitative de ce lectorat dans son rapport à la documentation et à la bibliothèque universitaire. Enfin, l’enseignement supérieur est marqué par une multiplication des implantations universitaires, particulièrement à partir de la fin des années 1960, qui vont entrer en concurrence avec les universités plus anciennes comme celles de Caen et Cardiff. Il convient de mettre en évidence les modalités de cette mutation de la géographie universitaire.

1. Un défi documentaire presque identique.

Les problèmes soulevés par l’évolution quantitative et qualitative de la documentation à acquérir sont très présents dans la documentation produite par les associations professionnelles contemporaines de notre période d’étude.

1. *La hausse de la production éditoriale.*

Le moyen le plus facile de constater cette hausse est de voir la forte augmentation du volume des collections à partir de la fin des années 1950 à Cardiff, d’abord grâce au graphique représentant le nombre de volumes acquis chaque année.[[70]](#footnote-70) Cette hausse de la production éditoriale est aussi visible dans l’accroissement du volume de la collection. Alors qu’en moyenne cet accroissement est de 3,75% chaque année pendant les années 1950, il s’élève au-dessus des 5% lors de la décennie suivante, et même au-dessus de 5,5% si on considère la période 1964/65-1970/71.[[71]](#footnote-71) Bien que cette forte hausse soit aussi due à la hausse des ressources disponibles pour les bibliothèques universitaires britanniques, elle est représentative de l’accroissement de la production éditoriale. Celle-ci est moins évidente à voir à Caen car l’afflux de dons jusqu’au milieu des années 1950 n’est pas composé que de publications récentes.[[72]](#footnote-72) Cependant, même après que l’afflux de dons ait cessé, le nombre d’acquisitions annuelles reste très élevé, oscillant autour de 20 000 par an de 1955 à 1965, malgré des écarts annuels importants.[[73]](#footnote-73) Les collections augmentent dans des proportions inconnues jusque-là, puisqu’en moyenne l’accroissement de la collection était d’environ 2300 volumes et écrits universitaires par an à Caen, pendant l’entre deux guerres mondiales.[[74]](#footnote-74) Comme nous l’avons montré dans notre travail de master 1, cette hausse a d’abord été vue comme un phénomène momentané au début des années 1950 au Royaume-Uni, avant d’être acceptée comme un phénomène durable auquel les bibliothèques devaient adapter leur sélection documentaire et leur volume de stockage.[[75]](#footnote-75)

Bien qu’elle soit facile à mettre en évidence, cette hausse est beaucoup plus difficile à mesurer précisément. Alain Gleyze s’y essaie et nous lui empruntons les informations contenues dans le développement suivant.[[76]](#footnote-76) Les statistiques qu’il utilise concernent d’abord la production éditoriale dans son ensemble, avant qu’il ne restreigne son analyse à la production universitaire qui représente l’essentiel de la documentation qui intéresse les bibliothèques universitaires. Son premier constat est celui d’une augmentation forte du nombre de monographies publiées (il inclut les nouvelles publications, ainsi que les rééditions et traductions) qui est multiplié par plus de 2,1 entre 1964 et 1985.[[77]](#footnote-77) Cette augmentation est un peu pondérée par une hausse moins importante du nombre d’exemplaires publiés, qui est seulement multiplié par 1,8 à la même période.[[78]](#footnote-78) La hausse de la production éditoriale n’est pas forte qu’en France, mais elle l’est particulièrement, puisque le nombre de publications est seulement multiplié par 1,7 en Amérique du Nord, et par 1,6 en moyenne en Europe. Les statistiques concernant la seule production éditoriale scientifique n’existent pas, mais Alain Gleyze estime que cette dernière augmente au moins autant que l’ensemble de la production éditoriale, voire plus.

Nous admettons donc que l’évolution de cette catégorie particulière de monographies a été identique à celle de l’ensemble des monographies publiées, ce qui nous semble cohérent avec l’augmentation du nombre d’enseignants et de chercheurs qui sont fréquemment à l’origine de leur publication, et plus généralement avec l’augmentation de la proportion des intellectuels dans la population des pays développés. Cette dernière considération pourrait d’ailleurs conduire à estimer que le nombre des livres d’étude et de recherche a dû croître plus rapidement que la production éditoriale globale.[[79]](#footnote-79)

Dans le même temps, les collections de périodiques connaissent un fort accroissement que l’on peut constater par la hausse très forte du nombre de périodiques acquis tant à Caen[[80]](#footnote-80) qu’à Cardiff.[[81]](#footnote-81) Cette hausse est en partie due à la forte augmentation de la production de périodiques. Alain Gleyze l’explique d’abord par des raisons scientifiques avec l’apparition de nouvelles disciplines ou de nouvelles spécialités qui ont besoin d’organes éditoriaux spécifiques pour se développer. La hausse de cette production est aussi liée à l’augmentation du nombre de chercheurs, et au besoin pour les moins reconnus, ou les plus jeunes d’entre eux, d’être publiés ailleurs que dans les plus grandes revues qui ne leur sont pas nécessairement ouvertes par les chercheurs déjà installés. Cette hausse est encore plus difficile à mesurer à cause des statistiques disponibles qui ne permettent pas nécessairement d’isoler les publications scientifiques, ni de distinguer les revues qui ne publient que des travaux originaux, des revues de vulgarisation. Il estime que le nombre de titres de périodiques a augmenté selon un facteur compris entre 1,4 et 1,5 entre 1964 et 1985.[[82]](#footnote-82)

Cette évolution internationale, souvent qualifiée « d’explosion documentaire », a bénéficié d’une attention particulière des professionnels dès les années 1950 et ensuite, comme en attestent les propos suivants, de M. Bastardie, chef du laboratoire photographique du CNRS, en 1967.

La masse documentaire offerte s’est considérablement accrue, tout en changeant sensiblement de nature. Aux ouvrages volumineux tels que les traités font concurrence des articles, des communications dispersées dans des revues spécialisées ou non et de plus en plus nombreuses.[[83]](#footnote-83)

Cette hausse forte du nombre de publications et leur dispersion grandissante dans les revues compliquent l’accès des lecteurs à l’information. Cette évolution n’ayant pas pu être accompagnée par une augmentation équivalente des ressources à disposition des bibliothèques universitaires, il en a résulté que les bibliothèques ont pu acquérir une part de moins en moins importante de la documentation scientifique.[[84]](#footnote-84) Ce phénomène a été renforcé par la hausse concomitante du coût de cette documentation qu’il convient désormais de présenter.

1. *Hausse du coût de la documentation.*

Cette hausse très sensible pour les professionnels apparaît fréquemment dans les témoignages du bibliothécaire de Cardiff. Ainsi, il la rappelle au doyen de son université à plusieurs reprises. Il écrit dans son rapport annuel de 1962/63 : « il est malheureusement évident que l’augmentation des fonds a été à peine suffisante pour compenser le coût des acquisitions et les demandes croissantes qui pèsent sur la bibliothèque des tous les côtés. »[[85]](#footnote-85) Il compare la situation à celle de 1952/53, et met en évidence que les fonds disponibles pour l’acquisition de livres ont été multipliés par 3,5 tandis que les acquisitions n’ont été multipliées que par deux. Près de dix ans plus tard, en 1971/72, il réitère ce constat : « les prix sans cesse croissants des livres et des périodiques sont une préoccupation majeure dans l’ensemble du monde des bibliothèques universitaires, et pose un réel problème de priorités dans les budgets de l’université. »[[86]](#footnote-86)

Dans les deux pays, les associations professionnelles s’organisent pour la faire apparaître et la mesurer. Au Royaume-Uni, la *Standing Conference of National and University Libraries*[[87]](#footnote-87) et la *Librarian Association*[[88]](#footnote-88) demandent aux bibliothécaires d’y prêter une attention particulière à partir du milieu des années 1970, quand leurs ressources économiques sont de plus en plus insuffisantes pour acquérir de la documentation.

La commission de recherche et développement a recommandé au conseil de l’association des bibliothèques de produire tous les quatre mois des statistiques du prix moyen des livres, en plus de la compilation annuelle complète, et de les publier dans la revue de l’association.[[89]](#footnote-89)

Le rapport Vandevoorde publié en 1981, rappelle aussi que les moyens effectifs des bibliothèques universitaires sont en baisse depuis déjà plusieurs années, et prend pour exemple l’année 1978, au cours de laquelle les budgets ont connu une hausse comprise entre 1,5 et 3% tandis que l’inflation était d’environ 7%.[[90]](#footnote-90)

En 1981, un courrier de Pierre Trincal aux directeurs des bibliothèques universitaires montre que les autorités ont conscience de ce problème mais sont relativement démunies pour y remédier. Constatant une hausse de 50% du prix des abonnements du *Chemical abstracts*, et que cette revue scientifique essentielle est vendue aux bibliothèques françaises à un prix supérieur à celui proposé aux bibliothèques suisses et belges, ils demandent aux bibliothécaires de ne pas renouveler leurs abonnements : « s’il vous apparaissait […] qu’elle constitue une exploitation abusive du monopole exercé par le CNIC [Centre National de l’Information Chimique], je vous serai reconnaissant de me le faire savoir en présentant vos arguments. » [[91]](#footnote-91) Il ne nous revient pas ici de trouver les responsables de cette hausse, mais simplement de l’attester. Dans sa réponse à ces critiques, M. Déroulède, représentant du CNIC, indique que la hausse de 26% du taux du dollar, et la hausse de 30% des tarifs d’expédition, sont les principaux facteurs responsables de cette hausse.[[92]](#footnote-92) Cette réponse indique que même s’il y a une hausse du coût de la documentation au Royaume-Uni et en France, les variations des taux de change peuvent être responsables d’une grande disparité dans le coût réel de la documentation étrangère en fonction des pays.

Au Royaume-Uni, certains commentaires des associations professionnelles, comme la SCONUL, permettent d’avoir une approche de la hausse du coût de la documentation. Au cours de la période 1954-1963, elle estime que l’indice des prix des livres est passé de 100 à 190 au Royaume-Uni, contre seulement 100 à 163,2 en République fédérale d’Allemagne et 100 à 156 aux Etats-Unis.[[93]](#footnote-93) Cela correspond à une forte hausse du coût de cette documentation, encore supérieure à ce qu’elle est dans les pays choisis pour la comparaison. Une dizaine d’années plus tard, la SCONUL propose une estimation sur un temps plus court de l’évolution du prix des livres, à une période où elle est particulièrement forte : « il est important de noter qu’au cours des six mois concernés [de janvier à juin 1976] le prix moyen d’un livre universitaire britannique a augmenté de 7,62£ à 10,88£. »[[94]](#footnote-94) Le travail d’Alain Gleyze permet de s’approcher plus précisément de cette réalité dans le contexte français. Il montre qu’entre 1964 et 1985 les prix de détail ont été multipliés par 5,1, mais que le prix des livres français a augmenté plus fortement, dans un facteur compris entre 5,5 et 6,0.[[95]](#footnote-95) Cependant l’évolution du prix des livres réellement achetés par les bibliothèques est moins important car elles ont souvent réduit l’achat de documentation pour les sections sciences et médecine, particulièrement coûteuse. Pour les périodiques, son estimation se limite à la période 1977-1985, car c’est celle au cours de laquelle les statistiques disponibles sont les plus complètes. Le prix des périodiques acquis a augmenté de 2,7% contre une hausse de seulement 2,1% pour les prix de détail.

L’évolution du coût de la documentation étrangère est plus difficile à mesurer à cause de la variation du cours des monnaies. Dans le tableau du cours des principales devises étrangères par rapport au Franc, proposé par Alain Gleyze, la livre sterling est la seule monnaie dont le cours a baissé par rapport au franc, ce qui laisse supposer que la hausse du coût de la documentation étrangère était encore plus importante pour les bibliothèques britanniques, entre 1965 et 1985, que pour les bibliothèques françaises.[[96]](#footnote-96) D’après Alain Gleyze, le quasi triplement du cours du dollar par rapport au cours du franc est particulièrement problématique dans la mesure où la majorité des périodiques, même quand ils ne sont pas publiés par des éditeurs américains, sont facturés en dollars. Nous avons donc vu que la hausse du prix de la documentation scientifique sur laquelle insiste Alain Gleyze, a été en moyenne supérieure à celle du prix de détails sur la période 1964-1985. Il est probable que ce constat, renforcé pour les périodiques étrangers, est aussi vrai pour les deux décennies précédentes. La situation semble similaire au Royaume-Uni, où la hausse du prix de la documentation et peut-être encore plus accentuée. La documentation étrangère a vu son coût augmenter particulièrement fortement, car l’évolution des taux de change a été défavorable à la France et au Royaume-Uni au cours de cette période par rapport au dollar américain. Nous souhaitons désormais évoquer deux traits communs aux bibliothèques universitaires des deux pays : l’évolution de la répartition des dépenses et des achats documentaires en fonction des disciplines, et la répartition des acquisitions selon les types de matériaux, entre les livres et les périodiques.

1. *Coût de la documentation scientifique et prééminence des périodiques.*

Les bibliothécaires rencontrent leurs principales difficultés avec la documentation des matières scientifiques, de plus en plus constituée de périodiques, dont le coût augmente particulièrement fortement, ce qui les oblige à faire des arbitrages entre les grandes disciplines. Ainsi, à Cardiff à la fin des années 1970, les matières scientifiques mobilisent de plus en plus de ressources : « une plus grande partie des fonds est désormais dépensée pour les sciences, à cause de leur plus grande dépendance aux périodiques, et moins d’argent est dépensé pour les livres, ce qui affecte particulièrement les sciences humaines. »[[97]](#footnote-97) La comparaison entre l’évolution de la part du nombre de périodiques *achetés* dans les acquisitions totales[[98]](#footnote-98) et l’évolution des *dépenses* pour les périodiques,[[99]](#footnote-99) montre bien que leur coût a particulièrement augmenté. En effet, alors que la part des périodiques dans le nombre d’acquisitions totales est globalement stable de 1950/51 à 1976/77, comprise entre 20 et 30% (à part aux deux extrémités de la période), la proportion des dépenses pour ce type de matériaux augmente de manière presque continue, pour passer de moins de 30% à plus de 70% entre 1951/52 et 1986/87. Nous ne disposons pas de traces dans les archives de l’université de Cardiff qui fassent état de discussions sur la répartition des fonds entre les grandes disciplines. En revanche, elles sont récurrentes pour la bibliothèque universitaire de Caen et méritent d’être examinées.

Le conseil de la documentation de la bibliothèque est le théâtre de ces débats. Ils opposent les différentes sections de la bibliothèque : droit, lettres, sciences, et médecine-pharmacie. Au cours de la séance du 30 octobre 1973, Mlle Dupasquier estime qu’il faut prendre en compte le coût de la documentation selon les disciplines et le nombre des étudiants.[[100]](#footnote-100) Cependant, nous avons vu que l’évaluation de l’évolution du coût de la documentation n’est pas aisée, et elle ne règle pas la question de l’importance de chacun de ces deux facteurs pour déterminer les ressources à allouer à chacune de ces sections. Au cours des dix années suivantes, cette répartition des fonds va animer les conseils de la documentation successifs. Le 30 octobre 1973, Mlle Dupasquier propose que le droit moderne et les sciences économiques reçoivent 15% des fonds acquisition, les sciences historiques et disciplines littéraires 37% (par conséquent, 52% pour la section droit-lettres), 30% pour les sciences et 18% pour la médecine. La répartition des inscriptions à la bibliothèque par section pour l’année scolaire 1972/73 est disponible grâce à une enquête menée par la DBLP. Il apparaît que la section droit-lettres représente 69% du total des étudiants inscrits, la section sciences 18,4% et la section médecine-pharmacie 12,5%.[[101]](#footnote-101) Par rapport au nombre d’étudiants, la section science est donc celle qui bénéficie du plus de ressources. Il semble pourtant que la répartition plus spontanée qui était en vigueur auparavant, l’avantageait plus au cours des deux années précédentes.

Cette question est de nouveau débattue en 1975, au cours du conseil du 13 mars. D’après les estimations de la DBLP, les dépenses pour les acquisitions en faveur des étudiants en droit-lettres doivent être de 16 francs par étudiant, de 19 francs par étudiant en sciences économiques et médecine, et enfin de 24 francs en sciences et pharmacie ce qui donnerait la répartition suivante entre grandes disciplines : 22% pour le droit et les sciences économiques, 34% pour les lettres (soit 56% pour la section droit-lettres), 23% en sciences et 21% en médecine et pharmacie.[[102]](#footnote-102) On peut donc considérer, au moins d’après les recommandations de la DBLP, que la répartition faite deux ans plus tôt était nettement favorable aux sciences au détriment des étudiants en droit-lettres et en médecine-pharmacie. La nouvelle bibliothécaire, Mlle Torchy, estime cependant que cette nouvelle répartition ne prend pas assez en compte la recherche dans les matières scientifiques et souhaite conserver la répartition décidée en 1973. On retrouve ici un problème régulièrement soulevé à propos de la répartition des fonds entre facultés, et entre universités : la répartition se fait en fonction du nombre d’étudiants, et est donc déconnectée des activités de recherche des universités et des facultés. L’échange qui s’ensuit entre Mme Refleu, directrice de la section sciences, et M. Callebat, enseignant-chercheur, montre que la notion de ‘chercheur’ n’est elle-même pas si simple, et qu’elle varie selon les matières : « le terme de chercheur chez les scientifiques est assez ambigu et il y a parfois aussi du gaspillage. Les enseignants littéraires sont aussi des chercheurs et sont beaucoup plus nombreux que les scientifiques. »[[103]](#footnote-103) Cependant, malgré les recommandations de la DBLP, la répartition antérieure est conservée. En plus de celle-ci, des fonds exceptionnels sont mobilisés en faveur de la section médecine-pharmacie, pour qu’elle bénéficie de l’équivalent de 20% des ressources disponibles pour les acquisitions, et ainsi compenser un manque à gagner de l’année précédente.[[104]](#footnote-104)

Deux ans plus tard, en 1977, la question est de nouveau abordée, et une nouvelle répartition des ressources est décidée, encore favorable aux sciences puisque leur subvention est augmentée de 5%, tandis que la subvention de la section droit lettres baisse de 4% et que celle de médecine baisse de 1%.[[105]](#footnote-105) L’un des motifs de cette hausse pour les dépenses des matières scientifiques est l’attribution récente d’une subvention régionale à cette section. Par conséquent, Mlle Torchy ne souhaite pas que cette section ait à supprimer des abonnements de peur de décourager une nouvelle subvention l’année suivante. Cette répartition évolue globalement en faveur des sciences et de la section santé au cours des années suivantes, puisqu’en 1983, la section droit-lettres ne reçoit plus que 40% des subventions d’acquisition contre 34% pour la section science et 26% pour la section médecine et pharmacie.[[106]](#footnote-106) Cette forte progression doit cependant être nuancée par la progression du coût des abonnements qui, comme nous l’avons déjà souligné, touche particulièrement les matières scientifiques. Ainsi, d’après le conseil de la documentation, le prix des abonnements a augmenté de 25% en moyenne en 1982.[[107]](#footnote-107) Ces débats montrent bien la difficulté de définir les besoins et de répartir les ressources disponibles entre les sections, considérant les différences de nature et de coût des documentations concernées.

Tant à Cardiff qu’à Caen, le processus est le même du point de vue de la priorité par rapport aux acquisitions au moment de difficultés financières. La fonction de reliure des périodiques est la première à être abandonnée, puis les achats de livres sont progressivement arrêtés pour permettre de préserver les abonnements le plus longtemps possible. Lorsque les difficultés se révèlent trop durables, ces derniers sont aussi affectés. Ce basculement dans la répartition des types de matériaux achetés est présenté par Norman Roberts : « la diminution générale de la proportion des budgets des bibliothèques assignée à l’achat de matériaux, fut accompagnée par un déplacement significatif de l’équilibre des dépenses entre les livres et les périodiques. »[[108]](#footnote-108) Ce basculement s’explique par une moins grande flexibilité de la politique d’acquisition vis-à-vis des périodiques dans la mesure où les bibliothèques universitaires sont souvent engagées sur plusieurs années avec les revues qu’elles acquièrent. De plus, il est plus intéressant de posséder l’ensemble des publications d’un périodique que seulement une partie d’entre-elles, et les bibliothécaires hésitent plus à se séparer de périodiques, qu’à ne pas acheter de livres. Quand le bibliothécaire de Cardiff s’y résigne, c’est à regret, particulièrement quand il s’agit de périodiques que la bibliothèque possède depuis un grand nombre d’années, comme le *Beilstein’s handback der organischen chemie* qu’elle cesse d’acquérir en 1972, alors qu’elle en possède tous les numéros depuis sa création en 1918.[[109]](#footnote-109) De ce fait, on constate qu’à Cardiff de 1970/71 à 1974/75, la part des périodiques dans le nombre d’acquisitions augmente de plus de trente points, pour culminer à 45% du nombre de volumes acquis.[[110]](#footnote-110) La baisse de la part des périodiques dans le volume total des acquisitions en 1975/76 et 1976/77 illustre sans doute la prise de conscience que la situation financière dont disposait la bibliothèque universitaire pendant les années 1960 ne sera pas recouvrée rapidement.[[111]](#footnote-111) En effet, tant que la réduction des fonds de la bibliothèque universitaire était considérée comme un phénomène temporaire, les périodiques étaient protégés au détriment des livres qui pourraient plus facilement être rachetés plus tard dans l’illusion où des jours meilleurs reviendraient bientôt. A Caen, la hausse très forte de la part des périodiques dans les acquisitions dès la fin des années 1950 surprend à la fois par son ampleur et par sa précocité[[112]](#footnote-112), d’autant plus qu’elle n’est pas due à un moindre achat de livres, mais à une très forte augmentation de l’achat de périodiques.[[113]](#footnote-113)

Malgré cet aspect surprenant, qui peut être dû à la poursuite de la reconstitution de collections, les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff font face à un défi identique avec l’accroissement du nombre de publications scientifiques et de leur coût. Toutes deux voient leurs dépenses pour les périodiques scientifiques grever leur budget d’acquisition, d’autant que ces périodiques sont souvent des publications étrangères, acquises en dollars américains, ce qui est défavorable aux bibliothèques britanniques et françaises à cause de la baisse du cours de leur monnaie dans les années 1970 et 1980. Ce défi documentaire semble particulièrement prégnant à partir des années 1960, et est exacerbé par les difficultés financières rencontrées au cours des deux décennies suivantes. A part en comparant leurs ressources financières, ce que nous faisons par la suite, il est difficile d’affirmer que ce défi est plus difficile à relever pour l’une ou l’autre de ces bibliothèques. En tous les cas, ce n’est pas le seul, et l’augmentation du nombre d’utilisateurs représente aussi une difficulté pour les bibliothèques universitaires.

1. Un défi démographique inégal.
2. *Une très forte hausse, mais pas équivalente.*

Dans l’évolution du lectorat que connaissent les bibliothèques universitaires, la plus marquante est la hausse du nombre d’étudiants à l’échelle nationale que nous avons déjà évoquée, et qui voit le nombre d’étudiants français passer de 137 000 à 811 000 entre 1949/50 et 1975/76 (soit une multiplication par un facteur de 6), tandis qu’au Royaume-Uni il passe de 85 000 à 261 000 (soit une multiplication par un facteur de 3).[[114]](#footnote-114) Les universités de Caen et de Cardiff connaissent toutes deux des hausses très marquées. A Cardiff, nous ne connaissons l’évolution du nombre d’étudiants de manière continue qu’à partir de 1964, mais nous disposons de certaines statistiques dès l’année 1950/51, qui indiquent une première hausse au cours des années 1950.[[115]](#footnote-115) Par la suite, cette augmentation se poursuit de manière marquée puisqu’elle est de 100% entre 1964/65 et 1980/81.[[116]](#footnote-116)

Le constat est à peu près identique en France, mais plus marqué. L’approche dans le temps long d’Alain Gleyze permet de placer cette augmentation, en partie, dans la continuité de la hausse quasiment ininterrompue du nombre d’étudiants, depuis la fin du XIXème siècle jusqu’à la seconde guerre mondiale, excepté de 1934 à 1939.[[117]](#footnote-117) La hausse du nombre d’étudiants après la seconde guerre mondiale est de 55,6% entre 1945 et 1954 (de 97000 à 151000) ce qui est inférieur en valeur relative à celle connue en 1925-1934, mais ce qui est tout de même, en valeur absolue, un rythme jamais atteint jusqu’alors.[[118]](#footnote-118) L’université de Caen est aussi concernée par cette hausse, puisque son nombre d’étudiants est multiplié par plus de 4 entre 1946 et 1966, de 2000 environ à 9000.[[119]](#footnote-119) Même si nous ne possédons pas avec certitude les statistiques de l’université de Caen seule pour l’ensemble de la période, on sait qu’il y avait 2000 étudiants en 1946 et 3900 en 1960, ce qui représente une hausse de près de 100% en 14 ans. La hausse est encore plus forte par la suite puisque le nombre d’étudiants est de 7400 en 1964/65 (+90% en quatre ans), et de 9000 étudiants en 1966/67 (+21% en deux ans).[[120]](#footnote-120) Malgré la similarité de leurs évolutions respectives, il existe donc un écart important dans la hausse du nombre d’étudiants dans ces deux pays, en valeur absolue. En effet, l’écart du nombre d’étudiants passe de 1 pour 1,5 en 1950 à 1 pour 3 en 1975, en faveur de la France. Avant de considérer une évolution plus qualitative du lectorat, nous désirons nous intéresser aux rythmes d’augmentation du nombre d’étudiants.

1. *Des rythmes différents mais des temporalités proches.*

Les causes de cette hausse sont bien connues mais méritent tout de même d’être rappelées car d’elles dépendent les variations du rythme de cette augmentation. La première est la démocratisation de l’accès à l’enseignement secondaire et donc la hausse du taux de scolarisation dans l’enseignement secondaire, qui va progressivement se répercuter sur la population intégrant les universités. Cette démocratisation intervient en 1944 au Royaume-Uni, avec *l’Education Act,* et un peu plus tôt, dans les années 1930, en France.[[121]](#footnote-121) La seconde est liée à l’évolution démographique, et au ‘*baby-boom’* qui commence avant la fin de la seconde guerre mondiale et qui se poursuit pendant plusieurs années. Les classes d’âge concernées par cette forte natalité entrent à l’université à partir de la rentrée 1963, ce qui va accélérer fortement l’expansion de la population étudiante due à l’allongement de la scolarisation. Du point de vue du nombre d’étudiants, Mackenna propose une périodisation en deux périodes principales. A partir des années 1950, il y a une hausse progressive du nombre d’étudiants dans la continuité de l’*Education Act*. Ensuite, à partir de 1963, l’arrivée de classes d’âge nombreuses et l’acceptation du rapport Robbins par le gouvernement britannique – qui demande, entre autres, d’augmenter le nombre d’étudiants – permettent une hausse du nombre d’étudiants bien plus forte, qui se renforce dans les années 1970.[[122]](#footnote-122) On retrouve ces rythmes très différents à l’université de Cardiff. Le nombre d’étudiants passe de 1600 au début des années 1950, à 2275 en 1962/63, ce qui correspond à une hausse de 42% en douze ans, soit une hausse annuelle de 3,5%.[[123]](#footnote-123) Cette croissance s’accélère nettement au cours des années 1960, puisqu’elle est d’environ 52% entre 1962/63 et 1969/70 pour arriver à 3350 étudiants (hausse annuelle de 6,5%), et continue à être très forte dans les années 1970, avec une nouvelle hausse de 64% en dix ans pour culminer à environ 6000 en 1980/81 (soit une hausse annuelle de 6,4%).[[124]](#footnote-124)

Les causes de la hausse du nombre d’étudiants sont les mêmes en France et la périodisation de celle-ci est très similaire à celle que nous venons de décrire. Reprenant l’analyse de Marie-Renée Mouton, Alain Gleyze indique qu’après un net redressement du nombre d’étudiants, consécutif à la seconde guerre mondiale (en 1946), la hausse du nombre d’étudiants est ensuite très lente (classes d’âge peu nombreuses dues à la faible natalité des années 1930, compensées par la hausse du taux de scolarisation) jusqu’au début des années 1950.[[125]](#footnote-125) Cependant, dès la période 1949/50 à 1961/62, le nombre d’étudiants passe de 137000 à 233000, soit une hausse annuelle importante d’environ 5,8%, avant de s’établir à 662000 en 1970/71 (hausse annuelle de 18,4%) puis à 811000 en 1975/76 (hausse de 4,5%).[[126]](#footnote-126) Cette évolution se retrouve à l’université de Caen avec une opposition entre une décennie d’augmentation assez forte du nombre d’étudiants (+66% entre 1950/51 et 1959/60, soit près de 7% par an), suivie d’une décennie d’augmentation encore plus marquée, de 4700 à 9 000 étudiants environ (+91% entre 1960/61 et 1966/67, soit une hausse d’environ 15% par an).[[127]](#footnote-127)[[128]](#footnote-128) On remarque que si les temporalités de ces augmentations sont très similaires, avec une accélération au cours des années 1960, elles se font dans des proportions bien supérieures en France, tant en valeur absolue qu’en valeur relative, et les années 1960 sont la période où les courbes du nombre d’étudiants en France et au Royaume-Uni se séparent très nettement.[[129]](#footnote-129) Du point de vue de l’évolution quantitative du nombre d’utilisateurs, il faut donc retenir que les universités françaises font face à un défi plus grand que leurs homologues britanniques. Nous souhaitons désormais souligner la dimension qualitative de cette évolution.

1. *Evolution qualitative du lectorat et changement du rapport à la documentation et à la bibliothèque universitaire.*

Neal distingue trois types de lectorat : universitaires, étudiants-chercheurs, et étudiants de licence du fait de la diversité de leurs besoins, et de leur rapport à la bibliothèque universitaire.[[130]](#footnote-130) Nous ne disposons malheureusement pas de l’évolution de la proportion de ces différents lectorats pour l’université de Cardiff, mais nous possédons des statistiques pour les deux extrémités de la période : en 1951 il y avait 1600 étudiants et 159 membres du personnel universitaire ; tandis qu’en 1976 il y avait 4150 étudiants (soit un effectif multiplié par 2,5) et 634 membres du staff (soit un effectif multiplié par 4).[[131]](#footnote-131) Dans notre cas, la proportion du personnel universitaire passe de 10% à 13,2% du nombre d’étudiants non-chercheurs. Neal estime que la proportion d’étudiants-chercheurs est assez stable à la fin des années 1960 en Grande Bretagne (autour de 17,5%) après avoir fortement progressé dans la décennie précédente.[[132]](#footnote-132) Ce type de lectorat connaît aussi un développement important à l’université de Cardiff, mais un peu plus tardivement. En effet, en 1969/70, ce lectorat ne représente que 13% du nombre total d’étudiants. Sa part progresse dans la seconde partie de notre période, pour dépasser les 20% à la fin des années 1970.[[133]](#footnote-133) Les proportions des différents types de lectorat identifiés par Neal, sans connaître de bouleversement, ont quand même évolué au cours de notre période d’étude avec la diminution de la proportion d’étudiants de licence.

Cette diminution relative de la part des étudiants peut paraître surprenante car c’est celle qui a le plus marqué la mémoire de cette époque-là. Cependant, cette population reste celle qui a fait une entrée massive à l’université après la seconde guerre mondiale en terme d’effectifs. La progression relative des effectifs des professeurs s’explique au Royaume-Uni par un changement dans la manière d’enseigner, qui met les TD plus en avant que les cours magistraux. Les professionnels des bibliothèques ont régulièrement affirmé un changement dans le rapport à la documentation et à la bibliothèque universitaire des étudiants à cette période-là. La prééminence des TD dans l’enseignement universitaire britannique requiert de plus en plus de lectures de la part des étudiants. On remarque ainsi que l’usage des ressources documentaires augmente avec une hausse exponentielle du nombre d’emprunts par les étudiants, multipliés par 11 entre 1951/52 et 1974/75, ce qui représente une hausse de 48% par an.[[134]](#footnote-134) Cette hausse est environ deux fois supérieure à celle des prêts aux enseignants (24%), malgré la hausse proportionnellement plus importante des effectifs de ce type de lectorat.[[135]](#footnote-135) Tandis qu’en 1951, un étudiant empruntait en moyenne 3,8 volumes par an, il en emprunte presque le double – 7,4 – en 1959/60.[[136]](#footnote-136) Le rapport des étudiants à la bibliothèque universitaire semble donc déjà changer au cours de cette première période, et il y a une certaine continuité avec la décennie suivante puisque le nombre de volumes empruntés par étudiant par an est de nouveau quasiment multiplié par deux au cours de la décennie suivante, pour arriver à 13,1 emprunts par an.[[137]](#footnote-137) On ne peut pas complètement appréhender l’usage fait de la bibliothèque universitaire par un étudiant au nombre de livres qu’il emprunte, car un grand nombre de lectures peut se faire sur place. Cependant, nous avons montré que l’utilisation de la bibliothèque par les étudiants de Cardiff, en tant qu’espace de lecture et de travail, tend à augmenter sur l’ensemble de notre période.[[138]](#footnote-138) Cette augmentation du nombre de livres empruntés par étudiant montre donc une hausse générale de l’utilisation de la bibliothèque universitaire par les étudiants, d’autant plus que la politique de prêts n’a pas subi de modifications majeures à cette période-là.

Les professionnels de l’époque, comme Mackenna, ont souvent mentionné que ces étudiants ont des origines sociales plus diverses que leurs prédécesseurs et que par conséquent ils achètent moins de livres, et concentrent leurs demandes sur les collections de la bibliothèque : « les effets de l’Acte de l’Education de 1944 commencèrent à percoler à travers les universités, avec l’arrivée d’une soi-disant ‘première génération’ d’étudiants sans habitude d’achat de livres. »[[139]](#footnote-139) Ce besoin croissant de documentation a donc particulièrement pesé sur la bibliothèque universitaire, puisqu’apparemment, les étudiants pouvaient de moins en moins y satisfaire par leurs propres moyens. Ces considérations ont été suffisamment importantes à l’époque pour que le comité Parry y consacre un développement : « le personnel universitaire devrait encourager les étudiants à acheter des livres, et il devrait leur donner des consignes plus spécifiques sur les livres à acheter. »[[140]](#footnote-140) Pour augmenter l’acquisition individuelle de livres par les étudiants, le comité Parry fait plusieurs propositions. Celles-ci laissent entendre que, pour faire face à l’impossibilité pour les collections de s’étendre au même rythme que la production de documentation, les utilisateurs et particulièrement les étudiants de licence, qui semblent ne pas le faire, doivent subvenir individuellement à une partie de leurs besoins. Il est difficile de savoir dans quelle mesure la critique portée, par le comité Parry, contre la mauvaise utilisation par les étudiants de leurs bourses dédiées à l’achat de livres est pertinente. Nous disposons, en revanche, d’une enquête menée par Maurice Line à l’université de Leeds en 1960, au sujet des achats de livres par les étudiants.[[141]](#footnote-141)

Il faut tout de même préciser que cette enquête a été menée au tout début des années 1960, alors qu’une partie de la diversification sociale de la population étudiante devait encore avoir lieu. Cette enquête semble tout de même infirmer l’hypothèse selon laquelle les étudiants achèteraient moins de livres que leurs prédécesseurs, ou au moins, qu’ils n’en achètent pas assez. En effet, il ressort de cette enquête que les étudiants de 1ère année acquièrent en moyenne 28 livres par an, que ceux de 2ème année en achètent 16 et ceux de 3ème année en achètent seulement 12. Ces chiffres sont élevés, et même très élevés pour les étudiants de 1ère année. D’après Line, la diminution du nombre de livres achetés à mesure que les étudiants avancent dans leur cursus peut s’expliquer par trois facteurs : certains livres généraux sont achetés en première année mais peuvent servir pendant les trois années d’étude, ce qui limite le nombre de titres à acquérir d’année en année et les besoins des étudiants ; les étudiants apprennent à mieux utiliser les ressources de leur bibliothèque universitaire pour trouver les informations qu’ils cherchent sans avoir à acheter de nombreux ouvrages, et ainsi, ils utilisent plus les ressources de la bibliothèque universitaire à besoin égal ; l’enthousiasme de l’étudiant de 1ère année laisse peu à peu la place à une plus grande retenue en terme de dépenses, quels que soient les besoins à couvrir. Même si cette enquête a été effectuée quelques années avant la rédaction du rapport Parry, et ne concerne qu’une université, il semble possible d’en élargir les conclusions et de nuancer l’idée selon laquelle les étudiants n’achètent pas assez de livres.

En France, l’augmentation du nombre d’étudiants semble moins poser de problèmes du point de vue du changement des habitudes de ce lectorat. Pourtant, leur part est plus forte parmi les utilisateurs de la bibliothèque universitaire qu’à Cardiff, puisqu’en 1972/73, les enseignants ne représentent que 9,76% des inscrits, étudiants et enseignants-chercheurs confondus.[[142]](#footnote-142) Cela peut s’expliquer par le fait que l’enseignement universitaire français nécessite une moindre utilisation des ressources documentaires que l’enseignement britannique, et cet écart semble se creuser à partir de la fin des années 1950, puisque plusieurs auteurs français soulignent que le développement des cours photocopiés fait diminuer l’usage des ressources documentaires par les étudiants. Nous revenons plus loin dans ce travail sur l’équilibre entre la double fonction des bibliothèques universitaires, à la fois support de la recherche et de l’enseignement supérieur. Nous pouvons cependant mentionner dès à présent que par rapport à la plupart des bibliothèques universitaires britanniques (particulièrement les plus modestes), qui ont mis en avant les besoins étudiants, les bibliothèques universitaires françaises vont plus chercher à assurer une fonction de recherche.

Par conséquent, parallèlement au défi représenté par la hausse de la production de documentation, la hausse du nombre d’utilisateurs est aussi un défi qui touche les bibliothèques universitaires françaises et britanniques. Cette hausse se fait selon des temporalités assez similaires mais à un rythme plus important en France et dans un volume beaucoup plus considérable. D’un point de vue qualitatif, la hausse du nombre d’utilisateurs a eu des effets assez proches dans les deux pays, car même si la part des étudiants est plus importante en France qu’au Royaume-Uni par rapport aux effectifs enseignants, la diversification des origines sociales des étudiants et la hausse de la production documentaire ont conduit à renforcer leur dépendance documentaire vis-à-vis de leur bibliothèque. Les conséquences de ces évolutions ont été toutefois modérées en France par la moindre utilisation des ressources des bibliothèques universitaires par les étudiants. A ce titre, on voit que le nombre de prêts par an diminue malgré la forte hausse du nombre d’étudiants, ce qui est une évolution diamétralement opposée à celle qui a lieu à Cardiff.[[143]](#footnote-143) Ces données sont cependant insuffisantes pour statuer d’un moindre besoin en documentation des étudiants français, car il est évident que le nombre de prêts dépend en partie de la qualité de la bibliothèque. Un troisième défi se présente à partir des années 1960 avec la multiplication des universités et leur essaimage sur le territoire, ce qui concerne directement les bibliothèques – dans la mesure où cet essaimage est accompagné d’un processus parallèle pour les bibliothèques – et contribue à disperser les ressources disponibles.

1. Multiplication et essaimage des universités.
2. *De profondes modifications de la géographie universitaire.*

En France, la répartition des implantations universitaires est modifiée à partir de la fin des années 1950 et au cours des années 1960 par un double processus d’éclatement. A l’échelle des universités d’abord, avec l’éclatement des campus par grandes facultés, voire dans les plus grandes villes avec la mise en place de plusieurs sections d’une même faculté.[[144]](#footnote-144) A l’échelle nationale ensuite, avec la multiplication des implantations universitaires sous la forme de collèges universitaires scientifiques (1957), puis de lettres (1960) et enfin de droit (1963).[[145]](#footnote-145) Ce double processus est accompagné par la mise en place de nouvelles bibliothèques universitaires, avec la multiplication des bibliothèques de section et l’apparition des bibliothèques des collèges universitaires qui restent sous l’autorité de la bibliothèque universitaire de l’académie où elles se situent.

L’université de Caen est aussi affectée par ce double processus, avec la mise en place des collèges universitaires de Rouen et du Mans qui deviennent ensuite des universités autonomes. Les deux cartes de Daniel Renoult présentées en annexe illustrent ce processus avec la création d’universités pluridisciplinaires à Rouen (4 sections), au Mans (3 sections), ainsi qu’au Havre (3 sections), même si cette dernière n’a jamais été sous le contrôle de l’université de Caen.[[146]](#footnote-146) Comme pour la bibliothèque principale, la bibliothécaire doit rendre des rapports annuels pour les bibliothèques de ces collèges universitaires, et ces bibliothèques sont mentionnées à partir de l’année 1961/62.[[147]](#footnote-147) Toutefois, Mlle Dupasquier précise que la bibliothèque du collège scientifique du Mans et celle du collège littéraire de Rouen ne sont pas encore fonctionnelles. En revanche, la section du collège scientifique de Rouen fonctionne déjà, avec des horaires d’ouverture de 7 heures par jour, ce qui n’est pas si mal, mais une fréquentation faible (seulement 15 lecteurs en moyenne).[[148]](#footnote-148) Dans le même temps, les collections de la bibliothèque universitaire de Caen se trouvent dispersées dans plusieurs bâtiments. L’école nationale de médecine bénéficie d’une bibliothèque décentralisée depuis au moins 1962, tandis que les collections de la section sciences sont installées dans un nouveau bâtiment à partir de 1968, pour faire face à l’accroissement des collections et des lecteurs.

Les universités britanniques sont le témoin d’une moindre dispersion, ce qui est logique étant donné la plus faible augmentation du nombre d’étudiants. Selon le décompte de Bryan, si on exclue les universités de Londres au statut un peu particulier, il y a tout de même pas moins de 20 universités qui se sont ajoutées aux 24 implantations antérieures à la fin des années 1960, dont 10 issues de l’évolution d’institutions qui existaient déjà auparavant (Heriot-Watt, Strathclyde et Dundee en Ecosse, et Aston, Bath, Bradford, Brunel, Lughborough, Salfor et Surrey en Angleterre).[[149]](#footnote-149) Cependant, sur ces 20 nouvelles universités, 5 ont été créées dans des villes qui accueillaient déjà une université : à Glasgow, Edimbourg, Manchester, Birmingham et Cardiff. Dans le même temps, la bibliothèque de Cardiff subit un processus progressif de déconcentration de ses collections, avec l’établissement d’une bibliothèque de sciences, de sciences appliquées ou encore de musique. Cependant, ce processus qu’Alain Gleyze qualifie de déconcentration interne est moins problématique d’un point de vue économique que l’établissement de nouvelles implantations universitaires. En effet, ces dernières nécessitent des achats importants de collections ainsi qu’une déconcentration des services au public et rapidement des services techniques et administratifs, alors que les bibliothèques déconcentrées ne requièrent qu’un déménagement des collections et une déconcentration des services au public, même si elles ont parfois été accompagnées par une déconcentration des services techniques en France. Les nouvelles implantations universitaires se sont rapidement retrouvées en concurrence avec les universités déjà existantes et ont pu être considérées comme étant moins légitimes. Nous souhaitons désormais voir de quelle manière cet éclatement a été vécu par la bibliothèque universitaire de Caen car, comme nous l’avons dit, ce phénomène a été particulièrement marqué en France.

1. *Une répartition des fonds moins favorables aux anciennes universités ?*

Cette question est soulevée par le professeur Musset, président du conseil de la documentation en 1982.[[150]](#footnote-150) Il critique la répartition des fonds à l’échelle nationale dont il estime qu’elle avantage les universités récentes. Sans chercher à déterminer si cette critique est justifiée, nous souhaitons évoquer la manière dont a été vécu l’essaimage des nouvelles universités et de leur bibliothèque dans une bibliothèque comme celle de Caen, ce qui est d’autant plus intéressant que la bibliothèque de Caen avait la responsabilité de plusieurs de ces bibliothèques. Dans cette perspective, un échange vigoureux entre Etienne Dennery, directeur de la DBLP et Mlle Dupasquier révèle la différence de points de vue qui existe à ce sujet. Dans un courrier adressé au président de l’université et transmis à la DBLP, Mlle Dupasquier critique la répartition des subventions calculées selon le nombre d’étudiants et ne prenant pas en compte les activités de recherche. Cela, d’après elle, désavantage la bibliothèque universitaire de Caen qui a une vocation de recherche.[[151]](#footnote-151) On retrouve ici une tension intéressante, car les universités ‘historiques’, c’est-à-dire antérieures à la seconde guerre mondiale et qui existaient toutes dès la fin du XIXème siècle, ont longtemps abrité et ont continué à abriter une partie importante des activités de recherche. Mais la plupart d’entre-elles sont proportionnellement défavorisées par la répartition des fonds au prorata du nombre d’étudiants, car certaines des universités récentes ont rapidement accueilli un grand nombre d’étudiants, sans pour autant avoir une tradition historique de recherche équivalente. Par conséquent, Mlle Dupasquier estime que l’université de Caen a une vocation de recherche à conserver, et donc une double légitimité, qui est aussi celle de la bibliothèque.

Dans ce contexte où les ressources financières d’une université dépendent du nombre d’étudiants qu’elle accueille, l’apparition de plusieurs universités à proximité de Caen (Rouen, Le Havre et Le Mans), qui accueillent une partie des étudiants susceptibles d’étudier à Caen, représente une concurrence. Dans sa réponse, Etienne Dennery conteste les chiffres avancés par Mlle Dupasquier, et lui rappelle que si les critères de répartition des subventions avaient été strictement appliqués, sa bibliothèque aurait touché une subvention inférieure à ce qu’elle a effectivement touché.[[152]](#footnote-152) De plus, il lui rappelle que la bibliothèque de Caen a bénéficié d’une majoration jusqu’en 1971, car elle touchait les crédits de la bibliothèque du Mans, sous-entendant au passage que cette subvention ait pu être utilisée au profit de la bibliothèque universitaire de Caen, ce que Mlle Dupasquier réfute en détaillant la ventilation des dépenses entre les deux bibliothèques, qui ne s’est pas faite au détriment de la bibliothèque du collège universitaire du Mans.[[153]](#footnote-153)

Cependant, à défaut d’avoir été pénalisées sur le plan financier à leurs débuts, il semble que les bibliothèques des collèges universitaires aient pu être quelque peu négligées par le conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen. En effet, un oubli de Mlle Dupasquier semble révéler un manque de réactivité vis-à-vis des bibliothèques des collèges de Rouen et du Mans dont elle n’est pas coutumière. Régulièrement, la direction des bibliothèques propose aux bibliothèques universitaires des séries d’ouvrages ou des équipements matériels qu’elle peut acquérir à moindre coût et éventuellement leur donner. Alors qu’elle s’empresse habituellement d’accepter ces propositions, Mlle Dupasquier tarde à répondre à l’une d’elles concernant des séries d’ouvrages, proposées par la DBLP pour les bibliothèques des collèges universitaires. Cette proposition qui doit être transmise aux collèges universitaires, pour qu’ils indiquent les volumes qu’ils souhaitent recevoir, ne semble pas l’avoir été.[[154]](#footnote-154) Paul Poindron lui envoie même une lettre de rappel, deux mois plus tard, pour l’informer que certains volumes sont déjà épuisés : « la plupart des établissements, auxquels cette proposition avait été faite, ayant accepté l’envoi de ces ouvrages, il ne reste désormais que des séries incomplètes. ».[[155]](#footnote-155) Si d’autres établissements ont été intéressés par ces volumes, il paraît surprenant que cela n’ait pas été le cas des bibliothèques des collèges universitaires de Rouen et du Mans. De fait, elle demande finalement quelques livres pour le collège littéraire et la faculté des sciences de Rouen.[[156]](#footnote-156) Et elle ajoute : « en ce qui concerne les volumes 306 et 316 de la section des sciences historiques et philologiques qui manquent à la BU de Caen, nous vous serions reconnaissant si vous les possédez en plusieurs exemplaires de bien vouloir également nous les réserver. »[[157]](#footnote-157) Cet échange paraît surprenant tant elle ne semble pas attentive aux bibliothèques extérieures dont elle a la charge, ne s’excusant pas de son absence de réponse au premier courrier de Paul Poindron, et profitant de sa réponse à son second courrier pour faire une demande en faveur de la bibliothèque universitaire de Caen, qui n’était pas concernée par l’offre initiale de la DBLP.

Les documents qui permettent d’avoir des traces des échanges entre la bibliothèque universitaire de Caen et les bibliothèques des collèges sous son contrôle sont trop rares pour que l’on puisse aller plus loin dans cette perspective. Il faut se garder de tirer des conclusions hâtives sur la foi d’une seule correspondance. Cependant, il serait intéressant de mieux connaître les relations entretenues par des bibliothèques qui sous peu étaient appelées à être en concurrence, mais dont les plus récentes, en attendant leur autonomie, étaient soumises aux décisions d’une direction, parfois située à plus d’une centaine de kilomètres. Ces relations semblent avoir été peu nombreuses, car ces bibliothèques apparaissent peu dans les archives de la bibliothèque. De plus, le directeur du collège scientifique universitaire du Mans n’a assisté à aucune des deux commissions de la bibliothèque dont nous avons la trace au milieu des années 1960.[[158]](#footnote-158) Par conséquent, les anciennes bibliothèques universitaires ont eu le sentiment d’être défavorisées au moment de l’apparition de nouvelles bibliothèques et par le fait que leurs activités de recherche n’étaient pas, ou peu, prises en compte dans la répartition des subventions pour les bibliothèques. Par ailleurs, il semble que l’étude de la gestion des bibliothèques des collèges universitaires par les conservateurs des bibliothèques universitaires qui les dirigeaient, mérite d’être menée de manière plus approfondie, et dans d’autres cas que celui de l’université de Caen.

Il faut retenir que les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff font face après la seconde guerre mondiale à un certain nombre de défis communs, liés au contexte international et à leurs contextes nationaux respectifs, avec toutefois un certain nombre de variations. Du point de vue de la documentation, la hausse très forte de la quantité de documentation à acquérir est à peu près similaire, et la hausse de son coût est sans doute assez proche aussi, bien que les variations des cours de la livre sterling et du franc soient à prendre en compte puisque la documentation étrangère est restée une part non négligeable des acquisitions de ces bibliothèques. En ce qui concerne le nombre d’étudiants, ces bibliothèques ont dû toutes deux faire face à une hausse sans précédent, tant en valeur absolue qu’en valeur relative, mais qui a tout de même été nettement plus forte à Caen qu’à Cardiff, ce qui est logique au vu de leurs contextes nationaux respectifs. Cet écart s’est retrouvé dans un essaimage plus important des implantations universitaires en France qu’au Royaume-Uni qui a été responsable du rétrécissement considérable de l’aire d’attraction de l’université de Caen. Pour nuancer cet écart dans les défis rencontrés par les deux bibliothèques, il faut tout de même rappeler que la hausse du nombre d’étudiants n’a pas eu les mêmes effets d’un point de vue qualitatif sur leur rapport à la documentation et à la bibliothèque. En effet, tandis qu’ils ont été de plus en plus dépendants de la bibliothèque universitaire au Royaume-Uni, ils semblent au contraire en avoir eu moins besoin dans les universités françaises. Mais la question des besoins documentaires des utilisateurs de chacune de ces bibliothèques reste à examiner. Nous souhaitons désormais essayer d’estimer les moyens dont disposaient ces bibliothèques respectives pour faire face au triple défi que nous venons de montrer.

# Chapitre 3 : Des moyens inégaux pour y faire face ?

Dans les comparaisons internationales effectuées entre les bibliothèques universitaires françaises et leurs homologues britanniques ou allemandes, la question des moyens abordée d’un point de vue quantitatif tient une place largement prééminente pour expliquer les difficultés plus grandes des bibliothèques françaises à répondre aux défis que nous avons présentés précédemment. Il s’agit désormais pour nous de travailler sur les capacités matérielles dont bénéficiaient les bibliothèques de Caen et de Cardiff, et de questionner la pertinence des comparaisons menées par le passé entre les bibliothèques universitaires françaises et britanniques.

1. Des moyens différents : ressources et collections.

Nous souhaitons d’abord montrer l’inégalité à l’échelle nationale qui a été longuement étudiée par les historiens des bibliothèques universitaires, dans la construction des collections et les ressources disponibles. Ensuite nous essaierons de montrer les conséquences de cette inégalité à l’échelle nationale ainsi que sur les bibliothèques de Caen et de Cardiff, à l’échelle locale.

1. *Une inégalité nationale.*

Denis Pallier propose une comparaison entre les moyens dont disposaient les bibliothèques universitaires françaises par rapport à leurs homologues britanniques et allemandes. La première différence du point de vue des ressources vient d’un déficit d’effort public en faveur de l’enseignement supérieur. Il montre ainsi que la part du PNB allouée à l’enseignement supérieur est inférieure en France à ce qu’elle est au Royaume-Uni ou en République Fédérale d’Allemagne de 1960 à 1975, malgré une hausse entre 1960 et 1970.[[159]](#footnote-159) Ajouté à cela, nous montrons quelques lignes plus loin qu’en moyenne la part des dépenses de l’enseignement supérieur dédiée aux bibliothèques diminue en France alors qu’elle augmente au Royaume-Uni. De ce fait les ressources financières disponibles pour ces institutions sont inégales, ce qu’un certain nombre d’indicateurs confirment, à commencer par le volume des collections. Les données recueillies par Denis Pallier indiquent ainsi qu’en 1974 les bibliothèques universitaires françaises recueillaient 14 millions de volumes contre plus du double pour leurs homologues britanniques et ouest-allemandes.[[160]](#footnote-160) On ne dispose pas de statistiques nationales pour les acquisitions de périodiques au Royaume-Uni, mais l’écart entre la France et l’Allemagne passe ici de 2,5 pour 1 à plus de 4 pour 1 en faveur de cette dernière, entre les années 1960 et 1974.[[161]](#footnote-161) Vu l’état de leurs collections respectives, il est probable que cet écart entre le nombre d’acquisition de périodiques en France et au Royaume-Uni, n’est pas beaucoup moins important. Cet écart est d’autant plus renforcé quand il est rapporté à la hausse du nombre d’étudiants, bien plus forte en France qu’au Royaume-Uni. Denis Pallier utilise le nombre de prêts par étudiant comme un indicateur révélateur de la qualité des collections d’une bibliothèque : « comme l’utilisation des documents est liée à leur disponibilité, en 1975 un étudiant allemand utilisait trois fois plus de documents qu’un étudiant français (20 contre 7,5). »[[162]](#footnote-162)

On peut aussi privilégier une autre approche que les comparaisons avec ces deux pays, en s’intéressant à l’évolution globale des ressources des bibliothèques universitaires françaises dans le temps, par rapport à celles des universités. Alain Gleyze distingue trois types de sources régulières de financement pour les bibliothèques universitaires.[[163]](#footnote-163) Il y a d’abord les subventions : la subvention ordinaire de fonctionnement, la subvention du Centre National des Lettres à partir de 1976, et la subvention attribuée aux bibliothèques Centre d’Acquisition et de Diffusion de l’Information Scientifique et Technique[[164]](#footnote-164) à partir de 1980. Ensuite, il y a le droit de bibliothèque dont la valeur est érodée par l’inflation et les exemptions, et qui augmente par à-coups, selon les réévaluations. Enfin on retrouve les recettes de prestations de services à partir des années 1970, qui proviennent principalement des ventes de photocopies. A partir de là, il se livre à une évaluation de l’évolution des ressources régulières dont disposent les bibliothèques universitaires françaises en francs courants, qu’il converti en francs constants en prenant pour origine l’année 1964.[[165]](#footnote-165) Il ne s’agit pas ici pour nous de reprendre l’ensemble de sa démarche, mais simplement de constater le résultat global auquel il aboutit en francs constants, et c’est pourquoi nous n’avons conservé, dans notre tableau présenté en annexe, que le total des recettes de fonctionnement des bibliothèques universitaires, et pas le détail de celles-ci.

Ce total subit une hausse irrégulière des ressources de 1964 à 1970, qui se stabilise sur la période 1970-1973, avant d’augmenter de nouveau jusqu’à atteindre 30,7 millions de francs constants de 1964 en 1975, puis de diminuer fortement jusqu’en 1981, bien que cette baisse soit partiellement compensée par des recettes liées au développement du droit de photocopie.[[166]](#footnote-166) Cependant, comme le redressement statistique des francs courants aux francs constants s’effectue selon l’indice général des prix de détail, et que celui-ci a moins augmenté que le prix de la documentation, ce tableau surestime la hausse des ressources des bibliothèques universitaires. Alain Gleyze estime que l’écart entre son tableau et la réalité est d’autant plus marqué qu’il ne prend pas en compte l’accroissement des charges des bibliothèques universitaires, alors que les dépenses d’entretien des bâtiments augmentent très fortement à cette période.[[167]](#footnote-167)

Dans la plupart des comparaisons effectuées entre les bibliothèques universitaires françaises et leurs homologues étrangères, l’évolution de ces ressources a été rapportée au nombre d’étudiants, reprenant ainsi les modalités de répartition des fonds adoptés par la DBLP. Gleyze adresse deux reproches principaux à cette démarche, qu’il convient de rappeler ici car ils nous semblent tout à fait pertinents. D’abord, il fait remarquer que les charges d’entretien des locaux, qui sont de plus en plus importantes, ne varient pas pour leur plus grande part en fonction du nombre d’étudiants ni même d’utilisateurs, mais plutôt en fonction des surfaces utilisées, et de la qualité des bâtiments. Ensuite, les charges de documentation qui représentent le second poste essentiel des dépenses d’une bibliothèque sont partiellement fixes, et leur part variable n’est pas indexée sur le nombre d’étudiants, mais sur des facteurs plus complexes qui doivent aussi tenir compte du nombre d’enseignements dispensés, de la recherche, de la qualité des collections déjà disponibles.[[168]](#footnote-168) Il propose une autre hypothèse de travail, selon laquelle les ressources des bibliothèques auraient dû augmenter en proportion des ressources de celles des universités.[[169]](#footnote-169) La comparaison de l’évolution de ces ressources entre 1964 et 1985 montre très clairement que les ressources des universités ont augmenté beaucoup plus vite, puisqu’en vingt et un ans, elles ont été multipliées par plus de 11, alors que celles des bibliothèques universitaires n’ont augmenté que de 6,5. La part de la subvention de la bibliothèque dans la subvention totale reçue par une université et sa bibliothèque montre cette diminution puisqu’elle passe de 7,1% à 4,1%, malgré une hausse de 1964 à 1966.

Même si l’auteur de cette étude juge lui-même que cette approche a des limites, elle est tout de même très intéressante, d’autant qu’elle a aussi été utilisée au Royaume-Uni, et montre qu’au contraire, la part des bibliothèques universitaires dans les budgets des universités était stable dans les années 1960, avant d’augmenter dans les années 1970.[[170]](#footnote-170) Si la comparaison de *l’évolution* de ces pourcentages nous semble pertinente comme indicateur des moyens dont disposent les bibliothèques universitaires de chacun de ces pays, ces pourcentages ne peuvent pas être comparés entre eux. En effet, la répartition des charges entre les bibliothèques, leur université et l’Etat n’est pas identique dans chacun des deux pays. De plus, nous avons montré que l’enseignement supérieur britannique disposait de fonds plus importants que l’enseignement supérieur français, et par conséquent même si les bibliothèques universitaires de ces deux pays recevaient une part égale du budget de leurs universités, elles n’auraient pas pour autant des moyens équivalents. Il existe donc une inégalité nationale marquée, quelles que soient les approches, et qui augmente à la fin de notre période d’étude. Nous souhaitons désormais la mettre en évidence à l’échelle locale.

1. *Une inégalité locale dans les acquisitions ?*

Les données locales dont nous disposons sont fortement déséquilibrées en faveur de la bibliothèque universitaire de Cardiff, et nous allons donc commencer par présenter sa situation du point de vue des moyens avant de considérer les informations dont nous disposons sur les ressources financières dont dispose la bibliothèque de Caen. En livres sterling courantes, l’augmentation du budget de la bibliothèque universitaire de Cardiff est impressionnante, avec une hausse progressive jusqu’au début des années 1960, puis cette progression est quasiment exponentielle.[[171]](#footnote-171) Cependant, le tableau qui présente l’évolution des recettes de la bibliothèque en livres constantes de 1956 nous permet de voir que l’inflation a sévi dès le début des années 1960, et particulièrement au cours des années 1970.[[172]](#footnote-172) Malgré cette inflation, il y a une forte augmentation des recettes de la bibliothèque au cours de notre période.[[173]](#footnote-173) Celle-ci se fait en deux temps, avec un palier au milieu des années 1960, puis une seconde hausse très forte au début des années 1970. Les dernières années représentées sur le graphique ouvrent cependant sur les restrictions budgétaires des années 1980.

Cette évolution favorable se répercute de manière très favorable sur le nombre d’acquisitions annuelles qui est multiplié par 6 entre 1950 et 1975.[[174]](#footnote-174) Cette hausse commence avec la première hausse nette des recettes de la bibliothèque au début des années 1960 et se poursuit de manière presque continue jusqu’au début des difficultés financières. Si l’on rapporte le taux d’acquisitions par an au nombre d’étudiants, il augmente pendant les années 1950, avant de connaître une forte hausse jusqu’en 1974/75, principalement grâce à l’accroissement du nombre d’acquisitions de périodiques.[[175]](#footnote-175) Il commence à diminuer dès 1976/77.[[176]](#footnote-176) Bien que les statistiques disponibles ne permettent pas de distinguer les livres des brochures à partir de cette année-là, la baisse du nombre d’acquisitions semble continuer jusqu’au début des années 1980 au moins. Par conséquent, la bibliothèque universitaire de Cardiff connaît une hausse de ses moyens supérieure à la hausse du nombre d’étudiants qu’elle dessert jusqu’au milieu des années 1970. Par la suite, ils commencent à diminuer dans des proportions que nous ne pouvons pas connaître précisément.

Avec les statistiques disponibles dans les rapports annuels de la bibliothèque de Caen, nous sommes obligés de comptabiliser les brochures avec les livres car ces deux catégories de matériaux ne sont plus distinguées à partir de 1954. Le nombre total d’acquisitions en 1950/51 peut sembler important, cependant il n’est pas dû à des achats mais à la persistance d’un volume important de dons qui s’estompe au milieu des années 1950.[[177]](#footnote-177) Cela explique la forte baisse du nombre de volumes (périodiques, livres et brochures) acquis entre 1951/52 et 1960/61, qui est en partie compensée par le nombre important de thèses acquises. Il n’est pas nécessairement pertinent de conserver les thèses dans ces statistiques, car ce sont des matériaux très spécifiques et peu utilisés, d’autant plus que des documents presque équivalents ne sont pas comptabilisés dans les statistiques de Cardiff. Si on les exclut, on constate qu’à part en 1951/52, dans le contexte particulier de la reconstruction, le ratio d’acquisitions, même en comptabilisant les brochures, demeure plus faible à Caen qu’à Cardiff et que l’écart se creuse puisqu’il augmente à Cardiff, alors qu’il est assez stable à Caen malgré d’importantes variations annuelles.[[178]](#footnote-178) Ainsi, ce ratio est quasiment deux fois inférieur à Caen à la fin des années 1960, et environ sept fois inférieur au début des années 1970, si l’on ne tient pas compte des bibliothèques d’institut.[[179]](#footnote-179) Si on prend ces dernières en compte, l’écart se réduit à un facteur de 1 pour 3 environ, mais il ne faut pas oublier qu’une partie de ces bibliothèques n’est pas accessible aux étudiants, et les statistiques ne sont pas disponibles pour la même année. L’une des explications de cet écart très important au début des années 1970 réside certainement dans le fait que les bibliothèques universitaires françaises ont été touchées plus précocement que leurs homologues britanniques par les difficultés financières.

Même s’il apparaît difficile d’avoir des statistiques comparables et pertinentes à l’échelle nationale et à l’échelle locale du point de vue des ressources disponibles et de l’accroissement des collections de ces deux bibliothèques universitaires, on peut s’accorder sur une supériorité assez nette des moyens de la bibliothèque universitaire de Cardiff, et des bibliothèques britanniques en général, tant du point de vue de leur budget en valeur absolue qu’en part du budget de leur université. De plus, elles réussissent à utiliser une part importante de leur budget pour acquérir de la documentation, alors qu’au contraire, les bibliothèques françaises voient la part de leur budget consacrée à la documentation baisser sévèrement, de 85 % de leur budget au début des années 1960 à 55% en 1972.[[180]](#footnote-180) Alain Gleze a pour sa part estimé, sur un échantillon de 11 bibliothèques universitaires de province, qu’en 1978, les bibliothèques universitaires françaises effectuent seulement 18,5% de leurs dépenses pour acquérir de la documentation, contre 64,7% pour le personnel et 16,8% de dépenses de fonctionnement.[[181]](#footnote-181) Dans l’ensemble, l’écart se creuse au cours de notre période d’étude, même si les temporalités des difficultés financières dans les deux pays contribuent probablement à le renforcer. Ces indicateurs ne représentent toutefois qu’une partie des ressources de ces bibliothèques, et nous souhaitons désormais mieux appréhender la qualité des bâtiments qui les accueillent ainsi que le taux d’encadrement du personnel.

1. Bâtiments et personnel : des capacités égales ?

Si les recettes budgétaires et les achats documentaires sont fortement liés, il en va un peu différemment de la qualité du bâtiment qui héberge ces deux bibliothèques et de leur taux d’encadrement. En effet ces deux éléments ne sont pas directement de leur ressort, et il convient donc de les étudier à part.

1. *Bibliothèque universitaire de Caen : un taux d’encadrement moindre.*

Quand on compare la situation des bibliothèques universitaires entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début des années 1980, la hausse de tous les indicateurs : volumes des collections, nombre de prêts, nombre d’échanges interbibliothèques, nombre d’entrées, superficies disponibles,… est toujours impressionnante. Mais de tous ces indicateurs, la taille des effectifs est souvent celui qui a le plus augmenté au cours de cette période. Ainsi, à Cardiff en 1909, le personnel est composé de la bibliothécaire et de trois assistantes.[[182]](#footnote-182) A la fin de la première guerre mondiale, la hausse toute relative des fonds de la bibliothèque a permis d’embaucher une assistante supplémentaire, et une autre personne a été embauchée pour cataloguer la collection Salisbury.[[183]](#footnote-183) De ces six membres du personnel en 1919, nous passons à 10 membres en 1951. Jusqu’au début de notre période, il y a donc une croissance très lente du nombre d’employés. Les rapports annuels du bibliothécaire nous permettent ensuite de suivre de manière plus complète l’évolution de ce personnel.[[184]](#footnote-184) Lors de la session 1965/66, il y a déjà 36 employés. La hausse est encore forte dans les années suivantes, puisqu’en 1967/68 ils sont 42, et qu’en 1968/69 ils sont 47, ce qui correspond à un doublement du taux d’encadrement par étudiant de 6 pour 1000 en 1951 à 12 pour 1000 en 1966/67. Cependant, elle se tasse les deux années suivantes, avant de reprendre fortement, avec 61 employés à temps plein et 8 à temps partiel en 1973/74, puis 76 employés en 1974/75. Au début des années 1980, il y a environ 80 employés, et une vingtaine d’employés à temps partiel malgré le développement de l’automatisation, ce qui représente un taux d’encadrement de 13 pour 1000.

A Caen, l’effectif est de 3 personnes en 1944,[[185]](#footnote-185) et passe à 5 dès la fin de l’année scolaire.[[186]](#footnote-186) Cet effectif augmente progressivement, passant à 8 en 1947/48, puis à 10 en 1952, 16 en 1957, 25 en 1963, avant de connaître une forte hausse en 1966 (34) et en 1967 (38).[[187]](#footnote-187) Cela correspond à une hausse du taux d’encadrement de 3,4 pour 1000 en 1952 à 3,69 en 1963 à 4,41 en 1966. Jusqu’à la fin des années 1960, les effectifs sont donc relativement similaires en valeur absolue entre les deux bibliothèques, ce qui correspond à un taux d’encadrement bien moindre pour celle de Caen, qui est environ deux fois inférieur au début des années 1950, et presque trois fois inférieur à la fin des années 1960. L’écart du taux d’encadrement s’est probablement accentué au cours des années 1970 et 1980, puisqu’en moyenne, il diminue en France de 4 personnes pour 1000 étudiants en 1976 à moins de 3 pour 1000 en 1988, alors que nous avons vu qu’il continuait d’augmenter légèrement à Cardiff.[[188]](#footnote-188)

Cet accroissement ne s’est pas fait sans difficultés, et dans chacun des deux pays le recrutement et la qualité du personnel ont posé problème. Denis Pallier rappelle que l’attractivité du métier était déjà limitée avant la seconde guerre mondiale : « les statuts ne sont pas attractifs et le métier de bibliothécaire, véritable maître Jacques en province, est considéré comme décourageant. »[[189]](#footnote-189) La stabilité du personnel et les faibles besoins de recrutement permettaient toutefois que cette faible valorisation ne soit pas un problème. Cela change dès la fin de la seconde guerre mondiale. D’abord, nous avons vu que les besoins en personnel ont beaucoup augmenté. Ensuite, alors que le personnel passait parfois toute sa carrière dans la même bibliothèque, avec des cas de longévité exceptionnelle,[[190]](#footnote-190) la rotation du personnel a augmenté en même temps que son recrutement. On en retrouve régulièrement mention dans les rapports annuels respectifs, ainsi que des difficultés que cela génère du point de vue du fonctionnement de la bibliothèque : « la difficulté de recrutement de ce personnel – toute garantie de compétence étant obtenue – reste sérieuse et complique en effet la tâche de réorganisation »[[191]](#footnote-191) ; « en l’absence de personnel spécialisé, les équipes de jeunes qui doivent être renouvelées et réentraînées tous les ans, ne permettent pas le rendement maximum qui serait indispensable. »[[192]](#footnote-192) Le bibliothécaire de Cardiff remarque une tendance similaire quelques années plus tard : « il y a eu de plus nombreux changements dans le jeune personnel qu’il n’y en a eu pendant de nombreuses années, et cela constitua un problème. »[[193]](#footnote-193) Après avoir montré l’écart important entre les moyens en personnel dont disposaient ces deux bibliothèques, et les difficultés similaire rencontrées pour recruter ce personnel, nous souhaitons désormais procéder à une brève comparaison entre les qualités des bâtiments utilisés par chacune de ces bibliothèques.

1. *Les bâtiments : capacité supérieure ou priorités différentes ?*

Le manque de place est une remarque récurrente dans les rapports annuels de ces deux bibliothèques, ce qui remet en cause la capacité de mise à disposition des collections, ainsi que l’accueil du public. A Caen, la reconstitution rapide d’une collection importante et la hausse rapide du nombre d’étudiants font envisager à Mlle Dupasquier des difficultés de local dès le tout début des années 1950.[[194]](#footnote-194) En effet, dès l’année suivante elle regrette le manque de place qui limite les possibilités d’accueil du public, lors des périodes les plus fréquentées : « l’accroissement régulier du nombre des étudiants augmenterait la fréquentation de la salle de travail si le local permettait de recevoir davantage de lecteurs les jours d’affluence. »[[195]](#footnote-195) L’accueil et la mise à disposition des collections ne semblent en revanche pas poser un problème de place puisqu’il n’en est pas fait mention.

Le bâtiment nouvellement construit, qui permet une utilisation normale de la bibliothèque à partir de l’année scolaire 1955/56, est dans un premier temps capable de répondre au besoin en place pour le service au lecteur. En effet, malgré une hausse de la fréquentation de la bibliothèque, il n’y a pas de difficultés particulières pour accueillir le public.[[196]](#footnote-196) Cependant, dès le début des années 1960, l’accroissement important du nombre d’étudiants, et surtout les pics de fréquentation à l’échelle de la semaine, concentrés sur certains jours, et de l’année, concentrés sur certaines semaines, ne sont pas sans poser problème. De plus, les bibliothèques d’instituts ne sont visiblement pas en capacité d’accueillir un nombre important de lecteurs.[[197]](#footnote-197) En revanche, l’absence de difficultés de stockage de la collection persiste. Cela est dû au nombre très important de volumes qu’il est possible d’accueillir dans les magasins (entre 500 000 et 600 000), alors que la collection n’est ‘que’ de 450 000 volumes en 1963 et que l’afflux massif de dons s’est arrêté (près d’un quart de la capacité d’hébergement des magasins n’est pas utilisé).[[198]](#footnote-198) Dans l’état de situation de 1963, Mlle Dupasquier demande déjà à ce qu’un bâtiment soit construit pour héberger les collections scientifiques et leurs lecteurs pour faire face à l’accroissement démographique et à la hausse du taux de fréquentation.[[199]](#footnote-199) L’ouverture de la bibliothèque scientifique en 1968 permet de limiter la difficulté d’accueil du public. Cependant, les plus gros effectifs étudiants restent en droit et en lettres. Pour la suite de la période, ces considérations ne sont plus évoquées dans la correspondance de la bibliothécaire. Le développement des bibliothèques d’institut, particulièrement les BUER (puis BUFR à partir de 1975) qui accueillent en priorité les étudiants, a pu partiellement remédier à la hausse du nombre d’étudiants qui s’est poursuivie dans les années 1970.

A Cardiff, les décentralisations successives de collections ont lieu à partir des années 1950, avec l’ouverture en 1953/54 de la bibliothèque du Collège d’Education, jusqu’à l’ouverture de l’ASSL (Arts and Social Studies Library) en 1976.[[200]](#footnote-200) Grâce aux rapports du bibliothécaire, nous pouvons retracer cette déconcentration progressive, au rythme de l’accroissement des besoins de place dans la bibliothèque. En 1962/63, la bibliothèque des sciences appliquées est ouverte, et le bibliothécaire salue le début de ce processus : « une ambition chérie depuis longtemps, qui existe depuis les années consécutives à la seconde guerre mondiale est en vue de se réaliser, avec la première étape du développement de la politique de décentralisation centralisée de la bibliothèque qui est sur le point d’être lancée. »[[201]](#footnote-201) En 1965/66, c’est la collection Salisbury qui est déplacée. De nouvelles salles de travail sont ouvertes avec des collections d’usuels, voire sans ouvrages à disposition, pour faire diminuer la fréquentation des étudiants qui ne cherchent qu’un lieu calme pour travailler. En 1976, la bibliothèque occupe 5 bâtiments différents, puis rapidement 7. Cependant, contrairement à la bibliothèque de Caen, le problème ne vient pas tellement de l’accueil des lecteurs, mais plutôt de la mise à disposition des ouvrages achetés, comme le mentionne le bibliothécaire en 1963/64 : « cela va devenir impossible de seulement consulter les volumes que nous acquérons à un coût important, et la recherche va particulièrement en souffrir. »[[202]](#footnote-202) Les acquisitions, qui sont toujours plus nombreuses, continuent à poser des problèmes d’hébergement au cours des années 1960, même si en 1963, les collections de la bibliothèque de Cardiff sont près de deux fois et demie inférieures à celles de la bibliothèque de Caen (187 000 volumes à Cardiff en 1962/63, contre 450 000 à Caen en 1963).[[203]](#footnote-203) La dispersion progressive des collections, et finalement la construction d’un bâtiment important (l’ASSL), pour les collections correspondant à l’équivalent des facultés françaises de droit et de lettres, les résolvent définitivement pour notre période.

Pour comprendre que les problèmes de place ne se soient pas posés selon les mêmes modalités à Cardiff et à Caen, il faut revenir quelque peu sur les priorités dans la construction des bâtiments qui accueillent les bibliothèques universitaires et le fonctionnement qui y est associé. En France deux modèles vont se succéder, avant et après les instructions de 1962. Ce basculement a été présenté dans plusieurs articles par son principal concepteur, Jean Bleton, et nous souhaitons en présenter les aspects principaux, avant d’expliquer leurs conséquences sur la différence que nous venons de souligner entre la bibliothèque de Cardiff, et celle de Caen.[[204]](#footnote-204)

De 1945 à 1960 environ, les constructions sont faites selon un plan ternaire : le bloc-magasin est séparé des grandes salles de lecture par les bureaux du personnel. Le personnel sert d’intermédiaire entre les documents et les lecteurs dans la mesure où presque aucun ouvrage n’est accessible en libre accès. L’avantage de ce fonctionnement est qu’il permet d’abriter des collections importantes, comme celles possédées par la bibliothèque universitaire de Caen à partir des années 1960, sans consommer beaucoup d’espace car la densité de volumes qui peuvent être stockés en accès fermé est bien supérieure à celle que l’on peut stocker en accès libre. Il faut d’ailleurs remarquer à cet égard que si la comparaison des statistiques d’acquisition est défavorable à la bibliothèque de Caen, celle de ses collections lui est bien plus favorable. En effet, les collections de la bibliothèque de Caen sont environ deux fois plus importantes que celles de Cardiff à la fin des années 1950, et encore en 1963.[[205]](#footnote-205) De plus, cette organisation qui ne met pas le lecteur en contact avec le document ne nécessite pas un traitement et une classification intellectuelle des documents. Elle se satisfait d’un traitement matériel des collections qui consiste à les ranger par format et par ordre d’entrée, ce qui permet de faire des économies quant au temps qui est consacré par le personnel à intégrer les nouveaux volumes. Enfin, les bibliothécaires français semblent avoir longtemps eu des craintes plus ou moins justifiées de dégradations de la part des utilisateurs en cas de libre accès. Cependant, à l’usage, cette organisation requiert un travail important du personnel pour communiquer les ouvrages, et la hausse du nombre d’utilisateurs et du nombre de communications ont progressivement rendu cette organisation insoutenable. Par conséquent, il fut décidé de réduire la place des magasins, pour qu’ils n’accueillent plus que les ouvrages très peu utilisés et augmenter ainsi la part des collections en libre accès. Ces bibliothèques furent généralement organisées en deux zones de travail destinées à des publics différents, et conçues différemment dans leur mode de fonctionnement. Le premier niveau est censé accueillir les étudiants de premier et de second cycle, c’est-à-dire la majorité des utilisateurs, à disposition desquels sont mis de grandes collections et des manuels qui sont classés de manière systématique. Le second niveau est lui réservé aux chercheurs et aux étudiants de troisième cycle, dans un espace qui a la fonction de magasin. Le magasin est donc devenu une zone accessible aux chercheurs et un lieu d’activité, alors qu’il n’était qu’un lieu de conservation auparavant.[[206]](#footnote-206)

Ce changement est facilement perceptible pour la bibliothèque universitaire de Caen quand on compare le bâtiment qui accueille désormais la section droit-lettres, et qui était originellement le local de l’ensemble de la bibliothèque, construit au milieu des années 1950, et celui de la section sciences construit au milieu des années 1960. Les écarts présentés dans le développement suivant résultent aussi d’un rapport à la documentation différent selon les facultés, sur lequel il n’y a pas lieu de revenir ici mais qui mérite d’être rappelé néanmoins. En 1974, pour une surface totale de 3808 mètres carrés, la bibliothèque de la section sciences n’a que 280 m² de magasins (soit seulement 7% de la surface totale), contre 2473 m² de salles de lecture (soit 65%).[[207]](#footnote-207) La section droit-lettres possède 10 223 m² de plancher dont 6700 de magasins (65,5% de la surface totale) et 2061 m² de salles de lecture (soit 20%).[[208]](#footnote-208) Cette section a quand même près de 38% de ses livres en libre accès, mais seulement 20,5% de ses périodiques. Ces proportions sont bien plus élevées pour la section sciences, puisque 53,5% de ses livres sont en libre accès, et 65% de ses périodiques.

Au Royaume-Uni, la conception des bâtiments se fait en faveur d’un libre accès de presque l’ensemble des collections, dont la taille est assez réduite à Cardiff, et les magasins sont réservés exclusivement aux ouvrages très peu utilisés. D’ailleurs, le bâtiment de l’ASSL n’inclut pas de magasins, qui ont été construits à l’écart de la bibliothèque. Cette différence explique donc que la bibliothèque de Caen ait eu des difficultés devant l’accroissement du nombre d’étudiants, plus que des collections, alors que c’était l’inverse à Cardiff. Le bâtiment de la *Main library* occupé de 1951 à 1976, avait 230 places pour 1170 étudiants potentiels en 1951. Ce taux de 5 étudiants par place, bien qu’il diminue de 1951 à 1976 avec l’augmentation du nombre d’étudiants, est élevé comparé à ce qui se fait en France, et il passe même à 2,75 pour une place grâce à la construction de l’ASSL (au moment de sa construction, ce qui ne tient pas compte de l’accroissement du nombre d’étudiants à venir).[[209]](#footnote-209) En parallèle, la bibliothèque universitaire de Cardiff accueille seulement 350 000 volumes en 1974/75 contre 450 000 à Caen douze ans auparavant. Si les indicateurs du nombre de place par étudiant peuvent être impressionnants comparé à ce qui se fait en France, ils ne sont donc pas uniquement dus à des inégalités quantitatives, ils résultent aussi de priorités différentes dans l’utilisation du bâtiment et dans la fonction accordée à la bibliothèque universitaire. Par conséquent, sans nier les inégalités importantes du point de vue des ressources économiques, du nombre d’acquisitions annuelles, du taux d’encadrement ou encore du nombre d’étudiants par place dans la bibliothèque, nous souhaitons désormais montrer qu’il existe certains facteurs pour les relativiser.

1. Une inégalité à relativiser.

Nous voulons montrer ici qu’il existe plusieurs limites générales à l’approche comparative que nous avons proposée jusqu’à présent et ainsi ouvrir sur une réflexion d’ordre plus qualitative. En effet, bien qu’il ne faille pas négliger l’inégalité de moyens entre les bibliothèques universitaires britanniques et leurs homologues françaises, nous estimons que ces bibliothèques doivent être replacées dans leurs contextes respectifs, ce qui n’a pas toujours été fait par nos prédécesseurs.

1. *Ni le monopole de l’enseignement supérieur, ni celui de la recherche, ni celui de la documentation.*

La première remarque qu’il convient de faire ici, c’est que contrairement aux universités britanniques, les universités françaises sont loin d’avoir le monopole tant de la recherche scientifique que de l’enseignement supérieur. Dans ce second cas, une concurrence existe entre les universités et le système dit des grandes écoles et des classes préparatoires. Sans présenter celui-ci dans les détails, il faut rappeler que des grandes écoles cohabitent avec les universités depuis le début du XIXème siècle où la plupart d’entre elles se sont mises en place après la Révolution, et même avant, comme l’école des ponts et chaussées.[[210]](#footnote-210) Dans le même temps, les universités n’ont pas le monopole de la recherche scientifique. Cette situation est ancienne puisqu’une institution comme le Collège de France a été fondée en 1530. Cependant, cette situation évolue pendant la première moitié du XXème siècle avec la mise en place d’une politique publique de recherche scientifique en dehors de l’enseignement supérieur.[[211]](#footnote-211) En 1939, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) est créé par la fusion entre la Caisse nationale de la recherche scientifique, le Centre national de la recherche scientifique appliquée, et le Conseil supérieur de la recherche. Cette fusion est l’aboutissement du processus de mise en place d’une recherche publique scientifique en dehors de l’enseignement supérieur, qui fut suivi par un processus similaire du point de vue de la documentation : « de même que les activités de recherche avaient été situées en dehors des universités, les activités documentaires liées à la recherche scientifique se trouvèrent séparées des bibliothèques universitaires. »[[212]](#footnote-212) Il ne s’agit pas ici de commenter ou de critiquer la mise en place de ces structures d’enseignement et de recherche parallèles à l’université, mais simplement de faire remarquer que les universités françaises n’ont pas un monopole équivalent aux universités britanniques dans ces domaines, et que par conséquent, leurs bibliothèques n’ont pas une position équivalente dans le contexte documentaire de ces deux pays.

Ajouté à cela, la pérennité et la multiplication des bibliothèques d’instituts au cours de notre période d’étude fait que les bibliothèques universitaires n’ont pas le monopole documentaire qu’ont la plupart des bibliothèques britanniques dans leurs universités. Cette question essentielle mérite une attention particulière et nous y revenons plus particulièrement plus tard dans ce travail.[[213]](#footnote-213) Simplement pour montrer que la bibliothèque universitaire de Caen est loin d’avoir le monopole documentaire dans l’université de Caen, nous voulons présenter certaines statistiques issues de l’enquête ministérielle de 1975. Nous avons déjà mentionné que ces bibliothèques ont longtemps été mal connues, et que nous n’avons pas pu avoir accès à des archives ou à des témoignages spécifiques sur leur fonctionnement. Par conséquent, nous sommes condamnés à ne les connaître que par le biais des informations que la bibliothèque universitaire de Caen ou les services ministériels ont cherché à connaître. Cette enquête est un inventaire des ressources documentaires existantes, et acquises chaque année, ainsi qu’un inventaire du personnel et du fonctionnement de ces bibliothèques, de leurs dépenses documentaires, des disciplines qu’elles traitent,… Les conservateurs des bibliothèques universitaires étaient chargés, par le secrétaire d’Etat aux universités, de recenser les bibliothèques d’instituts et de leur faire remplir ce questionnaire.[[214]](#footnote-214) Il semble que ce recensement ait été complet à l’université de Caen, puisque Mlle Torchy a reçu toutes les réponses qu’elle attendait. Elle a reçu pas moins de 52 réponses de bibliothèques d’enseignement, souvent situées dans les UFR, ou de bibliothèques de laboratoires. On apprend ainsi que la plupart de ces bibliothèques sont des bibliothèques scientifiques (33), qui ont acheté ou reçu en dons l’année de l’enquête 788 livres et 266 périodiques. Les 19 autres bibliothèques en ont acquis plus, avec 3355 livres et 438 périodiques. Cela représente un total de 4847 volumes en une année. Dans le même temps, les trois sections de la bibliothèque universitaire (droit-lettres, sciences, et médecine-pharmacie) ont acquis en 1973 (l’année la plus proche pour laquelle nous possédons les statistiques d’acquisition) 2396 livres et 1409 périodiques, soit 3805 volumes.[[215]](#footnote-215) Cette situation, favorable aux bibliothèques d’institut du point de vue des acquisitions, n’est pas particulièrement surprenante et correspond à une réalité nationale, puisqu’on estime qu’au milieu des années 1970, les bibliothèques d’institut effectuaient environ 60% des acquisitions totales effectuées par les bibliothèques à l’intérieur des universités.[[216]](#footnote-216)

Cette absence de monopole sur l’enseignement supérieur et sur la recherche pour les universités, et sur la documentation pour les bibliothèques universitaires doit être une première limite à la comparaison entre la bibliothèque universitaire de Caen et de Cardiff, qui doit nous amener à relativiser l’écart entre ces deux bibliothèques. Nous souhaitons désormais nous interroger sur la notion de besoins documentaires pour les étudiants, qui a rarement été questionnée par les historiens qui se sont intéressés aux comparaisons internationales entre bibliothèques universitaires.

1. *La documentation : une importance pédagogique différente.*

Toutes les approches comparatives qui nous ont précédés, et qui se sont appuyées sur des comparaisons par nombre d’étudiants, se sont fondées sur un postulat jamais explicité, qui est celui d’une similarité des besoins documentaires pour les étudiants entre les différents systèmes universitaires. Nous critiquons d’une part le fait que ce postulat n’ait jamais été explicité, d’autant plus qu’il n’y a aucune raison pour qu’il soit fondé, et d’autre part nous estimons que ce postulat n’est pas avéré, et qu’au contraire, il existe un écart important entre les besoins documentaires des étudiants britanniques et ceux des étudiants français, au moins dans certaines disciplines. Si on ne peut exclure que cet écart s’explique en partie par les plus faibles ressources documentaires à disposition des enseignants français et de leurs étudiants, nous sommes pour le moment obligés de laisser cette objection de côté n’ayant pas les moyens de l’explorer. Très peu de choses ont été écrites sur les besoins documentaires étudiants, et il ne nous revient pas dans cette étude de calculer les besoins documentaires respectifs des étudiants britanniques et français dans les décennies qui ont suivies la seconde guerre mondiale, ni de calculer l’écart qui pouvait exister entre ceux-ci. Nous souhaitons cependant présenter notre questionnement, un certain nombre de constats et utiliser notre expérience personnelle pour appuyer l’écart qui existe entre la pédagogie dans ces deux pays.[[217]](#footnote-217)

Pour argumenter le développement qui suit, dans la mesure où le questionnement auquel il tente de répondre a été très peu abordé par les professionnels de l’époque et par l’histoire qui en a été faite depuis, nous n’hésiterons pas à utiliser notre expérience personnelle du temps présent pour s’articuler avec l’étude historique partielle que nous pouvons en faire à travers les deux cas que nous étudions. Cette expérience est située plusieurs décennies après notre période d’étude mais nous pensons que ce n’est pas tellement un problème. La première raison pour cela est que nous pensons qu’il y a une forte continuité des systèmes pédagogiques universitaires, et par conséquent, que ce qui est valable aujourd’hui l’est probablement au moins partiellement il y a quelques décennies.[[218]](#footnote-218) La seconde est qu’il y a très peu de traces disponibles sur cette question, et qu’une approche fondée à partir du temps présent peut tenter d’y remédier. Dans la mesure où notre expérience personnelle ne concerne que la discipline historique, le questionnement et les esquisses de réponse que nous y proposons ne peuvent s’appliquer qu’à cette discipline. Il est tout à fait possible qu’ils puissent être étendus à d’autres disciplines des sciences humaines et sociales, ou aux disciplines scientifiques, médicales et de droit, mais il ne nous revient pas de l’affirmer.

Notre approche est nécessairement subjective puisque fondée sur une expérience personnelle, mais il nous apparaît après ces deux années d’étude, que la subjectivité de ceux qui nous ont précédés sur la question des besoins documentaires n’est pas moindre, mais qu’elle est simplement ignorée. Il ne nous appartient pas ici de faire ce travail de comparaison avec l’Allemagne dans la mesure où cela ne correspond pas à notre sujet, et que nous n’avons pas d’expérience personnelle de ce système d’enseignement. Il nous semble cependant que le questionnement qui suit est aussi valable pour les comparaisons avec les moyens des bibliothèques universitaires de ce pays, selon des modalités que d’autres que nous seront mieux à même de présenter.

Il existe d’abord une différence historique héritée entre les pédagogies universitaires britannique et française. La première se fonde sur des cours le plus souvent en petits effectifs, sur un modèle proche de ce que voudraient être aujourd’hui les travaux dirigés, avec une relation forte entre l’enseignant et les étudiants. Pour décrire le modèle anglais, on peut reprendre les mots de Christophe Charle lorsqu’il l’évoque au cours du développement qu’il consacre aux expérimentations pédagogiques de l’école libre des sciences politiques au début des années 1870 : « le modèle d’encadrement étroit des élèves par les professeurs, proche du tutorat, la petite taille de l’institution, l’élitisme social sont autant de traits proches des collèges anglais. »[[219]](#footnote-219) La pédagogie universitaire française est probablement moins unifiée que la pédagogie britannique. Elle s’est plus développée avec des cours magistraux, même si cette tendance a été remise en cause par l’adoption partielle du modèle allemand des séminaires à partir des réformes des années 1870. Les cours magistraux ont repris une part prééminente dans l’enseignement universitaire après la seconde guerre mondiale du fait de l’augmentation du nombre d’étudiants. Ce second type d’enseignement définit un rapport plus distant entre les étudiants et l’enseignant que ce qui peut exister au Royaume-Uni.

Il est probable que ces deux traditions entraînent un besoin différencié de la documentation dans la mesure où les étudiants sont dans un rapport beaucoup plus actif au Royaume-Uni qu’ils ne le sont en France, où les étudiants ont une moindre nécessité de mobiliser leurs lectures en cours. Cet écart semble s’être creusé au cours de notre période, puisque l’évolution de la pédagogie au Royaume-Uni a favorisé l’utilisation de la documentation. Un incident évoqué dans le rapport du bibliothécaire de 1964/65 est assez révélateur de ce rapport différent à la documentation. Le bibliothécaire a constaté que de nombreux articles de périodiques du département des sciences économiques ont été arrachés. Pour éviter que ce genre de problèmes ne se reproduise : « il fut demandé à tous les membres du personnel qu’à l’avenir, la bibliothèque soit informée longtemps à l’avance quand des articles de périodiques doivent être lus pour des travaux dirigés, afin que des copies multiples puissent être faites. »[[220]](#footnote-220) Cette coopération, prônée entre les enseignants et le bibliothécaire quasiment à l’échelle de la semaine, pour faire face à des besoins importants sur une période très courte, nous semble illustrer l’importance essentielle de la documentation au Royaume-Uni, et que cela n’est visiblement pas valable qu’en histoire.

Il est temps de proposer brièvement une analyse complémentaire de celle-ci grâce à notre expérience personnelle. Cette dernière est très partielle, dans la mesure où elle ne s’appuie que sur une année d’étude dans chacun de ces systèmes pédagogiques. Elle nous semble suffisamment révélatrice pour que nous la mobilisions néanmoins. L’histoire des bibliothèques universitaires a trop souvent été écrite de manière déconnectée de leur environnement proche : université, enseignants, étudiants,… et il nous semble qu’au contraire ces institutions gagnent à être replacées dans leur environnement proche, comme l’a partiellement fait avant nous Alain Gleyze. Pour cela, il nous faut penser ces bibliothèques hors leurs murs, ce qu’ont eu du mal à faire les professionnels de l’époque, et les professionnels d’aujourd’hui qui écrivent cette histoire. Quoi de mieux dans cette perspective, que de s’interroger sur ce qu’est une bibliographie en France et au Royaume-Uni ? Voici un instrument de travail conçu par des enseignants, à destination des étudiants, et qui est censé avoir pour ces derniers un rôle de trait d’union entre l’enseignement en cours et la bibliothèque, et les guider dans leur usage de la documentation et de la bibliothèque universitaire.

Le corpus de bibliographies sur lequel nous fondons cette brève analyse est de trop petite taille pour que l’on puisse en généraliser les conclusions. Simplement, il permet de poser quelques questions qui méritent de l’être, quand bien même la réponse que nous y apportons n’est que provisoire et partielle. Les trois bibliographies britanniques sur lesquelles nous nous sommes appuyées et dont nous présentons cinq extrait en annexe[[221]](#footnote-221) ont trois traits communs : elles sont chronologiques, c’est-à-dire qu’elles présentent les lectures recommandées semaine par semaine (séminaire par séminaire) et non pas à l’échelle du semestre ; elles sont très majoritairement composées d’articles de périodiques, ou de chapitres de livres (c’est-à-dire de matériaux courts) ; les bibliographies hebdomadaires ou bimensuelles proposées sont courtes, mais très fortement incitatives, et hiérarchisées. En reprenant ces trois traits, les bibliographies proposées en France sont plus hétérogènes mais, dans l’ensemble, sont une antithèse du modèle précédemment présenté.[[222]](#footnote-222) Elles ne sont pas organisées de manière chronologique, mais de manière thématique ou par catégories de documents. Elles sont très majoritairement, souvent exclusivement, composées d’ouvrages entiers de plusieurs centaines de pages, sans mention de chapitre, et souvent sans article de périodique. Enfin, elles sont longues, d’autant plus qu’elles ne sont pas réparties sur le semestre, et sont souvent peu incitatives (aucun ou peu d’ouvrages sont mentionnés comme étant obligatoires ou très fortement recommandés, même si les ouvrages peuvent être hiérarchisés dans leur importance[[223]](#footnote-223)). Nous posons comme postulat – il mériterait d’être vérifié – que cette opposition, que nous constatons aujourd’hui, existait probablement déjà il y a trente ou quarante ans. C’est-à-dire que nous postulons qu’il y a une continuité dans le temps de la forme de ces documents, ce à quoi nous sommes encouragés par l’absence de traces de débats nationaux ou locaux (ni à Caen ni à Cardiff) que nous avons pu trouver sur le sujet. Ainsi, nous supposons que ces documents ne faisant jamais l’objet de discussions collectives, ils n’ont pu évoluer que de manière individuelle, et relativement marginale.

Une fois toutes ces précautions prises, quelles conclusions tirer de cette rapide comparaison ? Elle montre d’abord que le rapport à la documentation n’est pas le même dans les deux systèmes universitaires, ensuite qu’il existe un écart important entre ces deux types de document, qui n’est pas sans conséquence. Nous pensons que les bibliographies déterminent certaines pratiques de lecture de la part des étudiants, et qu’elles sont l’un des facteurs principaux de lecture ou de non-lecture de leur part.[[224]](#footnote-224) Dans ces conditions, le modèle de bibliographie britannique a plusieurs conséquences : il suppose des lectures plus régulières de la part des étudiants puisqu’il est organisé de manière hebdomadaire (parfois bihebdomadaire selon l’organisation des cours), il suppose des lectures plus nombreuses puisqu’il est à la fois plus incitatif et porte sur des matériaux plus courts,[[225]](#footnote-225) et il les rend en partie obligatoire puisqu’il existe un contrôle de fait des lectures des étudiants au cours des séminaires. Cela nous amène à deux conclusions : d’une part les besoins documentaires ne sont pas équivalents entre les deux systèmes d’enseignement, et ils sont supérieurs au Royaume-Uni, d’autre part l’utilisation de certaines statistiques de manière indifférenciée selon les matériaux n’est pas pertinente. Prenons pour exemple ce propos de Denis Pallier : « comme l’utilisation des documents est liée à leur disponibilité, en 1975 un étudiant allemand utilisait trois fois plus de documents qu’un étudiant français (20 contre 7,5). »[[226]](#footnote-226) Bien que cette conclusion s’applique à l’Allemagne, elle est largement hâtive tant que l’on ne connaît pas le type de documents dont il s’agit, ni les besoins documentaires des deux étudiants-types. En ce qui concerne la différence des besoins documentaires entre la France et le Royaume-Uni, il nous semble intéressant de mentionner pour étayer notre propos, qu’un cursus de licence d’histoire à l’université de Caen offre actuellement à ses étudiants 20 heures de cours en moyenne par semaine, contre 8 à 10 heures pour un cursus équivalent à Cardiff. Il apparaît ici évident, que le rapport cours/documentation dans la formation universitaire proposée n’est pas du tout le même. Il serait intéressant aussi de s’intéresser aux modalités d’examen dans les deux pays pour savoir ce qui est attendu de la part des étudiants et ainsi appréhender la question des besoins documentaires dans la perspective des stratégies étudiantes.[[227]](#footnote-227)

Alors que nous avons souligné que l’utilisation de la documentation a augmenté au cours de notre période au Royaume-Uni, cela n’a pas été le cas en France dans la mesure où les mouvements étudiants de la fin des années 1960 n’ont pas porté de projet pédagogique qui ait pu remettre en cause cet équilibre.[[228]](#footnote-228) Or, dès les années 1950, les professionnels n’étaient pas inconscients de la faible part de la documentation dans l’enseignement supérieur, comme en attestent ces réflexions que l’on devine un peu désabusées de Pierre Lelièvre, adjoint au directeur de la DBLP.

En fait, l’étudiant moyen travaille avec un nombre incroyablement réduit d’ouvrages : n’est-ce pas un paradoxe que, dans un monde où les collections des bibliothèques se chiffrent par millions et où, pour certaines disciplines, le nombre des périodiques spécialisés est de plusieurs dizaines de milliers de titres, on fasse des études supérieures et on acquière des titres et des diplômes avec des cours multigraphiés et la pratique de quelques manuels ? Qu’y pouvons-nous ? Pas grand-chose peut-être - au moins dans l’immédiat... Mais nous devons souligner et dénoncer l’incohérence de cette situation et l’inquiétude qu’elle provoque. Ne craignons pas de dire que c’est la politique générale de l’enseignement et de la recherche qui est en cause ; les bibliothèques universitaires ne sont qu’une des pièces du système et elles ne peuvent, à elles seules, résoudre ce problème complexe. Elles le peuvent d’autant moins que les moyens dont elles disposent sont dérisoirement limités.[[229]](#footnote-229)

Si Pierre Lelièvre est conscient de la faible place que tient la documentation dans l’enseignement universitaire français, cela n’a pas découragé les historiens des bibliothèques universitaires d’effectuer des comparaisons sans tenir compte de la place de la documentation et des bibliothèques dans chacun de ces systèmes. Au-delà de ce constat, qui concerne ‘l’étudiant moyen’, pour reprendre l’expression de Pierre Lelièvre, nous devons rappeler deux aspects essentiels du rapport des étudiants à la bibliothèque et de l’intérêt qui en découle de comparer des statistiques de ratio par étudiant. D’abord, le taux d’abandon est supérieur en France à ce qu’il est au Royaume-Uni.[[230]](#footnote-230) Dans ce taux d’échec un certain nombre d’étudiants fréquentent assidument l’université et sa bibliothèque, mais il y a aussi une fraction de la population étudiante qui abandonne définitivement l’université en cours d’année et qui n’utilise que peu voire pas du tout les ressources documentaires de l’université, et que l’on a pu appeler les étudiants « fantômes ».[[231]](#footnote-231)  Au-delà de cette fraction dont on ne connaît pas l’ampleur dans les deux universités au cours de notre période d’étude, il apparaît, malgré des variations annuelles importantes, qu’en moyenne, plus de la moitié des inscrits à l’université ne fréquentent pas la bibliothèque universitaire entre 1946 et 1966/67 (52,8%).[[232]](#footnote-232) D’après les statistiques dont nous disposons, il semble que la part des étudiants qui est considérée comme n’ayant pas fréquenté la bibliothèque n’y a vraiment pas mis les pieds une seule fois dans l’année. Ce taux de non-fréquentation surprend par son ampleur. Il est malheureusement dans la continuité d’une étude plus tardive de Jean-Claude Roda, en 1996, dans laquelle il indique qu’il y aurait plus de 40% des étudiants inscrits à l’université qui ne fréquentent jamais la bibliothèque universitaire.[[233]](#footnote-233) Nous ne disposons pas de statistiques équivalentes pour le Royaume-Uni et pour Cardiff, mais il est hautement probable qu’il y est beaucoup plus faible. Il devient ainsi tout à fait illusoire de chercher à estimer les qualités d’une bibliothèque selon des taux par étudiant, alors que le nombre d’étudiants inscrits à l’université n’est pas du tout représentatif du nombre d’étudiants qui fréquentent la bibliothèque universitaire.

Par conséquent, les inégalités de moyens dont souffrent les bibliothèques universitaires françaises comparé à leurs homologues britanniques ne sont pas un mythe, mais nous ne pensons pas que cela ait un sens de raisonner en ces termes dans la mesure où cela ne prend pas en compte l’absence de monopole des universités sur l’enseignement supérieur et la recherche, ni l’absence de monopole des bibliothèques universitaires sur la documentation. Les deux termes de la comparaison n’ont donc pas une place équivalente. Surtout, cette approche ne questionne pas du tout l’importance pédagogique de la documentation dans l’enseignement supérieur français et britannique, ce qui résulte d’une approche trop centrée sur les bibliothèques qui ne les a pas assez considérées dans leur environnement proche. Nous pensons au contraire, qu’il n’est pas pertinent de traiter des moyens dont disposent les bibliothèques, sans chercher à appréhender les besoins auxquels elles sont censées répondre. Nous avons conscience des difficultés que cela pose, d’autant que ce questionnement a rarement été posé en ces termes, et nous assumons de ne pas pouvoir y donner une réponse pleinement satisfaisante. Dans l’ensemble, les comparaisons internationales entre les bibliothèques universitaires ont trop appuyées sur une dimension quantitative, et n’ont pas été assez critique avec les statistiques ainsi comparées. Il nous semble avoir démontré les limites de cette approche pour expliquer les inégalités entre les bibliothèques universitaires françaises et britanniques, et ne souhaitant pas laisser notre lecteur au milieu du gué, nous proposons désormais une autre approche, plus qualitative, qui cherchera à montrer que les différences ou inégalités mises en évidence, résultent aussi de choix dans les priorités de ces bibliothèques. Ensuite, nous allons essayer d’expliquer ces différences par l’étude des processus qui ont mené à des changements, à l’échelle locale et nationale.

# Partie 2 : Des priorités différentes.

Il nous semble que deux changements majeurs sont intervenus dans le fonctionnement des bibliothèques universitaires dans les décennies ayant suivi la seconde guerre mondiale : le développement du service aux lecteurs et de la prise en compte de ces derniers, et le processus d’automatisation des tâches couplé à l’avènement de l’informatisation. Si ces deux processus ont eu cours à Caen et Cardiff, ils se sont mis en place selon des modalités très différentes, qui illustrent des priorités divergentes. Nous souhaitons montrer que cette différence dans l’évolution des fonctions de ces bibliothèques porte une responsabilité dans l’écart qui se creuse entre ces deux bibliothèques, ce que ne met pas en évidence une approche statistique.

# Chapitre 4 : Des bibliothèques universitaires au service du lecteur.

De plus en plus, les lecteurs se trouvent au centre des préoccupations des bibliothécaires, ce qui apparaît dans la constitution des collections, leur mise à disposition, ou dans l’organisation de l’espace. Cependant, ce processus se fait clairement au bénéfice de l’enseignement, et donc des étudiants, à Cardiff, alors qu’il tend à plutôt favoriser la fonction de recherche à Caen

1. Aller vers les lecteurs, mais lesquels ?
2. *Aller plus vers les lecteurs.*

La nécessité d’aller de plus en plus au-devant du lecteur est exprimée tant dans la littérature professionnelle de l’époque que dans les travaux d’historiens consacrés à ce sujet. Cette prise de conscience n’est pas cantonnée aux bibliothèques d’enseignement, et Arlette Boulogne rappelle qu’après la seconde guerre mondiale l’information a de plus en plus été considérée par les pouvoirs publics et les individus comme un enjeu essentiel.[[234]](#footnote-234) Cette attention se développe en parallèle des questionnements des bibliothèques de lecture publique sur la place des utilisateurs, et sur leur rapport à la documentation. Il est probable que la diversité sociale grandissante de la population étudiante a contribué à faire émerger l’importance d’aller vers les lecteurs dans la mesure où une partie grandissante des étudiants n’avait pas le rapport privilégié aux bibliothèques et aux documents qu’entretenaient leurs prédécesseurs. Cependant, ce mouvement va aussi profiter aux chercheurs, que la croissance des sources d’information met parfois en difficulté, ce qui va aboutir au développement de la formation des utilisateurs.[[235]](#footnote-235) Cet intérêt se manifeste aussi dans les questionnaires des rapports annuels mis en place par la DBLP. En effet, cette dernière ne se contente pas de demander l’état des collections (nombre total de volumes, et selon les types de matériaux) ou celui des acquisitions annuelles (nombre de volumes achetés, reçus en dons,…), elle se renseigne aussi sur le service aux lecteurs en posant des questions sur la mise à disposition des volumes, avec par exemple la question : « Sont-elles [les bibliographies] à disposition des lecteurs ? », posée aussi en ce qui concerne les manuels.[[236]](#footnote-236) Cet intérêt se manifeste également par la place importante accordée au service public dans les rapports annuels, puis avec l’autonomie de la partie ‘Service public’, après que ce document ait été scindé en deux parties.[[237]](#footnote-237)

Un mouvement similaire a lieu à Cardiff, et si nous disposons de moins de traces dans la littérature professionnelle, ce processus, qui se met vraiment en place dans les années 1960, peut être mis en évidence par quelques innovations qui apparaissent dans les rapports annuels du bibliothécaire.

Nous avons commencé à produire des tapuscrits pour aider certaines catégories de lecteurs, pour leur faire prendre conscience plus facilement des ressources et services de la bibliothèque dans les différentes matières. Cette projection de la bibliothèque vers le lecteur est un aspect du travail du bibliothécaire dont on espère qu’il se développera plus complètement dans les années à venir.[[238]](#footnote-238)

La publication de guides aux lecteurs à partir de la fin des années 1960 abonde aussi dans ce sens.[[239]](#footnote-239) Si ce mouvement vers le lecteur est commun aux bibliothèques de Caen et de Cardiff, elles ne semblent pas avoir fait des mêmes lecteurs leur priorité, et c’est ce que nous voulons désormais montrer grâce au processus de construction des collections.

1. *La construction des collections, au service de la recherche ou de l’enseignement ?*

A Cardiff, la priorité donnée à l’enseignement est d’abord une réponse ‘par défaut’, pour faire face à la hausse de la documentation à acquérir que nous avons déjà montrée. En effet, les besoins quantitatifs d’une bibliothèque universitaire de recherche sont considérés comme très importants et il est souvent souligné qu’elle doit avant tout être massive, sans véritable critère de sélection. Tous les matériaux doivent être gardés, car la recherche étudie des champs nouveaux, et il est donc impossible de savoir ce qui sera susceptible d’être utilisé. Ces considérations sont exprimées par deux jugements de Saunders qui insiste largement sur cet aspect quantitatif : « il y a certainement une relation directe entre la qualité de la recherche – particulièrement dans les sciences humaines – et la taille de la bibliothèque qui la supporte. »[[240]](#footnote-240) Il ajoute : « il ne devrait pas être question de standardiser ou de restreindre la taille d’une bibliothèque qui est censée supporter de la recherche. »[[241]](#footnote-241) Neal affirme aussi la nécessité d’avoir des bibliothèques universitaires de recherche extensives quand il estime que même les livres inutilisés ne doivent pas être retirés de la collection.[[242]](#footnote-242) Une bibliothèque universitaire de recherche dont les besoins d’acquisition seraient quasiment exhaustifs ne peut pas être entretenue par les universités, et elle ne l’avait été que pour quelques rares institutions par le passé. Les bibliothèques qui bénéficient du dépôt légal sont les seules institutions qui peuvent encore y parvenir après la seconde guerre mondiale. Cette incapacité des bibliothèques universitaires à pouvoir assumer une fonction de recherche exhaustive les oblige d’abord à définir et à se tenir à certains axes de recherche.

L’activité de recherche de l’université n’a pas disparu, mais pour continuer elle a dû restreindre ses champs d’acquisition pour se focaliser sur ceux dans lesquels de la recherche s’effectue réellement, sans présupposer de ceux où elle pourrait se développer plus tard. Il y a un processus de spécialisation des bibliothèques universitaires par rapport à la recherche. Le développement des possibilités de prêts interbibliothèques permet aussi d’accéder de plus en plus facilement aux matériaux non possédés par une bibliothèque. A partir des années 1960, la coopération est de plus en plus mise en avant sur le plan de la recherche, notamment par le rapport Parry remis en 1967.

Les bibliothécaires et les directeurs de recherche devraient discuter des implications de la bibliothèque dans les projets de recherche, pour que des fonds soient mis à disposition de la bibliothèque afin de construire des collections importantes dans n’importe quel champ qui ait été décrété d’un intérêt particulier pour la bibliothèque.[[243]](#footnote-243)

De plus en plus, ce n’est plus à la bibliothèque universitaire de s’adapter au chercheur mais au chercheur d’adapter ses recherches au fond de la bibliothèque universitaire de l’université dans laquelle il se trouve. Ceci est souligné lors d’une enquête sur les prêts interbibliothèques par un membre du personnel : « il ressort qu’un étudiant a reçu de son tuteur la permission de faire un mémoire sur un sujet pour lequel la bibliothèque n’avait pas de ressources. La pertinence de ce choix est discutable, mais le remède difficile à recommander. »[[244]](#footnote-244) Ce nouveau rapport du chercheur à sa bibliothèque universitaire ne semble pas être suffisamment accepté pour que la bibliothèque universitaire le notifie ouvertement au personnel universitaire. Cependant, les étudiants sont invités à faire des recherches dans un champ dans lequel leur bibliothèque universitaire possède des collections déjà constituées, à changer d’université, ou à aller eux-mêmes ponctuellement là où se trouvent les ressources qui les intéressent, plutôt que de les faire venir à eux avec un coût élevé pour leur bibliothèque.

Ensuite, ces bibliothèques doivent redéfinir leur priorité générale. De plus en plus, les bibliothèques universitaires deviennent un outil consacré aux *undergraduates*, c’est-à-dire aux étudiants de licence. Ainsi, le jugement de Jolley, « les bibliothécaires, dans l’ensemble, ont tendance à préférer l’accumulation de titres relativement obscurs à la duplication de matériaux très utilisés », perd rapidement de sa pertinence même s’il est encore partiellement vrai au moment où il l’exprime, au début des années 1960.[[245]](#footnote-245) Dès son rapport de 1961/62, le bibliothécaire de l’université de Cardiff souligne que : « l’une des caractéristiques de l’augmentation du nombre de livres achetés est la plus grande proportion de copies multiples de livres en demande constante, qui ont été commandées par de nombreux départements. »[[246]](#footnote-246) Ces livres sont, à n’en pas douter, massivement utilisés par les étudiants de licence. Vingt ans plus tard, le basculement complet de la fonction de la bibliothèque universitaire est exprimé dans le rapport du bibliothécaire de 1980/81 : « la première priorité doit demeurer l’acquisition de textes pour les étudiants de licence. »[[247]](#footnote-247)

Ce basculement s’exprime dans la politique d’acquisition de la bibliothèque. L’essentiel est de posséder les ouvrages sur lesquels les enseignements s’appuient, et de les avoir en plusieurs exemplaires. Pour affiner la sélection, la coopération avec le personnel universitaire est développée. Le rapport du bibliothécaire de 1969/70 en donne une illustration : « Comme une partie des nouveaux fonds pour l’année 1970/71 devait être consacrée à l’achat de nouvelles copies des livres très utilisés par les étudiants de licence, tous les départements furent invités à soumettre des listes de livres dont ils souhaitaient voir des duplicatas dans la bibliothèque. »[[248]](#footnote-248) La sélection s’effectue donc en faveur des étudiants.

Cet ordre de priorité est beaucoup moins clair à Caen, même si les bibliothécaires successifs sont conscients que ces usages entrent en partie en concurrence du point de vue des collections. Lors de la reconstruction, Mlle Dupasquier souligne la différence de ces deux types d’usage des collections dans la mesure où les collections de recherche sont beaucoup plus longues à reconstituer : « il est toutefois essentiel de souligner la nécessité d’une aide officielle très effective pour poursuivre cet effort. Nous sommes en effet jusqu’ici presque uniquement une bibliothèque d’étudiants, peu de collections d’érudition permettant encore à nos professeurs leurs travaux de recherches personnelles. »[[249]](#footnote-249) Ce souci est continu au cours des années suivantes. Dans son rapport de 1947/48, elle estime que le fonctionnement de la bibliothèque en faveur des étudiants est revenu à la normale, mais il n’est que partiellement satisfaisant pour permettre la fonction de recherche : « les achats se poursuivent activement, et l’acquisition en particulier d’assez nombreuses bibliothèques de spécialistes, permet aux professeurs et aux érudits de retrouver en partie la documentation indispensable. »[[250]](#footnote-250) L’année suivante, elle insiste encore sur la difficulté qu’il y a à reconstruire des fonds d’érudition, souvent indisponibles chez les libraires et les éditeurs, et qui ne peuvent être reconstitués que par achat de documentation d’occasion.

Tant que la bibliothèque dispose de crédits spéciaux pour la reconstitution des fonds, et qu’elle bénéficie de dons importants, la question de la priorité entre ces deux fonctions ne se pose pas tellement. Cependant, elles entrent clairement en concurrence au début des années 1960, comme l’illustre cette remarque de Mlle Dupasquier : « il serait regrettable que le développement indispensable de ces fonds [la multiplication des manuels] se réalise au détriment d’une documentation spécifique non moins indispensable. »[[251]](#footnote-251) Si la bibliothécaire est consciente de cette double fonction, il apparaît que la hausse du nombre d’achats pour assurer la fonction d’enseignement est mal vécue.

En dehors de leur alimentation normale en collections, périodiques et études spécialisées, un fonds de manuels et traités en plusieurs exemplaires, était évidemment prévu, mais l’importance de ce fonds doit être considérablement augmentée et il tendra à englober une part de plus en plus importante du budget des achats.[[252]](#footnote-252)

L’ordre de priorité ne semble donc pas strictement défini, mais la fonction d’enseignement est clairement vue comme moins valorisante que celle de recherche. Ainsi, Mlle Dupasquier écrit au début des années 1960 : « cet accroissement des effectifs [étudiants] pose également un problème en ce qui concerne les achats et menace de les dévaloriser relativement aux possibilités de recherche que doivent assurer nos bibliothèques. »[[253]](#footnote-253) A ce titre, elle regrette que les bibliothèques d’institut ne puissent mieux seconder la bibliothèque universitaire.

Si les bibliothèques d’institut en lettres et droit ont néanmoins pour objectif de doubler la documentation courante de la bibliothèque générale, celles de la faculté des sciences semblent surtout préoccupées d’une documentation spécialisée à l’intention du Professeur, et comptent sans aucun doute sur la bibliothèque générale pour satisfaire aux besoins de leurs étudiants.[[254]](#footnote-254)

On voit ici que Mlle Dupasquier ne refuse pas de partager avec les bibliothèques d’institut la fonction d’enseignement, mais qu’elle est beaucoup plus sourcilleuse sur le partage de la fonction de recherche, qui apparaît comme la fonction privilégiée dont elle souhaiterait que la bibliothèque universitaire garde le monopole.[[255]](#footnote-255) Cet équilibre délicat est mis à rude épreuve par les difficultés financières rencontrées dans les années 1970. Lors du conseil de la documentation du 13 février 1978, Mme Foyer, représentante du personnel estime que « si nous nous prononçons favorablement pour ce budget nous optons pour la disparition à plus ou moins brève échéance de l’outil documentaire que se doit d’être une bibliothèque. »[[256]](#footnote-256) Cette intervention ne précise pas à qui est destiné en priorité cet outil documentaire, mais il est probable que Mme Foyer fasse implicitement référence à la fonction de recherche plus qu’à celle d’enseignement car c’est la plus coûteuse. L’abandon de la fonction de recherche de la bibliothèque et de l’université, ou plutôt la diminution de sa place, semble beaucoup plus mal vécue à Caen qu’à Cardiff, et de nombreuses remarques font état de cette crainte, et de la légitimité qu’accordent les professeurs et la bibliothécaire à la fonction de recherche de l’université de Caen, par rapport aux universités de l’après seconde guerre mondiale.[[257]](#footnote-257)

Nous avons déjà évoqué les discussions concernant la répartition des fonds entre les différentes sections lors des conseils de la documentation, mais elles révèlent aussi les choix faits dans la construction des collections entre les différents niveaux d’étude. Ceux-ci semblent en partie se faire selon les sections, et la section science privilégie par exemple largement la fonction de recherche, puisqu’il apparaît lors de la séance du 16 février 1984 que : « la section science n’a rien acheté pour les étudiants depuis deux ans. »[[258]](#footnote-258) Une enquête menée auprès des bibliothèques universitaires sur le type de collections qu’elles possèdent, en fonction du type d’utilisateurs à qui elles sont destinées, est très intéressante pour étudier cet ordre de priorité.[[259]](#footnote-259) Les résultats sont instructifs car ils montrent que les priorités sont différentes selon les sections, dans des proportions qui laissent un peu pantois : en effet, en accord avec le commentaire que nous venons de mentionner, il apparaît que la section science n’a dépensé que 1% de ses crédits documentaires en faveur des étudiants contre 62% pour la section Droit-Lettres et 40% pour la section Médecine-Pharmacie.[[260]](#footnote-260) Sans surprise, on découvre que pour chacune des trois sections la part des dépenses pour la recherche est supérieure pour les périodiques à ce qu’elle est pour les livres. Conformément à ce que nous écrivions sur la part croissante des périodiques dans les matières scientifiques, cela est particulièrement vrai dans les sections science et santé.

Les résultats nationaux de cette enquête qui ont été envoyés aux bibliothèques après avoir été rassemblés sont aussi très intéressants.[[261]](#footnote-261) Ils sont présentés selon une typologie par la taille des universités (plus de 20 000 étudiants, entre 10 000 et 20 000 étudiants, entre 5 000 et 10 000 étudiants, et moins de 5000 étudiants), qui est aussi partiellement une typologie selon l’ancienneté de ces universités et donc selon leur tradition de recherche ou non. Assez logiquement, la part des dépenses documentaires pour la recherche baisse avec la taille de l’université.[[262]](#footnote-262) La surprise principale de ce tableau est la forte proportion des dépenses pour la recherche en moyenne, bien qu’elle corrobore ce que nous avons trouvé à Caen (qui appartient au groupe 2). Les commentaires qui accompagnent ces statistiques estiment qu’il y a un décrochage net des bibliothèques du groupe 4, qui apparaissent comme des « bibliothèques d’intervention », c’est-à-dire dédiée à l’enseignement. Il y a effectivement un décrochage avec les trois premiers groupes, mais la part attribuée à la recherche est quasiment égale à celle attribuée aux étudiants, ce qui semble tout de même élevé pour des ‘bibliothèques d’intervention’.

Pour les trois autres groupes, la part de la recherche est largement supérieure à celle de l’enseignement allant d’un rapport de près de 1 pour 2 ½ (groupe 3) à 1 pour 3 ½ (groupe 1). La bibliothèque de Caen utilise pour sa part 36% de ses ressources documentaires pour l’enseignement contre 63% pour la recherche, ce qui la situe près de la moyenne de son groupe pour les dépenses dédiées à la recherche mais avec une part plus importante dédiée à l’enseignement, du fait de la très faible partie des collections classées dans la catégorie « indissociables » (24% enseignement, 67% recherche et 9% indissociables). Cette approche par les dépenses documentaires est très éloquente pour montrer que les bibliothèques universitaires françaises ont toutes (à part les plus petites) privilégié la recherche au détriment de l’enseignement, et ce souvent de manière massive dans la construction de leurs collections. Même si nous ne disposons pas de statistiques équivalentes pour le Royaume-Uni, il est probable que la part de la recherche y est bien plus faible dans une majorité de bibliothèques universitaires.[[263]](#footnote-263) Il faut quand même rappeler que la documentation de recherche est plus coûteuse que la documentation pour l’enseignement, et donc que cette approche par les dépenses documentaires renforce l’impression de la fonction prééminente de la recherche. Cette dernière nuance, même si elle mérite d’être notée, n’apparaît pas suffisante pour infirmer l’écart de priorité entre les bibliothèques britanniques et françaises du point de vue de leur fonction, qui ressort des discours des bibliothécaires respectifs. Nous souhaitons désormais envisager un deuxième type de modalité de prise en compte du lecteur avec la mise à disposition des collections grâce au catalogage, au système de prêt et au développement des heures d’ouverture. Nous allons chercher à déterminer si la différence entre ces deux bibliothèques dans les priorités de construction des collections est transposée dans leur mise à disposition.

## Mettre à disposition les collections.

La mise à disposition des collections doit être abordée à la fois sous son aspect matériel et intellectuel par le catalogage et le classement, ainsi que par la politique mise en place par la bibliothèque pour communiquer et prêter ces documents, et aussi en s’intéressant à l’établissement des horaires d’ouverture.

1. *Catalogage et classement.*

Le premier élément de la mise à disposition des collections est le traitement des nouvelles acquisitions pour les intégrer aux catalogues (que les lecteurs pourront consulter afin de connaître les ouvrages qui peuvent les intéresser et les localiser), avant d’insérer physiquement ces volumes dans la bibliothèque en les classant, que ce soit dans un magasin ou en libre accès. Le catalogage a connu de profondes mutations au cours de cette période, avec le passage du catalogue papier au catalogue numérique, le second permettant d’unifier dans une seule interface les catalogues multiples que devaient entretenir les bibliothèques selon que les utilisateurs souhaitaient les interroger par auteur ou par matière. Fred Lerner évoque le besoin progressif d’organiser de manière rigoureuse l’accumulation de connaissance dès la fin du XIXème siècle.

Tandis que la connaissance augmentait en quantité et en diversité, et que les collections des bibliothèques augmentaient de la même manière, il devint de plus en plus nécessaire de trouver quelque moyen d’identifier et de retrouver les publications d’une matière particulière.[[264]](#footnote-264)

Cataloguer les informations n’est donc pas une exigence nouvelle, mais la forte croissance des collections rend ce travail particulièrement nécessaire. En 1945, les deux bibliothèques semblent en difficulté sur ce point. A Cardiff, deux bibliothécaires réputés, Esdailes et Woledge, qui établissaient un diagnostic de la bibliothèque estimaient que : « trois développements sans lesquels il est impossible d’utiliser la bibliothèque de manière satisfaisante, sont (par ordre d’urgence) l’achèvement d’un catalogue par auteur, la mise en place d’un catalogue par matière […] et la révision des anciennes entrées du catalogue par auteur. »[[265]](#footnote-265) A Caen, le problème est principalement posé par l’arrivée massive de dons, qui tardent à être insérés aux catalogues. La bibliothèque universitaire de Caen doit attendre que s’estompe l’arrivée massive de dons au milieu des années 1950 pour réussir à résorber complètement le retard pris juste après la seconde guerre mondiale dans la constitution de son catalogue auteur.[[266]](#footnote-266) Cependant, la baisse presque continue du nombre de ces volumes indique tout de même que les acquisitions courantes ont pu être cataloguées au fur et à mesure. Pareillement, à Cardiff, les difficultés semblent surtout posées par l’arrivée de collections spéciales d’un volume important, comme la collection Brett, composée d’environ 1185 volumes, dont le don a été fait en 1936, et dont le catalogage n’a été achevé qu’en 1956. Si le catalogue auteur semble être exhaustif à Caen à la fin des années 1950, cela semble plus compliqué pour les autres catalogues envisagés. En effet, pour les catalogues analytique et méthodique, le retard important pris dans les années 1940[[267]](#footnote-267) ne parvient pas à être comblé, et dix ans plus tard, le catalogue méthodique est en attente, tandis que le catalogue analytique peine à suivre le rythme des acquisitions.[[268]](#footnote-268)

Les catalogues sont au centre de deux enjeux essentiels pour les bibliothèques : mise en relation des lecteurs et des documents dans les bibliothèques, et coopération entre les bibliothèques pour que les lecteurs puissent avoir recours au prêt entre bibliothèques plus facilement. Le premier de ces deux enjeux met les bibliothécaires face à un paradoxe difficile à résoudre, qui a fait l’objet de discussions collectives, et qui a été très bien exprimé lors de journées d’étude en 1952 : « établir des catalogues à la fois pratiques et rigoureusement scientifiques, rationnellement combinés pour s’adapter aux divers degrés de la recherche et aux diverses manières de l’aborder, tel est en effet la tâche qui incombe aux bibliothécaires des universités. »[[269]](#footnote-269) Pour cela, il faut choisir quels types de catalogue utiliser, et comme la mise au point de catalogues identiques est essentielle pour favoriser la coopération, en vue de la création de catalogues collectifs, il vaut mieux que ce choix se fasse en commun. Au cours de cette journée d’étude, le catalogue par auteur fait l’unanimité, mais étant donné la difficulté de maintenir à jour plusieurs catalogues différents, une discussion est menée sur l’ordre de priorité à mettre en place entre le catalogue alphabétique de matière et le catalogue systématique de matière. Sans rentrer dans le détail des caractéristiques de ces deux types de catalogue, il faut noter que le second a l’avantage d’être plus logique, mais est plus vite périmé. Par conséquent le catalogue alphabétique de matière lui est préféré.

Nous avons déjà évoqué l’évolution du classement en France lorsque nous avons traité de l’évolution du schéma de construction des bâtiments accueillant des bibliothèques, passant du plan ternaire à la bibliothèque à deux niveaux, ce qui eut pour conséquence de développer le libre accès et ainsi le besoin de classer les documents de manière intellectuelle et non matérielle. Malgré cela, le classement matériel a perduré dans un certain nombre de magasins. Au Royaume-Uni, cette dichotomie salle de consultation/magasin n’existe pas avec la même ampleur, puisque la grande majorité des collections est en libre accès, et que de ce fait le classement se fait de manière intellectuelle. Jusqu’au début de notre période, il semble que ce classement se faisait la plupart du temps de manière individuelle selon les bibliothèques, mais progressivement une normalisation va se mettre en place avec l’adoption de classifications systématiques internationales. Ainsi, la bibliothèque de Cardiff adopte la classification de la bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, et reclasse progressivement ses collections à partir de 1957, jusqu’en 1968. Selon une enquête réalisée par Friedman et Jeffreys en 1967, et rapportée par Neal, 25 bibliothèques universitaires britanniques sur 69 utilisaient le schéma de la bibliothèque du Congrès américain à cette époque.[[270]](#footnote-270) Ce chiffre qui ne semble pas impressionnant témoigne cependant d’une unification progressive des outils de classification. Différentes classifications se concurrencent, mais à la fin des années 1970 celui de la bibliothèque du Congrès s’impose de plus en plus, comme l’indique Alan Jeffreys : « le schéma de la bibliothèque du Congrès s’est progressivement développé, et est maintenant utilisé complètement ou partiellement par juste plus de la moitié des bibliothèques universitaires britanniques. »[[271]](#footnote-271)

En France, dès 1952, les classifications systématiques internationales sont privilégiées sur les classifications locales, quelles que soient les circonstances.[[272]](#footnote-272) C’est la Classification Décimale Universelle (C.D.U.) qui est privilégiée et se met en place à partir de 1959 avec la création des bibliothèques des collèges universitaires, puis qui s’étend à l’ensemble des bibliothèques universitaires dans le cadre des instructions de 1962. Cette classification sera finalement délaissée au profit de la classification de la bibliothèque du Congrès en 1988. Dans l’ensemble, cette classification correspond à un souci grandissant de permettre la mise à disposition des collections auprès des utilisateurs tant au sein de leurs bibliothèques que dans le cadre du prêt entre bibliothèques. Si le processus d’adoption de ces classifications et catalogues communs s’est fait de manière différente, le souci des utilisateurs a été le même, porté par un nouveau rapport au document qui mettait en avant la communication sur la conservation. La politique de prêt qui est l’étape suivante dans le processus de communication des ouvrages nous semble à son tour mériter une étude.

### Le système de prêt.

La politique de prêt des bibliothèques universitaires et leur évolution n’ont à notre connaissance jamais fait l’objet d’une approche historique spécifique. Elles nous semblent pourtant constituer une part importante du fonctionnement des bibliothèques. L’histoire des bibliothèques universitaires après la seconde guerre mondiale insiste souvent sur les changements importants qui ont pris place au cours de cette période, et a peut-être trop souvent négligé les continuités, comme celle que nous avons constatée dans la politique de prêt de la bibliothèque universitaire de Caen. En effet, en 1950/51, la politique de prêt était la suivante : pour les membres du personnel enseignant, il est possible d’emprunter jusqu’à vingt ouvrages, pendant au maximum trois mois ; les étudiants, les enseignants du secondaire qui travaillent à Caen et les membres des sociétés savantes qui ont déposé leurs collections à la bibliothèque universitaire, peuvent emprunter jusqu’à cinq ouvrages pendant un mois.[[273]](#footnote-273) Il était précisé « les durées de prêt peuvent être réduites pour certains ouvrages des programmes d’examen », sans que nous sachions dans quelle proportion cela se faisait. D’après la demande d’une candidate à l’agrégation, on peut déduire que cette réduction des durées de prêt n’était pas systématique voire peu courante puisqu’elle demandait que les ouvrages de préparation aux concours soient empruntables pour seulement deux à trois semaines.[[274]](#footnote-274)[[275]](#footnote-275) Nous savons que la politique de prêt n’a pas évolué au moins jusqu’en 1967/68 (mis à part l’extension de l’accès de la bibliothèque aux enseignants du secondaire de l’ensemble de l’académie), et nous n’avons pas de traces de changement ultérieur au cours de notre période d’étude.[[276]](#footnote-276) Pourtant, lors des journées d’étude des bibliothèques universitaires de 1952, la définition de cette politique avait été laissée à la charge des bibliothécaires locaux.[[277]](#footnote-277) Il serait nécessaire d’étudier l’évolution des systèmes de prêt dans d’autres bibliothèques universitaires pour savoir si cette liberté a été plus exploitée ailleurs. Les trois aspects principaux de cette question étaient déjà exprimés lors de ces journées d’étude : la possibilité de ne pas prêter certains types de matériaux, la variation de la durée du prêt selon le type d’utilisateurs et selon le type de documents. Il est déjà souligné que ce système doit être souple, et que la durée de prêt des ouvrages les plus consultés doit être réduite. La grande stabilité de la politique de prêt de l’université de Caen ne témoigne pas de ce dynamisme ni de cette flexibilité,[[278]](#footnote-278) au contraire de celle de Cardiff.

Cette question est d’autant plus sensible à Cardiff qu’il y a une plus forte demande des étudiants sur les matériaux de la bibliothèque comme nous l’avons montré. L’évolution de cette politique est très révélatrice de cette tension entre certains besoins et la ‘rareté’ des exemplaires pouvant y répondre. En 1955/56, l’allongement de la durée des prêts d’une à deux semaines ne va pourtant pas dans ce sens (même si on peut déjà constater une durée de prêt beaucoup plus court qu’à Caen), mais par la suite les catégories de prêts vont se diversifier, en fonction des matériaux et des lecteurs, pour mieux répondre aux besoins surtout pour les matériaux très utilisés, grâce à des prêts courts. Cette flexibilité est présentée dans le numéro 33 de la revue du personnel datant du 15 juillet 1976 : « la durée d’un prêt est déterminée par une combinaison entre le statut de l’emprunteur et celui du livre. »[[279]](#footnote-279) Deux nouveaux statuts de prêts très courts sont institués quelques mois plus tard.[[280]](#footnote-280) Le premier dit de type A correspond à un emprunt seulement pour une période de la journée : de 9.00 à 13.00 ; de 13.00 à 17h00 ; ou de 17.00 à 21.00. Le second dit de type B, permet d’emprunter un livre un jour et de le rendre le lendemain avant 10.00, ce qui permet de le sortir de la bibliothèque universitaire pendant la nuit. En 1979/80, une catégorie de prêts intermédiaires de 3 jours est mise en place.[[281]](#footnote-281) Cette diversification permet de maximiser l’utilisation d’un livre en le plaçant parmi les ouvrages en prêt court, et de prendre en compte la diversité des besoins. Cette diversification cherche à augmenter la circulation des titres les plus utilisés, ce qui ne concerne pas tellement les chercheurs de l’université qui empruntent souvent des titres peu demandés. Elle se fait donc au bénéfice des étudiants.

On pourrait s’étonner que cette diversification soit si tardive – puisqu’elle n’apparaît qu’en 1976 – alors que nous avons montré que l’augmentation du nombre d’étudiants était déjà importante depuis plusieurs années, que la pression sur les ressources de la bibliothèque universitaire était déjà manifeste et que la prise en compte des étudiants était déjà effective. Pour comprendre ce délai, il faut bien se rendre compte de l’augmentation considérable de travail que représente pour le personnel les prêts courts et très courts. Ainsi, une année après la mise en œuvre de la période de prêt de trois jours, le bibliothécaire mentionne que : « cette période d’emprunt plus courte rend sans aucun doute service aux étudiants en permettant aux livres de circuler rapidement, mais représente une augmentation très importante de travail pour le bureau des sorties et autre. »[[282]](#footnote-282) Si ce changement commence à s’opérer en 1976, c’est que le nouveau système automatisé de prêts permet de le mettre en œuvre. Le système de prêt cherche donc à renforcer la circulation des titres utilisés par les étudiants grâce à la multiplication des catégories de prêts courts, ce qui n’a pas été le cas à l’université de Caen. La durée moyenne des prêts à la bibliothèque universitaire de Caen est à cet égard éloquente puisque qu’elle est très importante : entre trois semaines et demi et quatre semaines selon les années que nous avons considérées, et il ne s’agit que des prêts aux étudiants alors que les professeurs étaient autorisés à emprunter des volumes pendant trois fois plus de temps.[[283]](#footnote-283) Pour mettre ces durées en perspective, il faut rappeler qu’au même moment les prêts étaient de deux semaines maximum à Cardiff à l’époque.

Cet exemple nous invite à critiquer de nouveau cette affirmation de Denis Pallier : « comme l’utilisation des documents est liée à leur disponibilité, en 1975 un étudiant allemand utilisait trois fois plus de documents qu’un étudiant français (20 contre 7,5). »[[284]](#footnote-284) Nous avons déjà montré que les besoins documentaires et le type de documents utilisés étaient deux facteurs essentiels du nombre de prêts annuels d’une bibliothèque. Il faut ajouter que leur disponibilité, non pas au sens de la taille des collections comme l’entend Denis Pallier, mais au sens de la circulation des documents, est aussi essentielle. En effet, la seule évolution de la politique de prêt à Cardiff, sans changement notable de la taille des collections, a été responsable d’une hausse du nombre de prêts de 43%.[[285]](#footnote-285) Cet exemple illustre aussi la prééminence des services aux lecteurs sur la taille des collections au cours de notre période d’étude. L’évolution de la politique de prêt est donc un excellent exemple de la priorité donnée aux étudiants et à leurs besoins par la bibliothèque de Cardiff, alors que celle de Caen s’y est beaucoup moins adaptée. Pour être tout à fait juste à l’égard de la bibliothèque universitaire de Caen, il faudrait pouvoir étudier l’évolution de sa politique de prêt après l’automatisation de son système de prêt. Cependant, un simple aperçu de la situation actuelle de la section droit-lettres permet de constater que la politique de prêts ne s’est toujours pas adaptée à la diversité des matériaux, puisque les manuels sont empruntables 14 jour par l’ensemble des utilisateurs, ce qui correspond à la durée normale de prêts de l’ensemble des matériaux aux étudiants de licence.[[286]](#footnote-286) On est donc bien loin du processus de raccourcissement de la durée des prêts qui a eu lieu à Cardiff, et dont on voit toujours la trace à travers la section de prêts courts (*short loan*) particulièrement utilisée par les étudiants de premier cycle. D’ailleurs, la localisation des ouvrages, composant les deux premières bibliographies britanniques dont des extraits sont présentés en annexe, indique qu’au moins un exemplaire de la majorité d’entre eux se trouve dans cette section.[[287]](#footnote-287) Nous souhaitons désormais évoquer la politique d’ouverture de la bibliothèque en se penchant sur l’évolution des heures d’ouverture.

1. *Les horaires d’ouverture.*

De part et d’autre, le premier constat est le développement important de ces heures d’ouverture après la seconde guerre mondiale, ainsi que la réduction des périodes de fermeture à l’échelle de l’année. A Caen, ces horaires n’ont quasiment pas évolué entre 1922/23 et 1940/41, puisque à ces deux périodes, la bibliothèque était ouverte tous les jours sauf le dimanche et les jours fériés de 9h à 11h30 et de 14h à 17h30.[[288]](#footnote-288) D’après les sources dont nous disposons, la seule petite évolution au cours de cette période a été l’ouverture le soir jusqu’à 18h, au début des années 1930.[[289]](#footnote-289) Ces horaires perdurent jusqu’en 1950 (excepté le fait que l’ouverture de la bibliothèque est repoussée à 9h30), quand un premier changement intervient : de 11h30 à 12h et de 13h30 à 14h la bibliothèque reste ouverte, mais sans qu’il y ait de communication des ouvrages en magasin.[[290]](#footnote-290) L’allongement des horaires d’ouverture est important au début des années 1960. En effet, la période de communication d’ouvrages s’allonge d’une heure quotidienne, de 9h30 à 12h et de 14h à 18h.[[291]](#footnote-291) Dans le même temps, la bibliothèque cesse de fermer le midi avec la mise en place d’une ouverture de 12h à 14h sans possibilité de communication, et voit se créer en soirée une nouvelle période d’ouverture sans communication, de 18h à 19h.[[292]](#footnote-292) Tous ces changements ont lieu en 1960/61, et dès l’année suivante la bibliothèque est ouverte sans nouvelle communication ni de prêts de 19h à 20h.[[293]](#footnote-293) A peine quelques années plus tard, en 1963/64, les séances de lecture sans communication d’ouvrages sont allongées jusqu’à 22heures aux périodes de plus forte fréquentation de la bibliothèque.[[294]](#footnote-294) Cette ouverture en continu de près de 11 heures contre 6h jusqu’à la fin des années 1940 est une évolution marquante quand on la compare à la stabilité de ces horaires d’ouverture entre la fin du XIXème siècle et la seconde guerre mondiale. En effet, en 1952, Pierre Lelièvre rappelait que le nombre d’heures d’ouverture était resté longtemps de 6 heures par jour, dans la continuité du règlement général de 1886.[[295]](#footnote-295) La période de fermeture estivale est réduite aussi, puisqu’elle passe de deux mois après la seconde guerre mondiale, à un mois en 1959/60.[[296]](#footnote-296)

Un même processus d’allongement des périodes d’ouverture de la bibliothèque a eu lieu à Cardiff. Même si ces évolutions ne sont pas toujours faciles à retracer dans le détail, ce processus se met en place à trois niveaux, comme à Caen : au niveau de la journée, à celui de la semaine avec l’ouverture progressive le samedi, et à celui de l’année avec la réduction des périodes de fermeture complète de la bibliothèque. Pour les périodes d’ouverture quotidiennes et hebdomadaires, Neal nous permet de comparer la situation générale avant la guerre à celle de 1970. Il rapporte ce qu’écrivaient à ce sujet Woledge and Page en 1940.

Il y a seulement quelques années, de nombreuses bibliothèques étaient ouvertes pendant d’aussi courtes périodes au quotidien que de 10 heures à 4 heures. Il s’est avéré qu’ouvrir de 9 heures jusqu’à 5 heures et demi, ou, là où c’était possible, jusqu’à tard dans la soirée, était justifié par l’augmentation de l’utilisation de la bibliothèque.[[297]](#footnote-297)

Il oppose cette situation à ce qu’il constate en 1970 : « de nos jours, de nombreuses bibliothèques universitaires ne ferment pas avant 9 ou 10 heures en semaine au cours de l’année universitaire, et peuvent rester ouvertes toute la journée le samedi, et une partie du dimanche. »[[298]](#footnote-298) Il faut remarquer que l’évolution notée par Neal concerne l’allongement de l’ouverture de la bibliothèque universitaire en soirée, et la réduction de la période de fermeture le week-end, c’est-à-dire au niveau de la journée et de la semaine.

Il l’explique par l’augmentation du nombre d’étudiants non suivie par une hausse de la place disponible pour les lecteurs. Ce facteur peut avoir une part de responsabilité, mais l’étude de ce processus à Cardiff suggère que cet allongement répond plus à un changement de comportement des utilisateurs qu’à une intensification de l’utilisation de la bibliothèque universitaire, même si celle-ci a bien eu lieu. L’allongement des horaires d’ouverture ou non a été une question essentielle pour le bibliothécaire dès son arrivée en 1951. En effet, nous disposons d’un certain nombre de documents qui montrent l’intérêt qu’il porte à la fréquentation de la bibliothèque par ses utilisateurs, ainsi que d’enquêtes pour connaître leurs souhaits et leurs besoins.[[299]](#footnote-299) Il semble que ce processus d’augmentation des heures d’ouverture, principalement par l’allongement de l’ouverture en soirée, se soit fait dans des proportions proches de ce qui s’est passé à Caen, puisque rapidement la bibliothèque ferme à 21 heures puis 22 heures. En 1976/77, l’ouverture de la bibliothèque le samedi après-midi est obtenue, et la bibliothèque reste ouverte de 9 heures à 17 heures ce jour-là.[[300]](#footnote-300)

La réduction du nombre de semaines de fermeture totale ou partielle de la bibliothèque a aussi eu lieu. D’après les recensements de lecteurs, au début des années 1950, la bibliothèque universitaire fermait 3 semaines en Août, neuf jours à Pâques et une semaine à Noël.[[301]](#footnote-301) Dès 1954, elle n’est plus fermée que deux semaines en Août, puis, pendant la période 1957/62, la période de fermeture pendant les vacances de Pâques se réduit à quelques jours.[[302]](#footnote-302) Même si l’extension des services à l’échelle annuelle existe, elle apparaît limitée comparée à celle à l’échelle hebdomadaire. La réduction des périodes de fermeture annuelles concerne a priori plus les chercheurs ou les enseignants que les étudiants, particulièrement pour les vacances d’été. En revanche, la fréquentation en soirée est plus le fait des étudiants que des enseignants, tant à Cardiff qu’à Caen. Des recensements de lecteurs permettent de s’en rendre compte.

A Cardiff, au cours des quatre premières semaines de l’année universitaire 1951/52, ces recensements ont été réalisés en soirée à 17h30 et 19h30, puis seulement à 18h30.[[303]](#footnote-303) Les quatre premières semaines, même si elles représentent un faible échantillon, permettent d’avoir un aperçu de comportements différenciés en fonction du type de lecteur. La fréquentation des étudiants est largement supérieure à celle des enseignants au cours de ces horaires ‘tardifs’, mais le plus intéressant est de constater que la fréquentation des étudiants diminue seulement de 12% de 17h30 à 19h30, alors que dans le même temps celle des enseignants est divisée par deux – certes sur des effectifs très faibles (de 13 à 7).

On peut procéder à la même démarche à Caen pour parvenir à des résultats assez similaires.[[304]](#footnote-304) Nous avons considéré deux semaines à la fin du mois de novembre, de fonctionnement ‘normal’ de la bibliothèque, c’est-à-dire ni une période de vacances ni une période d’examens. Même si les effectifs enseignants sont bien plus faibles que les effectifs étudiants, les proportions sont tout de même intéressantes à comparer. Les entrées sont mesurée au cours de 5 périodes 9h30-12h, 12h-14h, 14h-18h, 18h-19h et 19h-20h. Nous n’avons reproduit que les statistiques de fréquentation des trois dernières périodes en annexe, car ce sont celles qui nous intéressent pour voir l’évolution de la fréquentation en soirée par type de lecteurs. Le décrochage de fréquentation est nette entre la période 14h-18h et la période 18h-19h, et il se fait dans des proportions à peu près équivalentes entre ces deux types de public. En effet les effectifs enseignants sont divisés par 3, alors que les effectifs étudiants sont divisés par 2,75. La part de la fréquentation totale de la journée au cours de la période 18h-19h est d’ailleurs très proche entre ces deux types de public (respectivement 16% et 15% du total de la journée). En revanche la fréquentation des enseignants est quasiment nulle sur la période 19h-20h, ce qui représente une baisse de 85% (même si cela se fait sur des effectifs très faibles), et seulement 2,5% de la fréquentation enseignante de la journée a lieu au cours de cette période. De son côté, la fréquentation étudiante ne diminue que de 37% entre 18h-19h et 19h-20h, et ce dernier créneau accueille près de 10% de la fréquentation étudiante de la journée.

Si on mène une étude similaire quelques années plus tard, en 1966, quand la bibliothèque est ouverte jusqu’à 22 heures, les résultats sont encore plus éloquents.[[305]](#footnote-305) La fréquentation de la bibliothèque par les enseignants après 18 heures est quasiment anecdotique, avec seulement 7 venues contre 162 au cours des quatre semaines prises en compte (4,3% de la fréquentation sur la période 18h-22h). La fréquentation étudiante aux heures les plus tardives est à l’inverse, assez importante avec près de 20% de la fréquentation totale sur la période 18h-22h, dont plus de 5% sur la période 20h-22h. Il serait possible de multiplier les exemples, ou d’augmenter les échantillons, mais il apparaît assez clairement que les étudiants, c’est-à-dire la majorité des nouveaux utilisateurs en effectifs, ont des habitudes différentes des enseignants, et peut-être aussi des étudiants qui les ont précédés.

Par conséquent, nous retiendrons que la triple extension du temps d’ouverture des bibliothèques, a été particulièrement forte au niveau de la journée, grâce à l’extension en soirée de l’ouverture de ces deux bibliothèques. Celle-ci s’est faite en grande partie au profit des *étudiants* qui sont plus susceptibles d’utiliser la bibliothèque universitaire à des heures tardives. L’écart entre les bibliothèques du point de vue des heures d’ouverture ne s’est pas fait sur l’ampleur de cette évolution, mais sur la manière dont elle s’est faite, ce à quoi nous nous intéressons plus tard. Il faut tout de même rappeler que ces extensions ont rapidement pris fin après ces augmentations précoces, et que par la suite les heures d’ouverture ont même pu diminuer au moment des difficultés économiques des années 1970 et 1980. Ainsi, à Caen la bibliothèque ferme désormais à 20h en 1980, puis à 19h30 en 1982 et à 19h en 1984.[[306]](#footnote-306) A Cardiff, un poster protestataire nous apprend que pour l’année scolaire 1984/85, la bibliothèque principale fermera désormais à 21h au lieu de 22h en semaine, et que cinq des sept bibliothèques de l’université fermeront à 18h au lieu de 22 heures.[[307]](#footnote-307) Nous souhaitons désormais étudier l’évolution de la place des lecteurs dans la bibliothèque par l’examen de l’aménagement intérieur des bibliothèques et du rapport aux bâtiments nouvellement construits.

1. Un nouveau rapport à l’espace.

Il nous semble essentiel de souligner qu’un nouveau rapport à l’espace s’est développé après la seconde guerre mondiale, et que celui-ci a permis l’amélioration de la place de l’utilisateur, de même qu’il a fait du confort une exigence importante dans la conception de ces bâtiments, et que cela a contribué à façonner de nouvelles fonctions du lieu bibliothèque.

1. *Amélioration de la place de l’utilisateur et avènement du confort comme exigence.*

A Cardiff, le confort est l’une des réclamations qui émane des étudiants, comme en atteste le rapport Fabian, dans lequel apparaissent des griefs contre l’insuffisance de l’éclairage, de la ventilation ou la gêne occasionnée par les chuchotements des autres utilisateurs, ou causée par le déplacement de ces derniers.[[308]](#footnote-308) Contrairement aux rapports annuels de la bibliothèque de Caen, les considérations sur ces difficultés matérielles se retrouvent aussi dans les rapports annuels du bibliothécaire.[[309]](#footnote-309) La prise en compte de la diversité des lectorats et la diversité du type de places qui leur sont proposées occupent une place plus importante dans les réflexions des professionnels, et du bibliothécaire lors de la construction de l’ASSL, que ce que l’on a pu trouver dans les archives de la bibliothèque universitaire de Caen ou dans les considérations des professionnels français.

Selon les auteurs, ces besoins et la proportion des places pour les satisfaire peuvent varier. Bryan émet avant tout des doutes sur l’intérêt de posséder des tables pouvant accueillir plusieurs lecteurs.

Alors qu’en théorie plus de lecteurs peuvent s’installer dans un espace donné utilisant des tables recevant plusieurs lecteurs au lieu d’un seul, la probabilité que tous les sièges soient occupés est considérablement diminuée. Cela s’explique par la réticence de nombreux lecteurs à partager leur table ; la difficulté de voir les places libres ; et, parfois, le bruit plus important autour des tables pour plusieurs lecteurs.[[310]](#footnote-310)

En ce qui concerne la diversité des places de lecteur, Edwards présente les estimations faites par Lushington et Metcalf, qui considèrent tous deux qu’une bibliothèque doit comporter des fauteuils, pour une lecture qui ne nécessite pas de prise de note, des bureaux individuels, et des tables permettant de travailler en petits groupes de quatre personnes maximum.[[311]](#footnote-311) Lushington considère qu’en plus de ces sièges, il faut aussi des pièces individuelles et des salles permettant de travailler en groupes plus nombreux, de 5 à 10 personnes. Malgré les différences entre ces deux auteurs, l’idée principale est de réussir à concilier au mieux des pratiques différentes comme une lecture avec ou sans prise de note, voire des pratiques qui peuvent rentrer en concurrence, comme le travail individuel et le travail de groupe. L’un comme l’autre réserve au travail de groupe environ 20% des places, dont un quart de celles-ci pour les groupes de 5 à 10 personnes chez Lushington. En revanche, les fauteuils ne doivent constituer que 5% des places assises pour Lushington, alors qu’ils peuvent atteindre 15% pour Metcalf. La proposition de Metcalf s’explique sans doute par une conception de la bibliothèque universitaire différente de celle de Lushington. Pour lui elle ne doit pas uniquement servir au travail strictement académique de l’étudiant mais doit être un lieu où il peut développer sa culture générale grâce à ses lectures. A Cardiff, la majorité des places sont réparties par tables de quatre, mais il existe douze pièces qui peuvent accueillir des groupes, ainsi qu’une centaine de tables individuelles.[[312]](#footnote-312) L’organisation de l’intérieur du bâtiment, qui sépare les espaces où le personnel effectue ses activités, éventuellement bruyantes, des espaces où les étudiants travaillent, montre aussi une préoccupation importante pour les conditions de travail.

Nous avons déjà montré qu’en France, l’évolution des conceptions bibliothéconomiques vers le libre accès d’une partie grandissante des collections s’était accompagnée d’un nouvel aménagement du lieu bibliothèque qui favorisait le contact entre le lecteur et les documents. Dans le même temps, le confort du lieu y devient aussi de plus en plus une qualité essentielle, ce qui répond à la fois à de nouvelles exigences des lecteurs, et au développement de l’utilisation de la bibliothèque comme lieu de travail. Denis Pallier souligne qu’il y a de plus en plus d’efforts faits pour améliorer les conditions de travail, en limitant la taille des salles de lecture, en séparant les espaces en fonction des usages : salles d’initiations bibliographiques, services de renseignement,…[[313]](#footnote-313) La séparation en deux niveaux semble aussi correspondre à une meilleur différenciation des usages, mais il semble qu’elle se soit plutôt faite au profit des chercheurs et des étudiants avancés qu’au profit des étudiants. En effet, contrairement à ce que prônait Bryan, on a souvent laissé à ces derniers de très grandes salles de travail, équipées seulement de grandes tables pouvant accueillir plusieurs dizaines de lecteurs, comme c’est encore le cas à l’étage principal de la bibliothèque de la section droit-lettres de Caen.

La bibliothécaire de Caen juge pourtant que le confort est l’une des qualités principales de la section centrale en comparaison des bibliothèques d’institut : « l’étudiant utilise en effet de plus en plus les salles confortables de la bibliothèque au détriment des salles d’Institut qui l’avaient attiré au début de leur installation. »[[314]](#footnote-314) Le terme ‘étudiant’ utilisé au singulier, et sans distinction de niveau (1ère année, 2ème année, 2nd cycle,…), ni de matière étudiée, augure mal d’une prise en compte de la diversité du lectorat et des usages de la bibliothèque. De fait, il faut reconnaître qu’à parcourir les archives de la bibliothèque universitaire de Caen on est surpris par la faible présence de traces des étudiants et de leur diversité d’usage de la bibliothèque. A titre d’exemple, les réponses à l’enquête sur les sections universitaires droit-lettres, sciences et médecine-pharmacie mentionnent le nombre de places de lecteurs, ainsi que les surfaces dédiées à la consultation sur place des documents, mais aucune ne précise la répartition des places en fonction d’usages différenciés : tables seules, salles de travail en groupe, tables collectives,…[[315]](#footnote-315)

Par conséquent, tant les bâtiments construits pour chacune de ces bibliothèques, que l’intérêt des bibliothécaires respectifs pour le développement du confort et de la place des utilisateurs dans ces bâtiments montrent qu’à Cardiff la priorité a été beaucoup plus mise sur la notion de lieu confortable qui réponde aux besoins différenciés des étudiants. A Caen, l’amélioration du confort semble s’être avant tout faite au bénéfice des chercheurs lors de la mise en place de la bibliothèque à deux niveaux. Même lors de l’enquête de 1974 sur les sections des bibliothèques universitaires, la diversité des besoins des étudiants n’apparaît pas dans la conception de l’espace.

1. *Une nouvelle fonction du lieu bibliothèque.*

Le jugement de Norman Roberts au sujet de la bibliothèque universitaire de Sussex pourrait s’appliquer de plus en plus aux bibliothèques britanniques : « cette organisation reconnaît les priorités – c’est une bibliothèque de lecteur plutôt qu’une bibliothèque de bibliothécaire. »[[316]](#footnote-316) Cette remarque met en évidence une nouvelle caractéristique essentielle de la bibliothèque universitaire : être un lieu de travail où le lecteur est susceptible de passer du temps, et nous devons évoquer le rapport apparemment nouveau entretenu par la bibliothèque universitaire et ses utilisateurs sous cet aspect. Au sujet des bibliothèques du XIXème et du début du XXème siècle, Fred Lerner écrit : « la bibliothèque universitaire était un lieu qui n’invitait pas à y passer beaucoup de temps », mais cette situation évolue rapidement par la suite.[[317]](#footnote-317) Au cours de notre période, le manque de place pour les lecteurs est de plus en plus souvent exprimé. Cela s’explique par une hausse quantitative du nombre de lecteurs, mais aussi par un changement du mode d’utilisation de la bibliothèque universitaire. En effet, il ressort d’un certain nombre de constats, faits en France et au Royaume-Uni, que les étudiants fréquentent de plus en plus la bibliothèque universitaire comme un lieu de travail, comme le confirme cette remarque du bibliothécaire : « un usage plus intensif est fait d’un plus petit nombre de livres à l’intérieur de la bibliothèque elle-même. »[[318]](#footnote-318) M.B. Line faisait un constat qui va dans le même sens, et indique même que la bibliothèque n’est pas réservée à un usage strictement académique : « la bibliothèque n’est pas seulement utilisée comme un lieu de travail, mais aussi comme un lieu où être tranquille. »[[319]](#footnote-319) Il souligne ainsi que la bibliothèque universitaire est utilisée pour des activités qui n’ont parfois rien à voir avec le travail universitaire, tel que la rédaction de lettres, et qui sont en tous cas déconnectées de la documentation présente sur place. Bien qu’une enquête menée par le bibliothécaire de Cardiff en 1953 montre que les étudiants, en majorité, possèdent un lieu pour travailler en dehors de la bibliothèque universitaire, ils demandent de plus en plus à allonger les horaires d’ouverture pour pouvoir y travailler, ou y effectuer des activités non-académiques.[[320]](#footnote-320) La séparation croissante entre le lieu bibliothèque et les collections qu’il abrite a mené, à Cardiff, à l’établissement de *Reading room* avec très peu d’ouvrages à disposition, et à Caen, à des périodes d’ouverture sans communication des documents en magasin.

Peu de travaux ont traité des comportements des utilisateurs dans les bibliothèques au cours de notre période d’étude. On peut cependant s’appuyer sur une étude menée en 1964, à l’université de Lille, par les sociologues Pierre Bourdieu et Monique De Saint-Martin pour s’en approcher.[[321]](#footnote-321) Leur enquête avait lieu à l’intérieur de la salle de lecture, ce qui avait pour conséquence de restreindre le nombre d’utilisateurs interrogés, en excluant ceux qui ne venaient à la bibliothèque que pour emprunter un ouvrage sans avoir recours aux catalogues. 38% des personnes interrogées venaient fournir un travail scolaire sans utiliser le moindre instrument de la bibliothèque, tandis que 24,5% n’ont eu recours qu’à des usuels.[[322]](#footnote-322) Dans l’ensemble, suite à leur observation du comportement des utilisateurs, les auteurs de cette enquête estiment que très peu d’étudiants utilisent la bibliothèque pour des travaux qu’ils ne pourraient pas faire chez eux. D’après les auteurs de l’enquête, les étudiants viennent principalement chercher une atmosphère de travail et la compagnie des autres étudiants, plutôt qu’utiliser rationnellement la bibliothèque comme un outil de travail. Cet article ne cherche pas à répondre à la question de savoir si ce type d’usage de la bibliothèque est nouveau ou s’il était déjà prééminent par le passé. Cependant, ses auteurs donnent deux raisons principales à ces attitudes : une représentation romantique du travail intellectuel en dilettante, et un manque de formation à une utilisation rationnelle des fonctionnalités de la bibliothèque.[[323]](#footnote-323) La responsabilité de ces deux facteurs, même si elle s’avérait juste, ne permet pas de savoir si cette utilisation non rationnelle s’est développée après la seconde guerre mondiale. En effet, le premier de ces deux facteurs ne semble pas avoir de raison d’avoir connu d’évolution particulière, mais le second peut être lié à la diversification de l’origine sociale des étudiants après la seconde guerre mondiale.

Il faut retenir que l’usage du lieu bibliothèque semble s’être partiellement détaché de l’utilisation de la documentation, pour passer d’un lieu de consultation de documents à un lieu de plus en plus utilisé pour le travail personnel, ainsi qu’à un lieu de sociabilité, et à un lieu où il est possible d’avoir des activités qui ne soient pas nécessairement liées à l’enseignement universitaire. La diversification de ces usages a fait naître un certain nombre de revendications sur la qualité du confort des bibliothèques en France et au Royaume-Uni. En ce qui concerne l’adaptation aux différentes pratiques de travail des étudiants, il semble d’après l’analyse de la diversification des types de places de lecture, qu’elle était plus poussée à Cardiff qu’à Caen, et qu’elle y a été plus favorable aux étudiants.

Dans l’ensemble, même s’il existe un certain nombre de similarités entre les priorités des deux bibliothèques que nous étudions, les étudiants ont été plus une priorité à Cardiff qu’à Caen, dans la construction des collections et leur mise à disposition : l’aménagement de l’espace ou la diversification de la politique de prêts. Cet ordre de priorité est un facteur partiellement explicatif de l’écart statistique qui existe entre ces deux bibliothèques, complémentaire de l’explication due à la simple inégalité des moyens économiques. Nous ne négligeons pas le fait que l’amélioration des normes de confort et la diversification des places de lecteurs dans la bibliothèque ont été rendues possibles par des moyens économiques supérieurs, mais les autres aspects que nous avons soulignés, comme la diversification des catégories de prêts, ou la construction de collections prioritairement à destination des étudiants ne dépendaient pas de ces moyens économiques. Il nous semble que le processus d’automatisation a renforcé ce phénomène et témoigne lui aussi de priorités différentes, et c’est ce que nous souhaitons désormais mettre en évidence.

# Chapitre 5 : Automatisation : deux processus différents.

Il nous semble que les possibilités techniques offertes par l’informatisation étaient très proches dans les deux pays, et que les bibliothécaires étaient conscients de celles-ci, mais qu’ils les ont utilisées pour répondre à des urgences différentes. De cet ordre de priorité divergent a découlé deux politiques d’informatisation différentes dont nous essaierons de montrer la mise en place, et les échecs ou les succès. Le terme d’automatisation désigne la mécanisation de certaines tâches qui se faisaient avant à la main, comme le catalogage, les prêts, les achats de livres et de périodiques. A partir de la fin des années 1960 et au cours des années 1970, l’automatisation prend une nouvelle forme avec l’avènement et le développement de l’informatique, ce qui donne lieu à un basculement sémantique au début des années 1980, où le terme d’informatisation remplace celui d’automatisation.

1. Des possibilités identiques, mais des priorités différentes.
2. *Les possibilités d’automatisation dans les bibliothèques.*

Nous ne cherchons pas dans ce travail à revenir dans le détail sur les processus d’automatisation des bibliothèques en France et au Royaume-Uni. Nous souhaitons seulement mettre en évidence les possibilités technologiques dans ces deux pays, voir comment elles ont été utilisées par nos deux bibliothèques d’étude et constater qu’elles répondaient à des urgences différentes dans les considérations des bibliothécaires locaux. Dès les journées d’étude de Liège en 1965, Antoine Chonez regrette qu’en France l’automatisation ait été utilisée pour aider à la sélection documentaire sans que les moyens technologiques aient été suffisants pour en assurer la réussite, tandis que les tâches de routine, plus faciles à automatiser, étaient délaissées.[[324]](#footnote-324) On voit ici que l’informatisation offre deux grands types de possibilités : d’une part, la gestion automatisée du fonctionnement interne de la bibliothèque et d’autre part, l’informatisation de catalogues collectifs, qui doit permettre à terme de mettre en place un réseau informatique à l’échelle nationale ou régionale. On retrouve ces grands axes dans un courrier adressé aux bibliothèques universitaires par le secrétaire d’état aux universités, qui présente la politique d’automatisation des bibliothèques que doit mener la division de la coopération et de l’automatisation[[325]](#footnote-325) : automatisation de la gestion, automatisation du catalogage et constitution d’un réseau informatique des bibliothèques.[[326]](#footnote-326)

Hervé Le Crosnier montre bien que ces deux types d’informatisation ont été explorés en France, mais pas par les mêmes bibliothèques. Ainsi, l’automatisation de la gestion des fonctions internes des bibliothèques – particulièrement le système de prêt – a été choisie dans les bibliothèques de lecture publique, et fut rapidement opérationnelle dans certaines bibliothèques, comme ce fut le cas dans les bibliothèques municipales d’Anthony et de Massy dès le début des années 1970.[[327]](#footnote-327) Il se tient plusieurs journées d’étude au sujet de l’automatisation de la gestion des bibliothèques, auxquelles n’ont visiblement participé que des bibliothèques dites de lecture publique. Ainsi en 1973, – alors que l’ensemble des bibliothèques sont encore administrées par la DBLP – le service de la lecture publique et le bureau pour l’automatisation des bibliothèques[[328]](#footnote-328) organisent une journée d’étude consacrée à l’automatisation du prêt dans les bibliothèques municipales, à laquelle ont participé une quarantaine de bibliothèques municipales, mais aucune bibliothèque universitaire.[[329]](#footnote-329) Trois ans plus tard, en 1976, une nouvelle journée d’étude sur l’automatisation du prêt a lieu à Strasbourg.[[330]](#footnote-330) Elle ne semble pas avoir été réservée aux bibliothèques publiques mais c’est principalement à leur intention qu’elle a été tenue, puisque le Service des bibliothèques publiques de la Direction du Livre était associé à son organisation. Si l’un des intervenants évoque la nécessaire coopération entre les bibliothèques publiques et universitaires au sujet de l’automatisation, cela semble surtout être dans le cadre de la ville de Strasbourg, car à l’exception de la bibliothèque nationale universitaire,[[331]](#footnote-331)[[332]](#footnote-332) aucune bibliothèque universitaire n’est représentée parmi les participants, et ces bibliothèques sont tout autant absentes des conclusions et perspectives proposées par la journée d’étude.

En revanche, pour les bibliothèques universitaires, l’automatisation des catalogues a constitué une priorité avec l’objectif de constituer des catalogues nationaux qui permettent de localiser les ouvrages et les périodiques à l’échelle nationale, et ainsi de développer la coopération entre les bibliothèques, principalement au service de la recherche.[[333]](#footnote-333) L’automatisation de la bibliothèque universitaire de Montpellier présente une relative exception, dans la mesure où elle bénéficiait du système SIBIL qui contenait trois sous-systèmes pour automatiser le catalogage, le prêt et les achats.[[334]](#footnote-334) Le sous-système prêt y fut automatisé en premier car il était le plus facile à mettre en place, et le plus intéressant pour souder le personnel autour du projet d’automatisation. Cependant c’est le sous-système catalogage qui apparaît comme le plus attendu, notamment avec la perspective d’une extension du système à d’autres bibliothèques proches et ainsi d’une possibilité de mise en réseau. Nous voyons aussi avec cet exemple qu’une troisième fonction est susceptible d’être automatisée : les achats documentaires, mais il semble qu’en France et au Royaume-Uni cette fonction a toujours été la dernière à être mise en œuvre.[[335]](#footnote-335)

Même si nous disposons de moins de traces provenant des professionnels dans le cas du Royaume-Uni, on retrouve ces différences dans les choix d’automatisation à Cardiff en marge de son projet d’automatisation collectif. Ainsi, lors d’une réunion de travail au début du projet SWALCAP[[336]](#footnote-336) il est établi qu’il faut déterminer une priorité entre l’automatisation du système de prêt et celle du catalogage : « dans la situation actuelle, les ordinateurs des universités peuvent habituellement assurer le système de prêts des bibliothèques ou le système de catalogage, mais pas les deux. »[[337]](#footnote-337) Devant des possibilités techniques qui semblent proches de celles disponibles en France, les bibliothèques intégrées au projet SWALCAP ont privilégié l’automatisation du système de prêt sur celui du catalogage. Il convient désormais de s’interroger sur la manière dont a été perçue l’informatique, et particulièrement sur l’aide qu’elle pouvait apporter aux bibliothèques à faire face aux évolutions fortes connues par leur lectorat et par le contexte documentaire.

1. *Des urgences différentes.*

A Cardiff, le travail de routine et le personnel nécessaire pour s’en charger, semblent être l’urgence la plus pressante pour le bibliothécaire, particulièrement au niveau du système d’emprunt. On peut rappeler la lourdeur de ce dernier tant qu’il était réalisé à la main. Un bon doit être complété pour chaque ouvrage emprunté, ce qui permet d’identifier l’ouvrage emprunté, l’emprunteur et les caractéristiques de l’emprunt.[[338]](#footnote-338) Même si cette action est réalisée par le lecteur, le personnel doit de toute manière vérifier qu’elle a été faite de façon convenable. En plus d’être consommatrice de temps, cette procédure n’est pas très satisfaisante si on fait nôtre la triple exigence du système d’emprunt présenté par Neal : permettre la traçabilité d’un livre, empêcher qu’un lecteur puisse emprunter plus de livres en même temps qu’il n’y est autorisé, et mettre en évidence quand un livre est rendu en retard.[[339]](#footnote-339) On imagine par exemple aisément les difficultés rencontrées, ou le temps demandé, pour vérifier qu’un même lecteur n’emprunte pas trop de livres à un même moment. Cette situation ne pose pas tellement de problème tant que le nombre de prêts n’est pas trop élevé, mais le nombre d’emprunts annuels est multiplié par presque deux entre 1951/52 et 1960/61, puis par 3,5 jusqu’en 1970/71.[[340]](#footnote-340) Le nombre d’emprunts annuels a ainsi été multiplié par 10 en seulement vingt-cinq ans, et si nous ne connaissons pas l’évolution exacte du nombre de prêts au cours de la décennie suivante, il a encore connu une forte progression avec le raccourcissement des périodes de prêt. Les prêts ne sont pas les seules opérations consommatrices de main d’œuvre, mais leur augmentation est particulièrement révélatrice de l’évolution générale connue par de nombreuses tâches de routine à la bibliothèque universitaire de Cardiff. L’objectif de l’automatisation de répondre à cette hausse du travail de routine est clairement exprimé dès le début des années 1970 quand se met en place le projet de coopération pour l’automatisation, SWALCAP.

Les indications sont que si l’on veut éviter à l’avenir le cauchemar d’une escalade du nombre de salariés et du coût du personnel, et que nous voulons gérer nos ressources plus prudemment, nous devons nous aider d’ordinateurs. Plus tôt nous pourrons faire face aux problèmes que cela peut impliquer, et plus vite nous pourrons les dépasser et récolter les bénéfices que les ordinateurs promettent.[[341]](#footnote-341)

Le contrôle des sorties représente aussi un défi que la bibliothèque semble de plus en plus incapable de maîtriser sans contrôle magnétique à mesure que le nombre de bâtiments, et donc de sorties, augmentent, ainsi que celui des utilisateurs. Ce contrôle n’est automatisé qu’en 1975 dans le nouveau bâtiment qui abrite l’ASSL.[[342]](#footnote-342) Avant cela, les tentatives pour limiter les pertes consistent principalement à surveiller les étudiants qui sortent, et à vérifier leurs sacs. Un guide au lecteur de 1974 précise ainsi que les sacs suffisamment grands pour contenir un livre sont interdits dans la bibliothèque universitaire.[[343]](#footnote-343) Le récolement, effectué par le personnel de la bibliothèque, permet d’évaluer le nombre de volumes perdus. Ce récolement représente une somme de travail considérable, et n’est plus effectué que tous les cinq ans à partir de 1958/59, au lieu du récolement annuel qui avait lieu auparavant.[[344]](#footnote-344) En 1973/74, le bibliothécaire estime qu’environ 7000 volumes ont été perdus par la bibliothèque au cours des cinq années précédentes, c’est-à-dire environ le double des pertes recensées lors du récolement de 1968/69. L’augmentation des pertes peut sembler importante, mais il ne faut pas oublier qu’au cours de ces dix années, la bibliothèque universitaire a vu la taille de sa collection multipliée par plus de 1,5, le nombre d’étudiants a connu une hausse à peu près similaire, et les bâtiments qui abritaient cette collection ont été multipliés pour répondre aux besoins de place. On ne peut donc pas considérer ce doublement comme étant excessif, ou révélateur d’un changement d’attitude de la part des utilisateurs, même s’il est extrêmement préjudiciable. Le rapport du bibliothécaire de 1977/78 nous permet de connaître les résultats du récolement suivant, au cours d’une période de transition entre le contrôle manuel et le contrôle magnétique. Ce rapport fait état de la perte de seulement 1200 volumes, c’est-à-dire presque 6 fois moins que ce qui a été mis en évidence par le précédent récolement.[[345]](#footnote-345) . Le contrôle des sorties fournit donc l’exemple d’une tâche que le personnel devenait incapable de réaliser, et que l’automatisation permet d’effectuer avec une bien plus grande rigueur.

A Caen, il faut tout d’abord souligner que les traces concernant l’automatisation sont nettement moins nombreuses dans les archives que nous avons utilisées que celles dont nous disposions pour l’université de Cardiff. Cela peut s’expliquer par une informatisation plus tardive et donc qui apparaît moins au cours de notre période d’étude, et par le fait que l’automatisation fut centralisée, ce qui a laissé moins de traces, dans la mesure où la bibliothèque de Caen n’a pas été elle-même à l’origine d’un processus d’informatisation. L’urgence n’a pas été du tout la même dans la mise en place de l’informatisation et on ne trouve pas mention de difficultés rencontrées par le personnel pour faire face à la hausse de l’usage de la bibliothèque. De fait, on est surpris quand on considère l’évolution du nombre de prêts à la bibliothèque universitaire de Caen, puisque contrairement à ce que nous avons vu à Cardiff, le nombre de prêts a diminué entre 1946/47 et 1966/67 (seule période au cours de laquelle nous disposons de ces données), passant de près de 30 000 à environ 22 000.[[346]](#footnote-346) Entre 1951/52 et 1966/67, la comparaison entre le nombre de prêts à Caen et à Cardiff est éloquente : alors qu’ils étaient trois fois plus nombreux à Caen au début de cette période (26 000 contre 8000), ils sont deux fois moins nombreux à la fin (21500 contre 41 000).

Différents facteurs peuvent expliquer cette évolution opposée : inégalité du nombre d’acquisitions, possibilité d’emprunts plus longs à Caen, priorité donnée à la recherche dans la construction des collections et importance pédagogique différente de la documentation. Le développement du libre accès des collections d’usuels et de manuels qui a permis une plus grande utilisation de la documentation sur place, est sans doute aussi l’un des facteurs explicatifs de cette diminution. Malgré cela, la diminution du nombre de prêts annuels est tout de même frappante, d’autant que le nombre d’utilisateurs réels de la bibliothèque a été multiplié par 4.[[347]](#footnote-347) Il faudrait bénéficier de statistiques équivalentes dans d’autres bibliothèques universitaires françaises pour savoir si elles ont connu des évolutions similaires.

Il faut aussi rappeler que les statistiques dont nous disposons s’interrompent au milieu des années 1960, et que des difficultés ont pu apparaître plus tardivement. La bibliothèque de l’université de Paris I a par exemple connu un nombre important de prêts au début des années 1980 après avoir accepté de prêter ses ouvrages.[[348]](#footnote-348) En ce qui concerne le contrôle des sorties, le problème posé par le vol d’ouvrages n’est pas évoqué dans les rapports annuels jusqu’en 1967, et par la suite, il n’apparaît pas non plus dans les archives disponibles. Certaines bibliothèques d’étude semblent pourtant avoir été massivement confrontées à ce problème comme la bibliothèque des Saints Pères de Paris.[[349]](#footnote-349) L’absence de mention de ce type de problème dans les archives de la bibliothèque de Caen ne signifie pas qu’il n’ait pas existé, mais au moins qu’il n’a pas été vu comme un problème à régler à l’époque. Malgré ces réserves et nonobstant les différents facteurs explicatifs que l’on peut retenir pour expliquer les écarts constatés entre les différentes bibliothèques, il apparaît donc que la hausse de l’activité de routine liée à la sortie des ouvrages n’est pas une urgence à la bibliothèque universitaire de Caen.

En revanche, les difficultés grandissantes pour construire des collections de recherche de qualité obligent les bibliothèques universitaires à développer la coopération entre elles par la multiplication des échanges documentaires. Une enquête nationale sur la recherche documentaire nous apprend qu’à la fin de l’année 1981, il existe 50 terminaux dans des sections de bibliothèques universitaires (11 en droit, sciences économiques et lettres, 22 en médecine et 17 en science et technique).[[350]](#footnote-350) La section science de la bibliothèque universitaire de Caen, qui accueille l’un de ces terminaux, en fait profiter la section droit-lettres. Cette informatisation est très liée au prêt interbibliothèques, et le résultat de l’enquête précise qu’en moyenne le nombre de prêts entre les bibliothèques augmente de 66% avec l’arrivée d’un terminal. La création des CADIST (Centres d’Acquisition et de Diffusion d’Information Scientifique et Technique) à partir de 1980,[[351]](#footnote-351) qui sont répartis sur le territoire et qui sont chargés d’entretenir des collections exhaustives dans des champs de connaissances précis, doit aussi s’appuyer sur un service performant d’échanges interbibliothèques. A Caen, et dans les bibliothèques universitaires françaises en général, l’urgence du point de vue de l’automatisation se situe donc surtout au niveau de l’automatisation des catalogues et de l’échange d’information. Nous souhaitons désormais étudier grâce aux archives dont nous disposons la mise en place effective de cette informatisation et son influence sur le fonctionnement de ces deux bibliothèques, et ainsi essayer d’estimer leur réussite respective.

1. Deux manières différentes de penser l’informatisation.
2. *Cardiff : une informatisation progressive et réussie.*

Avant toute chose, il faut rappeler que la nécessité et le futur développement de l’informatique n’avaient rien d’une évidence à l’époque dont nous parlons, et l’investissement important que cela représentait n’était pas sûr d’être rentabilisé.[[352]](#footnote-352) D’ailleurs, les premiers financements du projet SWALCAP furent assurés par l’*Office of Scientific and Technological* *Information,*[[353]](#footnote-353) qui s’engage au début de l’année 1969 à financer entre 50 et 75% du projet.[[354]](#footnote-354) Ce soutien initial était une condition posée l’année précédente par les universités participantes au projet : « tous les bibliothécaires purent rapporter que le vice-recteur ou le principal de leur institutions respectives approuvaient grandement le projet, mais qu’ils ne s’impliqueraient pas dans une assistance financière. Les premiers efforts devraient donc être de s’assurer cette l’aide de l’OSTI et d’autres organisations. »[[355]](#footnote-355) Par la suite, le bibliothécaire de Cardiff, qui éprouve des difficultés pour convaincre le principal de l’université de débloquer des financements, est obligé de lui rappeler que les bibliothèques des autres universités engagées dans le projet SWALCAP ont déjà reçu une somme d’argent importante.[[356]](#footnote-356)

L’informatisation s’impose quand même comme une nécessité économique à cause de la hausse très importante des actions manuelles à effectuer et sous le poids desquelles la bibliothèque commence à ployer. C’est bien la rentabilité économique, plus encore qu’une volonté de développer l’efficacité des services de la bibliothèque qui est à la base de la mise en œuvre du projet SWALCAP comme en témoigne cet extrait d’une réunion tenue en 1968 : « l’automatisation signifie que la croissance future des bibliothèques ne causera pas d’énormes dépenses. »[[357]](#footnote-357) La coopération entre plusieurs bibliothèques universitaires permet de limiter les risques et les investissements de chaque université, tout en offrant un service plus performant au moins pour les échanges interbibliothèques. Ce projet ayant été assez lent à se mettre en place l’automatisation d’un certain nombre de tâches n’a commencé que dans la seconde moitié des années 1970. Toutefois, l’idée que l’informatisation doit à terme concerner un grand nombre de tâches est claire dès la première moitié des années 1970, comme le montre cet extrait d’une correspondance du bibliothécaire de l’UCC[[358]](#footnote-358) : « le projet entre maintenant dans sa phase de développement, suivie par la création d’un système coopératif de sortie en ligne dans les trois bibliothèques de Bristol, Cardiff et Exeter en 1975/76 en tant que premier objectif, suivi par le catalogue et les systèmes d’acquisition automatisés. »[[359]](#footnote-359)

L’automatisation du système de sortie a été inaugurée en 1976[[360]](#footnote-360) et a permis une plus grande flexibilité des périodes de prêts grâce à une meilleure prise en compte du type d’utilisateur, ainsi que du type de matériel dans le but de maximiser l’utilisation des collections.[[361]](#footnote-361) Cette flexibilité de la politique de prêt était l’un des objectifs à atteindre lors de la mise en œuvre de ce nouveau système : « les livres reçoivent des statuts d’emprunts différents qui permettent de faire varier la période de prêt en fonction de la demande. »[[362]](#footnote-362) Le catalogage est à son tour informatisé à partir de 1978 grâce au développement du projet SWALCAP.

A partir du début de l’année 1978, les bibliothèques pourront utiliser le deuxième des services de base développés par l’équipe du projet SWALCAP. En commun avec d’autres développements du logiciel SWALCAP, le principe essentiel qui a guidé le design du système de catalogage fut celui de la flexibilité d’usage.[[363]](#footnote-363)

Cette automatisation du catalogage doit permettre la suppression des versions papier du catalogue, ainsi que la mise à disposition en ligne de ces données aux utilisateurs qui permet d’augmenter les échanges entre les collections. [[364]](#footnote-364) La troisième étape du projet est finalement réalisée en 1984 quand une grande partie des tâches du processus d’acquisition sont automatisées.[[365]](#footnote-365)

On peut donc considérer que l’automatisation des tâches dans la bibliothèque universitaire de Cardiff, a été mise en place en une quinzaine d’années, entre les premières études de projet à la fin des années 1960, et le fonctionnement effectif de l’informatisation des acquisitions en 1984. Ce laps de temps peut sembler long pour un projet qui a toujours justifié les moyens dont il était doté, mais il faut garder à l’esprit que ce développement représente une ‘révolution’ pour le travail du personnel à l’intérieur de la bibliothèque, et pour la coopération dans laquelle se sont engagées de plus en plus de bibliothèques universitaires. Ce bilan doit aussi prendre en compte les réactions du personnel face à ces changements. Un extrait du numéro 33 de la revue du personnel donne un aperçu des difficultés rencontrées par le personnel dans la découverte d’un outil complètement nouveau : « après avoir acquis un ordinateur pour nous aider avec nos problèmes manuels, nous attendons désormais avec impatience un manuel pour nous aider avec notre ordinateur. »[[366]](#footnote-366) Ce trait d’humour, s’il ne cache pas les problèmes rencontrés, montre aussi que le personnel ne s’en formalise pas. Permettre aux membres du personnel d’exprimer leurs difficultés pour limiter la frustration ressentie devant des échecs répétés était d’ailleurs l’une des fonctions de cette revue. Le bibliothécaire semble avoir bien anticipé ces problèmes, car dès la fin des années 1960 des cours d’informatique sont mentionnés.[[367]](#footnote-367) Comparé à la nouveauté introduite par l’ensemble de ces changements dans un temps relativement court, les difficultés éprouvées par le personnel semblent presque anecdotiques, ou en tous cas tout à fait logiques.

La mise en œuvre de ces nouvelles techniques a donc été un succès dans la bibliothèque universitaire de Cardiff, même si nous ne connaissons pas la satisfaction apportée par la troisième phase de celle-ci. En revanche, dès l’année 1976/77 le bibliothécaire peut se réjouir de la réussite de l’automatisation du système de prêt : « [une hausse de 43% du nombre d’emprunts] fut absorbée sans augmentation de personnel grâce aux nouvelles procédures automatisées. »[[368]](#footnote-368) Ce constat témoigne d’un progrès à la fois du point de vue de la limitation du travail de routine, et du point de vue du service aux lecteurs. Ce type de résultat répond parfaitement aux espérances initiales du bibliothécaire, tout comme l’efficacité du système anti-vol que nous avons déjà soulignée, et qui rend de précieux services dès 1975.[[369]](#footnote-369) Ajouté à cela, ce projet coopératif semble avoir été très attractif à partir de la fin des années 1970, ce qui renforce son efficacité pour les échanges interbibliothèques. En 1979, SWALCAP compte 9 membres, et d’autres bibliothèques sont intéressées par le projet.[[370]](#footnote-370) En effet, à la fin de l’année 1979 l’université de Swansea a postulé pour entrer dans le projet, et la bibliothèque du comté d’Avon est aussi intéressée, tandis que des négociations sont en cours avec la bibliothèque nationale du Pays de Galles et celle de Polytechnique d’Hatfield.[[371]](#footnote-371) D’après nos informations, la bibliothèque universitaire d’Aberystwyth serait entrée dans SWALCAP en 1979, suivie par celle de Swansea un an plus tard. On remarque que SWALCAP intègre désormais plusieurs bibliothèques non universitaires. Même si cette automatisation fut progressive, elle fut donc couronnée de succès. Nous souhaitons désormais nous intéresser à l’automatisation de la bibliothèque universitaire de Caen.

1. *Caen : une automatisation tardive.*

Le processus d’automatisation s’est déroulé de manière très différente de ce que nous avons pu voir dans le cas de Cardiff. D’abord, la bibliothèque de Caen a été beaucoup moins partie prenante de sa conception que ne l’a été la bibliothèque de Cardiff, puisque l’automatisation a été principalement menée à l’échelle nationale par les directions ministérielles successives qui ont été en charge de l’automatisation des bibliothèques universitaires : la DICA d’abord, puis l’AUDIST[[372]](#footnote-372) qui lui a succédée en 1978, puis la DBMIST[[373]](#footnote-373) à partir de 1982. La moindre implication de la bibliothèque elle-même dans ce processus a eu pour conséquence logique de raréfier les traces de l’automatisation dans les archives, et de restreindre la période de mise en place de l’automatisation. Ainsi, alors que nous avons vu qu’à Cardiff des réflexions ont été menées sur l’automatisation dès la fin des années 1960, il n’y en a quasiment aucune trace à Caen jusqu’au début des années 1980.

Les premières considérations apparaissent sans surprise au sujet de la recherche automatisée et des catalogues collectifs qui ont été développés à l’échelle nationale. Il faut rappeler à ce sujet que l’informatisation des catalogues fut l’une des préoccupations majeures des organismes étatiques chargés de l’automatisation des bibliothèques universitaires.[[374]](#footnote-374) Les périodiques furent les matériaux prioritaires dans la constitution de ces catalogues, d’abord avec l’automatisation de l’IPPEC[[375]](#footnote-375) lancée à partir de 1965, puis deux projets locaux vont être développés, qui concernent tous deux les périodiques français.[[376]](#footnote-376) Le système AGAPE[[377]](#footnote-377) se met en place à l’université de Nice en 1971, qui est ensuite développé dans d’autres bibliothèques. Ce système, qui sert initialement à éditer des catalogues imprimés et ainsi à multiplier facilement les versions papier de ceux-ci, a ensuite permis de faire des interrogations de la base de données par le titre ou l’ISSN.[[378]](#footnote-378) En parallèle, la bibliothèque universitaire de Grenoble développe un autre projet local avec le système CPI.[[379]](#footnote-379) Jusqu’à la fin des années 1970, la bibliothèque universitaire de Caen n’est donc pas intégrée à un processus d’automatisation de son catalogue, même si elle contribue à l’IPPEC. Cette situation évolue considérablement au début des années 1980, quand la DBMIST décide de créer le catalogue collectif national des publications en série[[380]](#footnote-380) qui est constitué entre autres par fusion de l’IPPEC, d’AGAPE et du CPI.[[381]](#footnote-381) Cette création est annoncée à la bibliothèque universitaire de Caen à la fin de l’année 1981.[[382]](#footnote-382) Ce catalogue a pour objectif d’unifier et de développer le prêt entre les bibliothèques, tant d’étude et de recherche que de lecture publique. La collecte d’information sur les collections possédées par les bibliothèques est organisée au niveau des académies grâce à des relais régionaux, chargés d’envoyer ces informations au centre national qui doit veiller à leur cohérence.[[383]](#footnote-383) La bibliothèque universitaire de Caen devient le relais régional de l’académie de Caen et entre ainsi véritablement dans le processus d’automatisation.[[384]](#footnote-384) Si le CCN ne permet pas d’automatiser la recherche bibliographique car il n’intègre pas d’analyse du contenu des documents, il permet en revanche de localiser l’ensemble des périodiques intégrés à la banque bibliographique.[[385]](#footnote-385) En 1984, Thérèse Torchy demande à ce que les sections droit-lettres et sciences puissent adhérer au réseau de messagerie PIB[[386]](#footnote-386) qui permet de commander à d’autres établissements les matériaux demandés par les utilisateurs.[[387]](#footnote-387)

En parallèle de cette automatisation en réseau, certaines fonctions internes à la bibliothèque ont été automatisées au milieu des années 1980, grâce au développement des micro-ordinateurs et au soutien de la DBMIST. La mise en place de système de détection magnétique pour contrôler la sortie des livres semble tardive et lente à se mettre en place, puisqu’au milieu des années 1970, une seule bibliothèque universitaire en dispose en France, malgré le problème causé par les vols.[[388]](#footnote-388) En 1983, le ministère de l’éducation nationale informe les bibliothèques d’étude et de recherche qu’il envisage d’équiper 10 à 15 sections par an de système anti-vol.[[389]](#footnote-389) A Caen, ce système est finalement mis en place en 1985.[[390]](#footnote-390) La même année, sont implantés un système Mobi-prêt et un système Mobi-cat.[[391]](#footnote-391) Si à l’échelle nationale, le système Mobi-cat d’assistance au catalogage semble avoir été globalement un échec, ce ne fut pas le cas du système Mobi-prêt qui connut une importante postérité dans les bibliothèques universitaires avec le système Mobibop.[[392]](#footnote-392) A la bibliothèque universitaire de Caen, on ne dispose quasiment d’aucune information sur la mise en place de ces deux systèmes, ni sur leurs conséquences sur la politique de la bibliothèque.

Pour avoir une idée des conséquences de l’installation d’un système comme Mobi-prêt dans une bibliothèque universitaire, on peut cependant s’appuyer sur l’exemple de la bibliothèque universitaire de Paris 1.[[393]](#footnote-393) Dans ce cas, la mise en place d’un service de prêt lors de l’année 1979-1980, qui allait de pair avec la mise en accès libre des collections, était une nouveauté. Alors que nous avons vu que le nombre de prêts à la bibliothèque universitaire de Caen était faible (certes une dizaine d’années plus tôt), le service de prêt de la bibliothèque universitaire de Paris 1 a rapidement été dépassé par les demandes. Par conséquent, à partir de 1982, cette bibliothèque a accepté d’accueillir une implantation Mobi-prêt à titre expérimental. Sans revenir sur le détail de cette expérience, il semble que cela ait été un succès d’un point de vue quantitatif, en permettant de traiter de très nombreuses demandes, malgré quelques difficultés techniques. Ce fut aussi un succès grâce à l’ensemble des tâches que cela a permis d’automatiser : prêts, pénalisations liées au retard, lettres de relance, statistiques, meilleur contrôle des prêts (nombre de prêts par personne et durée) tout en étant flexible dans la définition des différentes catégories d’utilisateurs. Si Françoise Malet apprécie particulièrement la possibilité de produire des statistiques plus facilement et de manière plus importante grâce à ce système, elle ne dit rien de l’utilisation de ces dernières dans l’évolution de la politique de la bibliothèque. On est pareillement surpris devant l’absence de mention de la politique de prêt ni d’une évolution de celle-ci, alors que nous avons vu que cela était considéré comme l’un des principaux intérêts de l’automatisation du prêt à Cardiff. Cela ne veut pas dire que la politique de prêt n’a pas été amenée à évoluer, mais au moins que cela n’était pas une priorité pour le personnel de la bibliothèque.

On constate donc des rythmes très différents du point de vue de l’automatisation entre ces deux bibliothèques malgré des possibilités techniques qui semblent équivalentes. L’automatisation de la bibliothèque de Cardiff a été relativement lente, mais ayant commencé beaucoup plus tôt elle rend des services entre cinq et dix ans avant que cela ne commence à Caen, où l’automatisation va se mettre en place beaucoup plus rapidement. Au-delà de l’organisation différente des responsabilités de l’automatisation, cet écart résulte de différences de priorité dans le processus d’automatisation. En effet, l’automatisation a été très vite un moyen pour la bibliothèque de Cardiff de limiter les besoins en personnel pour répondre à la hausse de l’usage de la bibliothèque, et de développer les services au lecteur grâce à une plus grande capacité d’adaptation à la diversité des besoins de ceux-ci. Cette adaptation s’est particulièrement faite au profit des étudiants. L’automatisation à l’échelle locale de fonctions internes a été particulièrement efficace puisqu’elle a permis des réalisations importantes dès 1976, et s’est progressivement étendue.

A l’inverse, l’université de Caen n’a pas mis en place sa propre politique d’automatisation. L’automatisation a d’abord procédé d’une volonté de développer les échanges à l’échelle nationale, ce qui a probablement fonctionné,[[394]](#footnote-394) malgré des difficultés à l’échelle nationale pour mettre en place ce réseau. Cette tentative a peut-être été trop ambitieuse dans la mesure où elle nécessitait un fonctionnement de l’informatique aux échelles locales et nationales. La fonction de catalogage a commencé à être automatisée à partir de 1985, ce qui apparaît assez tardif comparé à Cardiff. Nous savons peu de choses sur l’automatisation du système de prêt qui a eu lieu au même moment. Cette automatisation n’a en tous cas pas laissé de traces visibles sur l’évolution de la politique de prêts, ce qui est aussi le cas à la bibliothèque universitaire de Paris 1. Dans la mesure où l’automatisation des prêts interbibliothèques était plutôt un processus en faveur des chercheurs que des étudiants, il semble que l’automatisation ait renforcé la priorité accordée aux chercheurs dans les considérations de la bibliothèque universitaire de Caen, que nous avons déjà mis en évidence du point de vue des services et des collections. Les moindres moyens financiers ne sont probablement pas hors de cause dans la lenteur de l’automatisation des bibliothèques universitaires françaises, mais cet ordre de priorité ne semble pas en avoir dépendu, puisque les bibliothèques publiques ont largement automatisé leur système de prêt dès les années 1970.

Après avoir montré que les différences statistiques constatées entre les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff n’étaient pas dues qu’à des écart de moyens, mais à une position différente, des universités dans les systèmes nationaux respectifs d’enseignement et de recherche, et de la documentation dans l’enseignement pédagogique, nous avons donc montré que l’ordre de priorité entre les différents publics desservis par les bibliothèques a aussi été un facteur favorable à la bibliothèque de Cardiff. Nous souhaitons désormais étudier la manière dont les politiques de ces bibliothèques ont été mises en place pour essayer de comprendre pourquoi elles ont été différentes.

# Partie 3 : Penser le changement.

Pour étudier la manière dont ces deux bibliothèques ont fait évoluer leur politique, il nous a semblé nécessaire de procéder à une étude par type d’acteurs avec lesquels elles ont été en contact, quel que soit le type d’informations échangées et les modalités de ces échanges. Dans un premier temps, il nous semble intéressant d’étudier les bibliothèques dans leur rapport avec des institutions extérieures, que ce soit avec d’autres bibliothèques universitaires, avec des institutions nationales ou des associations professionnelles. Puis il faut envisager les bibliothèques dans leur environnement plus proche, dans leur relation avec leur université d’abord, et dans un troisième temps, dans leur relation avec les utilisateurs.

# Chapitre 6 : Normalisation nationale et initiatives locales : les bibliothèques universitaires et l’extérieur.

Pour étudier la manière dont les bibliothèques ont pu utiliser leurs relations avec l’extérieur pour faire évoluer leur fonctionnement, il faut commencer par appréhender la manière dont elles ont pu travailler ou échanger avec des institutions sœurs, c’est-à-dire d’autres bibliothèques universitaires, puis avec les institutions nationales, la DBLP en France, l’UGC au Royaume-Uni, en mettant en évidence que ces deux types de relation sont liés. Il nous semble que deux modèles se dégagent ainsi, entre une centralisation très affirmée en France, et une décentralisation assez importante au Royaume-Uni. Nous allons essayer de montrer les conséquences de cette opposition sur le fonctionnement et les résultats obtenus par ces bibliothèques. Enfin, il nous faut souligner l’importance des associations professionnelles dans le fonctionnement des bibliothèques, qui représentent une constante entre les deux pays malgré certaines divergences.

1. Coopération des bibliothèques universitaires entre elles.

Nous ne souhaitons pas seulement étudier la coopération des bibliothèques universitaires entre elles, mais voir dans quelle mesure cette coopération a eu une influence sur la politique de ces deux bibliothèques.

1. *Cardiff : une coopération active, vectrice de réformes.*

Nous disposons de trois cas importants d’échanges entre la bibliothèque universitaire de Cardiff et d’autres bibliothèques universitaires au cours de notre période d’étude. Chacun de ces échanges mérite une attention particulière car ils participent tous à l’évolution de la politique de Cardiff, selon des modalités différentes. Le premier se fait avec les bibliothèques universitaires galloises sous la forme d’une correspondance initiée par le bibliothécaire de Cardiff au début des années 1950 avec les bibliothécaires d’Aberystwyth, de Bangor et de Swansea.[[395]](#footnote-395) Le bibliothécaire de Cardiff envisage de reclasser ses collections selon une classification internationale, mais conscient de l’ampleur du travail qui l’attend, il juge nécessaire de se renseigner auprès de ses collègues gallois sur celui qu’ils ont adopté. Il sait aussi que cela peut être un moyen de rapprocher leurs bibliothèques respectives et de développer la coopération entre elles : « il semble que nous aurions intérêt à discuter de standardiser nos pratiques dans les quatre universités et la Bibliothèque Nationale car des possibilités de coopération pourraient bien se présenter dans les années à venir si nous avons une base commune dans la classification. »[[396]](#footnote-396) Ses collègues se sont empressés de lui répondre et il décide d’adopter la classification de la bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, déjà adoptée par les bibliothèques universitaires voisines. On constate ici un écart important avec la manière dont s’est opérée la normalisation du classement en France, qui procédait d’une décision nationale, et était de près de 10 ans ultérieure à la décision prise par le bibliothécaire de Cardiff.

Quelques années plus tard, R.J. Bates envisage de changer la manière dont il répartit les fonds disponibles pour les acquisitions. Alors qu’auparavant la répartition par départements se faisait de manière spontanée selon les demandes, il préfèrerait que cela se fasse désormais de manière concertée au début de l’année. Les bibliothécaires de Swansea et de Bangor, dont les bibliothèques fonctionnent sur le système envisagé par R.J. Bates, lui font part de leurs propres expériences.[[397]](#footnote-397) La bibliothécaire de Swansea lui recommande vivement de décider d’une répartition des fonds entre les départements dès le début de l’année, à établir en coopération avec les départements concernés. Ces deux exemples montrent donc une collaboration intéressante bien qu’elle n’ouvre pas sur une véritable coopération. Elle est intéressante d’abord parce qu’elle est spontanée, et générée par le bibliothécaire de Cardiff, ce qui montre un certain dynamisme dans la politique de la bibliothèque, et ensuite parce qu’elle procède d’une pensée ‘nationale’ à l’échelle du Pays de Galles, avec une perspective de long terme.

Cependant, pour des raisons identitaires et pratiques, ces échanges n’aboutiront pas à une coopération très poussée par la suite,[[398]](#footnote-398) et la bibliothèque universitaire de Cardiff se tourne de plus en plus vers l’Angleterre, et particulièrement les universités du Sud-ouest, Bristol, Exeter et Bath, ce qui donne naissance au projet SWALCAP. L’objectif était de mettre en commun un projet d’automatisation pour limiter les coûts initiaux importants des projets d’automatisation, et d’en profiter pour mettre en place une coopération importante pour le prêt entre bibliothèques grâce à la mise en ligne des catalogues. Ce projet d’automatisation et de coopération était originellement conçu autour des bibliothèques de Cardiff, Bristol et Exeter à partir de 1967, rapidement rejointes par celle de Bath. D’autres projets de ce type émergent au même moment au Royaume-Uni comme le projet SCOLCAP (*Scottish library cooperation and automation projet*) qui regroupe les bibliothèques universitaires écossaises et la bibliothèque nationale d’Édimbourg, mais aussi des projets menés par des bibliothèques isolées comme celles de Birmingham et de Southampton. Même si une forme de concurrence s’est mise en place entre ces différents projets par la suite, les acteurs qui se chargent de leur développement n’hésitent pas à échanger des informations : « on estima qu’il n’y avait rien de secret dans nos recherches et nos découvertes et que nous devions coopérer complètement avec le projet de Birmingham. »[[399]](#footnote-399) Les bibliothécaires du projet SWALCAP disposent en retour d’informations sur les projets d’automatisation des bibliothèques de Birmingham, Southampton, Newcastle.[[400]](#footnote-400) Par la mise en relation des catalogues des différentes bibliothèques du projet SWALCAP à partir de 1978, il est probable que de nombreuses informations ont été échangées entre les bibliothèques concernées. Ce projet est donc une illustration des possibilités offertes par la coopération et les échanges entre les bibliothèques universitaires qui permettent de faire évoluer la politique de la bibliothèque.

La création de l’université de la *University of Wales Institute of Science and Technology[[401]](#footnote-401)* en 1967 à Cardiff offre l’exemple d’un troisième type d’échange entre des bibliothèques universitaires, avec une coopération beaucoup plus poussée qu’avec aucune autre des bibliothèques avec lesquelles la bibliothèque de l’UCC ait été en contact. Pour ne pas avoir à multiplier la construction de bâtiments, et pour améliorer la qualité de leur collection, ces deux bibliothèques ont adopté des classifications communes pour certaines matières, comme la classification de Moys en droit,[[402]](#footnote-402) ce qui leur a par la suite permis de partager leur bâtiment pour le droit et l’anglais.

A un moment de la planification, le bâtiment devait accueillir une bibliothèque commune à l’UCC et à UWIST pour les arts, les études sociales et le droit. Le projet commun fut abandonné lorsque UWIST espéra emménager à Gwent, mais fut ressuscité dans la mesure où la bibliothèque de droit de UWIST (et plus tard sa collection d’anglais) fut accueillie au niveau 1.[[403]](#footnote-403)

Cette coopération a même permis l’adoption d’une politique d’acquisition commune en droit, même si cette coopération était beaucoup moins importante dans les autres départements.[[404]](#footnote-404) On voit ici que ces échanges ont aussi participé à l’évolution de la politique de la bibliothèque. Dans l’ensemble, il semble bien que les échanges entre les bibliothèques universitaires ont été un moyen privilégié des bibliothécaires pour faire évoluer le fonctionnement de leur bibliothèque, dans la mesure où ces bibliothèques faisaient toutes face à des défis et à des contraintes comparables. A Cardiff, il ne semble pas que ce constat puisse être étendu à d’autres bibliothèques que les bibliothèques universitaires, et parmi ces autres bibliothèques, ni les échanges avec la bibliothèque nationale d’Aberystwyth ni ceux avec la bibliothèque municipale de Cardiff ne semblent avoir eu un rôle important dans les choix faits par le bibliothécaire. Si la rivalité avec la bibliothèque nationale du Pays de galles peut expliquer la fraîcheur des relations avec la première,[[405]](#footnote-405) il est probable que dans le cas de la seconde les acteurs locaux ont estimé ne pas avoir suffisamment de points communs, que ce soit dans la construction des collections ou les utilisateurs qu’ils desservaient, pour travailler ensemble. A priori, les bibliothèques universitaires françaises sont susceptibles d’avoir moins de relations entre elles du fait d’une centralisation institutionnelle plus importante qu’au Royaume-Uni, il convient cependant de le vérifier à partir de l’exemple que constitue la bibliothèque universitaire de Caen.

1. *Caen : des échanges sans grandes conséquences.*

On est en droit d’être un peu surpris par la correspondance relativement importante qui s’est développée entre les bibliothécaires successifs de l’université de Caen et les bibliothécaires d’autres universités au cours de notre période, même si elle ne semble pas avoir mené à de vrais projets de coopération ni à une véritable évolution de la politique de la bibliothèque. Il semble qu’il y ait eu trois types d’échanges avec les directeurs d’autres bibliothèques universitaires. Le premier consiste dans l’échange d’informations, comme ce que nous avons pu voir à Cardiff, et qui permet à la bibliothécaire de Caen ou à ses interlocuteurs de faire évoluer la politique de leur bibliothèque. En 1952, les bibliothécaires s’interrogent sur les décisions à prendre face aux demandes pressantes d’augmentation des heures d’ouverture et de réduction des périodes de fermeture. Dans un courrier daté d’avril 1952, le bibliothécaire de la bibliothèque universitaire de Bordeaux s’informe des positions prises par ses collègues, et semble s’être adressé à un nombre important de bibliothèques.[[406]](#footnote-406) Quelques années plus tard, c’est au tour de Mlle Dupasquier de contacter d’autres bibliothécaires pour se renseigner sur le temps de travail des magasiniers dans leurs bibliothèques et décider ainsi de répondre ou non à des revendications syndicales.[[407]](#footnote-407) Les réponses à ce courrier ne se trouvaient pas dans les archives, et nous ignorons donc le nombre de réponses qu’elle a reçues et l’utilisation qu’elle en a fait, mais la démarche collaborative est au moins attestée. Cependant deux correspondances très similaires laissent apercevoir qu’une part de la correspondance développée entre les bibliothécaires a visiblement plus pour but d’évacuer les frustrations liées aux relations avec les enseignants-chercheurs qu’à faire évoluer la politique de la bibliothèque.

Au conservateur de la bibliothèque universitaire de Bordeaux, qui lui demande comment fonctionnent les sections des bibliothèques universitaires, ainsi que la manière dont se déroule l’ouverture des magasins aux enseignants-chercheurs depuis les instructions de 1962, elle répond qu’une décentralisation en sections de la bibliothèque n’a pas encore été mise en place, mais elle développe sur le second point.

Nous sommes tous d’accord, je pense, sur les inconvénients de l’accès des magasins autorisé pour les professeurs. Malheureusement, aucun texte ou aucune instruction ne nous permettent de le limiter ou de l’interdire et nous sommes désarmés vis-à-vis d’un public qui se considère chez lui dans nos bibliothèques et se soumet difficilement à un règlement quelconque.[[408]](#footnote-408)

Quelques années plus tard, le conservateur de la bibliothèque universitaire d’Aix-Marseille, qui a la charge de l’ouverture de trois bibliothèques de section, contacte Mlle Dupasquier pour lui demander un échantillon d’imprimés utilisés pour le service public de la bibliothèque (réclamations retard,…) et un exemplaire du règlement intérieur de la bibliothèque.[[409]](#footnote-409) Alors que Mlle Dupasquier lui fournit les informations demandées, M Koelbert lui écrit pour l’en remercier, et en profite pour regretter le vieux règlement de la politique de prêt.

L’absence d’un règlement récent est particulièrement regrettable lorsque l’on veut en faire un vis-à-vis de professeurs, qui comme vous le savez aussi bien que moi, ne sont pas particulièrement respectueux des règlements, qu’il s’agisse du nombre d’ouvrages pouvant être empruntés en même temps, ou du délai de prêts.[[410]](#footnote-410)

Il ne convient pas pour le moment d’utiliser les informations que nous donnent ces propos sur les relations entretenues par les enseignants et les bibliothécaires, mais de remarquer que ces deux échanges ne semblent pas avoir permis de faire beaucoup avancer les réflexions des conservateurs respectifs sur la politique à mener, puisque dans les deux cas c’est l’impuissance qui est mise au premier plan. En revanche, elle a pour but d’évacuer une frustration très perceptible et qui semble être l’information principale échangée par ces conservateurs, sans qu’elle permette de faire évoluer le fonctionnement de la bibliothèque, vu que les mêmes critiques à l’égard du personnel enseignant persistent au fil des années.

Un troisième type d’échange a eu lieu au sujet d’échanges de documentation, mais ceux-ci semblent n’avoir pas été couronnés de succès à Caen. Ces échanges n’ont jamais été initiés par Mlle Dupasquier. Ainsi, le 12 septembre 1968, le bibliothécaire de l’université de Wurzburg lui propose un échange de séries de périodiques, tout comme la conservatrice de la bibliothèque de Bordeaux l’année suivante, mais elle leur oppose à tous deux un refus car la bibliothèque ne possède pas de doubles des périodiques demandés.[[411]](#footnote-411) Il est probable que d’autres bibliothèques que la bibliothèque universitaire de Caen aient eu une politique d’échanges plus dynamique. Comme à Cardiff, il semble que la coopération avec la bibliothèque municipale de la ville n’ait pas été particulièrement active, elle n’a en tous cas pas laissé de traces. La proximité géographique des deux bibliothèques, qui permettait de se contacter sans avoir recours à la voie postale, peut être responsable de cette absence dans les archives. Dans l’ensemble, il semble que l’importance respective des correspondances entretenues par les bibliothécaires des bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff ait été assez proche, mais que dans le second cas elle a permis une évolution plus importante de la politique de la bibliothèque et un développement important de la coopération régionale. A Caen, les informations échangées sont plus liées à la frustration qu’à une vraie volonté d’échanges dans un but de réforme du fonctionnement de la bibliothèque, ou de coopération, même s’il faut rappeler qu’il y a quand même eu des échanges sur des sujets comme les horaires d’ouverture, les conditions de travail du personnel, ou encore le règlement intérieur. Il nous semble que cet écart est dû à une situation institutionnelle différente, beaucoup plus centralisée en France qu’au Royaume-Uni, qu’il faut désormais présenter.

1. Institutions étatiques et bibliothèques universitaires : deux situations très différentes.

Nous allons nous intéresser particulièrement au rôle de deux institutions : la direction des bibliothèques et de la lecture publique en France créée en 1945 et supprimée en 1975, et le *University Grant Committee* au Royaume-Uni, qui a existé pendant l’ensemble de notre période d’étude.

1. *Une direction des bibliothèques très présente.*

Dès sa création, la direction des bibliothèques a entretenu une relation intense avec les bibliothèques universitaires qui ne représentaient pourtant qu’une partie de ses activités. Contrairement à l’UGC qui s’occupe du financement de l’ensemble de l’enseignement supérieur sans être en contact direct avec les bibliothèques universitaires, la direction des bibliothèques ne s’occupe que des bibliothèques, quel que soit leur type : bibliothèques d’étude et de recherche, bibliothèque nationale, bibliothèques municipales,… Son influence importante peut être constatée de deux manières différentes : par les journées d’étude qui se tiennent régulièrement et auxquelles nous avons déjà fait appel dans ce travail pour connaître les opinions d’une partie des bibliothécaires de l’époque, et par la correspondance entretenue avec les bibliothèques universitaires tout au long de ses trente années d’existence. Ce lien très fort se manifeste dès 1945 avec la mise en place par Julien Cain des rapports annuels pour l’année 1944, qui doivent permettre de faire un point sur l’état des bibliothèques à la Libération, que ce soit pour l’état de leurs bâtiments, de leurs collections ou de leur personnel.

Lors de la séparation des rapports annuels en deux parties distinctes, le rapport du service public, et le rapport du service intérieur, il précise aux bibliothécaires qu’il leur envoie quatre exemplaires, et qu’il souhaite en recevoir deux en retour, tandis qu’un doit être conservé par les bibliothèques universitaires respectives et le sort du quatrième semble en suspens : « et en remettre un, éventuellement, aux services de l’académie. »[[412]](#footnote-412) La précision « éventuellement » est intéressante car elle est révélatrice de ce qui apparaît comme une concurrence institutionnelle entre la direction des bibliothèques et le rectorat pour la responsabilité des bibliothèques. Nous ne savons pas si c’était le cas d’autres bibliothécaires, mais Mlle Dupasquier semble être dans un rapport de force avec le rectorat, ou en tous cas privilégier sa relation avec la DBLP à celle qu’elle entretient avec le recteur. Ainsi, en 1955, le recteur est obligé de contacter Mlle Dupasquier pour lui demander de compléter et de lui renvoyer le quatrième exemplaire qui lui est dû.[[413]](#footnote-413) Le recteur est souvent un intermédiaire dans la correspondance entre la DBLP et Mlle Dupasquier, et les exemplaires du rapport annuel passent par ses services avant d’être remis à Mlle Dupasquier, et il insiste de nouveau l’année suivante pour que Mlle Dupasquier lui en renvoie trois exemplaires, ce qui lui permet d’en garder un.[[414]](#footnote-414) Cette petite tension n’est pas la seule que l’on puisse relever. Deux nouveaux échanges entre le recteur et Mlle Dupasquier en 1965 et 1966 laissent apparaître qu’elle tarde à transmettre les informations qu’il lui demande de manière quasiment systématique, ce qui ne semble pas dû au hasard puisque la majorité de ses correspondances avec la DBLP montre au contraire un souci de ponctualité dans ses réponses.[[415]](#footnote-415) Pour aller dans le même sens, il faut faire remarquer que le recteur est absent des deux commissions de la bibliothèque dont nous avons pu trouver la trace, alors que c’est lui qui est chargée de la convoquer.[[416]](#footnote-416)

Une correspondance datée de 1963 nous permet de voir à l’œuvre les relations institutionnelles entre Mlle Dupasquier, le recteur Pierre Daure et la DBLP au sujet d’un conflit entre les deux premiers. Par un premier courrier, le recteur Pierre Daure annonce à Mlle Dupasquier la décision du conseil d’université d’accorder aux élèves de première et deuxième année du lycée technique d’Etat de garçons de Caen le droit d’emprunter des ouvrages.[[417]](#footnote-417) Alors qu’elle a lui a demandé d’annuler cette décision car elle craint que cela ne constitue une porte ouverte pour les étudiants des classes préparatoires, et qu’elle estime que ses collections sont déjà insuffisantes pour répondre aux besoins des étudiants, il insiste, en lui rappelant qu’il ne s’agit que de six élèves.[[418]](#footnote-418) Elle refuse cependant d’obtempérer et dans un second courrier à M. Daure, elle détaille son refus en insistant sur le manque de places, l’éventualité que d’autres établissements demandent le même privilège, tout en regrettant de ne pas avoir pu présenter son point de vue lors du conseil d’université, auquel elle n’était pas conviée.[[419]](#footnote-419) Le même jour, considérant sans doute que la discussion est bloquée avec le recteur, elle s’adresse à l’inspecteur général M. Brun, à qui elle demande de transmettre les informations à Pierre Lelièvre, et elle fait parvenir à M. Brun sa correspondance avec Pierre Daure. Bien qu’elle relativise l’incident, elle fait remarquer : « il me semble néanmoins impossible de ne pas relever le caractère fâcheux de certaines initiatives et d’une conception des rapports administratifs qui laissent désarmés les responsables de services de plus en plus complexes. »[[420]](#footnote-420) Elle insiste particulièrement sur la méthode employée : « autant que le fait en lui-même, la procédure expéditive adoptée, nous a d’ailleurs semblé regrettable. » Quelques semaines plus tard, elle reçoit une réponse du recteur qui confirme sa décision, puis une réponse de M. Brun qui lui demande d’accepter cette décision, et croit bon de lui rappeler que l’accord du recteur est nécessaire pour certains travaux d’aménagement intérieur de la bibliothèque qu’elle envisage.[[421]](#footnote-421) Cette correspondance nous semble intéressante sous plusieurs aspects. D’abord elle illustre les relations délicates entre Mlle Dupasquier et le recteur. Ensuite, elle montre que la DBLP est utilisée comme un médiateur, mais aussi comme une autorité concurrente du recteur et sur laquelle s’appuie Mlle Dupasquier, bien qu’elle ne fasse pas autorité sur le recteur. Enfin, il faut bien considérer ce que représentent ces deux autorités. Elles sont toutes les deux des autorités issues de la centralisation, mais alors que le recteur constitue une autorité sur l’enseignement supérieur de son académie, la DBLP est une autorité sur les bibliothèques. A travers cet exemple, et même s’il ne faut pas trop extrapoler à partir d’une relation locale entre un recteur et un bibliothécaire, la question qui semble être posée par la concurrence entre ces deux autorités est de savoir si les bibliothèques universitaires appartiennent plus au monde de l’enseignement supérieur (représenté par le recteur), ou à celui des bibliothèques (la DBLP). Nous revenons plus tard sur cette ambiguïté non levée concernant la position des bibliothèques, mais il nous semble qu’il apparaît ici clairement que Mlle Dupasquier en tant que directrice de la bibliothèque universitaire de Caen estime que l’institution qu’elle dirige est plus intégrée aux bibliothèques qu’à l’enseignement supérieur et donc à l’université.

Les réformes de la fin des années 1960 vont substituer au recteur les instances universitaires, même si une partie de la correspondance entre les institutions nationales et la bibliothécaire est encore adressée au recteur.[[422]](#footnote-422) Si les relations ne semblent pas avoir été aussi mauvaises qu’avec le recteur, elles ne semblent pas avoir été particulièrement bonnes. Dans un courrier daté de 1978, le ministre des universités fait remarquer aux présidents d’université que la correspondance adressée aux bibliothécaires passe par eux depuis 1970, et il leur demande de faire attention à ne pas transmettre ce courrier avec du retard.[[423]](#footnote-423) Il ne semble cependant pas que cela ait posé de problème cas à Caen, car la plupart des correspondances dont nous disposons ont été transmis entre 2 et 5 jours après leur réception par le président de l’université. Ce dernier, Jacques Izard, ne semble pas pour autant avoir été particulièrement attentif à la bibliothèque universitaire. Ainsi, au cours de la correspondance que nous avons déjà mentionnée entre Mlle Dupasquier et Etienne Dennery de la DBLP, le président de l’université se contente de transmettre les courriers respectifs.[[424]](#footnote-424) D’ailleurs Mlle Dupasquier ne prend même la peine de lui transmettre son second courrier, et elle s’adresse directement à Etienne Dennery.[[425]](#footnote-425) Par ailleurs, Jacques Izard semble rencontrer les mêmes difficultés que le recteur avant lui à recevoir les documents qu’il demande. Il est par exemple obligé de demander une seconde fois un organigramme de service près d’un mois après l’avoir demandé pour la première fois.[[426]](#footnote-426) Les relations avec le président de l’université semblent donc avoir été à peine meilleures que celles entretenues avec le recteur, mais le président de l’université se fait surtout remarquer par sa transparence dans les échanges entre Mlle Dupasquier et la DBLP au moment des difficultés rencontrés par la bibliothèque. Même si nous n’en connaissons pas l’auteur, un document qui semble concerner la bibliothèque universitaire de Caen d’après sa place dans les archives, mérite ici d’être mentionné pour le regard très négatif qu’il porte sur les relations entre la bibliothèque et l’université au moment des graves difficultés financières de 1982.

Pour l’instant la plupart des bibliothèques universitaires – services communs au régime spécifique – sont en réalité marginalisées et isolées, comme si elles ne faisaient pas partie intégrantes des établissements d’enseignement supérieur. Les relations entre présidents d’université et conservateurs sont le plus souvent mauvaises ou inexistantes.[[427]](#footnote-427)

Même si l’incertitude qui plane sur la paternité de ce document rend difficile son exploitation, il serait intéressant d’étudier ces relations dans d’autres universités.

La DBLP – en plus d’avoir été, au moins pour la bibliothèque universitaire de Caen, l’interlocuteur administratif privilégié – a eu un rôle majeur dans un certain nombre des changements importants de la politique des bibliothèques universitaires. Ainsi, c’est elle qui a largement contribué à définir les catalogues à conserver, en l’occurrence de privilégier le catalogue alphabétique de matière sur le catalogue systématique, et les normes selon lesquelles ils devaient l’être à partir de 1952.[[428]](#footnote-428) Elle fut aussi à la base de certains des catalogues collectifs majeurs, comme l’inventaire permanent des périodiques étrangers en cours (IPPEC), ainsi que du développement du libre accès dans les bibliothèques et de leur organisation en deux niveaux. Même si ni le détail de l’évolution des règles de prêt, ni celui des horaires d’ouverture ne dépendaient de cette direction, elle a néanmoins donné des indications sur ces sujets, et a pu être une source de proposition.[[429]](#footnote-429) Elle a aussi participé à la modernisation des bibliothèques universitaires puis à leur automatisation, en proposant des achats groupés de machine, comme elle le fait pour un appareil à multigraphier les fiches de catalogue en 1958.[[430]](#footnote-430) Elle joue aussi un rôle par la suite dans le processus d’informatisation en proposant par exemple des stages de formation,[[431]](#footnote-431) mais sa suppression en 1975 l’empêchera de poursuivre cette politique qui sera reprise, comme nous l’avons déjà vu, par la DICA qui succède au BAB en 1976, puis par l’AUDIST et la DBMIST. On voit donc qu’elle a pris en charge de nombreux changements sur des aspects qui, au Royaume-Uni, ont été mis en place grâce à une coopération régionale, plus spontanée. La désapprobation quasiment unanime parmi les bibliothécaires, qui a suivi sa suppression en 1975 et qui poussa notamment le personnel de la bibliothèque universitaire de Caen à se mettre en grève au mois de septembre 1975,[[432]](#footnote-432) montre à quel point cette direction a pu être appréciée par les professionnels.

Cette affection a été transmise aux historiens qui ont travaillé sur l’histoire des bibliothèques après la seconde guerre mondiale et qui ont très souvent souligné le travail remarquable de cette direction, et de ceux qui la dirigeaient, en faveur des bibliothèques. Sans remettre en cause la qualité de ce travail, il nous semble cependant que les historiens qui l’ont saluée ont trop souvent considéré ce qui a été fait, sans envisager ce qui aurait pu être fait, et en l’occurrence sans toujours envisager les conséquences qu’a pu avoir le lien très fort qui unissait cette direction aux bibliothèques universitaires et qui a pu les éloigner de leurs utilisateurs, et de leur université. C’est en tous cas ce que nous allons essayer de mettre en évidence dans les deux chapitres suivants. Nous souhaitons cependant présenter dès maintenant quelques limites à la politique qu’elle a menée. Alain Gleyze souligne à quel point cette direction qui avait un grand nombre de rôles à assumer s’est trouvée isolée des utilisateurs, tant étudiants qu’enseignants, qu’elle souhaitait servir.[[433]](#footnote-433) Cet isolement peut être illustré par la demande de Paul Poindron aux bibliothèques universitaires du nombre de sections qui les composent, ce qui indique qu’il ne connaît même pas de manière très générale les situations locales des bibliothèques universitaires.[[434]](#footnote-434) Deux ans plus tard, la DBLP demande aux bibliothèques universitaires d’allonger d’une heure sans communication leurs horaires d’ouverture.[[435]](#footnote-435) Cela est refusé par Mlle Dupasquier qui se justifie en présentant les horaires actuels, ce qui laisse entendre que la DBLP demande aux bibliothèques d’allonger leurs horaires d’ouverture sans connaître la situation de ces bibliothèques sur ce point.[[436]](#footnote-436) Cet isolement vertical était doublé, d’après Alain Gleyze, d’un isolement institutionnel, horizontal, puisque les relations entre la direction des bibliothèques et la direction de l’enseignement supérieur semblent avoir été peu développées.[[437]](#footnote-437) L’ambiguïté de la relation de la bibliothèque avec le recteur et la DBLP semble être représentative de cette relation administrative compliquée entre l’enseignement supérieur et les bibliothèques. Nous n’allons pas essayer par la suite de mieux appréhender cette relation institutionnelle entre la direction des bibliothèques et celle de l’enseignement supérieur car notre objet d’étude ne nous le permet pas. En revanche, il nous permet de proposer une approche originale des relations locales entretenues par le personnel de la bibliothèque et le personnel enseignant et les étudiants, et d’essayer de comprendre comment cela a pu être responsable des écarts observés entre les bibliothèques universitaires britanniques et françaises. Avant cela, il faut montrer le rôle qu’à tenu l’UGC, institution nationale aussi, au Royaume-Uni.

1. *L’UGC : force de proposition et d’incitation.*

Là où les bibliothèques universitaires françaises ont été institutionnellement séparées de leurs universités, les bibliothèques universitaires britanniques ont au contraire été placées sous la responsabilité de la même institution que leurs universités. Il faut d’ailleurs souligner que ces bibliothèques étaient principalement sous la responsabilité de leurs universités, puisque l’UGC n’avait quasiment aucun moyen direct d’œuvrer en faveur d’une bibliothèque universitaire : « le bibliothécaire, comme tout professeur, ne peut qu’accepter ce que l’université lui accorde ; il ne lui est pas permis de s’adresser directement à l’UGC ni de s’y plaindre s’il juge insuffisante la part des subventions que reçoit sa bibliothèque. »[[438]](#footnote-438) L’UGC peut financer directement une bibliothèque universitaire uniquement dans des cas exceptionnels : construction ou équipement d’un nouveau bâtiment, création d’un nouvel enseignement ou d’une nouvelle université qui nécessite l’achat de collections importantes, entretien de collections d’intérêt national.[[439]](#footnote-439) A ce titre, il existe très peu de traces de l’UGC dans les archives de la bibliothèque de l’université de Cardiff. Cependant, cette institution n’a pas négligé pour autant ces bibliothèques, au moins sur la forme, comme le rappelle avec ironie Jolley en mentionnant une déclaration restée célèbre de l’UGC en 1921.

« La réputation et l’efficacité d’une université peuvent être mesurées par son traitement de son organe principal, sa bibliothèque. Nous considérons le financement du développement de la bibliothèque comme le besoin le plus vital et le plus primaire de l’équipement d’une université. Une bibliothèque adéquate est non seulement la base de tout enseignement et étude : c’est surtout la condition essentielle de la recherche sans laquelle aucune addition ne peut être faite à la somme de la connaissance humaine. » Pendant près de trente ans, ces mots de la toute nouvelle Commission des Subventions pour les Universités, ne représentaient rien de plus qu’un exemple bien tourné du tribut que le vice paie à la vertu.[[440]](#footnote-440)

De fait, l’évolution de la part du budget des universités dédiée à leurs bibliothèques semble lui donner partiellement raison, dans la mesure où elle est restée faible au moins jusqu’aux années 1930, malgré une progression importante.[[441]](#footnote-441) Au cours de notre période d’étude, l’UGC a toutefois su contribuer à faire reconnaître les bibliothèques universitaires par leurs universités. Le rapport Parry, consacré aux bibliothèques universitaires et demandé par l’UGC, est un bon exemple de la manière de travailler de cette institution qui a une démarche incitative, et permet aux bibliothèques d’utiliser ses recommandations dans leurs négociations financières avec leur université. Ainsi, le bibliothécaire rappelle que le rapport Parry a estimé à 6% du budget d’une université la part qui doit être concédée à sa bibliothèque, et que cet objectif est loin d’être atteint à l’université de Cardiff : « pour ce qui est de cette bibliothèque, les 4,2% des dépenses totales que représentaient notre budget, ont seulement augmenté jusqu’à 4,4% en 1966/67. »[[442]](#footnote-442) Deux ans plus tard, il rappelle que cet objectif n’est toujours pas atteint : « actuellement, cette proportion est de 4,9% pour cette bibliothèque. »[[443]](#footnote-443) Quelques années plus tard, un extrait d’une correspondance entre le bibliothécaire et le principal de son université montre une dimension plus informelle du rôle de l’UGC.

Il [le représentant de l’UGC] exprima son approbation et un réel intérêt pour la coopération que le projet SWALCAP a engendré entre les trois bibliothèques. Il a dit que c’est précisément le genre d’action positive que l’UGC aimait voir, particulièrement devant les problèmes que les bibliothèques universitaires rencontrent actuellement.[[444]](#footnote-444)

Alors que pour des raisons financières l’université ne soutient pas complètement sa bibliothèque dans son processus d’informatisation, le directeur de celle-ci n’hésite pas à faire appel à l’UGC comme caution du projet et comme moyen de pression. Par conséquent l’UGC n’a pas du tout eu un rôle équivalent à celui tenu par la DBLP par rapport aux réformes techniques et scientifiques à mener dans les bibliothèques, et celles-ci ont eu une plus grande autonomie pour les mener. En revanche, elle a joué un rôle important pour la reconnaissance de l’utilité des bibliothèques et de la documentation par les universités, alors que la DBLP semble plutôt avoir renforcé l’écart entre les universités et leur bibliothèque, mais nous allons y revenir. Pour finir d’étudier les relations des bibliothèques universitaires avec des organismes extérieurs à leur université et pour appréhender l’influence de ces relations dans les réformes qu’elles ont mises en œuvre, il est nécessaire de présenter le travail important qu’ont mené les associations professionnelles en France et au Royaume-Uni.

1. Le rôle important des associations professionnelles.

Alors que pour les deux développements précédents il nous a semblé plus pertinent de procéder par une étude séparée des deux bibliothèques que nous étudions, la relative similarité dans l’implication des associations professionnelles des deux pays nous fait privilégier une approche plus thématique de la manière dont la profession de bibliothécaire s’est organisée et a tenu un rôle essentiel par le biais de ses associations professionnelles dans les réformes menées par les bibliothèques.

1. *Une profession bien organisée.*

La première similarité entre la profession de bibliothécaire en France et au Royaume-Uni est qu’elles sont toutes deux remarquablement bien organisées. L’histoire de ce processus est bien documentée en France.[[445]](#footnote-445) Bernadette Seibel estime qu’il commence en 1906 avec la création de l’association des bibliothécaires français.[[446]](#footnote-446)[[447]](#footnote-447) Cette première période s’étend jusqu’à la seconde guerre mondiale, et au cours de celle-ci l’ABF va assumer un rôle fédérateur avec pour objectif d’unifier la profession, et de dépasser les cloisonnements entre les différents types de bibliothèques nés de la diversité des formations et des modes de recrutement. Elle rappelle que cela permet dès l’entre-deux guerres mondiales « l’unification des règles de catalogage qui fondent la spécificité professionnel (textes de 1912 et 1929) », même si cela ne suffit pas à unifier la profession.[[448]](#footnote-448)

Au cours d’une seconde période, qui débute dans les années 1950, la profession va consolider sa position statutaire même si l’unité est loin d’être complètement achevée.[[449]](#footnote-449) L’ABF continue d’avoir un rôle important dans ce processus. Cette reconnaissance statutaire se développe après la seconde guerre mondiale avec un certain nombre d’évolutions. En 1952, une réforme statutaire réalise l’unité du corps des emplois supérieurs des bibliothèques entre les différents types de bibliothèque.[[450]](#footnote-450) La création de l’Ecole Nationale Supérieure de Bibliothécaires[[451]](#footnote-451) en 1963 consolide cette unification. Dans la même dynamique, un corps intermédiaire de sous-bibliothécaires d’état est créé en 1950 avec la mise en place d’une véritable formation professionnelle qui ne réalise cependant pas l’unité avec les professionnels des bibliothèques municipales.[[452]](#footnote-452) Les revues vont aussi participer à la structuration de la profession, et se multiplient avec 2 créations au cours des années 1950, 9 la décennie suivante, et 6 créations au cours des années 1970.[[453]](#footnote-453) Parmi ces revues, on retrouve un certain nombre de revues associatives (revues professionnelles ou d’anciens élèves), dont la plus importante sera le *Bulletin d’informations de l’ABF.[[454]](#footnote-454)* La création du *Bulletin des bibliothèques de France*, qui réunit deux revues – le *Bulletin d’information de la Direction des bibliothèques de France* et le *Bulletin de documentation bibliographique* – en 1956 peut aussi être considérée comme un temps fort de la constitution de la profession.

Cependant l’influence de l’ABF vis-à-vis des bibliothèques et son appel continu à l’unité de la profession vont être ébranlés dans les années 1960 quand il apparaît que cette unité empêche de tenir compte de la diversité des métiers et des bibliothèques. A ce propos, on peut citer Daniel Renoult.

Reflet d’une identité mais aussi d’un souci de contrôle des recrutements, le thème de l’unité de la profession reste en effet dominant et, pour l’affirmer, on va parfois jusqu’à nier des évidences, ainsi l’ABF lors de son congrès de 1975 : « La distinction actuelle entre bibliothèques et centres de documentation n’est pas significative. Il n’y a qu’une profession : celle de technicien de l’information. »[[455]](#footnote-455) Pourtant, dans le seul domaine de la documentation, l’Association des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (ADBS), créée en 1963, identifie dès 1970 au moins quatre catégories de qualifications correspondants à des enseignements différents, indépendants des formations de bibliothécaires…[[456]](#footnote-456)

A l’instar de l’ADBS, une amicale, qui devient rapidement une association, est constituée spécifiquement pour les bibliothèques universitaires en 1970 : l’Association des directeurs des bibliothèques universitaires.[[457]](#footnote-457) Même si cette association se crée en réaction aux réformes des années 1968-1970 – qui mettent en place l’autonomie des universités – dans le but de rapprocher les bibliothèques de leurs universités, cela constitue une critique de l’ABF qui n’a pas été jugée capable de défendre les intérêts des bibliothèques universitaires.

Les interrogations sur la position de l’ADBU par rapport aux autres instances associatives, syndicales ou administratives sont présentes dès la naissance de l’association, mais pour convenir qu’aucune d’entre elles ne couvre complètement l’éventail des problèmes inhérents aux bibliothèques universitaires.[[458]](#footnote-458)

A contre-courant de la plupart des professionnels de l’époque et de l’ABF, l’ADBU s’est réjouie de la disparition de la DBLP, à laquelle elle reprochait de trop privilégier la bibliothèque nationale sur les bibliothèques universitaires, et qui nuisait à la politique de rapprochement que souhaitait l’ADBU entre les bibliothèques universitaires et leurs universités. On peut conclure ce bref développement sur l’ADBU par ces propos de Marie-Dominique Heusse : « La critique voilée de l’ancienne DBLP, les relations meilleures avec le Service des bibliothèques – qui connaîtront pourtant des périodes de crise – sont sans doute la marque d’une plus grande importance donnée aux préoccupations professionnelles immédiates des bibliothèques universitaires, l’unité du métier relevant davantage de l’incantation. »[[459]](#footnote-459) Deux dynamiques sont à retenir du point de vue du rôle tenu par les associations professionnelles en France : leur importance dans l’amélioration de la reconnaissance des bibliothèques et des bibliothécaires grâce, entre autres, à la structuration de la profession, et la quête d’unité de l’ABF, dont l’échec est symbolisé par la création de l’ADBU en 1970 qui permet de mieux prendre en compte la spécificité des bibliothèques universitaires.

L’après seconde guerre mondiale est aussi un moment important de la structuration de la profession des bibliothèques au Royaume-Uni, même s’il est moins bien documenté qu’en France. Bryan estime que les bibliothécaires avaient une meilleure place dans leurs universités au Royaume-Uni lors de sa première enquête en 1957 que ce qu’il constatait à l’époque en Australie, mais cette reconnaissance s’est tout de même améliorée au cours des vingt années consécutives à sa première enquête.[[460]](#footnote-460) Il estime que la création de nouvelles universités au cours de ces deux décennies y est pour beaucoup. D’abord parce que l’établissement de ces universités de manière planifiée a offert aux bibliothèques une place centrale dans leurs universités. Ensuite, le recrutement de bibliothécaires dès la création de ces universités leur a permis d’y obtenir une place importante avant même que les cours ne commencent. Les effets de ces changements se sont aussi fait sentir dans les anciennes universités particulièrement à travers le recrutement des bibliothécaires. A cet égard, Bryan estime que deux facteurs dans le recrutement des bibliothécaires ont longtemps contribué à les empêcher d’obtenir une place centrale dans leur université et ont évolué au cours de cette période : le fort taux de féminisation et le fait que les bibliothécaires étaient souvent recrutés par leur université de formation.[[461]](#footnote-461) Le taux de féminisation est aussi un argument mobilisé par William Goode pour expliquer la difficulté des bibliothécaires à se faire reconnaître en tant que *profession* aux Etats-Unis à la même époque, même s’il note aussi que cela est en train d’évoluer.[[462]](#footnote-462)

La publication du rapport Parry en 1967 est aussi un moment important dans la reconnaissance des bibliothécaires à l’intérieur de leur université, et Bryan rappelle que la première recommandation de ce rapport est que les bibliothécaires fassent systématiquement partis de l’ensemble des commissions qui concernent la bibliothèque.[[463]](#footnote-463) Les associations professionnelles ont aussi tenu un rôle dans ce processus, et Bryan mentionne notamment le rôle de la *Library Association[[464]](#footnote-464)* même si elle s’est retrouvée dans une tension similaire à celle rencontrée par l’ABF en France entre les bibliothécaires des bibliothèques universitaires et ceux des bibliothèques publiques. Bryan rappelle ainsi que la LA craignait que la demande des bibliothécaires d’exiger une licence universitaire pour travailler dans les bibliothèques académiques ne soit la cause d’une scission à l’intérieur de la profession.[[465]](#footnote-465) Il relève cependant que la situation a changé en 1975.

L’association des bibliothèques s’est engagée en faveur des qualifications professionnelles, et, ce qui fut particulièrement important pour les bibliothèques universitaires, il y a eu un fort développement de formation en bibliothéconomie, reconnue comme une activité universitaire. L’objectif du professionnalisme n’est plus ‘entaché’, pour prendre un point de vue exacerbé des bibliothèques universitaires, par le modèle du bibliothécaire de bibliothèque public non-diplômé, longtemps entretenu par la LA.[[466]](#footnote-466)

De la même manière que ce que nous avons vu en France, cette période fut donc décisive pour la mise en place de la profession et pour sa promotion, ce qui fut en partie permis par la LA, même si son rôle apparaît moins clairement que celui de l’ABF. Cela est certainement dû au peu d’information dont nous disposons sur le sujet. Cependant comme nous l’avons vu, il existe aussi certaines tensions au sein de la LA, ce qui contribue à la création de la SCONUL (*Standing conference of national and university libraries[[467]](#footnote-467)*) en 1950. D’après Kenneth Garside, cette création est due au fonctionnement trop démocratique de la LA qui favorisait la représentation des bibliothèques publiques, nettement plus nombreuses.[[468]](#footnote-468) La bibliothèque universitaire de Cardiff entre à la SCONUL en 1961.[[469]](#footnote-469) Cependant, cela n’empêche pas les bibliothécaires des universités de s’impliquer dans la LA, notamment par le biais de la commission recherche et développement, ce qu’ils semblent faire de plus en plus dès la fin des années 1950, et les deux associations travaillent de toute manière en collaboration.[[470]](#footnote-470)

Dans les deux pays, les bibliothécaires ont su s’organiser à l’aide d’associations professionnelles pour améliorer la position des professionnels. Les professionnels des bibliothèques universitaires ont aussi ressenti le besoin de s’organiser de manière indépendante grâce à la SCONUL et à l’ADBU, pour que leurs intérêts soient mieux pris en compte : par rapport aux bibliothèques publiques dans le premier cas et principalement par rapport à la bibliothèque nationale dans le second. Malgré cette similarité, les bibliothécaires français semblent avoir privilégiés l’unité de la profession par rapport aux bibliothécaires britanniques, plus proches des enseignants,[[471]](#footnote-471) bien que cela ait évolué après la suppression de la DBLP en 1975. Il faut désormais considérer la manière dont ces associations ont contribué à faire évoluer les bibliothèques universitaires.

1. *Des associations importantes pour le partage d’information et le changement.*

Au Royaume-Uni, la SCONUL organise des séminaires pour partager des informations sur les différents aspects du travail des bibliothèques universitaires. Elle essaie de fédérer les bibliothèques universitaires pour faire face aux difficultés particulières qu’elles rencontrent à cause de la hausse particulièrement forte du prix de la documentation scientifique : « la commission de recherche et développement a recommandé au conseil de l’association des bibliothèques de produire tous les quatre mois des statistiques du prix moyen des livres, en plus de la compilation annuelle complète, et de les publier dans la revue de l’association. »[[472]](#footnote-472) Grâce à cela, elle peut aussi leur fournir des informations générales pour qu’elles puissent en faire part à leurs universités et éventuellement les utiliser comme moyens de pression. Dans l’un de ses rapports, la SCONUL écrit que « il est important de noter qu’au cours des six mois concernés [de janvier à juin 1976] le prix moyen d’un livre académique britannique a augmenté de 7,62£ à 10,88£. »[[473]](#footnote-473) Par ce biais, elle joue un rôle essentiel pour relativiser la hausse des budgets des bibliothèques universitaires en Livres sterling courantes aux yeux de l’UGC et de l’université.

La SCONUL cherche aussi à exercer une pression sur les universités pour améliorer les conditions de travail de la profession en s’intéressant particulièrement à la reconnaissance du bibliothécaire par son université, comme le montre cet extrait d’une publication : « où ce sera nécessaire, la SCONUL essaiera d’influencer les instances dirigeantes d’une université pour permettre à son bibliothécaire d’obtenir un statut professionnel et de devenir un membre de son conseil d’université. »[[474]](#footnote-474) La bibliothèque de Cardiff a rejoint cette association en 1961, et d’après les traces de l’activité de cette association, il semble qu’elle ait été particulièrement active dans les années 1970. La SCONUL est aussi intervenue de manière critique auprès de l’UGC après la parution de l’*Atkinson report* en 1976, qui proposait de limiter le volume des collections par l’élimination des ouvrages non-utilisés au profit des nouvelles acquisitions.[[475]](#footnote-475) Elle a donc assumé un rôle de mise en valeur des difficultés rencontrées par les bibliothèques, et de soutien de celles-ci quand elles étaient en conflit avec leurs universités ou avec l’UGC.

Denis Pallier rappelle que l’association des directeurs des bibliothèques universitaires a joué un rôle important en France pour souligner les difficultés rencontrées par les bibliothèques universitaires pour l’achat de documentation, grâce à une enquête menée au début des années 1970, assez proche de celles menées par la SCONUL sur l’évolution des prix de la documentation.[[476]](#footnote-476) Au cours de cette enquête, l’ADBU a recensé le nombre de périodiques supprimés par les bibliothèques en prêtant particulièrement attention aux titres de périodiques susceptibles de n’être plus acquis par une seule bibliothèque. La DICA a poursuivi ce travail au cours des années suivantes.[[477]](#footnote-477) Ceci est un exemple de l’intégration de cette association professionnelle auprès des directions ministérielles. Il semble que l’ADBU ait mené de nombreuses enquêtes sur les difficultés économiques rencontrées par les bibliothèques universitaires au cours des années 1970.[[478]](#footnote-478) Denis Pallier rappelle que cette association est intervenue dans de nombreux domaines concernant tant les bibliothèques universitaires que les relations entretenues avec les autres bibliothèques à l’intérieur des universités.

L’association des directeurs des bibliothèques universitaires (ADBU) procède à de nombreuses études techniques (acquisition à l’étranger, horaires et congés, répartition des crédits entre sections…), et fait le point sur les problèmes généraux (moyens des BU, état de la constitution de ses sections, relations avec les bibliothèques d’UER…)[[479]](#footnote-479)

L’ABF n’a pas été en reste pour souligner ces difficultés. Une enquête de Gérard Thirion a notamment montré que la bibliothèque universitaire de Nancy consacrait seulement 17,4% de son budget pour les acquisitions documentaires, et ainsi, qu’une hausse des fonds disponibles pour les acquisitions permettrait une hausse de la qualité de la bibliothèque bien supérieure à la hausse de ses dépenses.[[480]](#footnote-480) L’activité de ces associations est cependant moins visible dans les archives de la bibliothèque de Caen que dans celles de la bibliothèque de Cardiff, puisque malgré les changements institutionnels de 1968, qui donnent aux instances universitaires l’autorité sur leur bibliothèque à la place des recteurs, les travaux de ces associations semblent avoir été plus utilisés à l’échelle nationale qu’à l’échelle locale. Par conséquent, même si elles semblent avoir été très présentes et avoir fait pression sur les mêmes thèmes, les associations professionnelles ont été utilisées différemment par les bibliothécaires dans leur rapport à leur université, ce qui est du à la différence du contexte institutionnel. Il serait intéressant de mieux connaître les parcours respectifs de l’ADBU et de la SCONUL, mais il semble que ces deux associations aient vu le jour et aient fonctionné de manière très similaire.

Pour conclure ce chapitre, il faut rappeler que pour ces deux bibliothèques, les relations avec des institutions extérieures à l’université ont été décisives pour la mise en place d’un nombre important de changements et pour la définition de la politique de la bibliothèque. Cela s’est produit selon des modalités très différentes, liées à un contexte institutionnel lui-même différent. A Cardiff, la conception de la politique de la bibliothèque s’est faite principalement à l’échelle locale en utilisant les travaux de l’UGC et des associations professionnelles, et même si la relation avec l’université n’est pas toujours simple, il semble que la bibliothèque réussisse à se faire entendre grâce à ses contacts extérieurs. La définition de la politique de la bibliothèque semble assez dynamique. En France, la plupart des changements ont été pensés et appliqués à partir de l’échelle nationale et de manière très centralisée par le travail de la DBLP, tandis que la coopération entre les bibliothèques universitaires a apporté peu de vrais changements, au moins à la bibliothèque de Caen. Les associations professionnelles ont joué un rôle, mais qui a eu principalement des effets à l’échelle nationale. En définitive, on a le sentiment devant les archives de la bibliothèque universitaire de Caen, que les bibliothécaires successifs ont été quelque peu déresponsabilisés et que par conséquent ils n’ont pas toujours su œuvrer au dynamisme de la politique de leur bibliothèque dans les domaines qui leur avaient été réservés, comme la définition de la politique de prêt, ou la collaboration locale avec les enseignants et les bibliothèques d’institut. Cet état de fait n’est pas dû qu’aux bibliothécaires et il faut rappeler les difficultés rencontrées localement par Mlle Dupasquier dans ses relations avec le recteur ou avec les enseignants, qui se dessinent derrière certaines correspondances. Les réactions de certains bibliothécaires, lors de la suppression de la DBLP, qui renforce leur dépendance vis-à-vis de l’université, semblent désespérées : « quant à l’affectation des moyens au niveau local, il est impossible d’envisager avec optimisme les rapports qui s’établiraient à ce sujet avec les universités. »[[481]](#footnote-481) Au-delà de la question de la répartition des fonds, un tel élan de pessimisme nous invite à nous interroger sur la relation entretenue par les bibliothèques universitaires avec leurs universités et sur ses conséquences éventuelles sur le ‘retard français’.

# Chapitre 7 : Bibliothèques universitaires et universités : intégration et isolement ?

Nous souhaitons étudier les relations entre les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff et leurs universités respectives, dans deux perspectives différentes. D’abord en nous intéressant à la relation institutionnelle qui unit l’université à la bibliothèque, puis nous proposons une comparaison des relations entre le bibliothécaire et le personnel enseignant. Pour l’université de Caen, dans la mesure où une partie importante de la fonction documentaire est assurée par les bibliothèques d’instituts, et que celles-ci sont très liées à l’université et aux enseignants-chercheurs, il est essentiel d’appréhender la relation entre la bibliothèque universitaire et l’université de Caen dans une troisième perspective, en s’intéressant à la relation entretenue par la bibliothèque centrale et les bibliothèques d’institut. Aucune de ces trois relations n’est facile à cerner à cause de la nature, souvent informelle, des liens qui unissent ces bibliothèques à leurs universités, et du modeste nombre de traces qui en témoignent. Nous allons malgré tout tenter d’en proposer une approche.

1. Les relations institutionnelles avec l’université.

Il nous semble que la relation qui unit les bibliothèques à leurs universités est beaucoup plus lâche en France qu’au Royaume-Uni et que cela a contribué au retard français en limitant la coopération locale. Pour montrer cela, nous souhaitons d’abord appréhender la relation entre ces deux institutions en France et au Royaume-Uni.

1. *Cardiff : entre complicité et pression.*

La reconnaissance de la bibliothèque de Cardiff par son université s’est améliorée au cours de notre période d’étude. Cela se voit à la hausse de la part du budget de la bibliothèque dans le budget total de l’université, puisque cette part passe de 4,2% en 1965/66 à 4,9% en 1968/69, ce qui correspond à un phénomène national.[[482]](#footnote-482) D’un point de vue plus qualitatif, l’un des aspects importants de la position des bibliothèques universitaires dans les universités est de savoir si elle est considérée comme un département comme les autres, ou comme une entité à part et supérieure. Pour l’UGC, il semble clair qu’avant la seconde guerre mondiale, les bibliothèques universitaires sont moins qu’un département comme les autres, car c’est la première ressource à être rognée quand l’université manque de moyens.

Dans les moments difficiles, quand les dépenses doivent être rognées à tout prix et qu’une recherche fiévreuse d’économie est entreprise, il est rare que tous les départements s’unissent dans une défense déterminée des intérêts de la bibliothèque, et seulement trop souvent l’intérêt de la bibliothèque est l’un des premiers à souffrir.[[483]](#footnote-483)

Cette situation évolue au cours de notre période. Malgré les difficultés économiques rencontrées par son université, la bibliothèque de l’UCC semble bénéficier d’un statut protégé. En effet, elle est épargnée d’un certain nombre de restrictions qui touchent les autres départements. Ainsi, le bibliothécaire remercie la direction de l’université en rappelant que : « l’université décida que des postes nouvellement vacants devaient être gelés. La bibliothèque fut délibérément exclue de cette mesure, ce qui fut une réelle contribution pour lui permettre de garder ses services au même niveau. »[[484]](#footnote-484) Quelques années plus tard, une remarque met aussi en avant un traitement spécial de la bibliothèque de Cardiff par son université : « l’université accepta que la bibliothèque soit l’une des priorités quand les finances de l’université le permettront. »[[485]](#footnote-485) La position de la bibliothèque universitaire de Cardiff semble donc s’être améliorée, de manière relative dans son rapport à son université.

Dans le même temps, l’implication des bibliothécaires dans les universités britanniques semble s’être développée. Ainsi, d’après Roberts, à partir des années 1960 : « il était rare que les bibliothécaires universitaires ne soient pas de rang professionnel et membres du Sénat, le corps académique dirigeant. »[[486]](#footnote-486) D’une part, le statut professionnel des bibliothécaires s’est amélioré, et d’autre part la bibliothèque est désormais représentée au conseil de la majorité des universités. Le rapport Parry semble aussi avoir eu une part de responsabilité dans cette évolution, et Bryan rappelle que : « de manière significative, la première recommandation de la commission dans cette section du rapport [celle sur la place des bibliothèques universitaires] était que le bibliothécaire soit inclus dans toutes les sous- commissions établies par les commissions de la bibliothèque pour considérer les problèmes spéciaux. »[[487]](#footnote-487) Ajouté à cela, Bryan estime que les bibliothèques universitaires, et les bibliothécaires, ont largement gagné en autonomie entre sa première enquête en 1957 et sa seconde en 1975, car le contrôle de la bibliothèque universitaire a souvent été transféré, dans les faits et dans les textes, de la commission de la bibliothèque au bibliothécaire.[[488]](#footnote-488) Cet état de fait est difficile à estimer dans un contexte local, mais il apparaît en tous cas que la bibliothèque renforce sa position à la commission de la bibliothèque en 1969/70 puisque le bibliothécaire adjoint y est désormais présent.[[489]](#footnote-489) De plus, dans de multiples prises de décisions du bibliothécaire pour la modification du fonctionnement de la bibliothèque, l’avis du président de l’université n’apparaît pas ce qui semble attester une autonomie importante.

Pour les sujets sur lesquels la bibliothèque a besoin de l’appui financier de l’université, comme pour le projet SWALCAP, nous avons déjà souligné l’ambigüité des relations entre ces deux institutions qui apparaît suite à une conversation entre le bibliothécaire et un représentant de l’UGC.[[490]](#footnote-490) En effet, à la lecture de cette correspondance, il est difficile de savoir si le bibliothécaire mentionne cette discussion pour faire pression sur l’université en utilisant les propos du représentant de l’UGC, ou s’il la mentionne pour donner à l’université des informations pour qu’elle puisse plus facilement se distinguer aux yeux de l’UGC. Dans l’ensemble, il apparaît que l’université intervient peu dans la politique de la bibliothèque, mais que ces deux institutions sont tout de même en contacts réguliers grâce aux réunions du conseil de la bibliothèque, et à la remise des rapports annuels. La richesse de ces derniers indique d’ailleurs que le président de l’université est probablement conscient au moins de la politique de la bibliothèque, et de son état général. Il faut tout de même rappeler qu’un document d’une telle ampleur n’a jamais été remis à des instances universitaires à l’université de Caen puisque jusqu’en 1968 les rapports annuels détaillés n’étaient remis qu’à la direction des bibliothèques et au recteur. Après 1968, la tradition des rapports annuels ne semble pas avoir été remise en place par l’université de Caen même après la disparition de la DBLP. De plus, il semble que les annuaires de l’université, dans lesquels apparaissent de très courts rapports annuels de la bibliothèque (environ 2 pages) disparaissent aussi après 1968.[[491]](#footnote-491) Par conséquent, bien que les échanges entre l’université de Cardiff et sa bibliothèque ne semblent pas foisonnants, ils sont quand même importants par le biais des rapports annuels. Nous avons déjà mentionné les craintes des bibliothécaires français face à la perspective de dépendre financièrement de leurs universités, et on peut se demander comment cela se passe au Royaume-Uni où cette situation est en place pour l’ensemble de notre période. Il apparaît que le bibliothécaire de l’université de Cardiff doit négocier avec son université, et que même si ses demandes ne sont pas toujours satisfaites, il arrive à être entendu, et la part du budget de l’université disponible pour la bibliothèque augmente au moins tout au long des années 1960. Nous voulons désormais nous intéresser à cette relation dans le cadre de l’université de Caen, et à son évolution éventuelle suite aux modifications institutionnelles de 1968 et 1970.

1. *Caen : une relation compliquée ?*

Jusqu’à la fin des années 1960, d’un point de vue institutionnel, la bibliothèque dépend du rectorat et entretient des relations avec les différentes parties de l’université que sont les facultés et qui ont perduré malgré la recréation des universités en 1896. Cela constitue une forte continuité historique de la déconnection entre les structures d’enseignement et les structures documentaires qui persistent depuis le rassemblement des bibliothèques de facultés dans les années 1870, alors que les facultés continuaient d’exister, et que l’université n’avait pas de véritable unité. Il faut attendre 1968 pour voir les facultés disparaître au profit des UER et des universités dont les pouvoirs sont étendus. Les bibliothécaires ont toujours eu du mal à échanger avec les facultés. Pour reprendre les mots d’Henri Comte : « les bibliothèques universitaires, traditionnellement, ont donc été organisées non comme des services des universités, mais comme des services de l'État dans les universités. »[[492]](#footnote-492) Cette situation et la faible présence des bibliothécaires dans les universités ont été déplorées très tôt par les professionnels.

Le bibliothécaire doit prendre pleinement conscience de son rôle dans l’université, il doit se persuader en particulier qu’il n’est pas seulement un administrateur et un technicien mais que la tâche pédagogique qui lui incombe auprès des étudiants et qui est sans doute l’un des aspects les plus vivants de son métier, est une tâche essentielle.[[493]](#footnote-493)

A Caen, le processus de reconstruction semble avoir rapproché les facultés et la bibliothèque : « la bibliothèque universitaire après quatre années d’efforts et une collaboration toujours étroite entre ses services et les diverses facultés, permet aux étudiants la préparation normale de leurs examens. »[[494]](#footnote-494) Malgré cette situation initiale qui a l’air intéressante du point de vue d’un rapprochement possible entre la bibliothèque et les facultés, il y a peu de traces de l’implication du bibliothécaire dans l’université pour la période 1945-1970, au-delà du processus de reconstruction des collections. On trouve quelques mentions de ces contacts dans les rapports annuels remis à la DBLP par le biais des commissions de la bibliothèque. On apprend ainsi que cette commission s’est réunie une fois en 1948 mais sans aucune autre précision.[[495]](#footnote-495) Il est plus intéressant de remarquer que ces commissions, dont le bibliothécaire doit relater la tenue dans ses rapports, disparaissent complètement des rapports des cinq années suivantes. Cette disparition est très probablement le signe que cette commission ne se réunit pas, et que personne ne s’en plaint.

Cette situation n’est pas une exception car les recteurs, chargés de réunir ces commissions avec les bibliothécaires, sont rappelés à l’ordre par Julien Cain en 1954 : « il m’est apparu que les règlements en vigueur concernant le fonctionnement des commissions des bibliothèques universitaires n’étaient pas toujours observés. »[[496]](#footnote-496) Dans ce courrier, il demande à ce que cette commission soit réunie au moins deux fois par an, et exige d’en recevoir les procès-verbaux. A partir de cette date, les rapports annuels mentionnent ces commissions, le plus souvent pour préciser qu’elles n’ont pas eu lieu. Ainsi, aucune réunion de la commission ne fut convoquée en 1954, 1956 et 1957.[[497]](#footnote-497) Chaque fois que la commission ne s’est pas réunie, Mlle Dupasquier le justifie par le fait que les fonds sont suffisants pour acheter l’ensemble de la documentation souhaitée, et par les contacts réguliers entre elle et les professeurs qu’exige la reconstitution des collections, comme en 1954 par exemple : « les travaux de reconstitution demandent un contact permanent entre les services et les spécialités des diverses facultés. »[[498]](#footnote-498) Il est difficile de deviner la réalité que recouvre cette formule administrative, mais cette justification laisse entendre que Mlle Dupasquier n’envisage le rôle de la commission que du point de vue du choix des acquisitions et de la répartition des fonds ce qui paraît assez restrictif. Cependant en 1955, la commission s’est réunie principalement au sujet d’achats importants, mais il y fut aussi décidé d’un assouplissement des règles du système d’entrée pour les professeurs : « Accord intervenu pour que sur présentation de leur carte les professeurs n’aient pas à prendre le bulletin délivré à tout lecteur. »[[499]](#footnote-499) Les quatre années suivantes, la commission ne se réunit pas, toujours pour les mêmes motifs, que Julien Cain a dû juger satisfaisants puisqu’il ne réclame aucun procès-verbal.

Il faut attendre le milieu des années 1960 pour que nous disposions finalement de deux procès-verbaux des réunions de cette commission. Ces procès-verbaux semblent indiquer que cette commission est plus une occasion pour la bibliothécaire de présenter l’état de la bibliothèque aux représentants des différentes facultés qu’un moment de discussion ou de débat sur la politique à mener. Le premier indice qui va dans ce sens est le fort taux d’absentéisme. Nous avons déjà relevé que le recteur n’avait assisté à aucune de ces deux commissions, mais les facultés ne sont pas très bien représentées non plus. Lors de la première commission, 14 personnes sont invitées (sans compter le recteur et la bibliothécaire), mais seulement 6 sont présentes, il manque : le directeur et le représentant du collège scientifique universitaire du Mans ; les doyens de la faculté des lettres, des sciences et de droit ; le représentant de l’école de médecine de Caen, un représentant de la faculté des sciences et un représentant de la faculté des lettres.[[500]](#footnote-500) Lors de la suivante, il n’y a que quatre présents : le doyen de la faculté des lettres, les représentants de la faculté des sciences, de droit et de lettres.[[501]](#footnote-501)

Pour ce qui est du contenu, même si on ne connaît pas le détail des interventions, il semble que les commissions consistent surtout à un état des lieux par Mlle Dupasquier sur l’accroissement des collections, la situation budgétaire, les statistiques de fréquentation et les difficultés rencontrées par la bibliothèque, suivi par un vote sur d’éventuelles propositions. Lors de la première de ces commissions, il est décidé d’étendre la gratuité de fréquentation à l’ensemble des enseignants des établissements à enseignement long de l’académie, alors que cela était réservé aux enseignants du secondaire de la ville de Caen auparavant.[[502]](#footnote-502) Lors de la seconde elle soumet un nouveau projet d’aménagement intérieur de la bibliothèque car le précédent a été refusé.[[503]](#footnote-503) Si la commission vote ce projet, il ne semble pas que les enseignants en aient été partie prenante. Ces documents qui ne mentionnent aucune autre intervention que celle de Mlle Dupasquier le laisse penser en tous cas.

Pour la période qui va de 1945 à 1970 environ, il est donc assez difficile de se faire une idée tranchée des liens unissant les facultés à la bibliothèque. Les propos répétés par Mlle Dupasquier dans ses rapports annuels, au sujet des contacts réguliers entre ses services et les facultés, peuvent laisser croire que les échanges sont nombreux et fructueux. Il semble toutefois que cela soit dû à une conception restrictive des échanges qu’elle peut avoir avec les facultés, centrée sur la politique d’acquisitions, plutôt qu’à une véritable densité des échanges. L’évolution de la politique de la bibliothèque qui survient en 1955, est indéniablement un exemple d’échange fructueux et en même temps il est paradoxal. En effet, le fait que cette discussion intervienne précisément une année où la commission avait besoin de se réunir au sujet des acquisitions donne le sentiment que cette modification du système de prêt n’aurait peut-être pas été abordée, si la commission n’avait pas eu un motif plus ‘sérieux’ pour se réunir. L’absence de réunion au cours des dix années qui suivent va dans ce sens, surtout lorsque l’on considère dans le même temps les plaintes au sujet du comportement des professeurs qui apparaissent dans la correspondance de la bibliothécaire, ou les plaintes des professionnels à l’échelle nationale au sujet de la place des bibliothèques dans les universités ou de leurs relations avec les bibliothèques d’institut. Il y avait probablement de nombreux sujets autres que les questions relatives aux acquisitions qui méritaient d’être abordées lors de ces commissions, et en dehors de celles-ci. On peut d’ailleurs être surpris que Julien Cain, qui souhaitait visiblement œuvrer au profit des relations entre les facultés et les bibliothèques universitaires en insistant pour que ces commissions aient lieu, ait accepté l’absence de problème lié aux acquisitions comme motif suffisant de la non-réunion de ces commissions.

Alors que l’intégration des bibliothèques aux universités est censée se développer après les réformes des années 1968-1970, cela semble être resté à un état théorique et administratif, et Alain Gleyze estime que « la première tentative d’adaptation de la structure centralisée qu’était la bibliothèque universitaire à l’autonomie des universités s’est soldée par un échec. »[[504]](#footnote-504) Selon Henri Comte, la création d’un conseil d’université aux compétences plus étendues que le la commission des bibliothèques, le vote du budget de la bibliothèque par le conseil d’université et le développement du pouvoir des instances universitaires sur son fonctionnement interne ont certes permis de développer la coopération entre ces deux entités, mais dans l’ensemble, il qualifie la situation créée par ces réformes de « mise à l’écart perpétuée. »[[505]](#footnote-505) Cela laisse dans les faits les bibliothèques universitaires dans un rapport d’autorité nationale plutôt que locale. Ainsi nous avons déjà mentionné que lorsqu’en 1974, Mlle Dupasquier s’adresse au président de l’université pour se plaindre des difficultés financières auxquelles elle fait face, et de leurs conséquences sur la diminution du nombre d’acquisitions dans les différentes disciplines, celui-ci se contente de transmettre la correspondance au ministère de l’éducation, et la suite de la correspondance entre Mlle Dupasquier et Etienne Dennery ne passe même pas par lui.[[506]](#footnote-506) A ce sujet Marie-Dominique Heusse fait un constat national assez proche de celui que l’on peut faire à Caen.

Les relations des directeurs de BU avec leurs autorités de tutelle, ainsi que celles de l’ADBU au niveau collectif, ont suivi une évolution symétrique : jusqu’en 1970, bien qu’étant physiquement au sein des universités, les directeurs de BU dépendaient directement du ministre, c’est-à-dire de la DBLP et du recteur de l’académie. La reconnaissance du président de l’université comme autorité de tutelle première a été très lente, et pendant longtemps en concurrence avec un attachement très fort à la direction ministérielle.[[507]](#footnote-507)

Cependant les procès-verbaux des conseils de la documentation – qui ont succédé aux commissions de la bibliothèque – montrent que ce conseil est un vrai lieu de discussion de la politique de la bibliothèque, surtout en ce qui concerne la répartition des fonds par section.[[508]](#footnote-508) Ce dernier sujet, et la médiocrité des fonds disponibles dont il est le corollaire, occupent en effet la majeure partie des discussions, comme nous l’avons déjà relevé lorsque nous avons mis en évidence la hausse du coût de la documentation et les questions de priorité d’achat qu’elle posait. En 1973, l’ensemble du conseil décide de participer à une action commune à l’échelle nationale pour souligner la précarité du fonctionnement des bibliothèques universitaires.[[509]](#footnote-509) Cela témoigne, incontestablement, d’une certaine solidarité entre l’université et sa bibliothèque. Du point de vue du financement de la bibliothèque, les initiatives de ce conseil semblent avoir une portée limitée et ne permettent de dégager des fonds supplémentaires que de manière assez faible. L’un des moyens envisagés pour médiatiser les difficultés rencontrées est de faire appel à des personnalités extérieures pour siéger au conseil qui soient susceptibles de négocier des subventions avec les institutions régionales.[[510]](#footnote-510) Cela apparaît d’autant plus intéressant après l’extension du pouvoir des régions qui suit les lois de décentralisation de 1982, mais il ne semble pas que cela ait vraiment profité à la bibliothèque universitaire.

De manière surprenante, un problème qui a autant mobilisé les professionnels des bibliothèques que la dispersion documentaire et l’occultation qui en résulte par absence de catalogues communs, et dont la résolution dépendait en grande partie des enseignants-chercheurs et de la coopération au sein de l’université, est quasiment absent des débats. On en trouve tout de même mention en 1977 : « un fichier central des livres serait bien utile, dit M. Longuet, qui pense probable que l’institut d’anglais ait des richesses pour un historien des pays anglo-saxons, mais il est difficile, quand on appartient à une autre section d’avoir normalement accès dans un autre institut. »[[511]](#footnote-511) Ce sujet est de nouveau abordé en 1980, mais sans que de véritables progrès semblent avoir été faits, ni qu’ils soient à venir.[[512]](#footnote-512) Les seuls progrès enregistrés ne résultent pas d’avancées coopératives, mais des difficultés financières des UER de sciences de l’éducation, de psychologie et de sociologie, qui les ont obligées à donner leurs collections à la bibliothèque universitaire.[[513]](#footnote-513)

Il semble que l’ambiguïté des évolutions institutionnelles de 1970 soit symbolisée par le fonctionnement de ce conseil de la documentation. Il a l’intérêt de rapprocher les enseignants et le personnel de la bibliothèque jusqu’à une certaine forme de solidarité en faveur de la bibliothèque, et permet de discuter certaines priorités pour la construction des collections mais aussi bien d’autres sujets sur les difficultés rencontrées par la bibliothèque et l’université. La relation entre l’université et la bibliothèque s’est ainsi développée au cours de notre période d’étude, mais dans l’ensemble, cela ne permet pas de véritables avancées dans la coopération documentaire. De plus, ce conseil n’apporte aucun changement notable dans le fonctionnement de la bibliothèque (heures d’ouverture, système de prêts,…) non plus. Ces considérations sont d’ailleurs quasiment absentes des discussions. Pour aller au-delà de cette relation institutionnelle, il faut désormais poursuivre notre enquête en nous intéressant aux relations entre le personnel enseignant et le personnel des bibliothèques.

1. Le personnel : quelle relation avec les enseignants ?

La question de l’ampleur et de la qualité des relations entre le personnel enseignant et celui de la bibliothèque universitaire semble avoir été moins posée dans la documentation professionnelle britannique qu’elle ne le fut en France. Malgré cela, une attention importante a été portée aux statuts des bibliothécaires dans les deux pays et à leur équivalence avec ceux des universitaires. C’est ce par quoi nous souhaitons commencer.

1. *La question des statuts.*

William Goode, qui étudie la construction progressive mais inaboutie du métier de bibliothécaire en *profession[[514]](#footnote-514)* dans le cadre des Etats-Unis, évoque des traits de cette construction professionnelle qui méritent d’être mentionnés dans les contextes britannique et français.[[515]](#footnote-515) Il rappelle en effet que les bibliothécaires des universités américaines ont acquis un statut similaire à celui des enseignants. Il le perçoit comme un signe de l’incapacité des bibliothécaires à se définir comme une entité à part, mais cela le fait aussi s’interroger sur la place des bibliothécaires universitaires, qui se situent entre deux groupes professionnels, les bibliothécaires et les universitaires : « dans le même perspective, on peut en effet se demander si ces [bibliothécaires] professionnels préfèreraient appartenir à une association d’universitaires, ou à une association de bibliothécaires. »[[516]](#footnote-516) La question posée par cette double appartenance s’est posée tant en France qu’au Royaume-Uni, sans que les réponses proposées ne soient similaires. Dans le second cas, l’objectif des bibliothécaires universitaires a été de rattraper les statuts des universitaires et d’obtenir une unité statutaire avec eux, ce qui semble avoir été le cas à Cardiff d’après cette remarque d’un membre du personnel de la bibliothèque universitaire au début des années 1980 : « Au cours de cette période, les bibliothécaires qualifiés et diplômés acquirent progressivement le salaire et le statut du ‘personnel académique équivalent’, ce qui fut grandement le fruit du plaidoyer persistant du bibliothécaire. »[[517]](#footnote-517) Les associations professionnelles britanniques ont eu pour objectif d’améliorer le statut des bibliothécaires en le liant à celui des universitaires, alors que les bibliothécaires français ont cherché à améliorer leur statut en préservant l’unité de la profession au niveau des emplois supérieurs.

La dévalorisation du métier de bibliothécaire est un poncif de l’après-seconde guerre mondiale dans la littérature professionnelle : « Le ‘système’ incapable d’assurer le reclassement, a laissé s’effondrer les anciennes parités avec l’enseignement supérieur. »[[518]](#footnote-518) Cette dépréciation statutaire semble directement liée à la quête d’une identité professionnelle, comme en témoignent ces propos de Liliane Weztel : « le stade préliminaire à tout effort constructif est la remise en ordre, complète, totale, de la gestion des personnels. Il faut en finir avec la confusion des fonctions, les grades qui ne signifient plus rien, les rémunérations qui ne correspondent ni aux diplômes universitaires, ni à la qualité des services accomplis. »[[519]](#footnote-519) Liliane Wetzel critique particulièrement les évolutions des différents statuts qui ont abouti à une hiérarchie illisible à l’intérieur des bibliothèques, ce qui a nui à leur place dans les universités. Elle évoque ainsi certaines bibliothèques universitaires dans lesquelles travaillent un ou plusieurs conservateurs mais qui sont dirigées par un bibliothécaire, et souligne les problèmes que cela peut poser dans ses relations avec les universitaires : « quelle figure fait-il au sein de l’université, où il a cessé d’être une notabilité ? »[[520]](#footnote-520) Le déclassement par rapport aux statuts de l’enseignement supérieur n’a pas pu être comblé, et les bibliothécaires ont cherché sans succès à obtenir le soutien des enseignants-chercheurs dans les négociations de leur statut.

Par conséquent, problème d’effectifs, problème de recrutement, mais aussi problème de revalorisation de la profession et, ici je me tourne encore une fois vers les professeurs, et je leur dis, si vous voulez avoir une bibliothèque qui vous rende service, soyez avec nous pour demander que la profession de bibliothécaire soit revalorisée.[[521]](#footnote-521)

La demande aux enseignants de participer à la reconnaissance statutaire des bibliothécaires a aussi été exprimée à l’échelle locale, sans que cela ait plus d’effet : « il faudrait que le corps professoral, dans les instances supérieures auxquelles il a accès fasse entendre sa voix en demandant que la bibliothèque puisse remplir son rôle. »[[522]](#footnote-522) Même si, dans ces deux citations, la qualité des bibliothèques universitaires n’est pas qu’un prétexte, il faut bien voir que derrière la demande de la revalorisation de la place des bibliothèques se trouve le manque de reconnaissance qu’éprouvent les bibliothécaires. L’unicité du corps de métier pour les emplois supérieurs dans les bibliothèques et permet la mobilité des conservateurs ou des bibliothécaires entre la bibliothèque nationale, les bibliothèques universitaires et municipales, n’a probablement pas contribué à rapprocher ces derniers des universitaires qui travaillaient à leurs côtés.[[523]](#footnote-523) On peut même se demander si ce vœu d’unité de la profession de bibliothécaires n’allait pas à l’encontre d’un rapprochement statutaire avec les universitaires.

De même, l’absence de solidarité statutaire qui unissait ces deux groupes a pu avoir pour conséquence d’affaiblir leurs relations à l’intérieur de l’université. Un sondage, postérieur à notre période d’étude, nous invite en tous cas à considérer que le rôle des bibliothécaires a probablement été minoré par le manque de reconnaissance qui accompagne cette différence de statut.[[524]](#footnote-524) Fraisse et Renoult, qui en présentent les résultats, rappellent ainsi que ces relations sont assez faibles d’un point de vue scientifique, car seuls 7% des enseignants interrogés citent le rôle des bibliothécaires dans leur réponse à la question : « en général, par quels canaux d’information êtes-vous conduit à choisir vos lectures. »[[525]](#footnote-525) A cet égard, ces deux auteurs considèrent qu’il existe « un éloignement intellectuel » entre les universitaires et les bibliothécaires. Il ne nous revient pas de généraliser les résultats de cette enquête (que les auteurs appellent eux-mêmes à considérer avec prudence), ni de les reprendre à notre compte puisque cette enquête a été menée près de dix ans après la fin de notre période d’étude, mais nous sommes quand même en droit de nous interroger sur la nature des relations entre ces deux groupes de professionnels et sur ses conséquences éventuelles dans le processus de réformes de la politique de la bibliothèque et ainsi sur la nature du retard français.

1. *Entre coopération et absence de relation.*

D’après les sources dont nous disposons, la qualité de cette relation a moins préoccupé les bibliothécaires britanniques que leurs homologues français. Il faut préciser que nous avons utilisé moins de documents d’origine professionnelle dans notre étude de l’université de Cardiff que pour celle de Caen, ce qui peut expliquer que nous ayons été moins en contact avec cette thématique. Cependant, dans les correspondances extérieures entretenues par le bibliothécaire de Cardiff, ce thème n’apparaît pas une seule fois, ce qui confirme qu’il ne lui apparaissait pas comme une priorité. Il n’a quand même pas été absent des considérations des professionnels puisqu’il faut rappeler, avec Harrison Bryan, que le rapport Parry y a consacré un certain nombre de développements.[[526]](#footnote-526) Ce dernier document a proposé pour améliorer la qualité des bibliothèques un accroissement de l’implication du bibliothécaire au sein des décisions prises par l’université, particulièrement quand elles concernent la bibliothèque. Dans le même temps, nous avons déjà vu que Bryan estime que l’évolution du recrutement des bibliothécaires, qui a vu leurs qualifications initiales augmenter, la féminisation des postes à responsabilité et le recrutement local des bibliothécaires diminuer, a offert une meilleure reconnaissance des bibliothécaires dans leurs universités et particulièrement vis-à-vis des enseignants.[[527]](#footnote-527) Bryan estime que ce double phénomène a permis un rapprochement important des activités des bibliothécaires et des universitaires.

La position de la bibliothèque dans son université a été d’autant plus renforcée au cours des dernières années, par l’implication plus grande des membres du personnel de la bibliothèque autres que le bibliothécaire, dans les activités générales de l’université et dans le développement d’une relation de plus en plus forte avec les membres du personnel universitaire.[[528]](#footnote-528)

L’une des meilleures illustrations de ce renforcement des relations entre ces deux groupes professionnels se situe dans le recrutement de plus en plus important de spécialistes par matière parmi le personnel de la bibliothèque, ce qui a développé une véritable coopération scientifique entre eux.[[529]](#footnote-529) Même si on ne possède pas de traces d’une véritable coopération scientifique à la bibliothèque universitaire de Cardiff, nous avons déjà souligné la coopération importante qui se met en place dans la mise à disposition des collections, avec le signalement des articles de périodiques dont la lecture est requise par les enseignants.[[530]](#footnote-530)

La seule correspondance directe entre un universitaire et le bibliothécaire de l’université de Cardiff dont nous disposons mérite d’être mobilisée ici. Celle-ci s’étend sur près d’un an et concerne la *Salisbury library*, qui est la ‘collection spéciale’ la plus importante de la bibliothèque universitaire de Cardiff. Cette collection est constituée de documents en langue celtique ou qui concernent la culture celte, et particulièrement la culture galloise. Dans un premier courrier, le professeur A.O.H. Jarman s’adresse au bibliothécaire pour lui demander l’installation de panneaux bilingues dans cette bibliothèque car, considérant les documents qu’elle contient et les lecteurs qu’elle accueille, cela lui semble normal que l’affichage soit aussi fait en langue galloise.[[531]](#footnote-531) Il dit se faire ainsi l’écho de la demande de certains étudiants et de membres du personnel. Suite au peu d’empressement manifesté par le bibliothécaire dans sa réponse, il lui rappelle qu’une part importante des personnes qui fréquentent cette bibliothèque est galloisante et transmet son courrier au principal de l’université.[[532]](#footnote-532) Cette pression effectuée sur le bibliothécaire semble avoir porté ses fruits, puisque deux courriers du bibliothécaire, respectivement adressés au principal et à M. Jarman, nous apprennent que le bibliothécaire a finalement accepté qu’une partie des panneaux présents dans cette partie de la bibliothèque soient traduits, malgré les coûts que cela induisait.[[533]](#footnote-533)

Cette correspondance nous semble intéressante à deux titres. D’abord, elle montre l’implication d’un enseignant pour faire évoluer la politique de la bibliothèque et la mise en place d’un changement à partir de l’émanation d’une demande. Ensuite, il apparaît un désaccord latent entre les deux correspondants, et on remarque que le bibliothécaire garde la main sur ce qui se fait dans sa bibliothèque, puisqu’il refuse d’abord la requête avant de décider de l’accepter. Mais en même temps, le professeur qui s’adresse à lui fait aussi pression en impliquant le principal de l’université, avant qu’un compromis ne vienne sceller cette correspondance. On est loin ici d’une décision imposée par le recteur au bibliothécaire qui la refuse, mais y est contraint par stratégie administrative, comme nous l’avons vu précédemment dans le cas de l’admission d’élèves d’un lycée technique à la bibliothèque universitaire de Caen. Même si nous ne pouvons pas trop extrapoler à partir d’une seule correspondance, il apparaît que malgré le désaccord initial, le bibliothécaire reste le décideur de la politique de sa bibliothèque, et qu’il y a une réelle implication d’un membre du personnel universitaire, au nom d’une mobilisation plus large. Il faudrait évidemment multiplier des monographies comme celle que nous avons tentée au sujet de la bibliothèque de Cardiff pour avoir une approche plus précise des relations entre les bibliothécaires et les universitaires, mais cela ne doit pas nous empêcher d’essayer d’appréhender ces relations dans le contexte français.

Le premier élément frappant, quand on considère les traces des relations entre les bibliothécaires de l’université de Caen et les universitaires, est le ressentiment exprimé face aux passe-droits dont bénéficient les universitaires. De la même manière que face à certaines décisions du recteur, Mlle Dupasquier et ses interlocuteurs qui sont bibliothécaires se sentent dépossédés du contrôle de leur bibliothèque par des décisions nationales, qu’ils n’ont pas les moyens de refuser ou d’adapter localement. Ce ressentiment s’exprime particulièrement au sujet de l’accès direct des universitaires aux magasins, et on peut ici citer de nouveau l’un des courriers de Mlle Dupasquier.

Nous sommes tous d’accord, je pense, sur les inconvénients de l’accès des magasins autorisé pour les professeurs. Malheureusement, aucun texte ou aucune instruction ne nous permettent de le limiter ou de l’interdire et nous sommes désarmés vis-à-vis d’un public qui se considère chez lui dans nos bibliothèques et se soumet difficilement à un règlement quelconque.[[534]](#footnote-534)

L’expression « nos bibliothèques » est confondante et semble en dire long sur la conception de Mlle Dupasquier de la place de la bibliothèque dans l’université. Dans le même état d’esprit, l’un des interlocuteurs de Mlle Dupasquier souligne aussi les difficultés rencontrées par les bibliothécaires pour se faire respecter dans ‘leur’ bibliothèque : « l’absence d’un règlement récent est particulièrement regrettable lorsque l’on veut en faire un vis-à-vis de professeurs, qui comme vous le savez aussi bien que moi, ne sont pas particulièrement respectueux des règlements, qu’il s’agisse du nombre d’ouvrages pouvant être empruntés en même temps, ou du délai de prêts. »[[535]](#footnote-535) Ces récriminations apparaissent de manière beaucoup mieux dissimulées dans la littérature professionnelle, comme à travers ces propos de Paul Poindron : « les professeurs avaient accès aux magasins même si quelquefois les bibliothécaires le regrettaient. »[[536]](#footnote-536) Le caractère privé des deux correspondances précédentes peut expliquer le ton plus ouvert de leurs critiques, et nous pousse à croire qu’elles sont plus représentatives de l’esprit des bibliothécaires à l’époque que les propos de Paul Poindron. Il serait nécessaire de posséder des informations concernant d’autres bibliothèques pour savoir si ce sentiment était largement partagé ou non.

Au-delà de la mauvaise qualité des relations entre les universitaires et la bibliothécaire qui transparaît sur certains sujets, on devine surtout une distance relationnelle qui peut aussi contribuer à exacerber les ressentiments que nous venons de montrer. Cette distance s’exprime par une faible participation des universitaires dans la vie de la bibliothèque, comme le suggérait Julien Cain au sujet des acquisitions : « les professeurs des différentes facultés doivent être amenés à donner leur avis sur le programme d’achats et d’abonnements présenté par le conservateur, compte tenu des lacunes à combler,… »[[537]](#footnote-537) Près de trente ans plus tard, deux rapports sur les bibliothèques vont dans le même sens. Le rapport Vandevoorde rappelle que les bibliothécaires souffrent d’un problème de statut à la fois moral et administratif depuis 1945 où ils ont subi un déclassement par rapport aux maîtres de conférence. Celui-ci a renforcé la distance qui existait déjà entre les bibliothécaires et les enseignants : « cette distance que l’on trouverait beaucoup moins accusée dans les pays anglo-saxons ou germaniques, illustre le fait que dans la conception universitaire française, une forte primauté a toujours été accordée au cours magistral sur le libre recours au savoir par le livre et la documentation. »[[538]](#footnote-538) Dans le même temps, un autre rapport souligne que les bibliothécaires semblent avoir eu de plus en plus de mal à aller vers les universitaires : « ils constataient d’autre part que le progrès plus rapide des connaissances scientifiques et la spécialisation croissante de la recherche ne permettaient plus au personnel d’encadrement des bibliothèques universitaires de se poser en interlocuteur compétent des professeurs et des étudiants avancés. »[[539]](#footnote-539) Il semble qu’il y ait là un processus inverse à celui que soulignait Bryan au Royaume-Uni avec l’apparition de spécialistes par matière, et que le décrochage scientifique important entre les bibliothécaires et les universitaires n’ait pas été rattrapé.

Malgré cela, on peut constater une tentative de coopération à l’université de Caen vers la fin de notre période d’étude, au moment où les difficultés financières de la bibliothèque universitaire sont les plus importantes. Nous disposons d’un courrier de M. Allais qui enseignait en sciences à l’université de Caen et qui s’est mobilisé pour défendre la bibliothèque, de manière individuelle semble-t-il. Il écrit au recteur en 1982 pour attirer son attention sur les suppressions massives d’abonnements de la section sciences.[[540]](#footnote-540) Comme la presse a largement fait écho à ces difficultés dans les semaines précédentes, il est probable qu’il ne s’agit pas pour lui d’en avertir le recteur, mais d’utiliser son statut de professeur pour donner plus de poids à sa requête.[[541]](#footnote-541) Le même universitaire est aussi l’auteur d’une note non datée, mais probablement rédigée à la fin des années 1970 vue son classement dans les archives.[[542]](#footnote-542) Il y critique l’absence de visibilité de la spécialisation des disciplines concernant la documentation, ce qui empêche de connaître la situation du point de vue des acquisitions de la bibliothèque.

La seule distinction actuellement accessible utilise les grandes disciplines et elle est insuffisante. Depuis 20 ans, les équipes de recherche se sont spécialisées et quelques secteurs particuliers ont émergé dans chaque discipline. Ils sont facilement identifiables au niveau des équipes, ils ne le sont pas à celui des acquisitions par la bibliothèque universitaire.[[543]](#footnote-543)

Cet état de fait, ajouté à la méconnaissance des acquisitions des bibliothèques d’institut rend illusoire toute tentative d’évaluation de la répartition scientifique des acquisitions, et ainsi toute planification. Ces deux interventions sont intéressantes car elles sont assez proches de celle de M. Jarman à Cardiff, et dans les deux cas on voit un universitaire intervenir dans la politique de la bibliothèque et se mobiliser pour la faire évoluer, sans que nous en connaissions le résultat à l’université de Caen. Pour ce qui est de l’université de Caen, on peut se demander s’il y a une évolution dans le temps de ces relations et de l’implication du corps enseignant dans la bibliothèque, mais les rares sources qui en témoignent, et le caractère très individuel de celles-ci, recommandent la prudence. On peut tout de même remarquer que les signes les plus évidents de tension se situent dans les années 1960, à une période où les enseignants avaient accès aux magasins, ce qui était très mal perçu par les bibliothécaires. A l’inverse, suite aux réformes institutionnelles de la fin des années 1960 et face aux difficultés financières postérieures, l’exemple de M. Allais est peut-être révélateur d’une plus grande implication des universitaires à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Pour vérifier cette hypothèse, il faudrait voir si un processus similaire a eu lieu dans d’autres bibliothèques universitaires. Un article de Gérard Courtois, paru en 1985, indique au moins que cette amélioration n’a pas été ressentie partout, puisqu’il constate l’enclavement des bibliothèques et de leur personnel dans leurs universités, et cite une bibliothécaire parisienne au sujet des relations entre professeurs et bibliothécaires.

Certains professeurs font attention à leurs bibliographies, viennent nous voir pour connaître les achats réalisés, interviennent au moment des décisions d’achat, mais c’est une minorité. Beaucoup ne participent pas au travail d’achat dans leur secteur. Ils bricolent dans leur coin sans trop se soucier de la bibliothèque universitaire.[[544]](#footnote-544)

Pour conclure ce développement, il faut retenir que ces deux groupes professionnels ont été sur un plus grand pied d’égalité au Royaume-Uni, et que les bibliothécaires y ont développé leur relation avec les enseignants, à la fois pour améliorer leur coopération au service des étudiants, et sur un plan scientifique dans la construction des collections. A Caen, une telle coopération n’a pas été mise en place, et les bibliothécaires se sont régulièrement plaints du peu d’intérêt dont les enseignants témoignaient à leur égard et à l’égard des bibliothèques universitaires. Une distance relationnelle importante semble avoir prévalu entre ces deux groupes, et l’inégalité statutaire entre eux n’y est probablement pas étrangère. A cette distance s’est même ajouté un véritable ressentiment, qui est rendu visible par des traces de tensions présentes à Caen entre la bibliothécaire et les universitaires. Par conséquent, les enseignants ont été moins présents en France qu’au Royaume-Uni dans le processus d’évolution de la politique de la bibliothèque, à la fois pour les acquisitions ou pour la mise à disposition des collections. Cela a contribué à appauvrir le dynamisme de la politique de réforme de la bibliothèque, puisqu’à l’inverse cette coopération à Cardiff a permis d’améliorer les services de la bibliothèque. Dans les deux cas, il serait intéressant de travailler à l’échelle des facultés ou des départements pour essayer de voir si les relations entre les bibliothécaires et les enseignants varient selon les disciplines.

Cependant, les initiatives individuelles de M. Allais sont peut-être révélatrices d’un changement de relation plus général vers une coopération accrue pour faire face aux difficultés financières. Parmi les facteurs de cette distance relationnelle, nous avons volontairement omis de rappeler qu’en France les bibliothèques d’institut ont constitué une concurrence aussi du point de vue des relations entre les bibliothécaires et les enseignants, dans la mesure où ces derniers s’impliquaient vraisemblablement plus dans les bibliothèques sur lesquelles ils avaient un plus grand contrôle, qui étaient moins ouvertes, et qui étaient situées à plus grande proximité des lieux d’enseignement. C’est cette relation entre la bibliothèque universitaire et les bibliothèques d’institut que nous souhaitons désormais étudier.

1. Concurrence documentaire : les relations avec les bibliothèques d’instituts.

Dans la mesure où le paysage documentaire était beaucoup moins fragmenté au Royaume-Uni, nous n’allons pas considérer la bibliothèque de Cardiff dans le développement suivant. Il faut d’abord revenir sur l’existence de ces bibliothèques puis sur la coopération qui s’est mise en place entre elles dans le cadre de l’évolution de la politique de la bibliothèque. Ensuite, la persistance des relations difficiles entretenues par ces bibliothèques nous amène à nous interroger sur ce que leur existence révèle.

1. *Une existence de longue date, mais la persistance d’un manque de communication.*

Il n’y a pas lieu ici de revenir dans le détail sur l’histoire de l’existence de ces bibliothèques, mais simplement de les replacer dans leur perspective historique. Alain Gleyze a attesté leur existence en parallèle des bibliothèques de facultés avant même la création des bibliothèques universitaires, et leur pérennité après, puisqu’elles n’étaient pas concernées par la réunion des bibliothèques de facultés.[[545]](#footnote-545) Jusque dans les années 1950, cette cohabitation s’est faite sans trop de difficultés, après quoi elles ont commencé à être vues comme une concurrence de plus en plus insupportable, à mesure que les difficultés financières des bibliothèques universitaires et leur capacité à répondre aux besoins de leurs utilisateurs diminuaient.[[546]](#footnote-546) Dès lors, elles vont être l’objet de nombreuses discussions lors de différentes journées d’étude (journées d’étude des bibliothèques universitaires en 1949 à Paris, à Liège en 1949, journées d’étude de 1952, colloque de Saint-Gif-sur-Yvette en 1975,… ) ainsi que d’enquêtes pour mesurer leur ampleur en 1954, 1975,…[[547]](#footnote-547) Malgré cette attention soutenue et la volonté des bibliothèques universitaires de centraliser la documentation dans les universités, la situation a peu évolué après la seconde guerre et, contrairement au vœu des bibliothécaires, elles ont même proliféré dans les années 1960 et ensuite, sans qu’une véritable coopération ne s’instaure avant 1985.

A Caen, de telles bibliothèques ont existé avant la seconde guerre mondiale, mais il semble que la destruction de l’université en 1944 ait aussi signifié la destruction des bibliothèques d’institut, ce qui n’est pas étonnant puisque ces bibliothèques sont généralement intégrées aux bâtiments d’enseignement. D’après la bibliothécaire, leur recréation n’a pas encore été effectuée en 1946/47, à part à Rouen pour les cours de Droit. Elle a cependant une définition restrictive d’une bibliothèque d’institut, puisqu’elle précise ce qui suit.

Chacune des facultés, notamment la faculté des lettres, se divise en instituts particuliers ayant dans la mesure du possible leur salle de travail avec un noyau de documentation. D’accord avec les doyens et professeurs intéressés, les ouvrages importants, même appartenant aux instituts, sont déposés à la bibliothèque générale, les salles de travail ne conservant que les manuels, textes, dictionnaires indispensables à la documentation de ‘première main’ des étudiants intéressés.[[548]](#footnote-548)

Ce qui semble faire la différence à ses yeux entre ces locaux pourvus de documentation, et une vraie bibliothèque d’institut comme celle de droit à Rouen, est le fait que cette dernière bénéficie du droit de bibliothèque payé par les étudiants pour acheter des volumes. La description de ces salles de travail par la bibliothécaire laisse aussi entendre qu’elles ne sont pas des bibliothèques d’institut parce qu’elles s’adressent exclusivement aux étudiants, avec des instruments de travail à destination des étudiants de premier cycle. Cependant nous considérons que nous sommes déjà en présence de bibliothèques d’instituts, dans la mesure où ces lieux constituent un lieu de documentation autre que la bibliothèque universitaire, pour une partie de ses utilisateurs, et qu’ils ne sont pas sous son contrôle administratif, technique et scientifique. Il semble que la coopération entre ces entités documentaires se fasse sans difficultés, et en relation avec les enseignants.

Cette situation perdure pendant environ dix ans, puisqu’en 1954/55, la description qu’en fait la bibliothécaire est très similaire : « leur documentation est seulement jusqu’à maintenant une documentation de manuels, de textes et de dictionnaires qui doublent les ouvrages les plus demandés de la bibliothèque générale. Aucun dépôt n’est présentement envisagé. »[[549]](#footnote-549) Ces bibliothèques d’institut ont donc une fonction de dédoublement de la bibliothèque universitaire dans l’accueil des étudiants. A ce moment-là, en considérant les témoignages de Mlle Dupasquier dans les rapports annuels, leur existence ne semble pas constituer une concurrence ni quelque chose de blâmable. Il faut tout de même rappeler qu’en 1954/55, la bibliothèque n’est toujours pas installée dans son nouveau bâtiment, et qu’elle est dans une situation difficile pour l’accueil au public. Les bibliothèques d’institut sont donc un complément essentiel pour faire face à ces difficultés.

Les bibliothèques d’institut ont généralement été divisées en deux groupes selon la documentation qu’elles possèdent et les utilisateurs qu’elles desservent : les bibliothèques pour les étudiants d’une part, et les bibliothèques de laboratoires pour les chercheurs d’autre part. Il faut attendre 1959/60 pour que ce deuxième type de bibliothèque fasse son apparition dans les rapports annuels de la bibliothécaire.[[550]](#footnote-550) Il est surprenant que quinze années se soient écoulées entre la destruction de l’université et la mention des premières bibliothèques de laboratoires, et on peut penser que certaines ont été recrées de manière plus précoce sans que la bibliothécaire ne le sache ou sans qu’elle y prête attention. A l’occasion de son rapport de 1959/60, la bibliothécaire mentionne que le doyen de la faculté des sciences souhaite une organisation plus rationnelle de ces bibliothèques, et dans un souci de coopération : « il désirerait vivement que la Direction des bibliothèques puisse envisager la nomination d’un sous-bibliothécaire chargé de leur organisation. »[[551]](#footnote-551) Ce désir émanant d’un membre du corps enseignant pour une meilleure coopération des bibliothèques d’institut et de la bibliothèque universitaire peut surprendre tant la littérature professionnelle donne l’impression que les bibliothécaires étaient les seuls à œuvrer dans ce sens. Elle nous amène en tous cas à nous poser la question de leur coopération, et de la place qu’ont tenue les bibliothèques d’institut dans les réflexions de la bibliothèque de Caen sur son fonctionnement.

1. *Quelle coopération pour faire face aux défis communs ?*

Contrairement à la citation précédente, ce qui prédomine dans les publications des professionnels des bibliothèques et des historiens, c’est une ignorance réciproque entre ces deux types de bibliothèque. Celle-ci est symbolisée par la difficulté à créer et à tenir à jour des catalogues communs qui puissent éviter une occultation documentaire importante. En effet, à mesure que les collections des bibliothèques d’institut se sont développées sans que ces collections ne soient signalées à l’ensemble des membres de l’université, les étudiants et les enseignants étaient de moins en moins susceptibles d’utiliser l’ensemble des ressources documentaires que recelait leur université. Ce phénomène était renforcé par l’accessibilité souvent restreinte à certains publics de ces bibliothèques, qu’elles soient ouvertes uniquement aux professeurs, ou seulement à des enseignants ou étudiants d’une discipline,… Alors que d’après la circulaire du 10 janvier 1923 relative aux bibliothèques universitaires, les bibliothèques d’institut et les bibliothèques universitaires devaient créer et entretenir un catalogue collectif consultable à la bibliothèque universitaire, ces dispositions semblent n’avoir été complètement respectées qu’à l’université de Montpellier.[[552]](#footnote-552)

A partir des années 1960, le ton change dans les rapports annuels de Mlle Dupasquier au sujet des bibliothèques d’institut : « en ce qui concerne les bibliothèques de ces instituts, qui sont restées longtemps, et pour une bonne part restent encore sans responsable réel, aucun dépôt ne leur fut consenti. »[[553]](#footnote-553) Alors que par le passé la bibliothèque universitaire n’y déposait pas non plus de volumes, elle précise désormais que cela est dû à l’absence de responsables dans ces bibliothèques. On retrouve ici la critique récurrente adressée aux bibliothèques d’institut de ne pas être administrées de manière assez claire, et de ne pas être dirigées par des bibliothécaires de formation. Par la suite, les bibliothèques d’institut sont encore mentionnées dans les rapports annuels car cela est demandé par la DBLP, mais une forme de concurrence, encore inexistante quelques années plus tôt s’est développée : « l’étudiant y vient travailler [à la bibliothèque universitaire] de préférence et le problème de son logement ne peut être résolu je pense, qu’au niveau de nos services. »[[554]](#footnote-554) Jusqu’en 1967 et la fin de la remise à la DBLP des rapports annuels, pas une seule opération de coopération entre ces deux types de bibliothèque n’est évoquée, et le souhait de rationalisation de l’organisation documentaire de l’université, émis par le doyen de la faculté des sciences quelques années plus tôt, est resté lettre morte. En 1962, cette concurrence est exprimée par Mlle Dupasquier qui craint visiblement que la bibliothèque universitaire ne soit supplantée au niveau de la recherche par les bibliothèques d’institut scientifiques, ce qui constitue, à ses yeux, une dévalorisation de sa fonction.

Si les bibliothèques d’institut en lettres et droit ont néanmoins pour objectif de doubler la documentation courante de la bibliothèque générale, celles de la faculté des sciences semblent surtout préoccupées d’une documentation spécialisée à l’intention du Professeur, et comptent sans aucun doute sur la bibliothèque générale pour satisfaire aux besoins de leurs étudiants.[[555]](#footnote-555)

L’enquête sur les sections des bibliothèques universitaires en 1974 nous permet de faire un état des lieux de ces relations quelques années plus tard. Pour la section sciences, une seule bibliothèque d’UER sur les 6 susceptibles d’être desservies par la section participe au catalogue collectif de livres, mais elle ne participe ni au catalogue collectif de périodiques, ni à la concertation pour les achats.[[556]](#footnote-556) Ces bibliothèques ne bénéficient que très rarement d’une assistance technique de la bibliothèque universitaire dans le traitement de leurs acquisitions, et aucun autre type d’échanges ou de collaboration n’existe entre elles. Il faut aussi considérer que les bibliothèques de laboratoire pour la recherche n’ont pas été mentionnées, mais il est certain qu’il en existait plusieurs, et l’absence de mention de leur existence est probablement un signe qu’il n’existe aucune collaboration d’aucune sorte entre elles et la bibliothèque universitaire. Le constat est encore pire dans le cadre de la section médecine et pharmacie, puisque sur 10 bibliothèques susceptibles d’être desservies (ce qui comptabilise probablement et les bibliothèques d’enseignement et les bibliothèques de recherche) aucune ne participe au catalogue collectif.[[557]](#footnote-557) Le constat est à peu près similaire pour la section droit-lettres où il n’existe aucune coopération avec les neuf bibliothèques d’UER desservies, en raison d’un manque de personnel.[[558]](#footnote-558) L’année suivante, l’enquête sur les BUER, dont on peut penser qu’elle fut exhaustive, recense 52 bibliothèques d’institut soit plus du double du nombre évoqué dans l’enquête précédemment mentionnée. Sur un échantillon de 20 réponses sur ces 52, seulement 9 participent au prêt entre bibliothèques à l’intérieur de l’université, et seulement trois contribuent à un catalogue commun avec la bibliothèque universitaire.[[559]](#footnote-559)

Jusqu’en 1975 au moins, les échanges sont donc quasiment nuls, tant entre ces bibliothèques qu’entre leurs personnels. Il semblerait qu’avant la création des services communs de la documentation en 1985, une collaboration se soit déjà développée dans la seconde moitié des années 1970. Celle-ci apparaît dans un document qui fait à la fois office de programme et d’état des lieux, et qui date de 1976.[[560]](#footnote-560) Il semble qu’une politique active de concertation ait été mise en place rapidement, pour rationaliser les acquisitions de livres grâce à des commissions scientifiques et en supprimant le double emploi inutile de périodiques. Le conservateur de la section sciences a, lui, initié certains membres du personnel enseignant qui ont la charge d’une bibliothèque de recherche aux techniques de catalogage, ce qui a permis de créer un catalogue auquel participent déjà 13 laboratoires. Cependant c’est le seul document qui atteste d’une coopération, et l’ampleur de celle-ci ainsi que sa rapidité sont tout à fait surprenantes. De ce fait, ce document ne doit pas nous empêcher de revenir sur les causes réelles, ou supposées, de l’existence et de la pérennité des bibliothèques d’institut, pour essayer de comprendre de quels phénomènes elles peuvent être révélatrices.

1. *Les bibliothèques d’instituts : des bibliothèques illégitimes ?*

Le changement d’état d’esprit dans le rapport aux bibliothèques d’institut de Mlle Dupasquier qui apparait au début des années 1960, et pose en creux la question de leur légitimité, correspond à un changement un peu antérieur à l’échelle nationale. Alain Gleyze a bien montré que ce basculement s’effectue au milieu des années 1950 et a été mené sous l’impulsion de la direction des bibliothèques.[[561]](#footnote-561) La conception du modèle de la bibliothèque à deux niveaux – étudiants et chercheurs – dans les collèges universitaires à la fin des années 1950 puis dans les universités quelques années plus tard, a été une opportunité pour la Direction des bibliothèques, et particulièrement Pierre Lelièvre, de concurrencer les bibliothèques de recherche. Les sections sciences, dont les collections étaient souvent pauvres, avaient été particulièrement délaissées par les chercheurs au profit des bibliothèques de laboratoire. Alors qu’une partie des professeurs auraient préféré laisser aux bibliothèques universitaires la seule fonction de support d’enseignement,[[562]](#footnote-562) cette restriction fut refusée par la direction des bibliothèques.[[563]](#footnote-563) On retrouve ici le même conflit, à l’échelle nationale, que celui que révélaient les propos de Mlle Dupasquier en 1962 au sujet des bibliothèques d’institut.[[564]](#footnote-564) Derrière la mise en place implicite de cette concurrence, il persiste l’idée qu’au moins une partie des bibliothèques d’institut sont illégitimes, souvent parmi les bibliothèques de recherche. Cette absence de légitimité dans leur esprit a été le plus ressentie au moment où ces bibliothèques se sont multipliées, et il a fallu poser la question des raisons de leur existence.

Comme cette interrogation s’est principalement faite au niveau national, et qu’elle a eu peu de résonance directe à l’échelle locale, nous reprenons là encore les conclusions des travaux d’Alain Gleyze. Celui-ci rappelle qu’au début des années 1960, lorsqu’un certain nombre de réflexions ont été menées sur les règles bibliothéconomiques qui menèrent aux Instructions de 1962, le classement des collections qui se faisait uniquement sur des critères matériels par format et par ordre d’entrée a été considéré comme le facteur principal de la désaffection des professeurs pour la bibliothèque universitaire.[[565]](#footnote-565) Il fait remarquer qu’à ce sujet aucune enquête n’a été menée auprès des professeurs et que la direction des bibliothèques a construit ce diagnostic en généralisant certains témoignages. Aucun autre facteur n’a été envisagé pour expliquer la persistance des bibliothèques d’institut, ce qui a contribué à un diagnostic intuitif. La pérennité incontestable des bibliothèques d’institut après que les collections aient été classées de manière plus scientifique permet de considérer que ce diagnostic était largement erroné. Il apparaît ici que les usagers ont été peu mobilisés pour construire une nouvelle politique de la bibliothèque.

Il a fallu attendre la fin des années 1970 et les enquêtes menées auprès des bibliothèques d’UER que nous avons déjà mentionnées pour que ce diagnostic soit amélioré, par la prise en compte de processus institutionnels comme l’autonomie des universités ou des considérations matérielles comme la proximité entre ces bibliothèques d’institut et les lieux d’enseignement.[[566]](#footnote-566) La plupart des raisons de l’existence de ces bibliothèques sont présentées comme des manques des bibliothèques universitaires, notamment financiers : « les bibliothèques des unités d’enseignement et de recherche et celles des laboratoires sont des preuves bien vivantes des carences des bibliothèques centrales des universités. »[[567]](#footnote-567) Il existe très peu de témoignages du personnel de ces bibliothèques d’institut, ou de professeurs par rapport à ces bibliothèques, et les professionnels des bibliothèques universitaires ont plus facilement mis en avant leurs lacunes que leurs apports. A ce sujet, notre étude ne peut être d’aucun secours direct dans la mesure où nous n’avons pas trouvé d’archives émanant d’une des bibliothèques d’institut de l’université de Caen ou de ses utilisateurs qui puissent proposer des explications à leur succès. On est ici prisonnier des représentations des professionnels de l’époque et il est difficile de se départir du point de vue des bibliothèques universitaires pour répondre à cette question. Un article de Gérard Courtois offre tout de même quelques témoignages de responsables de bibliothèque d’UER, comme celui de Mme Gradt à l’université de Strasbourg.

La fragmentation de nos bibliothèques par domaine linguistique, si elle disperse et amoindrit à l’évidence leurs moyens financiers et en personnel, a cependant un énorme avantage humain apprécié des étudiants, des enseignants et des administratifs : elles sont un des rares lieux de rencontre qui subsistent dans l’université, en dehors d’une minable cafétéria disposant d’une cinquantaine de chaises.[[568]](#footnote-568)

Mme Gradt ne conteste pas les problèmes économiques et la diminution de la qualité des collections qu’entraîne la dispersion des bibliothèques, mais elle indique que dans le même temps les qualités humaines de ces bibliothèques, et partant de là, la qualité des services aux lecteurs expliquent le succès de ces bibliothèques. Il est intéressant de voir qu’elle emploie à peu près les mêmes arguments que les bibliothécaires pour expliquer l’existence de ces bibliothèques mais elle en retourne les termes, et fait de la qualité des services et de la relation du personnel avec les étudiants une qualité supérieure à la seule qualité des collections. On retrouve ici la différence que nous avons déjà soulignée précédemment entre les bibliothèques universitaires françaises et britanniques, et il semble que les bibliothèques d’institut offrent une meilleure prise en compte des lecteurs que les bibliothèques universitaires. La réflexion des bibliothécaires sur l’importance des bibliothèques d’institut elle-même va dans ce sens puisqu’elle a très peu mobilisé l’avis des étudiants, des professeurs et des responsables de bibliothèques d’UER. Par conséquent, même si les difficultés financières des bibliothèques universitaires, et leur faible capacité d’acquisition ne doivent pas être exclues des facteurs de développement des bibliothèques d’institut, il apparaît que leur inadaptation au service des lecteurs, leur manque de flexibilité, et leur cloisonnement vis-à-vis des structures d’enseignement y ont grandement participé.

En conclusion de ce développement, il faut retenir que les bibliothèques universitaires françaises ont été isolées autant qu’elles se sont isolées dans leurs universités et vis-à-vis des professeurs. Cela s’est fait pour des raisons institutionnelles, avec un éloignement des structures d’enseignement et de recherche parallèle à l’intensité de la relation entretenue avec la direction des bibliothèques. Cet isolement a été renforcé par les relations difficiles entretenues avec les professeurs. La séparation statutaire entre ces deux groupes professionnels, recherchée par les bibliothécaires qui souhaitaient conserver une forte unité professionnelle, et l’inégalité de ces statuts en faveur des professeurs ont contribué à les éloigner les uns des autres. Des décisions nationales qui offraient des passe-droits aux professeurs dans les bibliothèques, et qui semblent avoir parfois été utilisés sans discernement, ont largement renforcé les dissensions locales, et le ressentiment des bibliothécaires qui ont eu le sentiment d’être dépossédés du contrôle des bibliothèques. Les bibliothèques universitaires se sont retrouvées dans une situation paradoxale de cloisonnement avec leur université et de dépendance vis-à-vis de décisions nationales qui leur échappaient et les mettaient visiblement à la merci des professeurs.

Les bibliothèques d’institut, même si leur existence est due à bien d’autres facteurs, symbolisent aussi cette tension interne à l’université entre les structures d’enseignement et de recherche et les bibliothèques universitaires, et les groupes professionnels respectifs qui les dirigent. Dans l’ensemble on a le sentiment que le développement de ces bibliothèques à la marge de la bibliothèque universitaire s’explique par une incapacité générale à s’adapter aux besoins des utilisateurs, à aller vers eux, et à avoir une politique dynamique au sein de la bibliothèque. En retour, cette absence de dynamisme s’explique assez bien par la pauvreté des relations entretenues dans l’université par la bibliothèque universitaire de Caen avec les bibliothèques d’institut, avec les professeurs, ainsi que la pauvreté des relations entretenues dans une perspective de modifications de la politique de la bibliothèque avec d’autres bibliothèques universitaires, ce que nous avons montré dans le chapitre précédent. Un changement semble voir le jour dans la décennie 1975-1985, avec une manière moins négative de considérer les bibliothèques d’institut, et avec un développement des relations avec les enseignants, bien que cela soit très difficile à généraliser à partir d’une situation locale et sur la base de seulement quelques cas. Comme cette évolution coïncide avec la suppression de la DBLP, on peut d’ailleurs se demander si la suppression de celle-ci n’a pas été une chance pour les bibliothèques universitaires, car cela semble avoir permis l’amorce d’un rapprochement général avec l’université. Toutefois les témoignages et les publications professionnelles qui datent du début des années 1980 semblent tempérer cet enthousiasme.

De son côté, la bibliothèque universitaire de Cardiff a été placée dans une situation très différente à tous points de vue. En effet, elle dépendait beaucoup plus de son université, mais cela semble avoir surtout été une opportunité d’avoir des échanges importants avec l’université et avec les professeurs, plutôt que de l’avoir mise dans une relation de dépendance vis-à-vis de ces derniers, puisque le bibliothécaire de Cardiff semble avoir eu beaucoup plus de contrôle sur sa bibliothèque que son homologue de Caen. Des facteurs professionnels entrent probablement en compte puisqu’à la fin de notre période, les statuts des bibliothécaires britanniques et des enseignants ont été liés, sans qu’il existe une inégalité similaire à ce qui se produisait en France. Ajouté à cela, les bibliothécaires britanniques ont dans l’ensemble mieux réussi à faire reconnaître leurs compétences scientifiques qu’en France, où les bibliothécaires, qui étaient plus rarement spécialisés, ont été de plus en plus limités d’un point de vue scientifique. Comme nous l’avons vu, les relations avec les enseignants ont aussi pu aider le bibliothécaire à définir sa politique, même si cela a laissé peu de traces. Nous avons donc vu au cours des deux précédents chapitres que ces deux bibliothèques ont eu une relation très différente tant avec les organisations et les personnes extérieures à leur université, qu’à l’intérieur de celles-ci, et que cela a eu des conséquences importantes sur le dynamisme de leur politique générale et ainsi sur leur qualité. Pour clore cette réflexion, il convient désormais de nous interroger sur leur relation avec leurs utilisateurs – et en l’occurrence principalement avec les étudiants puisque nous nous sommes déjà intéressés aux relations entre les enseignants et ces bibliothèques – et sur les conséquences de ces relations sur la qualité de ces deux bibliothèques.

# Chapitre 8 : Les étudiants : acteurs du changement ?

Les étudiants représentent la très grande majorité des utilisateurs des bibliothèques universitaires, mais leurs relations avec celles-ci ont été peu étudiées dans l’histoire des bibliothèques. Les historiens se sont intéressés à ce public pour souligner son évolution quantitative et qualitative, c’est-à-dire qu’ils s’y sont intéressés selon les mêmes modalités que les professionnels des bibliothèques et les contemporains. En dehors de cela, les étudiants n’ont commencé à être un vrai sujet d’étude qu’à partir de la toute fin des années 1980, essentiellement dans une perspective du temps présent, et par le biais de leurs lectures.[[569]](#footnote-569) Les différentes études publiées depuis ayant suivi cette voie, cela nous en apprend peu dans le cadre de notre d’étude.[[570]](#footnote-570) Ces études se sont surtout intéressées aux lectures des étudiants et à leur rapport à la documentation, tandis que leurs relations avec les bibliothèques en tant qu’institution, et avec les bibliothécaires en tant que personnel de l’université, n’ont pas suscité d’intérêt particulier. Dans ce champ d’étude, la *manière* dont les pratiques des étudiants et leurs besoins ont été utilisés par les professionnels des bibliothèques, et en retour, la capacité des étudiants à se mobiliser pour faire évoluer ces bibliothèques, n’ont, à notre connaissance, jamais été étudiées. Nous souhaitons en proposer un aperçu en envisageant les étudiants en tant qu’acteurs (et pas seulement en tant que lecteurs dont il faut décrypter les comportements), de la même manière que nous avons étudié précédemment les relations entre les enseignants et les bibliothèques universitaires.

Dans notre approche comparative, nous nous demandons si la priorité plus grande accordée aux étudiants et à l’enseignement par la bibliothèque de Cardiff, par rapport à celle de Caen, a des conséquences dans la relation que les étudiants entretiennent avec elle. En retour, il faut aussi s’interroger sur les conséquences de l’implication des étudiants dans le fonctionnement de la bibliothèque. Nous utilisons ici indifféremment les termes ‘utilisateurs’ et ‘étudiants’, même s’il faudrait pour être tout à fait rigoureux les dissocier, puisque les enseignants, les chercheurs et les lecteurs extérieurs font aussi partie des utilisateurs. Cependant, cette distinction n’est pas toujours faite dans le travail mené par les bibliothécaires respectifs, et certains documents seraient donc inutilisables si nous souhaitions limiter notre étude aux relations avec les étudiants. Comme ces derniers représentent au cours de toute la période, et dans les deux pays, une forte majorité des utilisateurs, nous opérons ce raccourci pour pouvoir étudier le travail des bibliothécaires dans leur approche des besoins et des pratiques des étudiants. Ce problème ne se pose pas pour le développement consacré à la mobilisation des étudiants, dans la mesure où l’identité des émetteurs de ces documents est alors connue.

1. Aller vers les utilisateurs.

Pour mener à bien les développements suivants, il convient de séparer les contacts entre ces deux bibliothèques et les étudiants, selon qu’ils soient le fait du personnel de la bibliothèque ou des étudiants. Le personnel entre en contact avec les étudiants pour définir la politique de la bibliothèque de différentes manières. Neal souligne l’importance de ces contacts, et on peut dégager deux manières principales de procéder : d’abord en mesurant les pratiques des utilisateurs, ensuite en menant des enquêtes pour connaître leurs besoins et leurs avis sur la bibliothèque, ce qui apporte d’autres types d’information, et les met dans une position plus active.[[571]](#footnote-571)

1. *Utiliser leurs pratiques.*

Pour l’ensemble des propos qui suivent, il convient d’abord de faire remarquer le peu de traces disponibles pour appréhender ces relations, mais un certain nombre d’éléments nous permettent quand même d’en avoir une approche. Au moment de la mise en place de l’automatisation, le bibliothécaire a cherché à mieux connaître les pratiques des étudiants pour profiter au maximum des nouvelles possibilités offertes par l’informatique pour améliorer les services de sa bibliothèque. Dans le cadre du projet SWALCAP, une attention particulière a été portée aux pratiques des utilisateurs avec les catalogues papier, pour déterminer la priorité à accorder au système de catalogage ou au système de prêt, ainsi que pour connaître l’intensité de l’utilisation des catalogues respectifs.[[572]](#footnote-572) Dans le même document, il apparaît que le nombre de prêts par type d’utilisateur a aussi été utilisé pour alimenter la réflexion sur les différentes catégories de prêts qu’il était intéressant de mettre en œuvre.[[573]](#footnote-573) Si l’automatisation a été un motif pour s’intéresser aux pratiques des étudiants, elle a aussi été un moyen de les mesurer, particulièrement en ce qui concerne l’utilisation des documents. En effet, l’automatisation du système de prêt a permis de développer la politique de prêts courts, mais elle a aussi facilité l’identification des matériaux les plus utilisés auxquels appliquer cette politique, grâce à la production de données qu’il aurait été très difficile d’obtenir manuellement.[[574]](#footnote-574)

Avant l’avènement de l’automatisation, le bibliothécaire de Cardiff a fait un travail important en ce qui concerne les horaires d’ouverture. Pour les adapter au mieux à la demande des utilisateurs, il a cherché à évaluer les pratiques des étudiants grâce à des recensements de lecteurs qui nous sont parvenus.[[575]](#footnote-575) Ce qui nous intéresse ici, ce n’est pas les résultats qu’il a obtenus, mais la manière dont ils sont exploités pour le faire avancer dans sa réflexion. Un membre du personnel est chargé de recenser à heures fixes le nombre de lecteurs présents dans la bibliothèque. Il faut rappeler que mesurer le nombre de lecteurs à un moment donné est une véritable démarche de sa part, puisqu’il n’y a pas de bureau qui enregistre les entrées. En 1951/52, ce recensement est effectué à 10h30, 11h30, 15h30 et 18h30, mais quelques années plus tard, dans la seconde moitié des années 1950 et au début des années 1960, il s’effectue à 11h30, 15h30, 18h30 et 20h.[[576]](#footnote-576) Cette évolution montre bien son souci de connaître l’évolution de la fréquentation en fin de journée, car comme nous l’avions montré lors de notre développement sur l’extension des services, l’augmentation des heures d’ouverture de la bibliothèque s’est en grande partie faite en soirée.[[577]](#footnote-577)

Ces relevés successifs lui permettent de prendre conscience de la forte pratique en soirée de la bibliothèque puisque de 1956/57 à 1961/62, ils indiquent systématiquement une fréquentation plus importante à 20h qu’à 18h30.[[578]](#footnote-578) La distinction par trimestre permet aussi de juger de la pertinence d’adapter ou non les horaires d’ouverture au trimestre. Le tableau que nous en avons extrait pour l’année 1959/60 donne des résultats très similaires pour l’année suivante.[[579]](#footnote-579) Il permet de constater que, même si le dernier trimestre est le plus court, quand on calcule la moyenne de fréquentation par jour où la bibliothèque est ouverte, c’est au cours de ce trimestre que la bibliothèque est la plus fréquentée, et ce à toutes les heures de relevé. Au cours des deux premiers trimestres, les moins fréquentés, la bibliothèque est beaucoup moins ouverte en soirée que le matin : respectivement 60 jours à 11h30 et 40 à 20h pour le *Michaelmas term*, et 61 à 11h30 et 34 à 20h pour le *Lent term*. En revanche, pour le *Summer term*, le plus fréquenté, la bibliothèque est presque toujours ouverte à 20h, puisqu’elle l’est 34 jours, contre 37 jours à 11h30. Ces recensements nous montrent donc le bibliothécaire à l’œuvre dans le processus de construction de sa politique d’ouverture. On peut constater grâce à ces documents, que les pratiques des utilisateurs, si elles sont judicieusement étudiées, peuvent grandement contribuer à définir une politique à la fois dynamique et cohérente.

De tels recensements sont aussi disponibles pour la bibliothèque de Caen, mais ils ont été produits de manière différente et n’ont pas été utilisés de la même façon. En effet, un membre du personnel était chargé de relever l’identité des entrants dans la bibliothèque à tout moment de la journée. Par conséquent, aucun relevé à différentes heures n’existe, et seules sont connues les entrée à différentes périodes de la journée (le matin, le midi, l’après-midi, et en soirée entre 18h et 19h, entre 18h et 20h, voire entre 20h et 22h selon les années) ce qui permet moins bien de distinguer la fréquentation aux différents moments de la journée.[[580]](#footnote-580) En effet, la durée de fréquentation des lecteurs n’est pas mentionnée et il est par conséquent impossible de savoir combien de lecteurs étaient présents au cours des différentes périodes de la journée, à part pour la matinée. De plus, comme ce décompte du nombre d’utilisateurs était fait de manière systématique, il apparaît moins clairement qu’il constitue un élément constitutif de la politique du bibliothécaire. De fait, si la hausse de la fréquentation de la bibliothèque est régulièrement mentionnée dans les rapports annuels pour souligner le manque de place pour les lecteurs, l’intensité de cette fréquentation, selon les périodes de la journée, ne l’est jamais pour chercher à modifier la politique d’ouverture de la bibliothèque. Nous n’affirmons pas que ces données n’aient pas été effectivement utilisées, car il est probable qu’elles l’aient été au moins en partie, mais elles étaient considérées de manière plus globale qu’à Cardiff, et elles n’ont pas contribué à une politique aussi dynamique et adaptée aux besoins des lecteurs.

La question des moyens n’est évidemment pas sans lien avec la diminution des horaires d’ouverture, qui voit l’heure de fermeture de la bibliothèque passer de 22 heures au milieu des années 1960, à 20h voire 19h30 au début des années 1980,[[581]](#footnote-581) mais elle ne semble pas induire pour autant cette moindre adaptabilité selon les périodes de l’année, et surtout ce moindre dynamisme de la politique de la bibliothèque sous cet aspect. A l’inverse, lors d’une nouvelle extension des heures d’ouverture, décidée pour le troisième trimestre de l’année scolaire 1975/76 à la bibliothèque de Cardiff, il est rappelé dans la revue du personnel qu’une telle extension avait déjà été essayée en 1969 et 1970. Cependant, elle avait rencontré un succès insuffisant pour être conservée.[[582]](#footnote-582) Cet exemple montre que le dynamisme de l’évolution de cette politique à Cardiff semble s’être plus appuyé sur une étude des pratiques des utilisateurs, et selon une analyse plus fine de ces pratiques. Par conséquent, même si ces bibliothèques ont toutes deux été amenées à mesurer les pratiques de leurs utilisateurs, la prise en compte de ces mesures et leur dynamisme ne sont pas avérés à Caen autant qu’ils le sont à Cardiff. Nous souhaitons désormais nous intéresser à la seconde manière d’aller vers les utilisateurs, par le biais d’enquêtes.

1. *Enquêter*.

A Cardiff, nous disposons de trois enquêtes d’initiative locale faites auprès des utilisateurs, dans des buts bien différents. La première enquête à laquelle il convient de s’intéresser a été menée en 1975, dans le cadre de la coopération avec l’université d’UWIST, localisée aussi à Cardiff.[[583]](#footnote-583) Comme nous l’avons déjà mentionné au cours de notre développement sur la politique coopérative de la bibliothèque universitaire de Cardiff, les collections de droit de la bibliothèque universitaire de UWIST étaient hébergées dans le tout nouveau bâtiment de la bibliothèque de l’UCC. De ce fait, les étudiants en droit de UWIST étaient autorisés à venir dans la bibliothèque de l’UCC. Cependant, les étudiants de UWIST des autres départements que le droit n’étaient pas autorisés à fréquenter la bibliothèque de l’UCC. Le bibliothécaire de l’UCC décide, au début de l’utilisation du bâtiment de l’ASSL en 1975, de mener une enquête pour connaître l’intensité de l’usage autorisé et non-autorisé de la bibliothèque. Les conclusions de cette enquête, menée en quelques jours, montrent d’abord que l’utilisation de la bibliothèque par les étudiants de droit de UWIST est importante, ce qui amène le bibliothécaire à préciser que : « cette intensité d’usage pourra être gardée à l’esprit quand il faudra évaluer le niveau de contribution financière de UWIST aux frais de fonctionnement de la bibliothèque. »[[584]](#footnote-584) Ensuite, l’usage non-autorisé de la bibliothèque est loin d’être négligeable, ce qui n’alarme cependant pas le bibliothécaire, et il estime que tant que cette utilisation ne dépasse pas 10% de l’activité de la bibliothèque, il n’est pas nécessaire de lutter contre elle.[[585]](#footnote-585) En revanche, il précise qu’elle ne sera pas tolérée au cours du troisième trimestre, le *Summer term*, puisque, comme nous l’avons vu, c’est la période de plus forte fréquentation de la bibliothèque. Cette enquête brève permet donc au bibliothécaire de décider de la politique à mener dans sa bibliothèque avec discernement, en adaptant l’application du règlement en fonction des temporalités, et génère des statistiques qu’il lui sera possible de mobiliser dans le cadre de sa relation avec la bibliothèque de UWIST.

Une enquête, menée sur les prêts interbibliothèques en 1982/83, nous donne un exemple d’une véritable analyse de son activité par le personnel.[[586]](#footnote-586) A cette époque les prêts interbibliothèques commencent à peser de plus en plus sur les finances de la bibliothèque universitaire. Le bibliothécaire cherche à les rationaliser et il doit en savoir plus à la fois sur les types de matériaux requis et sur les types de lecteur qui cherchent à se les procurer. Cette enquête montre que l’emprunt de *livres* à l’extérieur tend à diminuer, en partie du fait de la suppression de l’un des départements de l’université. En ce qui concerne les périodiques, l’auteure de cette enquête affirme que moins de 20 étudiants du département d’éducation sont responsables de plus de la moitié des requêtes totales. Elle fait l’hypothèse que : « cette situation existe car les étudiants en question ne savent pas comment faire correctement leurs recherches, ou cela peut constituer un abus conscient d’un service de la bibliothèque. »[[587]](#footnote-587) Partant de ces deux possibilités, elle approfondit son analyse en étudiant les dates d’emprunts, et les noms des emprunteurs, pour finalement conclure que : « d’après les dates des différentes requêtes de duplicata et les noms des requérants, nous suspectons que certains étudiants utilisent le service des emprunts interbibliothèques pour se construire des bibliothèques personnelles d’articles photocopiés. »[[588]](#footnote-588) Ce document constitue donc un exemple de démarche adoptée par le personnel pour mieux comprendre l’usage qui est fait de la bibliothèque universitaire, et régler les problèmes qui peuvent en résulter.

La troisième enquête date de 1953 et s’intéresse aux pratiques de lectures des étudiants ainsi qu’à leurs souhaits par rapport au fonctionnement de la bibliothèque et particulièrement par rapport aux heures d’ouverture.[[589]](#footnote-589) Cette enquête est couplée au travail mené sur les pratiques des utilisateurs, pour définir la politique de la bibliothèque. Ce questionnaire est intéressant car il traite de différents aspects de la relation des utilisateurs avec la bibliothèque, comme le confort de la bibliothèque et son accessibilité (question 4), les différents espaces de travail des utilisateurs en dehors de la bibliothèque (questions 2 et 4) et particulièrement les considérations relatives aux horaires de fermeture en soirée (questions 3, 5 et 6). Il témoigne aussi d’une approche riche de la relation entre le bibliothécaire et les utilisateurs, puisqu’on y trouve à la fois des demandes sur les pratiques existantes des utilisateurs (questions 1, 2, 3, 4) et sur leurs souhaits (questions 5 et 6). Ajouté à cela, un certain nombre de questions sont posées de manière assez ouverte, ce qui donne aux utilisateurs l’opportunité d’exprimer des attentes qui vont au-delà de celles directement recherchées par le bibliothécaire. On remarque que les propositions à la question 5 ne vont pas au-delà de 21 heures, sans doute dans le but d’éviter une surenchère des demandes.[[590]](#footnote-590) Les propositions à la question 4 montrent aussi l’importance accordée aux services et au confort des utilisateurs, puisqu’ils représentent deux des trois réponses suggérées.

Les réponses méritent d’être étudiées quelque peu, puisqu’on peut estimer à travers elles l’efficacité de la démarche du bibliothécaire. Nous ne disposons que de 23 réponses au questionnaire, dont deux qui réclament l’embauche de ‘pin-up’ pour apporter les livres, que nous avons écartées. Les réponses à la question 1 donnent peu de renseignements précis sur les tranches horaires préférées par les lecteurs, car la majorité d’entre eux répondent l’ensemble de la journée, ou un horaire très large. Cela montre certes la volonté d’une ouverture la plus large possible, mais par rapport aux habitudes prises, il semble plus pertinent d’utiliser les recensements de lecteur. A la question 2, qui porte sur la possibilité de travailler dans un autre lieu, la réponse est majoritairement oui, ce qui permet d’affirmer que la bibliothèque universitaire n’est pas un lieu de travail obligatoire pour les étudiants, et donc que sa fermeture en soirée ou non est plus une question de confort que de nécessité absolue si les documents sont facilement empruntables. Les réponses à la question 3 sont majoritairement négatives. La fréquentation en soirée de la bibliothèque universitaire n’apparaît pas comme une substitution permanente à la fréquentation à un autre horaire, mais comme une nécessité ponctuelle. C’est une information intéressante, car l’enseignement universitaire ne génère pas des besoins documentaires uniformes au cours de l’année, et les temporalités des périodes les plus intenses sont souvent communes à l’ensemble des étudiants : principalement les périodes d’examens et le dernier trimestre. Par conséquent, si la fréquentation en soirée est principalement due à des périodes de ‘stress universitaire’, il est plus rationnel que ce soit au cours de ces périodes de l’année que la bibliothèque est le plus longtemps ouverte, comme nous l’avons montré dans le cas de Cardiff au début des années 1960.

La question 4 divise un peu plus les participants au questionnaire. Dix personnes répondent qu’elles ne préfèrent pas travailler à la bibliothèque publique, six qu’elles préfèrent y travailler, et cinq personnes sont hésitantes. Parmi les gens qui préfèrent l’autre bibliothèque, quatre mentionnent l’ensemble des réponses proposées, et un insiste sur les rafraichissements. La dimension du confort du lieu de travail semble donc rencontrer un intérêt non négligeable pour les lecteurs qui délaissent la bibliothèque universitaire pour une autre bibliothèque en soirée. A la question 7, les remarques négatives sur le confort de la bibliothèque universitaire sont faites surtout par rapport à la ventilation et au bruit. Pour la question 6, la fermeture à 21 heures récolte douze avis favorables sur 17 exprimés, et 3 personnes proposent 20 heures. Comme 21 heures est l’horaire le plus tardif proposé, il est impossible de savoir s’il est choisi car il convient véritablement aux lecteurs ou s’il est choisi par défaut, en tant qu’horaire le plus tardif. On peut supposer que si l’ouverture avait été proposée jusqu’à 22 heures, elle aurait recueilli un certain nombre d’avis favorables. Dans les remarques annexes, l’ouverture le dimanche est proposée à deux reprises, elle n’est donc pas encore une priorité pour les utilisateurs.

Il n’existe aucun document comparable dans les archives de l’université de Caen, et il n’est mentionné nulle part qu’une ou des enquêtes d’initiative locale aient été menées pour améliorer le fonctionnement de la bibliothèque, ou pour mieux connaître ses utilisateurs. Si on considère la première enquête que nous avons mentionnée dans le cadre de Cardiff, on peut comprendre qu’une telle enquête n’ait pas eu lieu à Caen, puisqu’il n’existe pas une utilisation illégale de la bibliothèque comparable. En revanche, les pratiques de lecture des étudiants de l’université de Caen, leurs souhaits et leurs besoins, auraient mérité d’être mieux connus pour définir par exemple les politiques d’ouverture et de prêts de la bibliothèque.

Cela n’a probablement pas été le cas et ces informations sont plus parvenues au personnel de la bibliothèque par l’action des étudiants que par celle du personnel. Il semble, par exemple, que la représentation que se fait la bibliothécaire de la relation entre les étudiants et la bibliothèque est largement bâtie sur des préjugés, lorsqu’elle affirme dans l’un de ses rapports : « l’étudiant y vient travailler de préférence [à la bibliothèque universitaire plutôt qu’aux bibliothèques d’institut] et le problème de son logement ne peut être résolu, je pense, qu’au niveau de nos services. »[[591]](#footnote-591) Plusieurs éléments sont en droit de nous surprendre dans une telle affirmation. D’abord, comme nous l’avons déjà souligné dans un précédent développement, le terme très général « l’étudiant », ne rend pas du tout compte de la diversité de cette population dans son rapport à la documentation et aux bibliothèques que ce soit la matière qu’ils étudient, le niveau auxquels ils se trouvent, leur rapport individuel à la bibliothèque,... Ensuite, ce propos ne s’appuie visiblement sur aucune enquête, que ce soit au sujet des rapports entretenus par les étudiants avec la bibliothèque universitaire et les bibliothèques d’institut, ou au sujet des motifs de fréquentation de l’une ou l’autre de ces bibliothèques. Enfin, on sait que Mlle Dupasquier et ses successeurs – comme presque l’ensemble des bibliothécaires qui dirigeaient des bibliothèques universitaires à l’époque – ont toujours disposé de très peu d’informations sur les bibliothèques d’institut, au moins jusqu’à la fin des années 1970, que ce soit sur leurs collections, sur leur personnel ou sur leur fonctionnement, et avaient très peu de contacts avec elles. *A fortiori*, il est donc impossible que Mlle Dupasquier ait eu une connaissance précise de la fréquentation de ces bibliothèques et de son évolution, ni même une connaissance générale de cette fréquentation pour l’ensemble des bibliothèques d’institut dédiées aux étudiants. En conséquence, il est probable que le seul élément dont Mlle Dupasquier dispose pour émettre ce jugement est l’augmentation de la fréquentation de la bibliothèque universitaire. Or, celle-ci ne permet pas de préjuger d’une moindre utilisation des bibliothèques d’institut en parallèle, ni des motifs de ces écarts de fréquentation non démontrés, qu’elle attribue à la qualité de la documentation disponible dans sa bibliothèque.

Ce dernier exemple, et de manière plus générale le peu de documents qui attestent d’un intérêt du personnel de la bibliothèque de Caen pour les étudiants, montrent que les bibliothécaires successifs ont disposé de très peu d’informations pour construire une politique cohérente au service de ces utilisateurs. A l’inverse, ces informations ont été précieuses pour le bibliothécaire de l’université de Cardiff, pour répondre à la diversité des besoins des utilisateurs sous de nombreux aspects : heures d’ouverture, variation des heures d’ouverture au cours de l’année, développement du confort, politique de prêt, politique de prêts entre bibliothèques, mauvais usages de la bibliothèque,… Dans cette mesure, cette faible considération des étudiants par le personnel de la bibliothèque de Caen apparaît comme un facteur non négligeable de retard. Il est désormais temps d’étudier la relation dans le sens inverse, des étudiants au personnel de la bibliothèque, en essayant de voir si la mobilisation des étudiants pour faire évoluer le fonctionnement de la bibliothèque a pu être affectée par l’intérêt différent dont ils ont bénéficié, et si cette mobilisation a permis d’améliorer la qualité de ces bibliothèques.

1. La mobilisation des étudiants.

Nous souhaitons désormais véritablement envisager les étudiants en tant qu’acteurs, individuellement ou collectivement, à travers les archives disponibles dans chacune de nos deux bibliothèques d’étude. Nous proposons d’étudier cette mobilisation, selon qu’elle se fasse sous forme de demande, ou de manifestation plus contestataire, même si ces deux modalités d’action ne sont pas antinomiques.

1. *Leurs demandes.*

Dans les deux cas, ces demandes apparaissent assez peu nombreuses, même s’il est possible que certaines d’entre elles ne nous soient pas parvenues, soit qu’elles étaient faites oralement, soit qu’elles n’aient pas été conservées. Deux exemples sont disponibles à l’université de Caen. Le premier, que nous avons déjà évoqué, émane d’une candidate au concours d’agrégation de lettres modernes qui demande le raccourcissement des durées de prêt des ouvrages de préparation aux concours.[[592]](#footnote-592) Il ne semble pas qu’elle ait abouti à une modification de la politique de prêt, et nous n’avons pas de trace d’une quelconque réponse de la part de Mlle Dupasquier. La seconde demande a été faite par une association d’étudiants, et concerne l’allongement des horaires d’ouverture.[[593]](#footnote-593) Cette association insiste particulièrement sur l’impossibilité pour de nombreux étudiants de travailler ailleurs qu’à la bibliothèque.

Bon nombre d’étudiants (surtout parmi ceux qui logent en ville) n’ont pas de chambre chauffée correctement, et de ce fait ne peuvent pratiquement pas travailler chez eux dans la soirée. D’autre part, beaucoup d’étudiants sont obligés d’attendre 9h30, chaque matin, pour pouvoir travailler.[[594]](#footnote-594)

On retrouve ici une demande assez classique et très concrète. Elle leur répond assez rapidement qu’elle est consciente du problème sans être pour le moment capable de le résoudre.[[595]](#footnote-595) Leur demande consiste à allonger les heures d’ouverture de 20h à 22h le soir, et de 9h30 à 9h le matin. Celle-ci sera satisfaite dès la rentrée scolaire suivante, et il est probable que ce courrier ait contribué à l’accélération du processus d’allongement des heures d’ouverture. Cette demande apporte aussi des informations sur les conditions de travail des étudiants hors université, que le bibliothécaire de Cardiff est allé chercher dans son questionnaire de 1953, mais que Mlle Dupasquier ne connaissait probablement pas précisément. Il est étonnant de constater que l’imprécision sur la proportion d’étudiants concernés « bon nombre » ne soit pas pointée par Mlle Dupasquier et qu’elle n’ait pas cherché à connaître plus précisément la situation.

A Cardiff, un seul document fait vraiment état de demandes étudiantes, le *Fabian report*, mais il est assez riche.[[596]](#footnote-596) Il émane d’un groupe auto-constitué d’étudiants qui s’adressent au bibliothécaire après avoir mené leur propre enquête auprès des étudiants. Ils se sont intéressés à de nombreuses questions comme le taux de fréquentation de la bibliothèque par les étudiants, leurs usages de la bibliothèque, leur souhait par rapport aux conditions matérielles de travail mais aussi intellectuelles,… Puisque ce document n’est pas daté,[[597]](#footnote-597) et qu’il n’est pas mentionné dans d’autres archives de la bibliothèque, il faut s’intéresser aux résultats qu’il présente pour essayer d’en mesurer la portée potentielle. Les premiers propos du rapport ne sont pas les plus novateurs, puisqu’il s’agit de critiques du confort matériel de la bibliothèque, avec une critique de l’éclairage et du chauffage, qui semblent les deux sujets de griefs les plus importants.[[598]](#footnote-598) Le bruit causé par certains utilisateurs est aussi mentionné comme un problème.[[599]](#footnote-599) Ils montrent une prise en considération des lecteurs et de leur confort, même si cela était déjà le cas dans le questionnaire de 1953. Les auteurs du rapport ont estimé que 85% des étudiants utilisent la bibliothèque, ce qui est important par rapport à la fréquentation des bibliothèques universitaires françaises par les étudiants à la même époque, mais laisse tout de même 15% d’étudiants qui privilégient la bibliothèque municipale ou ne fréquentent pas de bibliothèque.[[600]](#footnote-600) Sur ce point, leur enquête complète donc celle menée grâce au questionnaire mis en place par le bibliothécaire en 1953, puisqu’elle offre une idée de la proportion d’étudiants qui fréquentent la bibliothèque. Cette remarque indique aussi le souci de prendre en compte l’ensemble des étudiants, et pas seulement ceux qui fréquentent habituellement la bibliothèque et qui étaient les seuls susceptibles de répondre à l’enquête du bibliothécaire.

En ce qui concerne l’usage qui est fait de la bibliothèque, le rapport souligne plusieurs faits notables. D’abord, il souligne que l’utilisation à des fins proprement universitaires n’est pas systématique, et même que : « une assez faible minorité d’étudiants lit réellement des livres dans la bibliothèque. »[[601]](#footnote-601) Ensuite, aux questions concernant l’organisation des collections et la dimension plus intellectuelle de la bibliothèque, ils estiment que le peu de réponses reçues est un signe important de l’usage limité que les étudiants font des ressources de la bibliothèque.[[602]](#footnote-602) Ces deux remarques sont intéressantes car elles posent le problème de l’utilisation de l’espace bibliothèque, qui sera résolu par la multiplication des salles de travail hors bibliothèque, et celui de l’utilisation parfois limitée des bibliothèques par les étudiants, qui sera partiellement résolue par le développement des services aux lecteurs et par la formation des utilisateurs. Dans la même perspective, les auteurs du rapport ont demandé aux étudiants leur avis sur les collections disponibles. A ce sujet, les étudiants semblent avoir mis l’accent sur la multiplication des ouvrages de référence et des manuels : « beaucoup disaient qu’il n’y avait pas assez d’exemplaire des ouvrages à lire ‘obligatoirement’. »[[603]](#footnote-603) Même si les auteurs du rapport semblent regretter que la quantité prime sur la qualité dans le rapport des étudiants aux collections, ils se font tout de même les défenseurs de leurs souhaits, et de manière plus générale de leur place dans la politique de la bibliothèque. La politique de prêts a aussi fait l’objet de leur enquête, à une époque où elle avait encore peu évolué : « la durée réglementaire actuelle pour l’emprunt de livres était généralement acceptée, même si certains étudiants pensent que l’emprunt des ouvrages les plus demandés devrait être plus strictement limité, et que dans certains cas ces ouvrages ne devraient pas être autorisés du tout à sortir de la bibliothèque. »[[604]](#footnote-604)

Les propositions qui sont faites en fin de rapport méritent que l’on s’y arrête. En effet, elles mettent au premier plan la place des étudiants dans la bibliothèque, et celle de la documentation dans l’université et la pédagogie universitaire : « il faut insister plus sur le travail de bibliothèque lors des cours magistraux et lors des réunions d’information de début d’année » ; « la présence aux cours de 1ère année sur l’utilisation de la bibliothèque doit être rendue obligatoire pour les nouveaux étudiants qui arrivent à l’université et ne pas seulement être facultative. »[[605]](#footnote-605) L’intérêt de ce document dépend évidemment de la date à laquelle il a été écrit, mais dans la mesure où il semble avéré qu’il a été rédigé avant 1975, cela signifie qu’il est antérieur à certaines évolutions de la politique de la bibliothèque, comme le raccourcissement des prêts, et concomitant à d’autres : développement de la formation des utilisateurs et des services à ceux-ci, prise en compte des besoins spécifiques des étudiants dans la construction des collections,… Dans la mesure où le bibliothécaire ne mentionne jamais ce document, il est difficile de savoir s’il l’a vraiment influencé dans la définition de sa politique de la bibliothèque, mais il faut remarquer que l’ensemble des demandes ou des remarques présentes dans ce document ont été mises en place à peu près à la même époque que la rédaction ce document ou après celle-ci. Il semble donc que l’on peut légitimement supposer que ce document a au moins offert des pistes de réflexion au bibliothécaire, et peut-être un appui en faveur de certaines nouveautés comme le développement de l’enseignement des techniques de recherche documentaire ou le raccourcissement des périodes de prêt.

Au terme de ce développement, il faut rappeler que les étudiants ont su faire remonter leurs demandes auprès des bibliothécaires respectifs, et que cela a pu avoir une certaine efficacité, même à Caen où les étudiants avaient été peu sollicités par les bibliothécaires successifs. Les revendications présentes dans les trois documents que nous avons utilisés sont très concrètes, même si elles semblent particulièrement étoffées dans le cas du *Fabian report* qui apparaît comme un document assez exceptionnel. Pour mieux connaître le rôle qu’ont eu les demandes étudiantes dans la définition de la politique des bibliothèques universitaires, il apparaît cependant impératif de réunir des corpus de sources plus étoffés que ceux dont nous disposons, surtout quand on les met en regard avec les presque quarante ans sur lesquels s’étend notre étude. Dans le cas français, il serait aussi nécessaire de chercher à mesurer l’implication des étudiants dans leurs bibliothèques d’institut, car il est probable qu’ils y aient joué un plus grand rôle, ce qui a pu les détourner de leur bibliothèque centrale. Un corpus élargi offrirait peut-être d’autres sujets de demande que ceux qui ont émergé à Caen : la politique de prêt et les heures d’ouverture. Les mouvements étudiants importants et les revendications qu’ils portaient ont largement marqué la mémoire des années 1960 et 1970, et on est en droit de se demander si ce climat social de revendications nouvelles et de manifestations a aussi concerné les bibliothèques universitaires, ou au moins s’il en reste des traces dans leurs archives.

1. *La bibliothèque universitaire : un objet de manifestation ?*

Nous devons malheureusement décevoir notre lecteur dès le début de ce développement. Les stéréotypes sur l’importance des mouvements étudiants en France ont peut-être une part de vérité au niveau des universités, mais il semble que ce ne soit pas le cas à celui des bibliothèques universitaires. Aucune trace dans les archives de la bibliothèque universitaire ne laisse transpirer des revendications particulières des étudiants au cours de cette période, ni des manifestations qui auraient eu au moins partiellement pour objet les enjeux documentaires ou la bibliothèque universitaire. Il est possible que cela ait existé et que la bibliothèque de Caen n’en ait pas gardé trace. Il ne nous revient pas d’écarter cette hypothèse mais nous n’avons pas pu la vérifier. En revanche, nous pouvons formuler des hypothèses pour expliquer que la bibliothèque universitaire n’ait pas été touchée par les mouvements étudiants. On peut rappeler ici la formule d’Henri Comte : « les bibliothèques universitaires, traditionnellement, ont donc été organisées non comme des services des universités, mais comme des services de l'État dans les universités. »[[606]](#footnote-606) Il est possible que cela ait aussi été le cas dans les représentations des étudiants, et que la bibliothèque universitaire ait donné une impression d’inamovibilité peu propice aux revendications. Il est tout de même surprenant qu’à un moment où les étudiants étaient dans une dynamique de redéfinition de leurs rapports avec les enseignants, et avec le savoir, ils n’aient pas plus mobilisé la documentation comme un moyen d’y parvenir, ou comme un champ à questionner. Les difficultés économiques auxquelles ont fait face les bibliothèques universitaires ont donné lieu à des restrictions importantes des services en faveur des étudiants : on peut rappeler la quasi nullité des fonds dépensés en faveur de l’enseignement par la section sciences à la fin des années 1970 et au début des années 1980, ou la diminution des horaires d’ouverture au début des années 1980. Ces restrictions ne semblent pas avoir fait réagir les étudiants, ce qui peut s’expliquer par la faible part de la documentation dans la pédagogie universitaire. Cependant, au cours de la crise traversée par la bibliothèque en 1982, il apparaît que le Mouvement normand, qui fut partiellement une organisation étudiante à sa création en 1969,[[607]](#footnote-607) s’est chargé de dénoncer la situation de la bibliothèque dans la presse.[[608]](#footnote-608) Nous ignorons si ce mouvement était encore une association étudiante à ce moment-là, mais il ne semble pas que cet exemple doive infirmer nos conclusions, d’autant que cette intervention s’est faite en dehors des relations avec la bibliothèque.

Une partie des étudiants de l’université de Cardiff s’est mobilisée à au moins deux reprises contre la dégradation ressentie de la bibliothèque, sous deux aspects différents, la qualité de la collection et la réduction des heures d’ouverture. Dans le premier cas, un *bookday* est organisé en 1972.[[609]](#footnote-609) Cette action consiste à mettre en évidence le manque de livres de la bibliothèque. Pour cela chaque étudiant est invité à emprunter autant de livres qu’il y est autorisé. Pour rendre l’action plus efficace, cette action est censée être répétée plusieurs jours de suite pour rendre le travail du personnel insupportable au moment où les prêts n’étaient pas encore automatisés. Les motifs de mécontentement sont nombreux mais concernent principalement l’accès aux livres par les étudiants. Ces derniers critiquent le manque de livres, les emprunts trop longs qui empêchent les livres d’être disponibles et les trop nombreuses pertes et vols. Parmi ces trois éléments, les deux derniers seront pris en compte à partir de 1976, avec le contrôle magnétique et le début de la diversification des catégories de prêts. Ces transformations ont surtout été le fait d’innovations techniques, mais cette action montre tout de même que les étudiants se sentent concernés par les difficultés de la bibliothèque, et qu’ils ont cherché à utiliser la bibliothèque elle-même comme moyen de pression.

Le second est un poster daté de 1984, dans lequel un groupe d’étudiants se plaint de la réduction des heures d’ouverture en soirée, et de la fermeture de toutes les bibliothèques le samedi.[[610]](#footnote-610) Si ce poster appelle les étudiants à se mobiliser pour lutter contre la diminution des services proposés par la bibliothèque, il n’explicite aucun moyen d’action. Ces deux exemples, qui n’ont pas d’équivalent à la bibliothèque universitaire de Caen, indiquent que la bibliothèque universitaire a constitué un des enjeux des revendications étudiantes. Malgré la minceur du corpus d’archives sur lequel s’appuient ces développements, cela donne le sentiment que la relation entre les étudiants et la bibliothèque, dans les deux sens, a été plus forte à l’université de Cardiff qu’à celle de Caen. Il est relativement aisé de voir l’implication de cette relation sur la politique de la bibliothèque quand elle émane du bibliothécaire. En revanche, cela est beaucoup plus difficile quand cette relation est due aux étudiants. On peut tout de même constater que toutes les revendications étudiantes à la bibliothèque de Cardiff ont concerné des aspects qui constituaient des priorités pour le bibliothécaire et qui ont évolué fortement au cours de notre période : diversification des prêts, extension des services, formation des lecteurs, amélioration des collections… Ces aspects sont plus diversifiés que ceux que l’on a pu trouver dans les relations entre la bibliothèque universitaire de Caen et les étudiants. Comme ces aspects sont aussi ceux qui ont largement contribué à la qualité de la bibliothèque de Cardiff, sans qu’ils soient systématiquement liés à des moyens économiques supérieurs, il apparaît donc que ces échanges ont constitué une vraie richesse dans le processus de définition du fonctionnement et de la politique de la bibliothèque. La quasi absence de ces échanges dans les archives de la bibliothèque universitaire de Caen peut résulter d’une spécificité locale, mais de nombreux témoignages au sujet des relations entre les universités et les bibliothèques universitaires mettent en lumière une faible intégration qu’il n’est pas étonnant de retrouver au niveau des étudiants, qui ont pu aussi se résigner à la médiocrité des ressources documentaires dont ils disposaient. Il faut tout de même rappeler qu’à Caen, la faiblesse des échanges entre la bibliothèque et les étudiants provient plus du peu de démarche mise œuvre dans ce sens par les bibliothécaires successifs, que des étudiants, qui ont quand même su faire remonter certaines de leurs demandes.

# Conclusion :

Il convient désormais de mettre un terme à cette étude, de faire un bref résumé de notre démarche et de ses conclusions, et de faire un bilan de ce travail de recherche de deux ans, en mettant en évidence les apports et les limites de notre approche.

## Du contexte, du contexte et encore du contexte.

L’originalité principale de notre travail vient de son approche à l’échelle d’une bibliothèque (en l’occurrence deux puisqu’il s’agissait d’une approche comparée), plutôt qu’à l’échelle nationale qui a largement prévalu dans les travaux d’historiens qui nous ont précédés. Ce parti pris nous a permis de porter un regard très différent sur notre objet d’étude, en insistant sur les différents contextes dans lesquels se trouvaient ces bibliothèques : contexte institutionnel vis-à-vis de leur université et de l’institution nationale dont elles dépendaient, contexte professionnel vis-à-vis des associations professionnelles, contexte documentaire vis-à-vis de la pédagogie universitaire et des bibliothèques d’institut en France, contexte local et parfois informel vis-à-vis des utilisateurs et acteurs de l’université, c’est-à-dire des enseignants, des chercheurs et des étudiants. Même Alain Gleyze, qui a largement insisté dans sa thèse sur l’importance de considérer les bibliothèques dans leur contexte local et universitaire, n’est pas allé aussi loin dans leur recontextualisation, du fait de la définition même de son sujet d’étude qui se faisait à l’échelle nationale. Il ne s’agit pas d’une critique, à chaque sujet d’étude ses lorgnettes et ses œillères, mais il nous semble essentiel de mettre en évidence ce que notre approche a pu apporter, et ce qu’elle a laissé dans l’ombre.

Tout au long de nos recherches, nous avons utilisé un corpus de sources issues des archives de nos deux bibliothèques d’étude, et même si parfois elles se sont révélées pauvres pour répondre à nos questionnements, il faut reconnaître dans leur ensemble leur richesse et leur diversité, et ainsi leur apport dans nos réflexions. Commençons d’abord par revenir sur le périple intellectuel et physique qui nous a amenés ici, car c’est à lui que nous devons la plupart des apports de ce travail. Il y a deux ans, nous avons commencé à travailler sur l’histoire de la bibliothèque de Cardiff, sans aucune idée de là où cela nous mènerait, et nous étions à peine plus conscients des enjeux de l’histoire des bibliothèques. Il y avait bien eu quelques lectures avant le départ au Royaume-Uni, principalement piochées dans le tome 4 de *L’histoire des bibliothèques,* dirigé par Martine Poulain et largement présent dans notre travail, mais qui ne furent que des premières approches sans grande conséquence. A notre arrivée au Royaume-Uni, nous étions donc quasiment ignorants de l’histoire qui avait été écrite au sujet des bibliothèques, et nous commençâmes à prospecter dans les archives de la bibliothèque universitaire de Cardiff. La bibliographie du mémoire qui en fut tirée témoigne assez bien de la rareté des lectures récentes que nous avons trouvées sur le sujet au Royaume-Uni, et du peu d’intérêt que cette histoire y a suscité. Ce qui aurait pu être source de difficultés nous semble, avec le recul, avoir été une source de liberté et de richesse. Il n’y avait pas d’entraves intellectuelles initiales à nos recherches, et il n’y avait aucune comparaison qui aurait pu guider, ou dicter, notre démarche. Ce fut un travail quasiment insulaire qui correspondait plutôt bien à notre situation géographique. De ce fait, nous avons cherché à tirer parti au maximum de toutes les archives qui étaient mises à notre disposition à la bibliothèque universitaire de Cardiff pour comprendre la manière dont avaient fonctionné cette institution et les bibliothèques universitaires britanniques. Si ces archives nous ont éloignés d’une conception de l’histoire des bibliothèques gravitant autour de l’histoire du livre, elles nous ont rapprochés d’une histoire des bibliothèques plus institutionnelle. Cela offrait la possibilité de les replacer dans leurs relations avec leur université, leurs utilisateurs, et dans notre cas, de voir cette bibliothèque évoluer au gré de ces relations.

Du point de vue des archives, nous avons ainsi eu accès aux rapports annuels, très riches à Cardiff, pour dépasser la dimension statistique du fonctionnement de cette institution. Les correspondances ont aussi constitué un apport précieux pour cerner les relations de la bibliothèque avec l’extérieur : autres bibliothèques universitaires, associations professionnelles, mais aussi internes, que ce soit avec le personnel, avec les utilisateurs ou avec l’université de Cardiff. L’ensemble des compte-rendus des réunions autour du projet SWALCAP a à la fois permis de voir ce projet se mettre en place, de comprendre les motivations de ses concepteurs et la manière dont ils l’ont conçu. La revue du personnel a enfin permis d’avoir un autre regard sur les évolutions connues par la bibliothèque et de comprendre le fonctionnement interne de cette bibliothèque.

Nous n’avons pas procédé autrement à Caen. On peut rappeler les sources principales qui ont guidé notre travail, et leurs apports respectifs à l’heure de clore celui-ci. Les rapports annuels, même s’ils n’existent pas pour l’ensemble de notre période et que leur contenu a été beaucoup moins pensé par les bibliothécaires eux-mêmes qu’à Cardiff, offrent des statistiques variées sur l’utilisation de la bibliothèque, et sur son fonctionnement général, ainsi qu’un certain nombre de remarques sur la place de la bibliothèque dans l’université. Les correspondances, tant institutionnelles avec la DBLP puis avec la DBMIST, qu’avec d’autres bibliothécaires, ont aussi été très riches pour comprendre le fonctionnement de la bibliothèque, ses relations internes à l’université et les relations entre les institutions nationales et les bibliothèques universitaires. Enfin, parmi les sources principales, différents documents qui ont été conservés, comme les recensements de lecteurs et de prêts, ont aussi offert des possibilités intéressantes, tant sur l’activité de la bibliothèque que sur la manière dont elle a été utilisée par les différents bibliothécaires.

L’originalité de notre approche a largement été tributaire de l’ensemble de ces sources. D’un point de vue statistique d’abord, avec des informations qui n’avaient, semble-t-il, pas été mobilisées jusque-là dans une perspective historique, comme la durée des prêts, ou la fréquentation de ces bibliothèques à certaines heures de la journée, et selon le type d’utilisateurs. Toutes ces sources nous ont surtout permis de dépasser cette dimension statistique, et la dimension nationale qui l’accompagne souvent, en offrant au contexte local une résonance avec la politique de ces bibliothèques. Nous avons ainsi pu nous approcher des relations entre les enseignants, les étudiants, et les bibliothécaires, qui jusqu’à présent avaient reçu peu d’attention, ou alors à une échelle nationale qui n’offre une vue que très partielle de ces relations et de leurs implications. L’approche comparative que nous avons mise en place a aussi largement justifié son intérêt, car elle a offert un recul intéressant sur le fonctionnement de ces bibliothèques, et a permis de questionner un certain nombre d’aspects que l’on avait jusque-là omis de mentionner, car paraissant, sans doute, aller de soi, comme l’établissement d’une politique de prêt ou la priorité donnée à certains types d’utilisateurs plutôt qu’à d’autres. A ce titre, notre expérience personnelle de ces deux systèmes d’enseignement supérieur a été une opportunité essentielle pour questionner un certain nombre de postulats, non explicités, sur la place de la documentation et des bibliothèques dans ces deux systèmes.

Cette approche locale n’aurait cependant pas été possible ou n’aurait pas eu le même intérêt si des travaux de superficie nationale n’avait pas été menés avant nous, que ce soit par Harrison Bryan au Royaume-Uni, ou plus récemment par Denis Pallier et Alain Gleyze en France. Même si les questionnements, les archives et par conséquent les résultats obtenus par ces travaux sont souvent différents des nôtres, ils nous ont largement aidés, et leur forte prégnance dans les notes de bas de page leur rend la place qui fut la leur dans ce travail. Au sujet de cette dichotomie local/national, il faut reconnaître qu’il n’a pas toujours été aisé de discerner la spécificité des situations locales des réalités nationales. Cela a été particulièrement vrai pour les relations entre le personnel de la bibliothèque et le personnel enseignant, l’implication des utilisateurs dans la définition de la politique de la bibliothèque,… Nous ne pouvons qu’espérer que ces aspects de l’histoire des bibliothèques seront étudiés dans d’autres contextes locaux à l’avenir. Par conséquent, la richesse et la diversité des sources que nous avons utilisées, combinées aux travaux antérieurs, nous ont offert une approche nouvelle qui a redonné aux contextes locaux leur importance pour expliquer l’évolution de ces bibliothèques, et a permis des questionnements nouveaux. Cela nous a permis d’apporter des réponses différentes à la question du ‘retard français’ des bibliothèques universitaires par rapport à leurs homologues britanniques, qui fut présenté dans de nombreux travaux.

## Un retard, quel retard ?

En ce qui concerne le retard français, la comparaison de deux bibliothèques universitaires, Caen et Cardiff, offre à première vue un écart important en faveur de la seconde, assez représentatif des écarts nationaux soulignés par un certain nombre d’historiens et de professionnels des bibliothèques. En effet, alors qu’elles font face à des défis assez proches, elles ne disposent pas des mêmes moyens pour y répondre. Ces défis sont de trois ordres. Elles font face à un défi documentaire à peu près similaire, dans lequel le nombre de publications et leur coût augmente fortement à l’échelle mondiale et dans leurs contextes nationaux respectifs. Cette situation est aggravée par l’évolution des taux de change vis-à-vis du dollar, qui leur est défavorable au cours de cette période, alors qu’une part non négligeable de leurs achats se fait dans cette devise. S’est ajoutée à ce défi l’impressionnante augmentation du nombre d’étudiants, qui amène aux universités et à leur bibliothèque des étudiants souvent issus de milieux sociaux moins lettrés que leurs prédécesseurs. Cet accroissement démographique va poser des difficultés aux bibliothèques pour accueillir un nombre de lecteurs inimaginable quelques années auparavant. Cet accroissement a touché ces deux universités, mais celle de Caen dans des proportions bien supérieures, tant en valeur absolue qu’en valeur relative. La hausse des moyens économiques dont disposent les universités françaises n’est alors pas à la mesure de la croissance du public qu’elles desservent, et cela est aggravé par l’essaimage des implantations universitaires, qui fut plus important qu’au Royaume–Uni. Cette dispersion des fonds, qui touchait aussi les bibliothèques, a pu être mal vécue par les universités les plus anciennes, comme celle de Caen. Si ces défis sont assez similaires, nous avons donc montré qu’ils étaient plus difficiles pour les bibliothèques françaises.

Dans le même temps, les moyens économiques dont elles disposaient ont évolué moins favorablement que pour leurs homologues britanniques. Les indicateurs de ces moyens économiques plus limités sont nombreux. A l’échelle nationale, on voit que les recettes des bibliothèques universitaires évoluent moins vite que celles des universités, alors que c’est l’inverse au Royaume-Uni. La part du PNB allouée à l’enseignement supérieur est aussi supérieure au Royaume-Uni à ce qu’elle est en France. Cette différence entre leurs moyens économiques est rendue très visible par certains indicateurs comme le nombre d’acquisitions annuelles, bien que la comparaison du volume des collections reste favorable à la bibliothèque universitaire de Caen pour l’ensemble de la période grâce aux très nombreux dons reçus après la seconde guerre mondiale. Les écarts constatés entre les deux bibliothèques, que ce soit le nombre d’acquisitions annuelles, le nombre de places assises, ou les moyens en personnel sont quand même éloquents quand on les rapporte au nombre d’étudiants inscrits dans leurs universités respectives. Même si cette approche peut avoir certaines limites, elle montre quand même une inégalité de moyens. Ce sentiment est atténué par le fait que nous ne disposons de ces indicateurs que jusqu’en 1967 pour la bibliothèque universitaire de Caen, alors que les difficultés principales ont commencé à partir des années 1970 et ont touché plus durement les bibliothèques universitaires françaises. Il est donc probable que l’écart entre ces deux bibliothèques a augmenté au cours de la seconde moitié de notre période d’étude. Cependant, à ce moment de notre démonstration, certains éléments méritent d’être relevés. Les approches nationales ne rendent d’abord pas compte, dans leur comparaison des bibliothèques universitaires, qu’elles n’ont pas la même position dans les deux systèmes d’enseignement supérieur. En effet, en France, elles ne disposent pas du monopole de la documentation, ni vis-à-vis de l’enseignement supérieur, ni vis-à-vis de la recherche, ni vis-à-vis de l’université, puisque coexistent des bibliothèques d’institut à l’importance grandissante. De plus, à partir de l’exemple de l’enseignement de l’histoire, on constate que la documentation n’a pas la même importance dans l’enseignement universitaire des deux pays, et que le nombre d’inscrits à l’université n’est pas nécessairement représentatif de l’utilisation de la bibliothèque.

Le manque de contextualisation des bibliothèques universitaires semble avoir été responsable d’une occultation de leur spécificité et de leur dépendance à la notion de besoins documentaires. Cette critique nous amène à considérer deux aspects essentiels qui sont l’objet des deux parties suivantes : une différence de priorité entre ces deux bibliothèques, qui questionne l’existence du ‘retard français’, et une manière différente d’établir la politique de la bibliothèque, ce qui questionne la cause de ce retard. Dans l’ensemble, on peut retenir que la bibliothèque universitaire de Caen, et les bibliothèques universitaires françaises en général, se sont plus considérées comme des bibliothèques de chercheurs que d’étudiants. La composition des collections, que révèlent plusieurs enquêtes à la fin des années 1970 et au début des années 1980, montre cette prééminence de la fonction de recherche dans les acquisitions documentaires de ces bibliothèques. Il semble que les bibliothécaires français aient associé la fonction d’enseignement à une dévalorisation des collections de leur bibliothèque, qui profitait notamment aux bibliothèques d’institut scientifiques qui se focalisaient plus sur la fonction de recherche que les bibliothèques d’institut littéraires. L’aménagement des bibliothèques et la prééminence conservée des magasins dans les bâtiments construits avant les années 1960, comme à Caen, ont aussi offert aux professeurs des lieux de travail privilégiés et proches des documents quand les magasins leur furent ouverts. Dans le même temps, les grandes salles de travail ont perduré pour les étudiants, dans lesquelles peu d’ouvrages étaient disponibles. On ne peut pas mettre en évidence une prédilection accordée à un type d’utilisateurs au niveau de l’aménagement de la bibliothèque à Cardiff, mais de manière générale, la diversité des utilisateurs a été mieux prise en compte par la diversité des places qui leur étaient offertes.

Ces derniers ont semble-t-il été particulièrement un souci à Cardiff, ce dont les tâtonnements connus par la politique d’ouverture de la bibliothèque rendent compte, même si leur extension a été à peu près similaire dans les deux bibliothèques. Pour les heures d’ouverture, ces deux bibliothèques ont dû toutes deux revoir leurs possibilités à la baisse au début des années 1980. L’évolution de la politique de prêts témoigne de cette volonté de s’adapter aux besoins des différents utilisateurs et aux possibilités d’acquisition, avec une forte diversification des types de prêts selon le type d’utilisateurs et de documents, alors qu’à Caen une grande continuité a prévalu. Il faut ici rappeler l’implication de l’automatisation dans le développement de ces services à Cardiff. Ils ont probablement particulièrement bénéficié aux étudiants, plus susceptibles d’effectuer des emprunts courts de documents très demandés, tandis que l’informatisation à Caen a plus profité aux chercheurs, en érigeant en priorité le développement des prêts entre bibliothèques. Cette différence entre les priorités de ces deux bibliothèques n’a pas été neutre par rapport à la question du retard français. En effet, la meilleure prise en compte des utilisateurs a participé de la qualité d’un certain nombre de bibliothèques universitaires, en augmentant l’usage qui pouvait en être fait par les étudiants et les professeurs. Nous avons ainsi souligné la forte augmentation du nombre de prêts, et par conséquent de la circulation des ouvrages et de leur utilisation suite à une modification de la politique de prêt. Cette meilleure prise en compte des lecteurs a donc eu des conséquences directes sur les statistiques qui ont pu être utilisées dans les comparaisons entre les bibliothèques universitaires des deux pays. Cette priorité, accordée aux chercheurs plutôt qu’aux étudiants, a aussi eu des conséquences indirectes sur ces comparaisons. Vu que la bibliothèque de Cardiff s’est plus mobilisée en faveur des étudiants, c’est-à-dire de la grande majorité des utilisateurs, il est logique qu’elle ait eu une activité quantitativement plus importante que celle de Caen, comme le montre l’évolution du nombre de prêts.

A la fin de cette seconde partie, il faut donc laisser relativement ouverte la question du retard français, puisqu’il apparaît qu’en plus de ne pas avoir la même importance dans les systèmes pédagogiques universitaires respectifs, ces bibliothèques n’ont pas défini les mêmes priorités, ce qui a contribué à renforcer l’écart statistique constaté. L’ensemble de ces considérations ne nous amène pas à réfuter l’existence d’un retard des bibliothèques universitaires, mais plutôt à estimer que cette question a été mal posée et a négligé de nombreux facteurs, qui doivent nous faire envisager la question de ce retard de manière plus complexe que ce qui s’est fait jusqu’à présent. Il nous apparaît que l’écart majeur entre ces bibliothèques vient de la place de la documentation dans l’enseignement universitaire, ce qui mérite une attention approfondie mais ne correspondait pas au cadre de notre étude. Après avoir questionné différemment l’idée d’un retard français, il nous a semblé essentiel de chercher à identifier les causes des différences que nous avions soulevées, en cherchant à identifier la manière dont s’étaient mises en place les priorités respectives de ces deux bibliothèques, et la définition de la politique de ces bibliothèques.

Nous en sommes ainsi arrivés à nous interroger sur la manière dont différents acteurs ont interagi avec ces bibliothèques et ont contribué à faire évoluer leurs politiques. De l’ensemble de cette dernière partie, il se dégage plusieurs constats : l’évolution du fonctionnement de la bibliothèque (système de prêts, politique d’ouverture, construction des collections, classement et catalogage,…) a été moins dynamique à Caen qu’à Cardiff. Les bibliothécaires ont été plus impliqués dans ce processus à Cardiff, et l’échelle locale y a eu dans l’ensemble plus de poids que l’échelle nationale. A étudier l’évolution de ces deux bibliothèques après la seconde guerre mondiale, et même s’il convient d’être prudent du fait de la ténuité du corpus de sources sur lequel s’est appuyé notre travail, on a l’impression que les bibliothécaires de Caen ont été déresponsabilisés par la forte présence de la DBLP. Ajouté à cela, il apparaît que la bibliothèque universitaire, et ceux qui l’ont dirigée, ont été mis à l’écart de la vie de l’université et en ont souffert. L’ambiguïté institutionnelle dans laquelle se trouvaient les bibliothèques à l’intérieur de leurs universités a probablement joué en défaveur des premières. Les tensions avec le recteur, mais aussi avec les enseignants, semblent témoigner d’un malaise plus large entre ces bibliothèques et l’enseignement supérieur. Même si les professeurs ne sont pas absents de la vie de la bibliothèque, ils semblent aussi avoir été déresponsabilisés vis-à-vis de bibliothèques sur lesquelles ils n’avaient pas de contrôle, mais dans lesquelles ils semblent avoir eu tous les droits, ce qu’attestent les archives, qui concordent avec le témoignage d’anciens membres du personnel.

Globalement, les bibliothécaires ont régulièrement eu le sentiment d’être dépossédés de leur bibliothèque, sans que, paradoxalement, cela ne parvienne à les intégrer à la communauté universitaire. Ils avaient donc les inconvénients et de l’indépendance (la mise à l’écart) et de la dépendance hiérarchique (l’absence de contrôle sur un certain nombre de décisions, qui apparaît dans les correspondances avec le recteur ou avec l’université au sens large, ou encore dans les plaintes au sujet des enseignants.) Il est probable que les réformes de 1970, puis la suppression de la DBLP, et enfin la transformation des bibliothèques universitaires en SCD ont contribué à faire évoluer cet état des choses, et la mobilisation répétée d’un professeur en faveur de la bibliothèque au début des années 1980 va dans ce sens. Il est néanmoins difficile d’extrapoler sur une meilleure intégration de cette bibliothèque à son université sur la foi d’une seule mobilisation individuelle, et de nombreux témoignages relativisent cette intégration, au moins jusqu’en 1985. Il est plus difficile de se prononcer sur la relation de la bibliothèque avec les étudiants, car on dispose de peu d’informations, et ils ne sont jamais plus que mentionnés dans les procès-verbaux des conseils de la documentation. Si leur apport ne s’est pas fait de manière institutionnelle, ils ont quand même fait remonter certaines revendications. Les traces de celles-ci paraissent bien ténues quand on les compare à l’ensemble des revendications et des mouvements étudiants à l’époque, et aux critiques radicales qui furent adressées à l’Université. Les bibliothèques semblent avoir été à l’abri de ces revendications, ce qui ne constitua pas nécessairement un atout.

Il serait tentant d’établir un constat en opposition complète avec celui-là pour l’université de Cardiff, mais il convient de ne pas tomber dans la facilité d’une dichotomie trop marquée. Pourtant, un certain nombre d’évolutions ont été menées de manière très différente et il faut d’abord rappeler la situation institutionnelle dans laquelle se trouvaient les bibliothèques universitaires britanniques. L’UGC avait peu de moyens directs de pression en faveur des bibliothèques, et celles-ci étaient complètement sous le contrôle de leurs universités. Cette situation administrative, qui semble être le cauchemar de bien des bibliothécaires français dès les années 1970, ne semble pas tellement avoir nui à ces bibliothèques britanniques. Au contraire, la bibliothèque de Cardiff a su s’organiser, par le biais d’associations professionnelles comme la SCONUL, ou de manière plus informelle par l’échange d’informations avec d’autres bibliothèques universitaires, ou encore dans le cadre de projets coopératifs comme SWALCAP, pour faire reconnaître son importance et obtenir une partie des moyens dont elle avait besoin. Même si les relations du bibliothécaire avec les enseignants semblent plus régulières qu’à Caen, les traces de celles-ci ne sont pas non plus pléthoriques. Une forme de coopération s’est développée pour améliorer le service des étudiants grâce à des échanges sur les lectures demandées en *seminar*, mais les enseignants ne semblent pas avoir beaucoup influencé la politique de la bibliothèque. Il faut toutefois se méfier des sources dont nous disposons, et rappeler qu’à Caen comme à Cardiff, de nombreux échanges se sont sans doute faits de manière informelle. Enfin, les traces de la présence des étudiants, bien que minces, peuvent faire penser qu’ils ont eu une véritable influence sur la politique de la bibliothèque, tant leurs revendications, par le biais du *Fabian report,* entraient en résonance avec l’évolution de la politique de la bibliothèque. Deux autres documents indiquent que la bibliothèque a pu être un motif de mobilisation pour les étudiants, ce qui n’apparaît pas à Caen.

En conséquence, il nous est apparu que même si le ‘retard français’ n’est pas un mythe, il est probablement moins important que ce qui a pu être mis en évidence du fait de facteurs à la fois institutionnels, pédagogiques, et liés à la fonction de ces bibliothèques, qui n’ont pas été pris en compte dans les approches nationales, souvent très statistiques. Si le volume des recettes disponibles n’est pas un facteur à oublier pour expliquer ce retard, le moindre dynamisme de la politique de la bibliothèque de Caen et sa moindre intégration à son université semblent être des facteurs essentiels et qui ont été trop souvent négligés. Nous souhaitons désormais conclure ce travail en présentant certaines limites ou lacunes de notre approche, et ainsi ouvrir sur les possibilités d’amélioration de celle-ci.

## Elargir le corpus archivistique.

La limite principale de notre étude nous semble être l’origine trop restreinte des sources que nous avons utilisées, particulièrement dans le contexte français où les sources primaires étaient les plus éclatées. Dans le cadre de l’étude de la bibliothèque universitaire de Caen, cela conduit à une forme d’occultation archivistique dommageable pour cerner plus précisément la position de la bibliothèque dans son université. La lacune la plus évidente est le peu d’attention que nous avons prêtée aux bibliothèques d’institut. Nous avons déjà mentionné que ces dernières sont quasiment absentes des archives de la bibliothèque universitaire jusque dans les années 1970, alors que l’on sait qu’elles avaient un rôle important pour de nombreux membres de l’université. De plus, les informations sur ces bibliothèques, recueillies par la bibliothèque universitaire, souvent à la demande d’une direction nationale, insistent plus sur leurs manques que sur leurs apports. Leur place dans le système d’enseignement, dans les relations enseignants-étudiants, et avec chacun de ces deux groupes d’utilisateurs n’a jamais bénéficié de l’attention des bibliothécaires de l’université de Caen. Le rôle des sections mériterait aussi d’être plus amplement étudié et connu, car elles disparaissent dans les archives derrière l’unité administrative de la bibliothèque. Il semble pourtant intéressant de considérer la relation de chacune de ces sections avec l’université et ses acteurs, pour voir si elle varie en fonction des facultés, ce qui est probable. La diversité du personnel de la bibliothèque et de ses relations avec le personnel universitaire est aussi complètement occultée par les archives sur lesquelles nous avons travaillé. De ce point de vue, l’histoire des bibliothèques est encore une histoire des conservateurs.

Pour les deux premières limites que nous venons de souligner, il conviendrait de commencer par chercher les traces laissées par l’activité des bibliothèques d’institut et des sections de la bibliothèque universitaire. Nous avons essayé de le faire pour les bibliothèques d’institut, mais une première recherche a été relativement infructueuse. Par la suite, nous ne l’avons pas fait, par manque de temps, mais aussi par volonté de délimiter assez précisément notre objet d’étude pour ne pas se contenter de le survoler. A ces deux types de bibliothèques, il faut ajouter les bibliothèques des collèges universitaires sur la mise en place desquelles on sait peu de choses, particulièrement au sujet de leur relation avec leur bibliothèque de tutelle. Pour la troisième limite, au sujet du manque de connaissances sur la diversité du personnel, il sera probablement difficile de trouver d’autres traces pour y remédier. Cependant, pour l’ensemble de ces réalités difficiles à appréhender, et si les traces écrites s’avéraient décevantes dans l’étude des bibliothèques d’institut et des sections, il est probable que les témoignages des contemporains pourraient permettre de les compenser au moins partiellement, à condition d’être exploités assez rapidement.

Au-delà de cette question des sources, il nous semble que cette étude aurait besoin d’être prolongée de deux manières pour pouvoir apporter plus de certitudes, et plus de réponses aux questions qu’elle pose. Le premier de ces prolongements consisterait à multiplier l’approche que nous avons choisie – se focalisant sur une seule bibliothèque dans son contexte – autant au Royaume-Uni qu’en France, sur d’autres bibliothèques universitaires. Cela permettrait de mesurer l’importance des variations locales par rapport à la situation nationale, et cela aurait aussi le mérite d’épaissir le corpus archivistique que nous avons utilisé pour cerner les relations entre le personnel de la bibliothèque et les utilisateurs, et ainsi mieux comprendre le rôle de ces derniers en tant qu’acteurs de la vie de la bibliothèque. Le second de ces prolongements serait de poursuivre un certain nombre de questionnements sur

les besoins documentaires, sur la manière dont sont composées les bibliographies, sur ce que ces documents révèlent du rapport des enseignants à l’enseignement, et ce qu’ils induisent dans le comportement des étudiants, ou encore sur les conséquences de la politique de prêt sur l’utilisation des ressources documentaires par les étudiants, ou sur la durée moyenne des prêts et ce que cela induit dans la mise à disposition des collections.

A titre personnel, on peut difficilement être indifférent au moment de clore un travail de recherche de deux ans. Cette recherche nous a tenus à cœur et fut un bon moyen de questionner les différentes formes d’enseignement supérieur que nous avons côtoyées, leur rapport à la documentation, et la présence et la manière dont sont organisées cette documentation et les bibliothèques qui l’accueillent. Tant à titre personnel qu’en tant qu’historien, ce projet nous a beaucoup apportés, même s’il y a évidemment un certain nombre de limites et de défauts dans ce travail qui mériteraient d’être corrigés. Il nous semble que ce travail laisse le champ libre dans de nombreuses directions, et nous espérons pouvoir le prolonger à l’avenir ou voir d’autres que nous s’en charger. Pour terminer, nous souhaitons remercier encore une fois l’ensemble des personnes qui nous ont permis, de près ou de loin, de mener à bien cette recherche.

**Résumé.**

Ce mémoire propose d’explorer le thème récurrent, dans les écrits français au sujet des bibliothèques, du retard des bibliothèques universitaires françaises après la seconde guerre mondiale. Notre travail s’appuie sur l’étude de deux cas : la bibliothèque universitaire de Caen, en France, et celle de Cardiff, au Royaume-Uni, de 1945 à 1985. Tant les historiens français que les professionnels des bibliothèques ont souvent posé le problème du retard français uniquement en terme économique et en opposant des statistiques nationales. Il nous semble que cette approche les a conduits à trop séparer les bibliothèques universitaires de leurs contextes respectifs qui sont pourtant essentiels pour comprendre le rôle de ces bibliothèques, leur fonctionnement et les causes de leurs réussites ou de leurs échecs. Nous avons tenté d’y remédier en insistant sur les relations entretenues par ces deux bibliothèques avec les institutions nationales dont elles dépendaient, et avec leurs universités. Derrière cette dimension institutionnelle existent des relations humaines entre trois principaux groupes de personne : les bibliothécaires, les universitaires et les étudiants, qui ont trop souvent été négligées par les historiens des bibliothèques. Pour compléter cette approche, il fut nécessaire d’appréhender les bibliothèques sous tous leurs aspects : organisation administrative, finances, personnel, collections, automatisation, politique de coopération, bâtiments, aménagement intérieur,…

Nos conclusions ne nient pas l’existence d’une inégalité économique entre les bibliothèques universitaires françaises et britanniques qui a pu conduire à certains retards, mais mettent en perspective cette inégalité avec un contexte institutionnel et universitaire très différent. En plus de nuancer ce retard, il convient d’en questionner les causes, et ainsi de souligner les priorités différentes que se sont assignées ces bibliothèques, mais aussi l’isolement de la bibliothèque universitaire de Caen et le moindre dynamisme de sa politique, qui eurent des conséquences importantes sur les inégalités entre ces deux bibliothèques.

**Summary:**

This dissertation explores the recurrent theme in French writings about libraries of the ‘French lateness’ in university libraries. Our study focuses on two different cases: the French university library of Caen, and the British university library of Cardiff, from 1945 to 1985. French historians and librarians have both considered this problem through an economical perspective, by opposing national statistics. It seems that this perspective led them to part the university libraries from their contexts, though these contexts are essential to the understanding of libraries functions, of their different ways of working, and of their successes and fails. We tried to have a new view on this topic by stressing on the relationships these two libraries had with the national institutions responsible for them, and with their own university. Beyond this administrative dimension, we had to study the human relationships between three main different groups of people: librarians, university teachers and researchers, and students. All these relationships have been ignored for too long in the studies about university libraries. To complete this approach we considered as many aspects of these libraries as we could: administrative organization, finances, staff, collections, automation, cooperation policy, buildings, interior fittings…

Our conclusions do not contest the actual existence of an economic inequality between French and British universities which led to some delays, but it was necessary to soften this inequality by considering their very different institutional and university contexts. Add to this, our work challenges the usual conjured up causes of this lateness, and highlights the different priorities that these libraries had. We also underline the isolation of the university library of Caen and the lesser dynamism of its general policy, which had important consequences on the inequalities between these two libraries.

UNIVERSITE DE CAEN, BASSE-NORMANDIE

MEMOIRE DE MASTER 2 D’UNIVERSITE

HISTOIRE CONTEMPORAINE

# **ANNEXE**

Histoire des bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff (1944-1985) : pour une nouvelle approche comparative.

Septembre 2012.

### **TABLE DES MATIERES.**

[Remerciements 5](#_Toc336590151)

[Introduction. 7](#_Toc336590152)

[Une alternative aux comparaisons superficielles. 8](#_Toc336590153)

[L'histoire des bibliothèques universitaires : trois dimensions. 9](#_Toc336590154)

[De nombreux aspects à étudier. 13](#_Toc336590155)

[Une période d'étude aux limites mouvantes et non simultanées. 14](#_Toc336590156)

[Les bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff. 15](#_Toc336590157)

[Partie 1 : Faire face aux défis contextuels. 18](#_Toc336590158)

[Chapitre 1 : Une démarche valable ? 18](#_Toc336590159)

[A. Une histoire partielle, des fragments identiques ? 18](#_Toc336590160)

[*1.* *Des sources équivalentes ?* 18](#_Toc336590161)

[*2.* *Une histoire comparée, pas une histoire strictement parallèle.* 21](#_Toc336590162)

[B. Des objets historiques équivalents ? 23](#_Toc336590163)

[*1.* *Les universités de Caen et de Cardiff : quelle équivalence ?* 23](#_Toc336590164)

[*2.* *La situation de leurs bibliothèques respectives en 1944.* 25](#_Toc336590165)

[*3.* *« Bibliothèque universitaire » : quel objet historique ?* 29](#_Toc336590166)

[*4.* *Une comparaison sans évidence, mais qui mérite d’être menée.* 33](#_Toc336590167)

[Chapitre 2 : Des défis communs. 35](#_Toc336590168)

[A. Un défi documentaire presque identique. 35](#_Toc336590169)

[*1.* *La hausse de la production éditoriale.* 35](#_Toc336590170)

[*2.* *Hausse du coût de la documentation.* 38](#_Toc336590171)

[*3.* *Coût de la documentation scientifique et prééminence des périodiques.* 41](#_Toc336590172)

[B. Un défi démographique inégal. 46](#_Toc336590173)

[1. *Une très forte hausse, mais pas équivalente.* 46](#_Toc336590174)

[2. *Des rythmes différents mais des temporalités proches.* 47](#_Toc336590175)

[3. *Evolution qualitative du lectorat et changement du rapport à la documentation et à la bibliothèque universitaire.* 48](#_Toc336590176)

[C. Multiplication et essaimage des universités. 53](#_Toc336590177)

[*1.* *De profondes modifications de la géographie universitaire.* 53](#_Toc336590178)

[*2.* *Une répartition des fonds moins favorables aux anciennes universités ?* 54](#_Toc336590179)

[Chapitre 3 : Des moyens inégaux pour y faire face ? 59](#_Toc336590180)

[A. Des moyens différents : ressources et collections. 59](#_Toc336590181)

[*1.* *Une inégalité nationale.* 59](#_Toc336590182)

[*2.* *Une inégalité locale dans les acquisitions ?* 62](#_Toc336590183)

[B. Bâtiments et personnel : des capacités égales ? 65](#_Toc336590184)

[*1.* *Bibliothèque universitaire de Caen : un taux d’encadrement moindre.* 65](#_Toc336590185)

[*2.* *Les bâtiments : capacité supérieure ou priorités différentes ?* 67](#_Toc336590186)

[C. Une inégalité à relativiser. 72](#_Toc336590187)

[*1.* *Ni le monopole de l’enseignement supérieur, ni celui de la recherche, ni celui de la documentation.* 72](#_Toc336590188)

[*2.* *La documentation : une importance pédagogique différente.* 74](#_Toc336590189)

[Partie 2 : Des priorités différentes. 82](#_Toc336590190)

[Chapitre 4 : Des bibliothèques universitaires au service du lecteur. 82](#_Toc336590191)

[A. Aller vers les lecteurs, mais lesquels ? 82](#_Toc336590192)

[*1.* *Aller plus vers les lecteurs.* 82](#_Toc336590193)

[*2.* *La construction des collections, au service de la recherche ou de l’enseignement ?* 84](#_Toc336590194)

[B. Mettre à disposition les collections. 91](#_Toc336590195)

[*1.* *Catalogage et classement.* 91](#_Toc336590196)

[2. Le système de prêt. 94](#_Toc336590197)

[*3.* *Les horaires d’ouverture.* 97](#_Toc336590198)

[C. Un nouveau rapport à l’espace. 102](#_Toc336590199)

[*1.* *Amélioration de la place de l’utilisateur et avènement du confort comme exigence.* 102](#_Toc336590200)

[*2.* *Une nouvelle fonction du lieu bibliothèque.* 104](#_Toc336590201)

[Chapitre 5 : Automatisation : deux processus différents. 108](#_Toc336590202)

[A. Des possibilités identiques, mais des priorités différentes. 108](#_Toc336590203)

[*1.* *Les possibilités d’automatisation dans les bibliothèques.* 108](#_Toc336590204)

[*2.* *Des urgences différentes.* 111](#_Toc336590205)

[B. Deux manières différentes de penser l’informatisation. 115](#_Toc336590206)

[*1.* *Cardiff : une informatisation progressive et réussie.* 115](#_Toc336590207)

[*2.* *Caen : une automatisation tardive.* 118](#_Toc336590208)

[Partie 3 : Penser le changement. 123](#_Toc336590209)

[Chapitre 6 : Normalisation nationale et initiatives locales : les bibliothèques universitaires et l’extérieur. 124](#_Toc336590210)

[A. Coopération des bibliothèques universitaires entre elles. 124](#_Toc336590211)

[*1.* *Cardiff : une coopération active, vectrice de réformes.* 124](#_Toc336590212)

[*2.* *Caen : des échanges sans grandes conséquences.* 127](#_Toc336590213)

[B. Institutions étatiques et bibliothèques universitaires : deux situations très différentes. 131](#_Toc336590214)

[*1.* *Une direction des bibliothèques très présente.* 131](#_Toc336590215)

[*2.* *L’UGC : force de proposition et d’incitation.* 137](#_Toc336590216)

[C. Le rôle important des associations professionnelles. 140](#_Toc336590217)

[*1.* *Une profession bien organisée.* 140](#_Toc336590218)

[*2.* *Des associations importantes pour le partage d’information et le changement.* 144](#_Toc336590219)

[Chapitre 7 : Bibliothèques universitaires et universités : intégration et isolement ? 148](#_Toc336590220)

[A. Les relations institutionnelles avec l’université. 148](#_Toc336590221)

[*1.* *Cardiff : entre complicité et pression.* 148](#_Toc336590222)

[*2.* *Caen : une relation compliquée ?* 151](#_Toc336590223)

[B. Le personnel : quelle relation avec les enseignants ? 158](#_Toc336590224)

[*1.* *La question des statuts.* 158](#_Toc336590225)

[*2.* *Entre coopération et absence de relation.* 160](#_Toc336590226)

[C. Concurrence documentaire : les relations avec les bibliothèques d’instituts. 167](#_Toc336590227)

[*1.* *Une existence de longue date, mais la persistance d’un manque de communication.* 167](#_Toc336590228)

[*2.* *Quelle coopération pour faire face aux défis communs ?* 169](#_Toc336590229)

[*3.* *Les bibliothèques d’instituts : des bibliothèques illégitimes ?* 172](#_Toc336590230)

[Chapitre 8 : Les étudiants : acteurs du changement ? 177](#_Toc336590231)

[A. Aller vers les utilisateurs. 178](#_Toc336590232)

[*1.* *Utiliser leurs pratiques.* 178](#_Toc336590233)

[2. *Enquêter*. 181](#_Toc336590234)

[B. La mobilisation des étudiants. 187](#_Toc336590235)

[*1.* *Leurs demandes.* 187](#_Toc336590236)

[*2.* *La bibliothèque universitaire : un objet de manifestation ?* 191](#_Toc336590237)

[Conclusion : 194](#_Toc336590238)

[Du contexte, du contexte et encore du contexte. 194](#_Toc336590239)

[Un retard, quel retard ? 197](#_Toc336590240)

[Elargir le corpus archivistique. 202](#_Toc336590241)

[ANNEXE 207](#_Toc336590242)

[**TABLE DES MATIERES.** 209](#_Toc336590243)

[**TABLE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS.** 212](#_Toc336590244)

[**LISTE DES FIGURES.** 213](#_Toc336590245)

[**SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.** 272](#_Toc336590246)

**TABLE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS.**

ABF Association des Bibliothécaires Français

ADBU Amicale[[611]](#footnote-611) des Directeurs des Bibliothèques Universitaires

ASSL Arts and Social Studies Library

AUDIST Agence Universitaire de Documentation et d’Information Scientifique et Technique

BAB Bureau pour l’Automatisation des Bibliothèques

BNU Bibliothèque Nationale et Universitaire

BU Bibliothèque universitaire

CADIST Centre d’Acquisition et de Diffusion de l’Information Scientifique et Technique.

CCN Catalogue Collectif National des publications en série

CNRS Centre National de la Recherche Scientifique

DBLP Direction des Bibliothèques et de la Lecture Publique

DBMIST Direction des Bibliothèques, des Musées et de l’Information Scientifique et Technique

DICA Division de la Coopération et de l’Automatisation

ENSB Ecole Nationale Supérieure de Bibliothécaires

LA Library Association

OSTI Office of Scientific and Technical Information

SCD Service Commun de la Documentation

SCOLCAP Scottish Libraries Cooperative Automation Project

SCONUL Standing Conference for National and University Libraries

SWALCAP South West Academic Libraries Co-operative Automation Project

UCC University College Cardiff[[612]](#footnote-612)

UER Unité d’Enseignement et de Recherche

UGC University Grants Committee

UWIST University of Wales Institute of Science and Technology

**LISTE DES FIGURES.**

[Figure 1 Tableau représentant la proportion du volume total des collections des bibliothèques universitaires britanniques possédée par chacune d’entre-elles. 216](#_Toc334710037)

[Figure 2 Tableau du nombre d’étudiants de l’université de Cardiff et de Caen. 218](#_Toc334710038)

[Figure 3 Part respective des effectifs étudiants des universités de Caen et de Cardiff par rapport au nombre d’étudiants britanniques et français. 219](#_Toc334710039)

[Figure 4 Nombre de volumes et brochures possédés par les bibliothèques universitaires de Caen et Cardiff. 220](#_Toc334710040)

[Figure 5 Cours de certaines devises étrangères à Paris. 220](#_Toc334710041)

[Figure 6 Nombre d'étudiants en France de 1898 à 1954. 221](#_Toc334710042)

[Figure 7 Tableau du nombre d’emprunts annuels par étudiant à la bibliothèque universitaire de Cardiff. 221](#_Toc334710043)

[Figure 8 Part du PNB affectée à l'enseignement supérieur, en France, en RFA et au Royaume-Uni. 222](#_Toc334710044)

[Figure 9 Indicateurs de comparaison des bibliothèques universitaires en France, RFA, et au Royaume-Uni. 222](#_Toc334710045)

[Figure 10 Recettes de fonctionnement des bibliothèques universitaires françaises. (Francs constants) 223](#_Toc334710046)

[Figure 11 Evolution des subventions de fonctionnement des universités et des bibliothèques universitaires françaises. 224](#_Toc334710047)

[Figure 12 Evolution des recettes de la bibliothèque universitaire de Cardiff en livres sterling courantes et en livres sterling constantes. 225](#_Toc334710048)

[Figure 13 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Cardiff. 226](#_Toc334710049)

[Figure 14 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Caen. 226](#_Toc334710050)

[Figure 15 Enquête sur la répartition des dépenses documentaires par section. Bibliothèque universitaire de Caen. 1982. 227](#_Toc334710051)

[Figure 16 Synthèse nationale des résultats de l'enquête sur la répartition par niveau des dépenses documentaires. 227](#_Toc334710052)

[Figure 17 Durée moyenne des prêts à la bibliothèque universitaire de Caen. 228](#_Toc334710053)

[Figure 18 Nombre de lecteurs recensés à 17h30 lors des quatre premières semaines du premier trimestre de l’année 1951/52. 228](#_Toc334710054)

[Figure 19 Nombre de lecteurs recensés à 19h30 lors des quatre premières semaines du premier trimestre de l’année 1951/52. 228](#_Toc334710055)

[Figure 20 Fréquentation à la bibliothèque universitaire de Caen en 1962, selon le type de lecteurs. 229](#_Toc334710056)

[Figure 21 Fréquentation à la bibliothèque universitaire de Caen en 1966, selon le type de lecteurs. 229](#_Toc334710057)

[Figure 22 Nombre total de lecteurs par an en soirée à la bibliothèque universitaire de Cardiff. 230](#_Toc334710058)

[Figure 23 Nombre moyen de lecteurs par jour par trimestre à la bibliothèque universitaire de Cardiff. 230](#_Toc334710059)

[Figure 24 Evolution du nombre d’étudiants dans les universités françaises et britanniques. 232](#_Toc334710060)

[Figure 25 Nombre de volumes acquis par an par la bibliothèque universitaire de Cardiff. 233](#_Toc334710061)

[Figure 26 Accroissement annuel, en pourcentage, du nombre de volumes de la bibliothèque universitaire de Cardiff. 234](#_Toc334710062)

[Figure 27 Nombre de dons d'ouvrages (livres et brochures) par an à la bibliothèque universitaire de Caen. 235](#_Toc334710063)

[Figure 28 Nombre de volumes acquis par an par la bibliothèque de l’université de Caen. 236](#_Toc334710064)

[Figure 29 Nombre de périodiques acquis chaque année par la bibliothèque universitaire de Caen. 237](#_Toc334710065)

[Figure 30 Nombre de périodiques et de livres achetés chaque année par la bibliothèque universitaire de Cardiff. 238](#_Toc334710066)

[Figure 31 Nombre de volumes catalogués par la bibliothèque de l'université de Caen. 239](#_Toc334710067)

[Figure 32 Evolution du stock de livres et périodiques de la bibliothèque de l'université de Cardiff. 240](#_Toc334710068)

[Figure 33 Evolution de la part des périodiques dans le nombre d'acquisitions de la bibliothèque universitaire de Cardiff. 241](#_Toc334710069)

[Figure 34 Part des dépenses pour les acquisitions respectives de livres et de périodiques par la bibliothèque universitaire de Cardiff. 242](#_Toc334710070)

[Figure 35 Part des périodiques dans les volumes (livres, périodiques, thèses et brochures) dans les acquisitions (dons et achats) pour la bibliothèque universitaire de Caen. 243](#_Toc334710071)

[Figure 36 Nombre d’étudiants total de l’université de Cardiff. 244](#_Toc334710072)

[Figure 37 Proportion des étudiants-chercheurs parmi les étudiants de l’université de Cardiff. 245](#_Toc334710073)

[Figure 38 Nombre d'étudiants dans l'université de Caen. 246](#_Toc334710074)

[Figure 39 Evolution du nombre d'emprunts par le personnel et par les étudiants à la bibliothèque de Cardiff. 247](#_Toc334710075)

[Figure 40 Nombre d’emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Caen. 248](#_Toc334710076)

[Figure 41 Nombre d'emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Cardiff. 249](#_Toc334710077)

[Figure 42 Dépenses des bibliothèques universitaires en proportion des dépenses totales des universités : moyenne britannique. (1913/14-1976/77). 250](#_Toc334710078)

[Figure 43 Evolution du budget annuel de la bibliothèque universitaire de Cardiff en Livres sterling courantes. 251](#_Toc334710079)

[Figure 44 Evolution des recettes de la bibliothèque universitaire de Cardiff en Livres sterling constantes de 1956. 252](#_Toc334710080)

[Figure 45 Nombre de volumes achetés par an par la bibliothèque universitaire de Cardiff. 253](#_Toc334710081)

[Figure 46 Part des étudiants de l'université de Caen qui fréquentent la bibliothèque universitaire. 254](#_Toc334710082)

[Figure 47 Volumes attendant d'être catalogués à la bibliothèque universitaire de Caen. 255](#_Toc334710083)

[Figure 48 Nombre d'utilisateurs réels de la bibliothèque universitaire de Caen. 256](#_Toc334710084)

[Figure 49 Extrait bibliographie britannique 1. 258](#_Toc334710085)

[Figure 50 Extrait bibliographie britannique 2. 259](#_Toc334710086)

[Figure 51 Extrait bibliographie britannique 3. 260](#_Toc334710087)

[Figure 52 Extrait bibliographie britannique 4. 261](#_Toc334710088)

[Figure 53 Extrait bibliographie britannique 5. 262](#_Toc334710089)

[Figure 54 Extrait bibliographie française 1. 263](#_Toc334710090)

[Figure 55 Extrait bibliographie française 2. 264](#_Toc334710091)

[Figure 56 Extrait bibliographie française 3. 265](#_Toc334710092)

[Figure 57 Questionnaire du 9 mars 1953, destiné aux utilisateurs de la bibliothèque universitaire de Cardiff. 266](#_Toc334710093)

[Figure 58 Carte des universités françaises en 1960. 268](#_Toc334710094)

[Figure 59 Carte des universités françaises en 1992-1993. 269](#_Toc334710095)

[Figure 60 Carte des universités britanniques en 1975. 270](#_Toc334710096)

**TABLEAUX.**

Figure Tableau représentant la proportion du volume total des collections des bibliothèques universitaires britanniques possédée par chacune d’entre-elles.[[613]](#footnote-613)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1971/72** | **Nombre volumes** | **Part des collections des bibliothèques universitaires britanniques.** |
| Oxford | 4223000 | 15,56 |
| Cambridge | 3808000 | 14,03 |
| Manchester | 1160000 | 4,27 |
| Edinburgh | 1092000 | 4,02 |
| London | 1053000 | 3,88 |
| Glasgow | 993000 | 3,66 |
| Birmingham | 854000 | 3,15 |
| Leeds | 809000 | 2,98 |
| St Andrews | 692000 | 2,55 |
| Liverpool | 688000 | 2,54 |
| Univ College (London) | 615000 | 2,27 |
| LES | 604000 | 2,23 |
| Aberdeen | 594000 | 2,19 |
| Newcastle | 522000 | 1,92 |
| Sheffield | 494000 | 1,82 |
| Bristol | 460000 | 1,69 |
| Durham | 448000 | 1,65 |
| Hull | 422000 | 1,55 |
| Reading | 413000 | 1,52 |
| Southampton | 410000 | 1,51 |
| Nottingham | 404000 | 1,49 |
| Leicester | 367000 | 1,35 |
| Sussex | 345000 | 1,27 |
| Bangor | 342000 | 1,26 |
| Aberystwyth | 335000 | 1,23 |
| King's College (London) | 309000 | 1,14 |
| Cardiff | 298000 | 1,10 |
| Swansea | 290000 | 1,07 |
| Keele | 282000 | 1,04 |
| Exeter | 281000 | 1,04 |
| Dundee | 254000 | 0,94 |
| Kent | 220000 | 0,81 |
| East Anglia | 214000 | 0,79 |
| Lancaster | 211000 | 0,78 |
| Warwick | 208000 | 0,77 |
| Essex | 195000 | 0,72 |
| Strathclyde | 194000 | 0,71 |
| Bedford College | 179000 | 0,66 |
| York | 174000 | 0,64 |
| Bradford | 172000 | 0,63 |
| Queen Mary College | 157000 | 0,58 |
| Birkbeck College | 141000 | 0,52 |
| Loughborough | 139000 | 0,51 |
| Surrey | 127000 | 0,47 |
| Aston | 125000 | 0,46 |
| Stirling | 116000 | 0,43 |
| Salford | 113000 | 0,42 |
| City | 107000 | 0,39 |
| Westfield College | 97000 | 0,36 |
| Bath | 94000 | 0,35 |
| Royal Holloway College | 91000 | 0,34 |
| Brunel | 76000 | 0,28 |
| U of Wales Institute Science | 68000 | 0,25 |
| Heriot-Watt | 60000 | 0,22 |
| Total | 27139000 | 100,00 |

Figure Tableau du nombre d’étudiants de l’université de Cardiff et de Caen.[[614]](#footnote-614)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Cardiff** | **Caen (avec Rouen et Le Mans)** | **Caen seul[[615]](#footnote-615)** |
| 1951/52 | 1600 |  | 2937 |
| 1959/60 | 2013 | 5073[[616]](#footnote-616) | 5073[[617]](#footnote-617) |
| 1963/64 | 2492 | 7234[[618]](#footnote-618) | 7004 |
| 1966/67 | 2977 | 10713[[619]](#footnote-619) | 9095 |

Figure Part respective des effectifs étudiants des universités de Caen et de Cardiff par rapport au nombre d’étudiants britanniques et français.[[620]](#footnote-620)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année** | **Part de l'université de Cardiff dans le nombre d'étudiants britanniques** | **Part de l’université de Caen et des collèges universitaires qu’elle dessert dans le nombre d’étudiants français.** |
| 1951/52 | 1,92 | 2,07 |
| 1959/60 | 1,94 | 2,51 |
| 1960/61 | 1,93 | 2,91 |
| 1961/62 | 1,93 | 2,23 |
| 1962/63 | 1,91 | 2,14 |
| 1963/64 | 1,97 | 2,17 |
| 1964/65 | 1,97 | 2,11 |

Figure Nombre de volumes et brochures possédés par les bibliothèques universitaires de Caen et Cardiff.[[621]](#footnote-621)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année** | **Caen** | **Cardiff** |
| Avant seconde guerre mondiale[[622]](#footnote-622) | 230 000 | 105 000 |
| 1945/46 | 60 000 |  |
| 1951/52 | 219 000 (62 000)[[623]](#footnote-623) | 140 000 |
| 1958/59 | 338 000 (42 000)[[624]](#footnote-624) | 186 000 |

Figure Cours de certaines devises étrangères à Paris.[[625]](#footnote-625)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Monnaie** | **1965** | **1975** | **1985** |
| Dollar américain | 4,90 FF | 4,29 FF | 8,98 FF |
| Deutsche Mark | 1,23 FF | 1,74 FF | 3,05 FF |
| Livre sterling | 13,70 FF | 9,51 FF | 11,55 FF |
| Florin néerlandais | 1,36 FF | 1,70 FF | 2,7 FF |
| Franc suisse | 1,13 FF | 1,6 FF | 3,66 FF |

Figure Nombre d'étudiants en France de 1898 à 1954.[[626]](#footnote-626)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année** | **Nombre d'étudiants** | **Augmentation en pourcentage.** |
| 1898 | 28543 |  |
| 1904 | 32407 | 13,54 |
| 1914 | 42037 | 29,72 |
| 1920 | 45114 | 7,32 |
| 1929 | 66961 | 48,43 |
| 1939 | 78973 | 17,94 |
| 1945 | 97000 | 22,83 |
| 1954 | 151000 | 55,67 |

Figure Tableau du nombre d’emprunts annuels par étudiant à la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[627]](#footnote-627)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année** | **Nombre d’étudiants** | **Nombre moyen d’emprunts par étudiant** |
| 1951/52 | 1600 | 3,78 |
| 1959/60 | 2013 | 7,40 |
| 1964/65 | 2734 | 7,38 |
| 1969/70 | 3356 | 13,1 |
| 1974/75 | 4152 | 17,56 |

Figure Part du PNB[[628]](#footnote-628) affectée à l'enseignement supérieur, en France, en RFA[[629]](#footnote-629) et au Royaume-Uni.[[630]](#footnote-630)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pays** | **1960** | **1965** | **1970** | **1975** |
| France | 0,28 | 0,48 | 0,55 | 0,45 |
| RFA | 0,51 | 0,58 | 0,63 | 0,72 |
| Royaume-Uni | 0,8 |  | 1,29 | 1,24 |

Figure Indicateurs de comparaison des bibliothèques universitaires en France, RFA, et au Royaume-Uni.[[631]](#footnote-631)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Année 1960 | | | 1974 | | |
| **Critères de comparaison** | **France (1960)** | **RFA (1963)** | **Royaume-Uni (1963)** | **France** | **RFA** | **Royaume-Uni** |
| Etudiants | 202062 | 213000 | 119000 | 750963 | 604000 | 244000 |
| Collections (en millions  de volumes) | | 17,7 | 17,8 | 14 | 32,8 | 33,2 |
| Périodiques | 38812 | 89328 |  | 50700 | 211000 |  |
| Effectifs | 703 | 1346 |  | 2972 | 4154 |  |

Figure Recettes de fonctionnement des bibliothèques universitaires françaises. (Francs constants)[[632]](#footnote-632)

France entière.

Unité : millions de francs constants 1964.

|  |  |
| --- | --- |
| **Année** | **Total recettes** |
| 1964 | 11,7 |
| 1965 | 15,4 |
| 1966 | 16,3 |
| 1967 | 18,5 |
| 1968 | 22,5 |
| 1969 | 24,3 |
| 1970 | 28 |
| 1971 | 17,8 |
| 1972 | 28,2 |
| 1973 | 28,2 |
| 1974 | 30,4 |
| 1975 | 30,7 |
| 1976 | 30,4 |
| 1977 | 31,4 |
| 1978 | 28,9 |
| 1979 | 31 |
| 1980 | 30,1 |
| 1981 | 29,5 |
| 1982 | 33 |
| 1964-1982 | x 2,8 |
|  |  |
| 1983 | 25,9 |
| 1984 | 26,8 |
| 1985 | 30 |
| 1983-1985 | x 1,2 |

Figure Evolution des subventions de fonctionnement des universités et des bibliothèques universitaires françaises.[[633]](#footnote-633)[[634]](#footnote-634)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Universités** | **Indice** | **Bibliothèques** | **Indice** | **Part de la subvention de la bibliothèque dans l’ensemble de la subvention.** |
| 1964 | 152,5 | 100 | 11,6 | 100 | 7,1 |
| 1966 | 174 | 114 | 15,4 | 133 | 8,1 |
| 1968 | 256,8 | 168 | 20,4 | 176 | 7,4 |
| 1970 | 414,1 | 272 | 29,4 | 253 | 6,6 |
| 1972 | 495,2 | 325 | 31,9 | 275 | 6,1 |
| 1974 | 627,3 | 411 | 42,6 | 367 | 6,4 |
| 1976 | 1009,1 | 662 | 56 | 483 | 5,3 |
| 1978 | 1047 | 687 | 56,1 | 484 | 5,1 |
| 1980 | 1167,8 | 766 | 64,9 | 559 | 5,3 |
| 1982 | 1535 | 1007 | 92,4 | 797 | 5,7 |
| 1985 | 1763,5 | 1156 | 75,5 | 651 | 4,1 |

Source : Budget vote des exercices 1964 à 1985.

Figure Evolution des recettes de la bibliothèque universitaire de Cardiff en livres sterling courantes et en livres sterling constantes.[[635]](#footnote-635)

Unité : Livres constantes de 1956.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Inflation** | **Recettes en livres sterling courantes.** | **Evolution du budget en Livres sterling constantes** |
| 1956/57 |  | 13374 | 13374 |
| 1957/58 | 3,30% | 13850 | 13393 |
| 1958/59 | 2,70% | 16570 | 15591 |
| 1959/60 | 0,90% | 20651 | 19255 |
| 1960/61 | 1,10% | 21532 | 19856 |
| 1961/62 | 2,90% | 22703 | 20329 |
| 1962/63 | 3,60% | 23704 | 20461 |
| 1963/64 | 1,80% | 25051 | 21235 |
| 1964/65 | 3,50% | 26263 | 21483 |
| 1965/66 | 5,00% | 47643 | 37023 |
| 1966/67 | 3,80% | 51890 | 38791 |
| 1967/68 | 2,70% | 52160 | 37940 |
| 1968/69 | 4,70% | 65198 | 45194 |
| 1969/70 | 5,60% | 71631 | 46873 |
| 1970/71 | 5,90% | 69390 | 42727 |
| 1971/72 | 8,60% | 63349 | 35653 |
| 1972/73 | 6,40% | 139696 | 73590 |
| 1973/74 | 8,40% | 181346 | 87506 |
| 1974/75 | 17,20% | 177933 | 71091 |
| 1975/76 | 24,20% | 205864 | 62346 |
| 1976/77 | 16,50% | 222889 | 56364 |

Figure Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[636]](#footnote-636)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Nombre d'étudiants** | **Nombre de livres acquis par étudiant** | **Nombre de périodiques acquis par étudiant** | **Nombre total d'acquisition par étudiant** | **Nombre de volumes par étudiant** |
| 1951/52 | 1600 | 1,52 | 1,17 | 2,69 | 76,62 |
| 1959/60 | 2013 | 2,33 | 0,73 | 3,06 | 82,63 |
| 1962/63 | 2275 | 2,41 | 0,79 | 3,20 | 82,33 |
| 1965/66 | 2878 | 2,92 | 1,03 | 3,95 | 75,79 |
| 1968/69 | 3192 | 3,12 | 0,91 | 4,02 | 80,20 |
| 1971/72 | 3447 | 3,44 | 1,04 | 4,47 | 87,83 |
| 1974/75 | 4152 | 3,10 | 2,56 | 5,66 | 86,86 |
| 1976/77 | 4832 | 2,19[[637]](#footnote-637) | 0,75 | 3,08 |  |

Figure Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Caen.[[638]](#footnote-638)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Nombre d'étudiants** | **Nombre de livres et brochures acquis par étudiant** | **Nombre de périodiques acquis par étudiant** | **Sous-total sans les thèses.** | **Total avec les thèses.** |
| 1951/52 | 2937 | 3,92 | 0,20 | 4,12 | 4,11[[639]](#footnote-639) |
| 1960/61 | 4770 | 0,57 | 1,65 | 2,21 | 2,85 |
| 1962/63 | 5799 | 0,62 | 1,86 | 2,48 | 3,02 |
| 1965/66 | 10025 | 0,60 | 1,20 | 1,80 | 2,15 |
| 1966/67 | 8614 | 0,85 | 1,29 | 2,14 | 2,58 |
| 1973[[640]](#footnote-640) | 5597[[641]](#footnote-641) | 0,43 | 0,25 | 0,68[[642]](#footnote-642) |  |

Figure Enquête sur la répartition des dépenses documentaires par section. Bibliothèque universitaire de Caen. 1982.[[643]](#footnote-643)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Section** | **Part des dépenses livres pour étudiant** | **Part des dépenses périodiques pour étudiant** | **Part des dépenses documentaires pour les étudiants[[644]](#footnote-644)** | **Part des dépenses livres pour recherche** | **Part des dépenses périodiques pour recherche** | **Part des dépenses documentaires pour la recherche[[645]](#footnote-645)** | **Autres** |
| Section droit-lettres | 65,6 | 63,03 | 62 | 34,4 | 36,97 | 35 | 3 |
| Section médecine-pharmacie | 90 | 2 | 40 | 10 | 98 | 60 | 0 |
| Section sciences | 10,64 | 0,18 | 1 | 89,36 | 99,82 | 99 | 0 |

Figure Synthèse nationale des résultats de l'enquête sur la répartition par niveau des dépenses documentaires.[[646]](#footnote-646)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Niveau des dépenses documentaires** | **Groupe 1. >20 000 étudiants** | **10 000< Groupe 2 < 20000** | **5000 < Groupe 3 <10 000** | **Groupe 4 < 5000** |
| Etudiant | 20% | 24% | 23% | 47% |
| Recherche | 72% | 67% | 53% | 41% |
| Indissociable | 8% | 9% | 24% | 12% |

Figure Durée moyenne des prêts à la bibliothèque universitaire de Caen.[[647]](#footnote-647)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Durée moyenne des prêts (en jours)** | **1955** | **1960** | **1965** |
|  | 29 | 24,3 | 26,7 |

Figure Nombre de lecteurs recensés à 17h30 lors des quatre premières semaines du premier trimestre de l’année 1951/52.[[648]](#footnote-648)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nombre de lecteurs à 17h30** | **Personnel académique** | **Etudiants** |
| Semaine 1 | 4 | 79 |
| Semaine 2 | 4 | 86 |
| Semaine 3 | 2 | 126 |
| Semaine 4 | 3 | 131 |
| Total | 13 | 422 |

Figure Nombre de lecteurs recensés à 19h30 lors des quatre premières semaines du premier trimestre de l’année 1951/52.[[649]](#footnote-649)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nombre de lecteurs à 19h30** | **Personnel académique** | **Etudiants** |
| Semaine 1 | 3 | 74 |
| Semaine 2 | 1 | 74 |
| Semaine 3 | 2 | 94 |
| Semaine 4 | 1 | 129 |
| Total | 7 | 371 |

Figure Fréquentation à la bibliothèque universitaire de Caen en 1962, selon le type de lecteurs.[[650]](#footnote-650)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Heures d'ouverture** | **Etudiants** | **Professeurs** |
| 14h-18h | 5512 | 42 |
| 18h-19h | 2059 | 13 |
| 19h-20h | 1295 | 2 |
| Total[[651]](#footnote-651) | 13739 | 81 |
| Pourcentage de la fréquentation totale sur la période 18h-19h | 15,0 | 16,0 |
| Pourcentage de la fréquentation totale sur la période 19h-20h | 9,4 | 2,5 |

Figure Fréquentation à la bibliothèque universitaire de Caen en 1966, selon le type de lecteurs.[[652]](#footnote-652)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Heures d'ouverture** | **Etudiants** | **Professeurs** |
| 14h-18h | 11065 | 99 |
| 18h-20h | 3757 | 6 |
| 20h-22h | 1420 | 1 |
| Total[[653]](#footnote-653) | 26822 | 162 |
| Pourcentage de la fréquentation totale sur la période 18h-20h | 14,0 | 3,7 |
| Pourcentage de la fréquentation totale sur la période 20h-22h | 5,3 | 0,6 |

Figure Nombre total de lecteurs par an en soirée à la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[654]](#footnote-654)[[655]](#footnote-655)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nombre total de lecteurs par an.** | **18h30** | **20h** |
| 1956/57 | 6376 | 7149 |
| 1957/58 | 5985 | 6574 |
| 1959/60 | 5003[[656]](#footnote-656) | 6110[[657]](#footnote-657) |
| 1960/61 | 4472 | 5794 |

Figure Nombre moyen de lecteurs par jour par trimestre à la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[658]](#footnote-658)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Heure du recensement.** | **Nombre moyen de lecteurs pendant *Michaelmas term.*** | **Nombre de jours ouverts dans le trimestre 1** | **Nombre moyen de lecteurs pendant *Lent term.*** | **Nombre de jours ouverts dans le trimestre 2** | **Nombre moyen de lecteurs pendant *Summer term*.** | **Nombre de jours ouverts dans le trimestre 3** |
| 1959/60 | 11h30 | 141 | 60 | 152 | 61 | 166 | 37 |
|  | 18h30 | 32 | 41 | 46 | 40 | 55 | 34 |
|  | 20h30 | 40 | 40 | 57 | 34 | 75 | 34 |

**GRAPHIQUES.**

Figure Evolution du nombre d’étudiants dans les universités françaises et britanniques.[[659]](#footnote-659)

Figure Nombre de volumes acquis par an par la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[660]](#footnote-660)

Figure Accroissement annuel, en pourcentage, du nombre de volumes de la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[661]](#footnote-661)

Figure Nombre de dons d'ouvrages (livres et brochures) par an à la bibliothèque universitaire de Caen.[[662]](#footnote-662)

Figure Nombre de volumes acquis par an par la bibliothèque de l’université de Caen.[[663]](#footnote-663)

Figure Nombre de périodiques acquis chaque année par la bibliothèque universitaire de Caen.[[664]](#footnote-664)

Figure Nombre de périodiques et de livres achetés chaque année par la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[665]](#footnote-665)

Figure Nombre de volumes catalogués par la bibliothèque de l'université de Caen.[[666]](#footnote-666)

Figure Evolution du stock de livres et périodiques de la bibliothèque de l'université de Cardiff.[[667]](#footnote-667)

Figure Evolution de la part des périodiques dans le nombre d'acquisitions de la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[668]](#footnote-668)

Figure Part des dépenses pour les acquisitions respectives de livres et de périodiques par la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[669]](#footnote-669)

Figure Part des périodiques dans les volumes (livres, périodiques, thèses et brochures) dans les acquisitions (dons et achats) pour la bibliothèque universitaire de Caen.[[670]](#footnote-670)

Figure Nombre d’étudiants total de l’université de Cardiff.[[671]](#footnote-671)

Figure Proportion des étudiants-chercheurs parmi les étudiants de l’université de Cardiff.[[672]](#footnote-672)

Pourcentage d’étudiants-chercheurs

Figure Nombre d'étudiants dans l'université de Caen.[[673]](#footnote-673)

Figure Evolution du nombre d'emprunts par le personnel et par les étudiants à la bibliothèque de Cardiff.[[674]](#footnote-674)

Figure Nombre d’emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Caen.[[675]](#footnote-675)

Figure Nombre d'emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[676]](#footnote-676)

Année

Figure Dépenses des bibliothèques universitaires en proportion des dépenses totales des universités : moyenne britannique. (1913/14-1976/77).[[677]](#footnote-677)

Année

Pourcentage des dépenses des universités consacrées à leur bibliothèque universitaire

Figure Evolution du budget annuel de la bibliothèque universitaire de Cardiff en Livres sterling courantes.[[678]](#footnote-678)

Année

Figure Evolution des recettes de la bibliothèque universitaire de Cardiff en Livres sterling constantes de 1956.[[679]](#footnote-679)

Figure Nombre de volumes achetés par an par la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[680]](#footnote-680)

Figure Part des étudiants de l'université de Caen qui fréquentent la bibliothèque universitaire.[[681]](#footnote-681)

Figure Volumes attendant d'être catalogués à la bibliothèque universitaire de Caen.[[682]](#footnote-682)[[683]](#footnote-683)

Figure Nombre d'utilisateurs réels de la bibliothèque universitaire de Caen.[[684]](#footnote-684)

**DOCUMENTS.**

Figure Extrait bibliographie britannique 1.[[685]](#footnote-685)

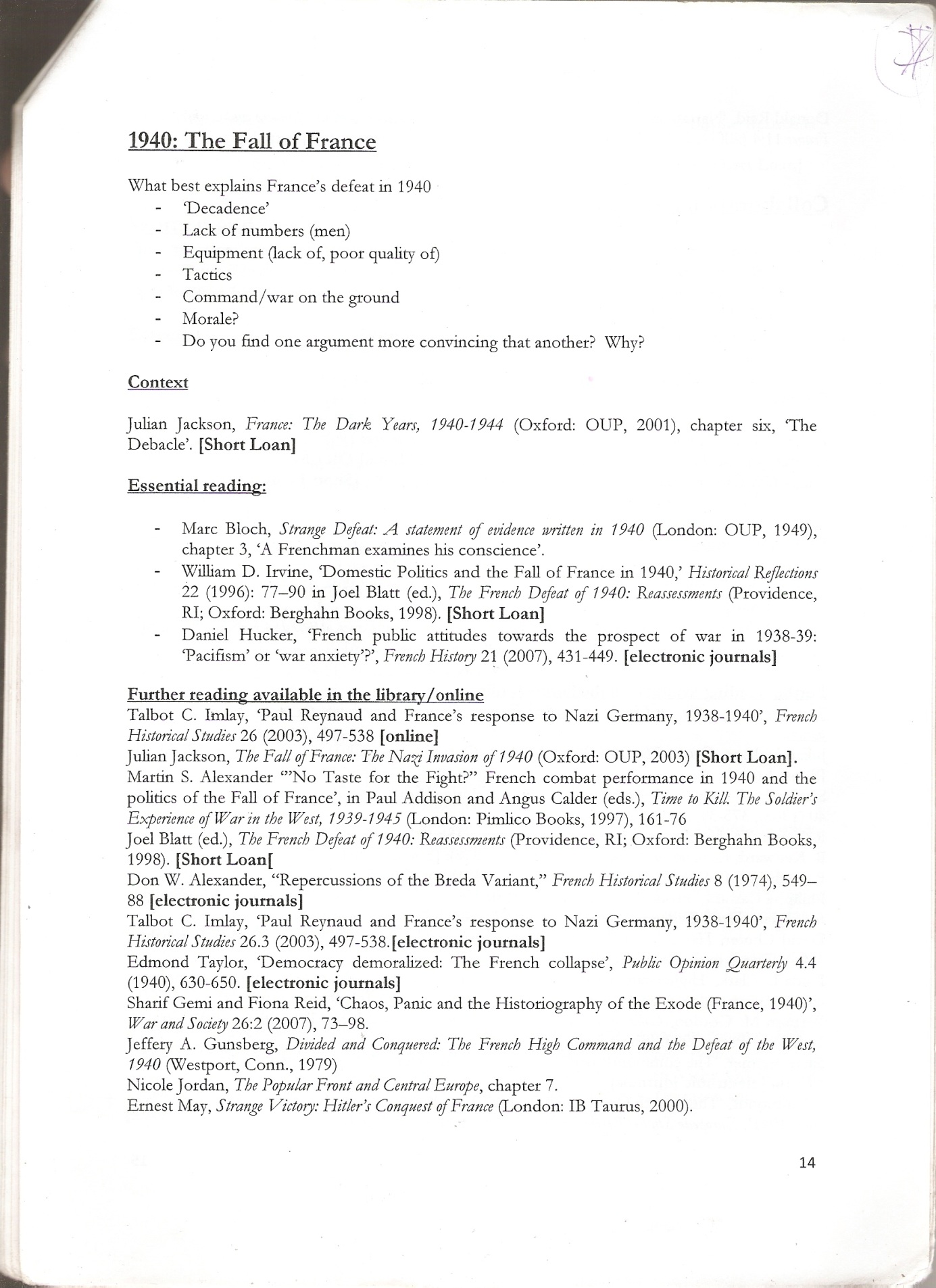


Figure Extrait bibliographie britannique 2.[[686]](#footnote-686)

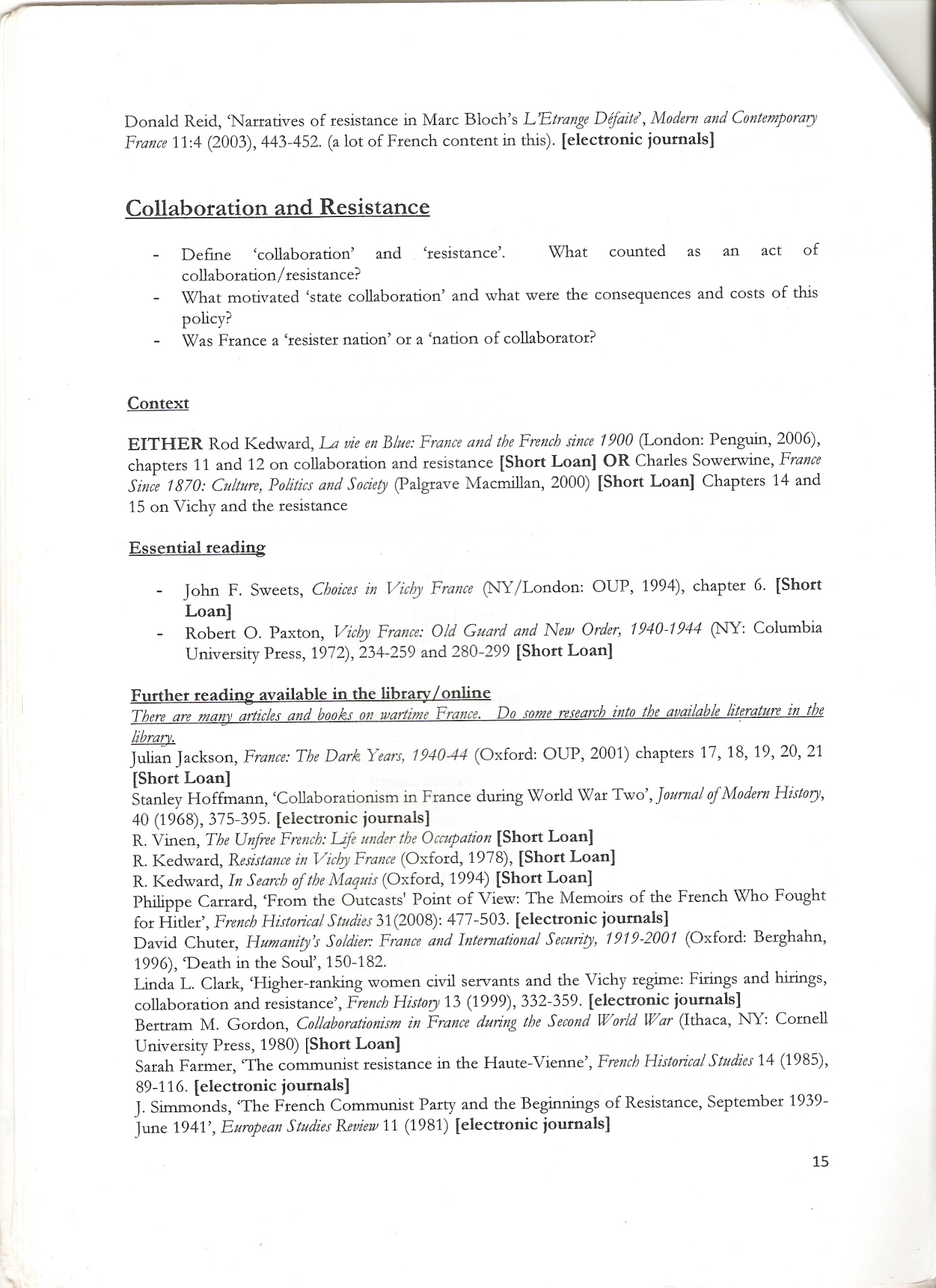


Figure Extrait bibliographie britannique 3.[[687]](#footnote-687)

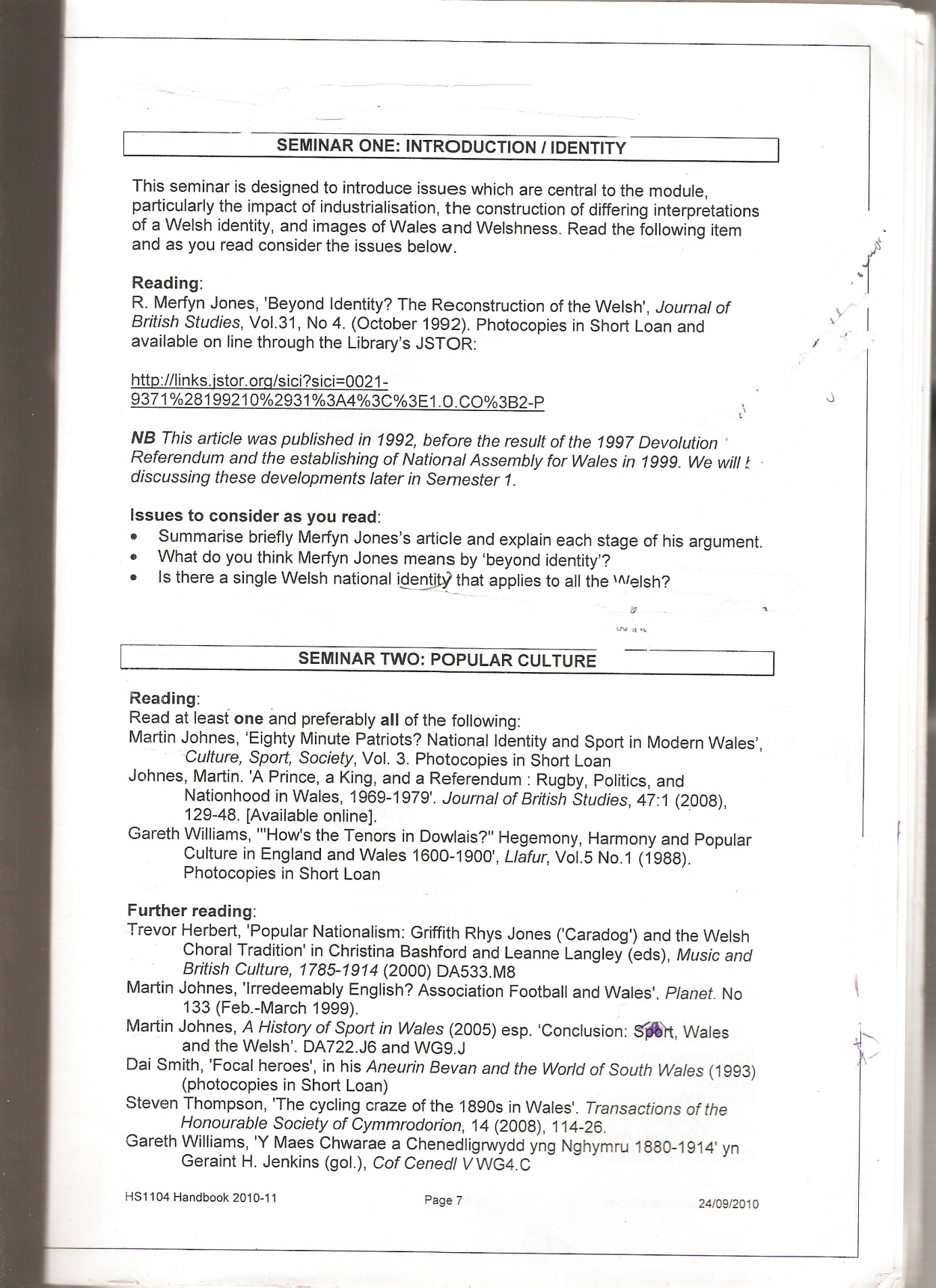


Figure Extrait bibliographie britannique 4.[[688]](#footnote-688)

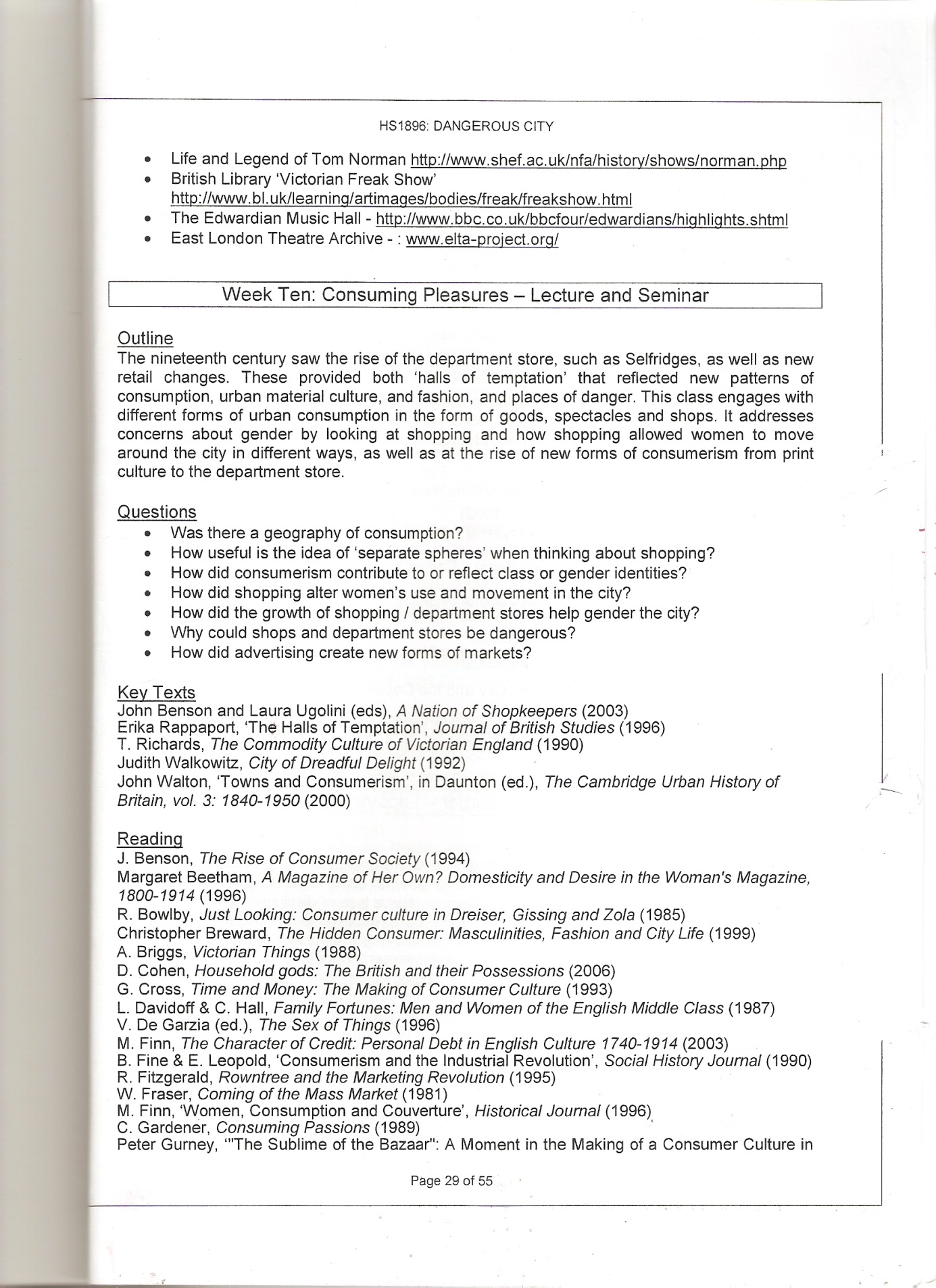


Figure Extrait bibliographie britannique 5.[[689]](#footnote-689)

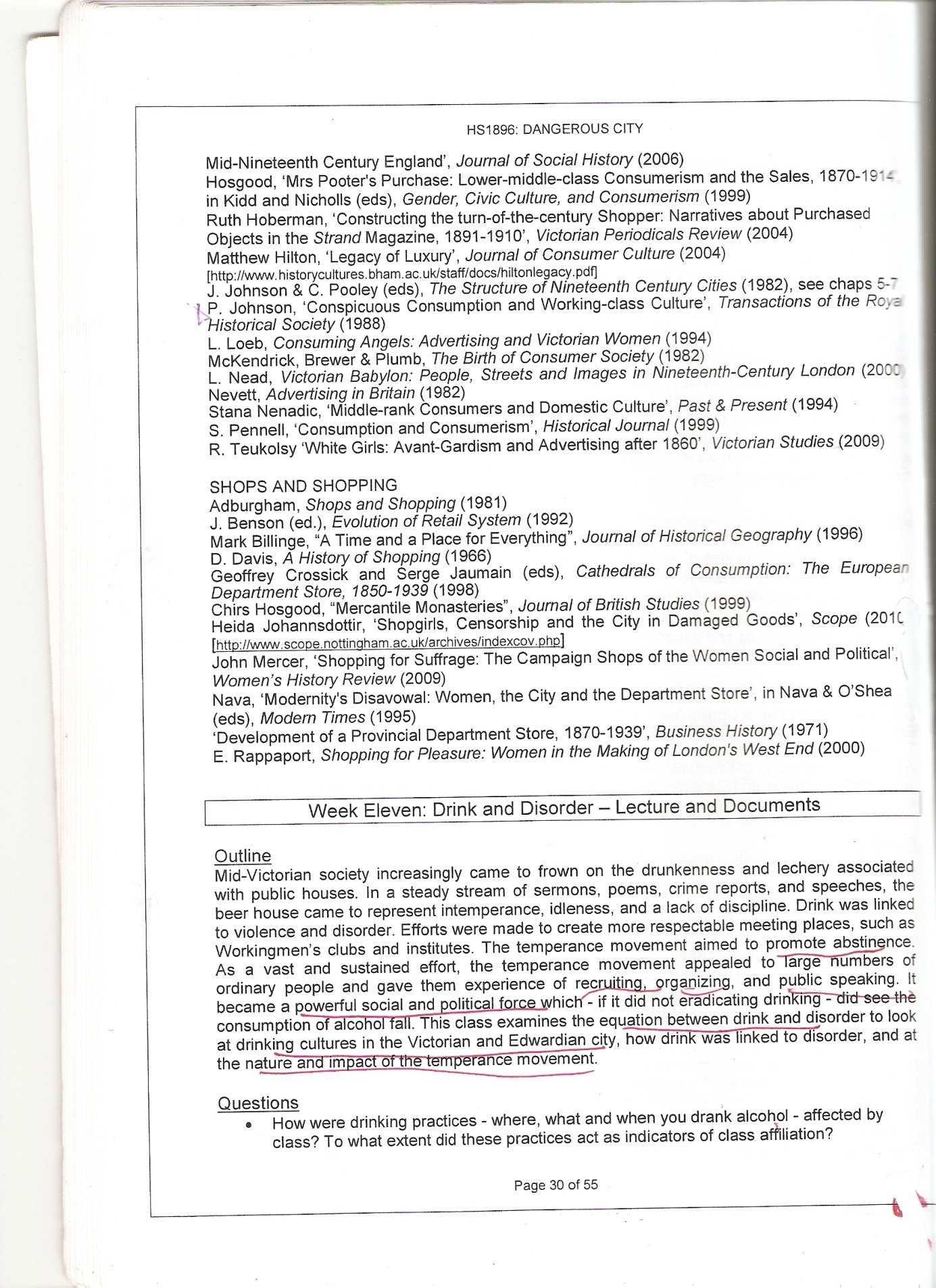


Figure Extrait bibliographie française 1.[[690]](#footnote-690)

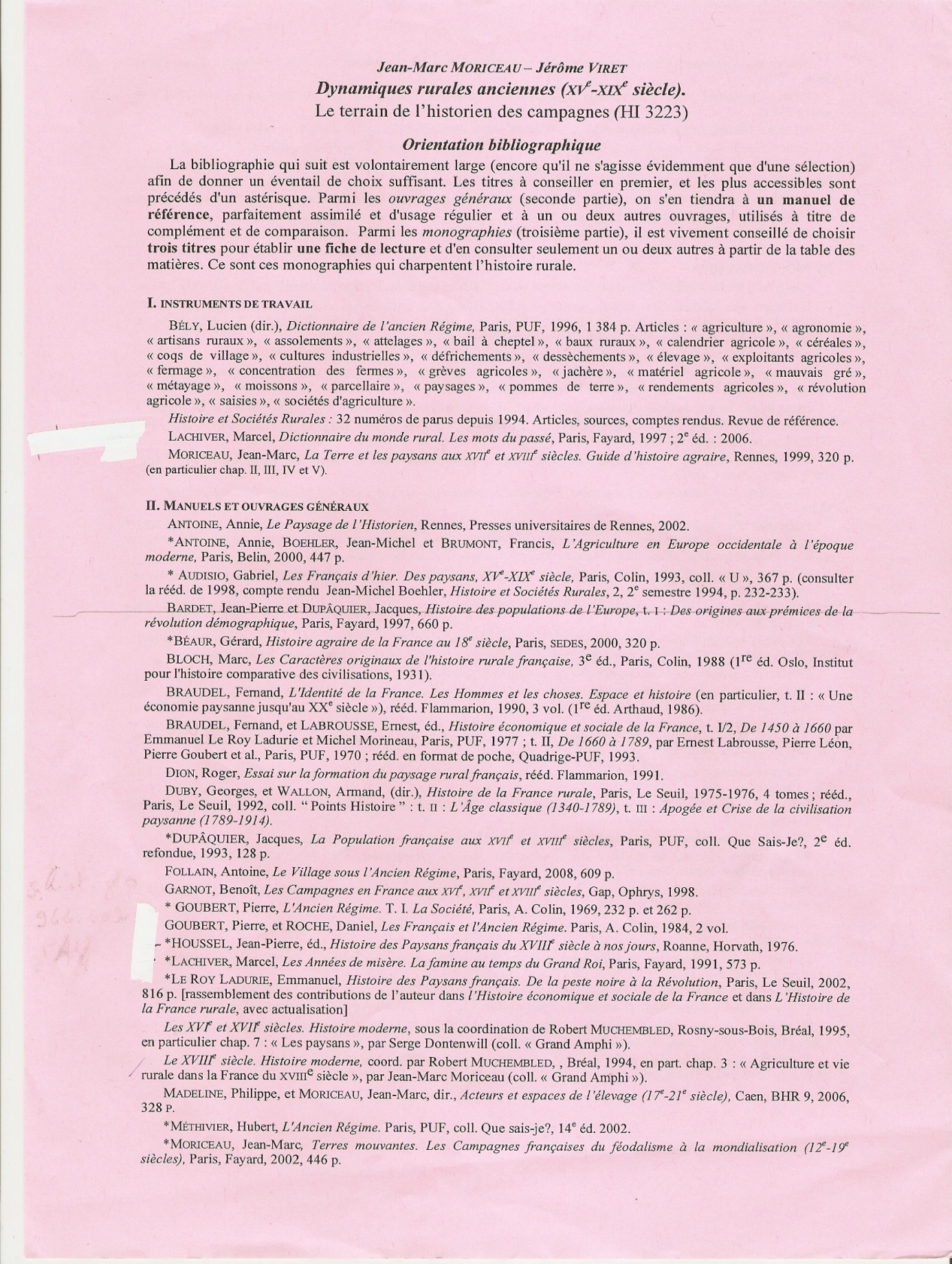


Figure Extrait bibliographie française 2.[[691]](#footnote-691)

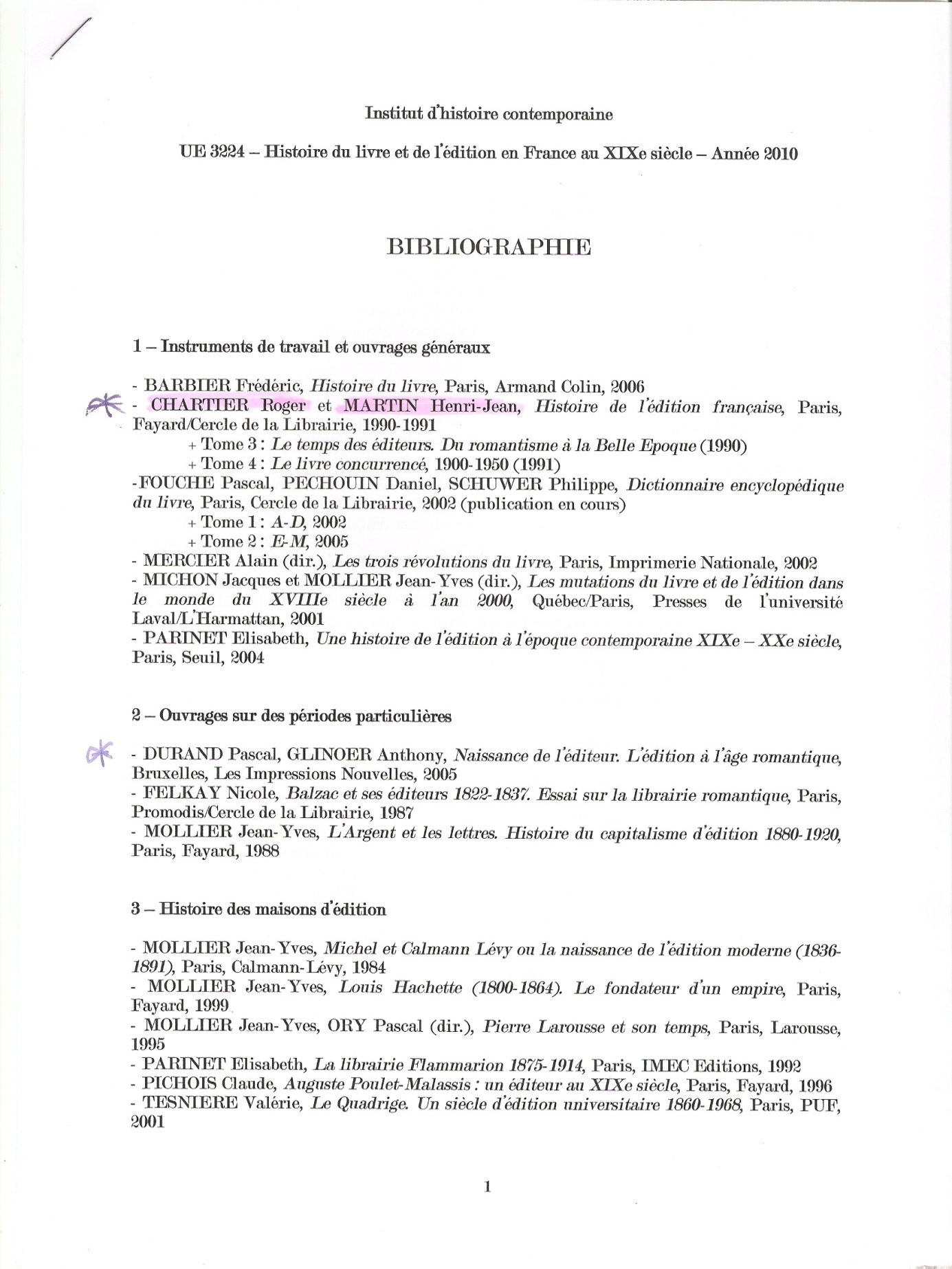


Figure Extrait bibliographie française 3.[[692]](#footnote-692)

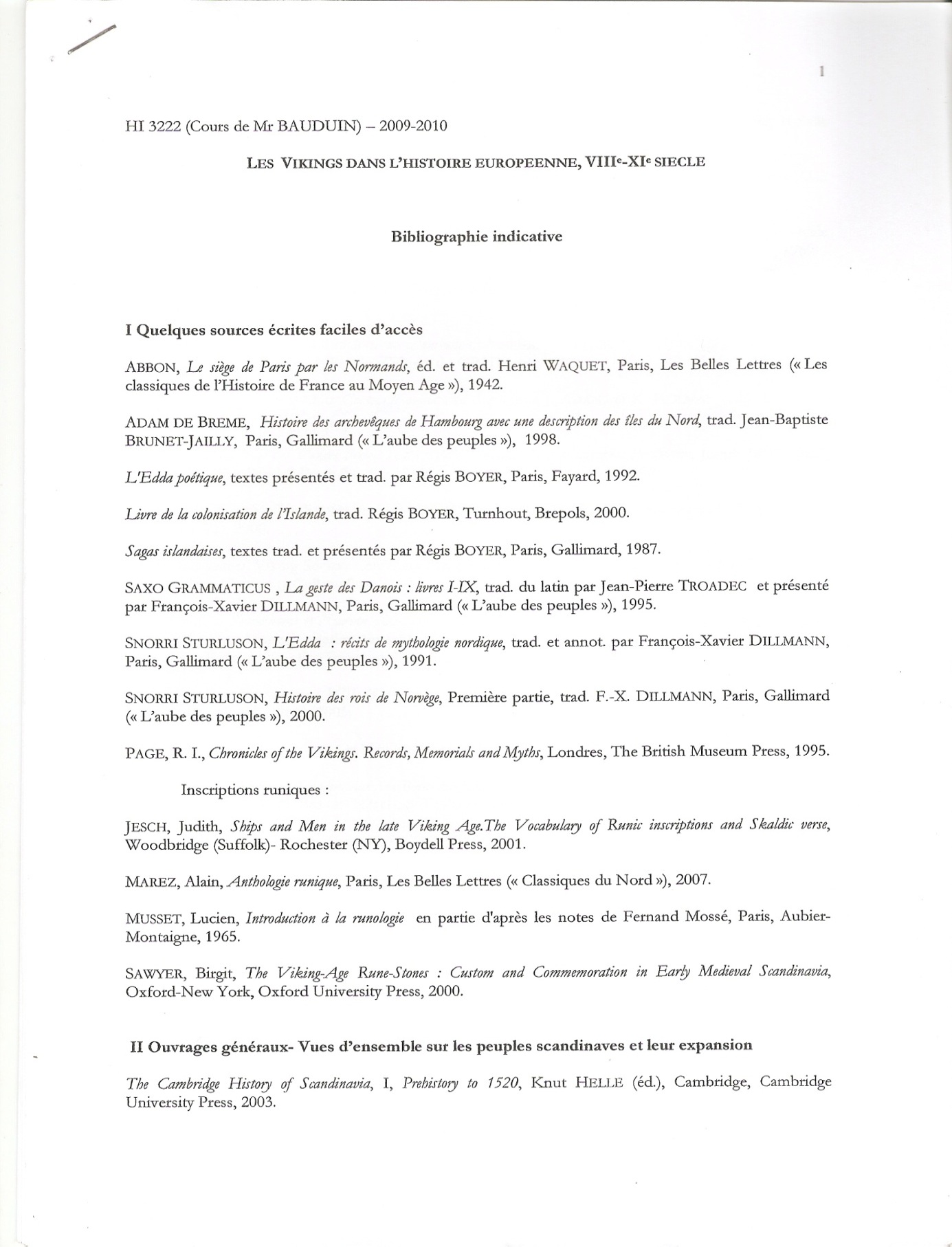


Figure Questionnaire du 9 mars 1953, destiné aux utilisateurs de la bibliothèque universitaire de Cardiff.[[693]](#footnote-693)

1. A quel moment de la journée étudiez-vous d’habitude dans la bibliothèque de l’université ?
2. Avez-vous un endroit convenable, autre que la bibliothèque de l’université, pour étudier le soir ?
3. Préférez-vous utiliser la bibliothèque de l’université en soirée, et si oui, pourquoi ?
4. Préférez-vous utilisez la bibliothèque centrale d’ouvrages de référence de Cardiff ? Si oui, pourquoi ?
5. Car ils ont de meilleures ressources dans votre matière ?
6. Il est plus pratique de s’y rendre ?
7. Il est plus facile de s’y restaurer ?
8. D’autres raisons ?
9. Trouvez-vous pratique que la bibliothèque ferme tous les soirs à la même heure, du lundi au vendredi ? Si oui, quelle heure préféreriez-vous ?
   * 17 heures.
   * 18 heures.
   * 19 heures.
   * 20 heures.
   * 21 heures.
10. Aimeriez-vous mieux que la bibliothèque ferme à des heures différentes en fonction des jours ? Si oui, quelles suggestions avez-vous ?
11. D’autres remarques ?[[694]](#footnote-694)

**CARTES.**

Figure Carte des universités françaises en 1960.[[695]](#footnote-695)

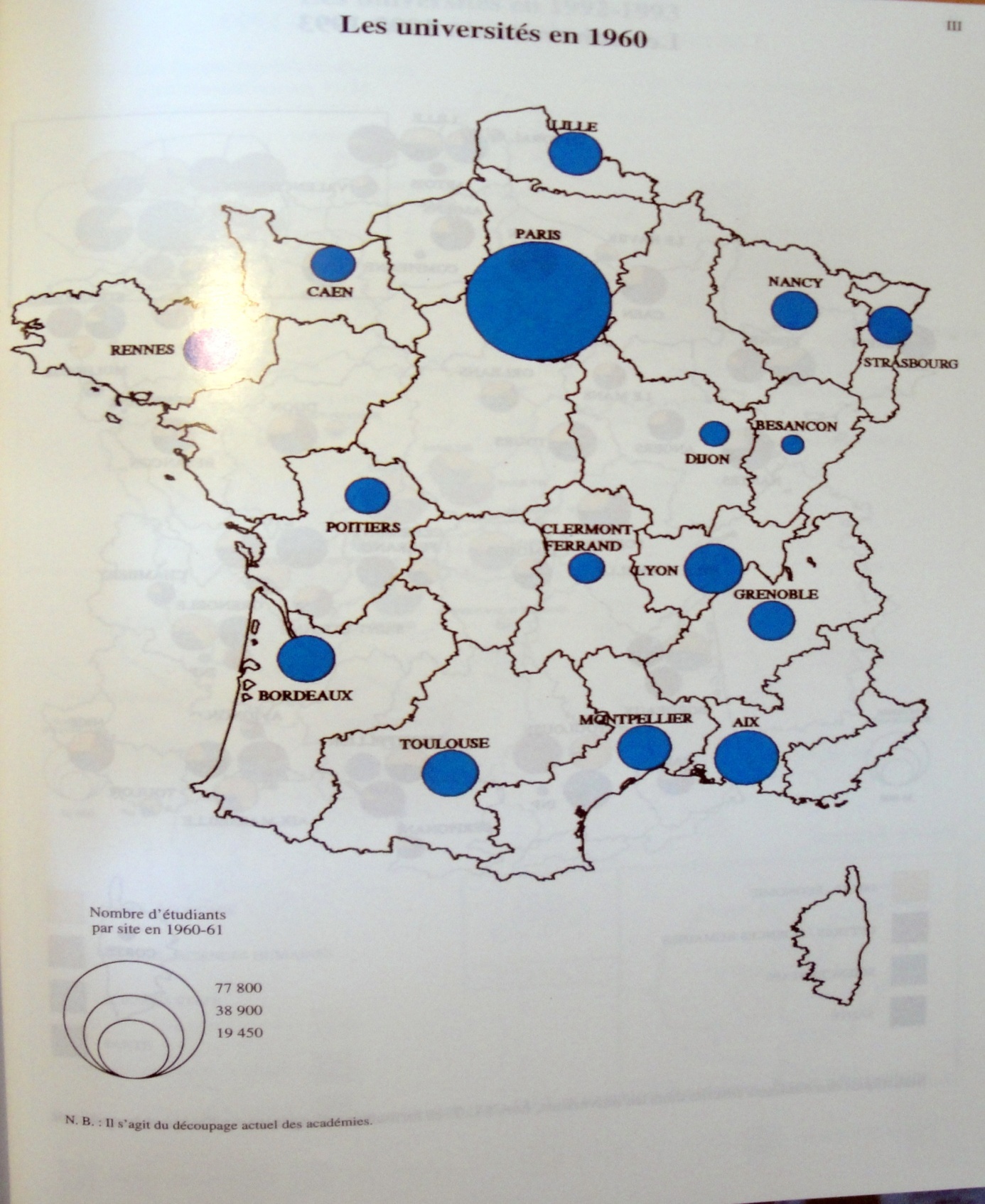


Figure Carte des universités françaises en 1992-1993.[[696]](#footnote-696)

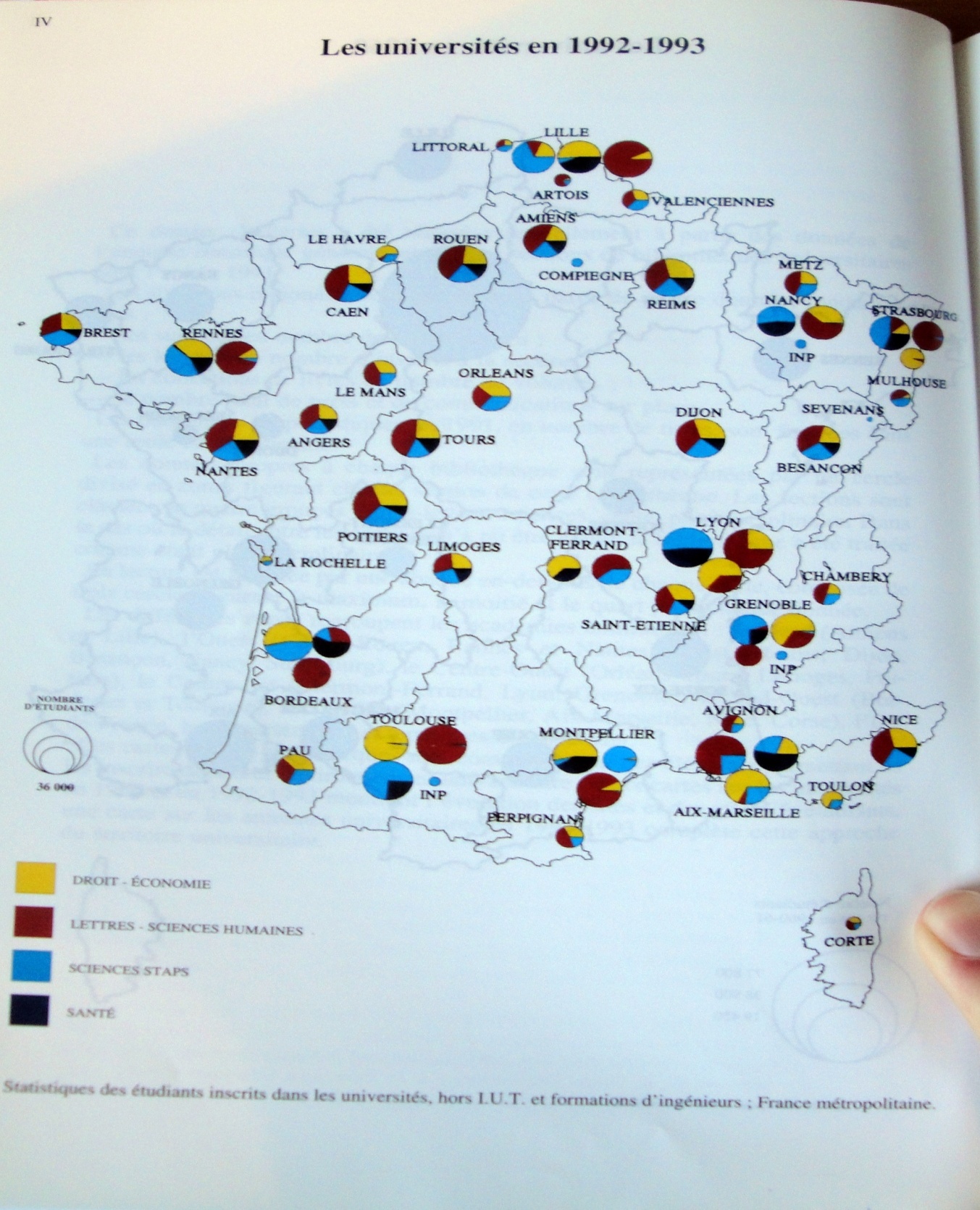


Figure Carte des universités britanniques en 1975.[[697]](#footnote-697)

Légende :

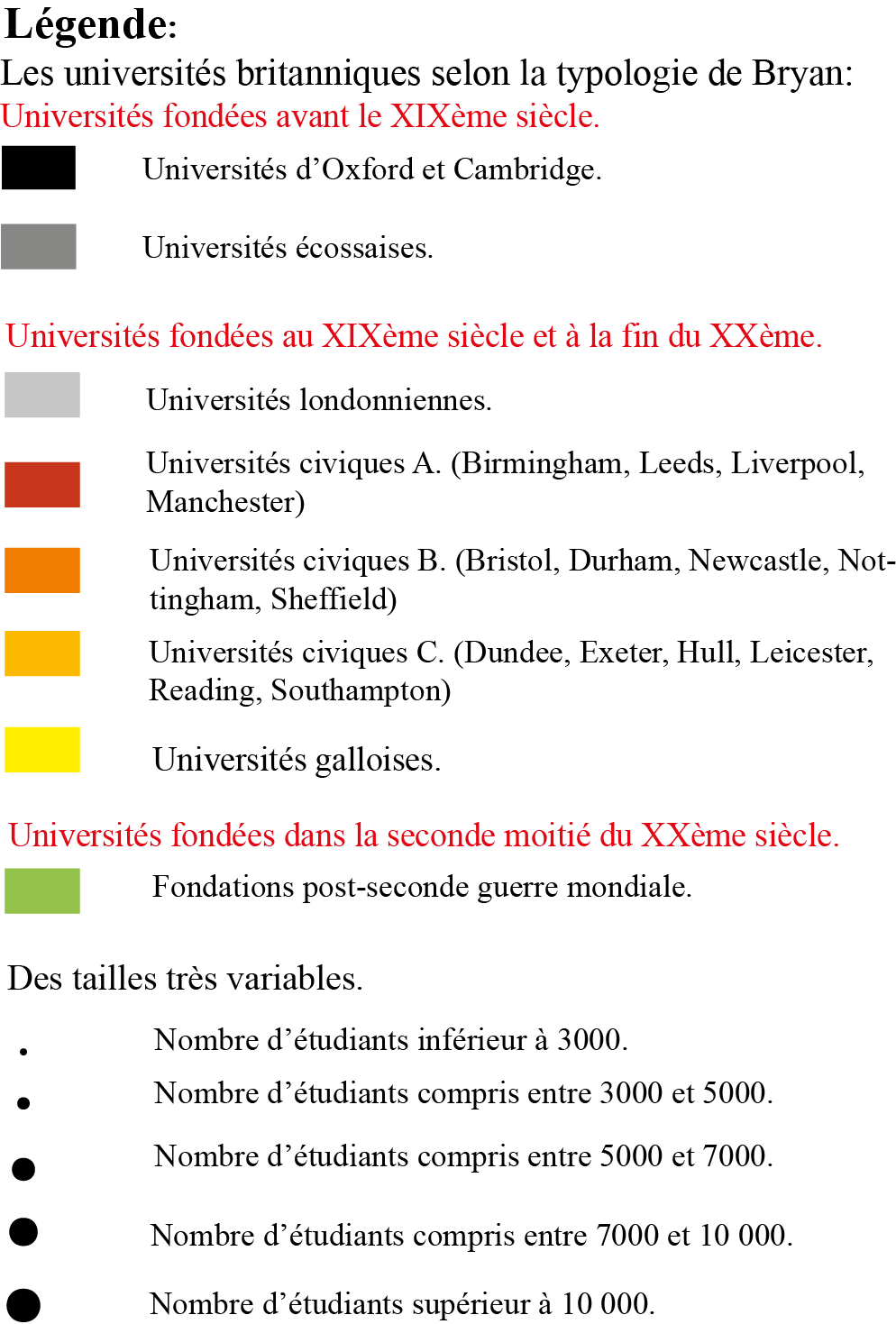
Représentation des universités britanniques selon leur date de création, et leur nombre d’étudiants à temps plein en 1973/74 : de nombreuses créations postérieures à la seconde guerre mondiale.

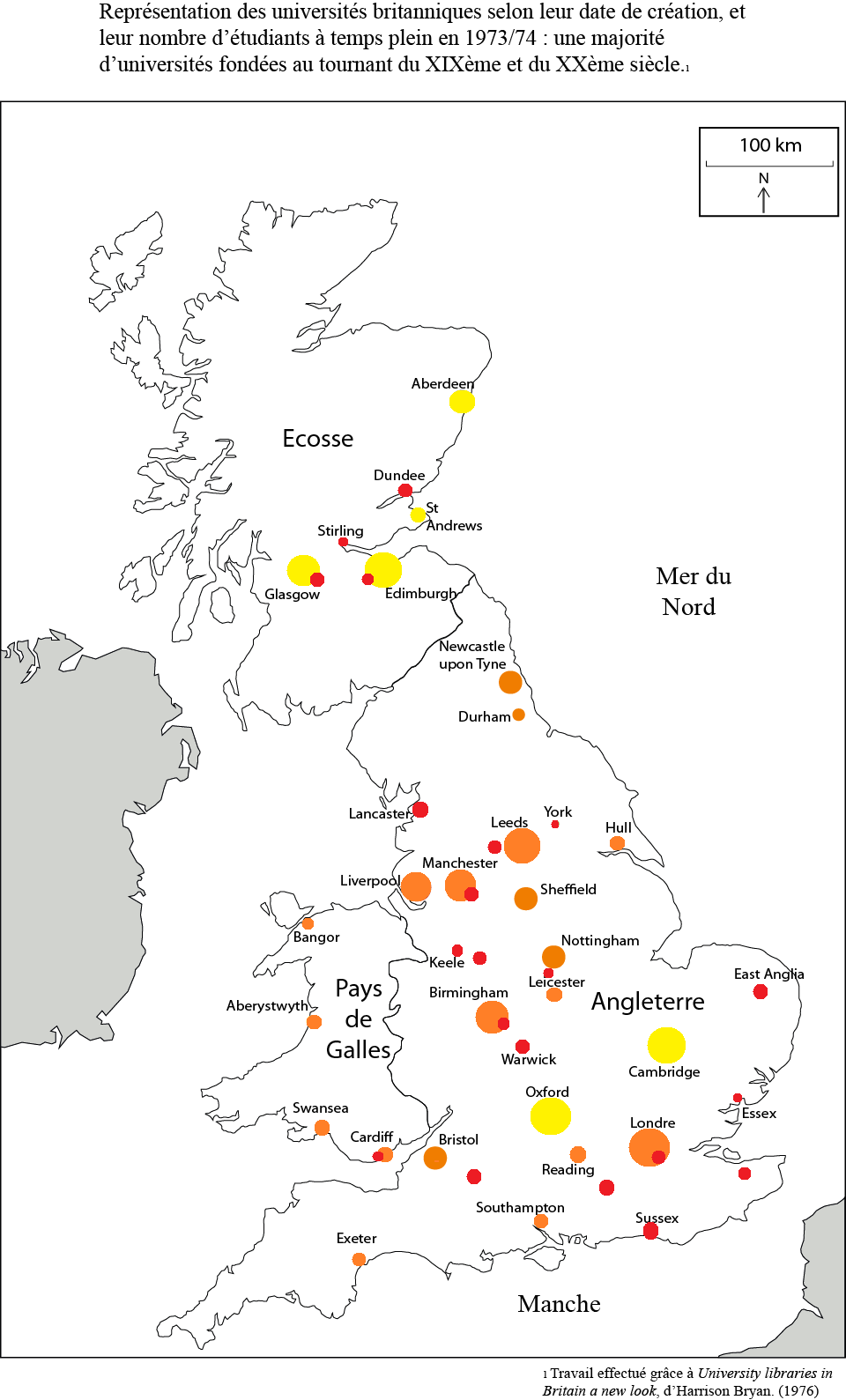
Trois grandes périodes de création :

Universités créées avant le XIXème siècle.

Universités créées au cours du XIXème siècle et au début du XXème.

Universités créées après la seconde guerre mondiale.



[[698]](#footnote-698)

### **SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.**

Sources :

L’ensemble des sources qui ont été utilisées ont été trouvées dans les archives des bibliothèques universitaires de Caen et de Cardiff et sont présentées en introduction. Pour Cardiff, la majorité d’entre ces sources sont issues de sa production documentaire (revue du personnel, correspondance,…), mais certains documents proviennent de l’extérieur : de l’université de UWIST ou d’organisations nationales comme la *Library Association*, l’OSTI, la SCONUL ou encore l’UGC. Pour Caen, ces sources sont principalement issues de sa production documentaire, et tout particulièrement des échanges avec les directions ministérielles successives qui l’ont eu en charge.

Bibliographie :

L’organisation d’une bibliographie relève toujours d’un difficile exercice de catégorisation, tant les articles et ouvrages sont souvent à la frontière de différents champs d’étude. Nous avons fait le choix de ne pas différencier les sources primaires (particulièrement issues de la documentation professionnelle comme les articles du *Bulletin des bibliothèques de France*) des sources secondaires, car ces articles proposent souvent une approche diachronique, et nous apportent donc des informations à la fois sur la mentalité de leurs auteurs au moment de l’écriture et sur une période antérieure à leur époque de publication. De plus l’histoire des bibliothèques est elle-même difficilement dissociable de la mentalité des professionnels. Nous avons procédé à un découpage thématique de notre bibliographie. Dans une première catégorie nous avons présenté l’ensemble de nos lectures sur les bibliothèques en général et sur leur histoire, ainsi que la documentation qui traitait de manière général de la relation entre les bibliothèques universitaires et les universités. Il est évident que cette catégorie regroupe une large part de notre documentation, et c’est pourquoi nous avons distingué les volumes traitant des bibliothèques britanniques et françaises ce qui n’était pas difficile. Nous avons ensuite présenté les volumes selon les grands thèmes qui nous semblaient les plus représentatifs, dans l’ordre approximatif (approximatif car l’ensemble de ces thèmes sont liés) de leur apparition dans notre développement principal avec l’histoire de l’enseignement supérieur d’abord, puis les thèmes de : l’édition scientifique, la finance et l’organisation administrative, les bâtiments et l’aménagement, l’automatisation, la coopération, et le personnel et la formation.

Bibliothèques et histoire des bibliothèques françaises :

Boulogne Arlette. « Les centres de documentation face à la demande croissante d’information. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.* 557-580. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Breton Jacques. *Les bibliothèques françaises : définition, histoire, fonctions.* Massy: Bibliothèque publique de Massy, 1983.

Calenge Bertrand, Delorme Silvie et Salaün Jean-Michel. (coordonné par.) *Diriger une bibliothèque d’enseignement supérieur*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l’Université du Québec, 1995.

Carbone Pierre. « Les bibliothèques dans les universités. » Dans Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. 45-108. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, 1994.

Casseyre Jean-Pierre, et Gaillard Catherine. *Les bibliothèques universitaires*. Paris: Presses universitaires de France, 1996.

Conseil supérieur des bibliothèques. *Rapport du président [André Miquel] pour l’année 1990*. Paris: Association du Conseil supérieur des bibliothèques, 1991.

Courtois Gérard. « Université : la misère des bibliothèques. » *Le monde de l’éducation*, octobre 1985.

Daumas Alban. « Des bibliothèques des facultés aux bibliothèques universitaires. » Dans Varry Dominique. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (III) *Les bibliothèques de la Révolution au XIXè siècle. 1789-1914.* 545-575. Paris: Editions du Cercle de la Librairie/Promodis, 1991. Paris : Edition du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Daumas Alban. « Les bibliothèques d’étude et de recherche. » Dans Poulain Martine (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises*. (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 146-181. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

De Suin Yolaine. *Une bibliothèque dans un livre : histoire de la bibliothèque universitaire de Caen par des textes et illustrations.* Caen : Université de Caen, 1984.

Dupasquier Madeleine. « Historique de la bibliothèque universitaire de Caen. » *Bulletin du bibliophile et du bibliothécaire.* (juillet 1947): 336-347.

Garden, Maurice. « Les bibliothèques de recherche. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n° 2 (1996) : 20-25. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation des bibliothèques universitaires françaises de province (1855-1985).* Thèse de doctorat sous la direction de Jean-François Têtu, Université Lumière-Lyon 2, 1999.

Gleyze Alain. « Les années de crise des bibliothèques universitaires. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises*. (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 933-948. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

« Journées d’étude du 17-19 décembre 1952. Compte-rendu. » *Cahiers des bibliothèques de France*. n°1 (1953): 73-150.

Kleindient Thérèse. « Les transformations de la bibliothèque nationale. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises*. (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 107-145. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Lemesle Alice. *Accueil des étudiants de premier cycle : nouveaux services, nouvelles méthodes, nouveaux espaces.* Mémoire d’étude sous la direction de Michèle Gasc, ENSSIB, janvier 2009.

Masson André. « La résurrection de la bibliothèque universitaire de Caen. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. no 6 (1956): 415-419.

Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.*, 522-556. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Pallier Denis. « Les bibliothèques universitaires de 1945 à 1975. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 3 (1992): 58-73.

Poindron Paul. « French university libraries. » *Library trends*, no 4 (avril 1964): 528-538.

Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.* Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, 1994.

Roda Jean-Claude. « L’évaluation des bibliothèques. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 1 (1994): 54-60. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Roda Jean-Claude. « La carpe et le lapin. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 2 (1996): 40-45. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Thirion Gérard. « Situation des bibliothèques universitaires françaises. » *Bulletin d’information. ABF.* no 98 (1978): 7-38.

Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France : rapport à Monsieur le premier ministre.* Paris: Ministère de la culture. Direction du livre, 1981.

Varry Dominique. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (III) *Les bibliothèques de la Révolution au XIXè siècle. 1789-1914.* Paris: Editions du Cercle de la Librairie/Promodis, 1991. Paris : Edition du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Varry Dominique. « Les défis du siècle. » Dans Varry Dominique. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (III) *Les bibliothèques de la Révolution au XIXè siècle. 1789-1914.* 129-135. Paris: Editions du Cercle de la Librairie/Promodis, 1991. Paris : Edition du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Bibliothèques et histoire des bibliothèques britanniques :

Aberystwyth Centre for the Book. *A Nation and Its Books: A History of the Book in Wales*. Aberystwyth: National Library of Wales, 1998.

Bryan Harrison. *University Libraries in Britain: a New Look*. London: Clive Bingley, 1976.

Burrows Toby. *British University Libraries*. London : The Haworth Press, 1989.

Day Alan. *The new British library.* London: Library Association, 1994.

Jolley Leonard. « The function of the university library. » *Journal of documentation*, no 3 (1962): 133-142.

Law Derek. « Les bibliothèques universitaires britanniques et le rapport Follett. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 2 (1996): 58-61. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Lerner Fred. *The Story of Libraries: From the Invention of Writing to the Computer Age*. New York: Continuum International Publishing Group, 2001.

Osmond John. *Myths, memories and futures: the National Library and National Museum in the story of Wales.* Cardiff: Institute of Welsh affairs, 2007.

National Library of Wales. *The National Library of Wales: A Brief Summary of Its History and Its Activities*. Aberystwyth: The Library, 1962.

National Library of Wales. *The National Library of Wales: A Brief Summary of Its History and Its Activities*. Aberystwyth: The National Library of Wales, 1952.

Neal Kenneth W. *British University Libraries*. Wimslow: Neal, 1978.

Roberts Norman. « Aspects of British university libraries. 1877-1977. » *College and Research libraries* 38. no 6 (1977): 460-476.

*The nation’s heritage: the National Library of Wales.* Aberystwyth: National Library of Wales, 1998.

Thompson James. (dir.) *University Library History: An International Review*. London: K.G. Saur, 1980.

Histoire des universités :

Boudon Raymond. « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique. » *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations.* n°3 (1969) : 738-764.

Bourdieu Pierre, et Passeron Jean-Claude. *Les héritiers : les étudiants et la culture.* Paris: Editions de Minuit, 1964.

Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, et De Saint-Martin Monique. *Rapport pédagogique et communication.* Paris-La Haye: Mouton, 1965.

Cettier Paul. *L’université de Caen. Son passé. Son présent.* Caen: Imprimerie artistique Malherbe de Caen, 1932.

Charle Christophe, et Verger Jacques. *Histoire des universités*. Paris: Presses universitaires de France, 1994.

Charle Christophe. *La république des universitaires français. 1870-1940.* Paris : Editions du Seuil, 1994.

Chauveinc Marc. *Enquête sur la fonction documentaire dans les universités françaises.* Paris : Ministère de la culture. Inspection générale des bibliothèques, 1992.

Ellis Edward L. *The University College of Wales, Aberystwyth: 1872-1972*. Cardiff: University of Wales Press, 1972.

Halimi Suzy. *L’enseignement supérieur au Royaume-Uni*. Paris : Ophrys-Ploton, 2004.

Lemosse Michel. *Le système éducatif anglais depuis 1944*. Paris: Presses universitaires de France, 2000.

Verger Jacques. (dir.) *Histoire des universités en France*. Toulouse: Privat, 1986.

Wetzel Liliane. « Les bibliothèques universitaires et l’évolution de l’enseignement supérieur. » *La revue administrative*, no 83 (1961): 476-482.

Edition scientifique :

Baréa Monique, Crépet Hélène, et Daumas Alban. « Recherches faites par une bibliothèque universitaire, section lettres, à propos d’ouvrages commandés et signalés « épuisés » par les fournisseurs. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 8 (1973): 407-412. <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 23 août 2012

DICA. « L’enquête sur les suppressions d’abonnements étrangers dans les bibliothèques universitaires de sciences, médecine et pharmacie. » *Bulletin de la DICA*, no 9 (1976): 1-11.

Ratcliffe F. « The Growth of University Library Collection in the UK. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History: An International Review*. 5-26. London: K.G. Saur, 1980.

Sansen Jean-Raoul. « L’accès aux documents dans les bibliothèques universitaires. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 6 (1988): 456-466.

Finances et organisation administrative :

Brophy Peter. *Management Information and Decision Support Systems in Libraries*. Aldershot : Gower, 1986.

Garside Kenneth. « Les relations entre les bibliothèques universitaires du Royaume-Uni et le University Grant Committee. » Communication aux journées d’étude de Liège. 87-97. Université de Liège: Université de Liège, 1965.

Mackenna Robert O. « University Library Organization. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History: An International Review*. 92-106. London: K.G. Saur, 1980.

Marchant Maurice. « University libraries as economics system. » *College and Research libraries*. no 6 (novembre 1975): 449-457.

Poindron Paul. « Les bibliothèques universitaires françaises et la politique de la direction des bibliothèques. » Communication aux journées d’étude de Liège. 49-61. Université de Liège: Université de Liège, 1965.

Roberts Norman. « Financing of University Libraries in the UK. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History: An International Review*. 107-125. London: K.G. Saur, 1980.

Pédagogie et documentation :

Bluck Robert, Hilton Anne et Noon Patrick. *Information Skills in Academic Libraries: a Teaching and Learning Role in Higher Education*. London : Staff and Educational Development Association, 1994.

Bois Lise, Leblond Corinne. (études réunies par.) *Les étudiants face à la lecture*. Arras : Artois presses université, 2005.

Chartier Anne-Marie, Hébrard Jean. *Discours sur la lecture*. *(1880-2000*) avec la collaboration de Emmanuel Fraisse, Martine Poulain et Jean-Claude Pompougnac. Paris : BPI-Centre Pompidou 1989. Paris : BPI-Centre Pompidou/Librairie Arthème Fayard, réédition, 2000.

Dendani Mohamed, et Reysset Pascal. « Les usages sociaux de la bibliothèque universitaire. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 1 (2001): 13-23. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Dupont Pol, et Ossandon Marcelo. *La pédagogie universitaire.* Paris: Presses universitaires de France, 1994.

Fraisse Emmanuel. (dir.) *Les étudiants et la lecture*. Paris : Presses universitaires de France, 1993.

Lapèlerie François. « Pédagogie et lecture(s) à l’université. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 2 (2001): 56-65. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Line Maurice B. « Students attitudes to the university library : a survey at Southampton university. » *Journal of documentation.* 19 (1963): 100-117.

Perrin Charles Edmond. « Réflexions d’un usager. » *Cahiers des bibliothèques de France* (1953): 11-26.

Bâtiment et aménagement :

Bleton Jean. « Les nouvelles bibliothèques universitaires françaises : ce qui caractérise les bâtiments construits pour elles entre 1950 et 1972. » Dans *Essays and studies in librarianship presented to Curt David Norman*, 25-34. Jérusalem: Magnes Press, 1975.

Bleton Jean. « Les problèmes de locaux et d’équipement mobilier dans les bibliothèques universitaires françaises. » *Cahiers des bibliothèques de France* 1 (1953): 49-70.

*Construction et aménagement des bibliothèques: mélanges Jean Bleton.* Paris : Editions du Cercle de la Librairie, 1986.

Edwards Heather M. *University Library Building Planning*. Metuchen N.J. : Scarecrow Press, 1990.

Gascuel Jacqueline. « Les bâtiments. » Dans Poulain Martine (dir.) *Histoire des bibliothèques* *françaises*. (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.* 615-646. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Metcalf Keyes, D. « Spatial problems in university libraries. » *Library trends* 2 (1954): 554-561.

Automatisation :

Boisset Michel. « L'automatisation dans les bibliothèques. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 7 (1973) : 337-342. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Chonez André. « L’automation des fonctions documentaires. Mythes et réalités. » Communication aux journées d’étude de Liège. 139-144. Université de Liège: Université de Liège, 1965.

Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 783-820. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Delrieu Suzanne. « SIBIL à la bibliothèque interuniversitaire de Montpellier. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n°1 (1984) : 32-43 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Dumaître Paule. « Un nouveau système de détection des vols dans les bibliothèques : le TATTLE TAPE 3 M. » *Bulletin des bibliothèques françaises.* n° 4 (1975) : 173-175. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 17 août 2012.

« Journée d'étude sur l'automatisation du prêt dans les bibliothèques municipales. » Bulletin des Bibliothèques de France. n° 5 (1973) : 217-219 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 17 août 2012.

« Journée d'étude sur les systèmes automatisés de prêt dans les bibliothèques. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n*°*3(1977) : 176-183. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Malet Françoise. « Mobi-prêt à la bibliothèque de l'Université de Paris I. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 1 (1984) : 44-49. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Melot Michel. « De nouveaux espaces pour de nouveaux médias. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises*. (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 752-782. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Navacelle Marie-Christine de. « La gestion automatisée du prêt à la Bibliothèque publique de Massy. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 6 (1974) : 285-305 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Paulian Madeleine. « L'automatisation du prêt. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n°12 (1981) : 699-702 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Traissac Élisabeth. « De l'installation d'un système de détection des vols d'ouvrages dans une bibliothèque. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 5 (1976) : 223-229 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Coopération :

Bally Thérèse. « La politique documentaire d’Université. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 5 (1985): 422-424. <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 23 août 2012

Bart Jean. « Situation actuelle vue par un universitaire. Le cas de l’université de Dijon. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de l’université*. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 6-7. Lyon: AENSB, 1975.

Calmette Georges. « La réforme du service français des échanges universitaires. » *Libri.* no 2 (1952) : 185-214.

Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no5 (1985): 378-387. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

Cox Dennis. « Co-operation among university libraries in the UK. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History: An International Review*. 170-184. London: K.G. Saur, 1980.

Daumas Alban. « Dialogue des choses possibles. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 34-37. Lyon: AENSB, 1975.

Kimball Jane A. *Interlibrary loan requests. University College, Cardiff : an overview 1983/83-1984/85*. Cardiff : Cardiff university, 1985.

« Le catalogue collectif national des publications en série (CCN). » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 1 (1983) : 72-76 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 16 août 2012.

Loveday Anthony J. « National cooperation in the UK over the decade and future prospects. » *Libri*. no 1 (1981): 69-81.

Lupovici Christian. « Le catalogue collectif national des publications en série (CCN) », *Bulletin des Bibliothèques de France.* n° 5 (1984) : 422-431 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 16 août 2012.

Marcillet-Jaubert Jean. « La coopération dans les disciplines littéraires. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 25-30. Lyon: AENSB, 1975.

Marty Henriot. « Le rapport entre bibliothèques centrales et bibliothèques d’instituts et de laboratoires. » *ABF. Bulletin d’information* (s. d.): 181-187.

Nortier Michel. « Le prêt entre bibliothèques en France. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 4 (1965): 119-131.

Pierdet Christian. « Situation actuelle vue par un bibliothécaire. Le cas de l’université de Dijon. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 3-6. Lyon: AENSB, 1975.

Pouillias Marie-Thérèse. « Introduction et historique du problème. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 1-3. Lyon: AENSB, 1975.

Roux Jean-Yves. « Les relations de deuxième niveau entre bibliothèque universitaire et bibliothèques d’instituts. (Cas des établissements scientifiques de Rennes). » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 7-11. Lyon: AENSB, 1975.

Schweiger Valentin. « Le problème en Allemagne fédérale de la Deutsche Forschungsemeinschaft et leurs applications. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 11-20. Lyon: AENSB, 1975.

Thirion Gérard. « Propositions de solutions. Etude sur les bibliothèques universitaires et les bibliothèques d’UER. Propositions de restructuration. » Dans Association de l’école nationale supérieure des bibliothécaires. *Les bibliothèques universitaires et autres organismes de documentation au sein de* l’université. Communication à la journée d’étude du 22 février 1975 de Lyon. 21-25. Lyon: AENSB, 1975.

Personnel et formation :

Dubar Claude, Tripier Pierre, et Boussard Valérie. *Sociologie des professions*. Paris, Armand Colin,1998. Paris: Armand Colin, 3ème édition, 2011.

Durey Peter. *Staff Management in University and College Libraries*. Oxford: Pergamon Press, 1976.

Goode William J. « The librarian: from occupation to profession. » *The library quarterly*, no 4 (octobre 1961): 306-329.

Heusse Marie-Dominique. « Se regrouper, échanger, agir ensemble. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n° 5 (2005): 32-34 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 19 août 2012

Holroyd Gileon. (ed.) *Studies in Library Management*. (III) London : Clive Bingley, 1976.

Mackenna Robert O. « Recent developments in university librarianship in Great Britain. » *Library trends.* 12, no 4 (1964): 606-623.

Redfern Bryan. *Studies in Library Management*. (I) London: Clive Bingley, 1972.

Renoult Daniel. « Les formations et les métiers. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 581-614. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Renoult Daniel. « Les formations à la recherche de leurs réformes. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 847-860. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

Salvan Paule. « Le personnel des bibliothèques universitaires. » *Cahiers des bibliothèques de France* 1 (1953): 27-48.

Seibel Bernadette. « Les enjeux d’une profession. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises*. (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990*. 821-846. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009.

1. Désormais UGC. L’organisme qui représente l’Etat britannique auprès des universités britanniques et qui assure la répartition des fonds entre elles. [↑](#footnote-ref-1)
2. UGC. *Annual survey, academic year 1975-76*, HMSO, 1977 (5). Cité dans Roberts Norman. « Financing of University Libraries in the UK. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History: An International Review*, 107-125. London: K.G. Saur, 1980. « The capital program available to us was the lowest in money terms for 20 years and probably, in peacetime, the lowest in real terms since the 1930. » (p.114) [↑](#footnote-ref-2)
3. Par souci de commodité nous utilisons le terme « bibliothécaire » indifféremment dans les contextes français et britannique pour désigner la personne dirigeant les bibliothèques universitaires, même si les professionnels qui dirigent les bibliothèques universitaires françaises ont souvent le statut de conservateur. Il peut aussi arriver que nous utilisions ce terme pour désigner l’ensemble des membres du personnel qui sont associées aux prises de décision concernant la politique de celle-ci. [↑](#footnote-ref-3)
4. Archives de la bibliothèque universitaire de Cardiff. Désormais ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1971/72. «Escalating books and periodicals costs are causing concern in the whole university library world and  are posing real problems of priorities in university budgeting everywhere.» (p.5) [↑](#footnote-ref-4)
5. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.*, 522-556. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009. (p.544) [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir par exemple : Garside Kenneth. « Les relations entre les bibliothèques universitaires du Royaume-Uni et le University Grant Committee ». Communication aux journées d’étude de Liège. 87-97. Université de Liège : Université de Liège, 1965. (p.88) [↑](#footnote-ref-6)
7. Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France : rapport à Monsieur le premier ministre.* Paris: Ministère de la culture. Direction du livre, 1981. [↑](#footnote-ref-7)
8. Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France*. *op. cit.* (p.35) [↑](#footnote-ref-8)
9. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain: a New Look*. London: Clive Bingley, 1976. [↑](#footnote-ref-9)
10. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.32-33) Voir Annexe. Figure 1 Tableau représentant la proportion du volume total des collections des bibliothèques universitaires britanniques possédée par chacune d’entre-elles. [↑](#footnote-ref-10)
11. Féret Romain. La bibliothèque universitaire de Cardiff de 1950 à 1981 : entre expansion et difficultés. Dossier de recherche de Master 1 d'histoire sous la direction de Benoit Marpeau. Université de Caen Basse Normandie, Septembre 2011. [↑](#footnote-ref-11)
12. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation des bibliothèques universitaires françaises de province (1855-1985).* Thèse de doctorat sous la direction de Jean-François Têtu, Université Lumière-Lyon 2, 1999. (p.12-13) [↑](#footnote-ref-12)
13. Désormais CNRS. [↑](#footnote-ref-13)
14. Désormais DBLP. [↑](#footnote-ref-14)
15. Lerner Fred. *The Story of Libraries: From the Invention of Writing to the Computer Age*. New York: Continuum International Publishing Group, 2001. « And as knowledge – and the publications by which it is transmitted- increased rapidly, as it did in the latter half of the 18th century, university professors and other scholars could not hope to collect private libraries sufficient to their needs. The universities had to provide the intellectual resources with which their senior members could sustain themselves ». (p.125) [↑](#footnote-ref-15)
16. Lerner Fred. *The Story of Libraries*. *op. cit.* « As knowledge grew in size and scope, and as library collections grew likewise, it became increasingly necessary to find some way of identifying and retrieving publications on a particular subject. » (p.132) [↑](#footnote-ref-16)
17. Sur les universités britanniques pendant les années 1980, voir : Burrows Toby. *British University Libraries*. London : The Haworth Press, 1989. [↑](#footnote-ref-17)
18. Désormais SCD. [↑](#footnote-ref-18)
19. Désormais UER. [↑](#footnote-ref-19)
20. Neal Kenneth W. *British University Libraries*. Wimslow: Neal, 1978. « Most often, however the emphasis is on description and on tributes to donors ; difficulties, especially those due to university politics, tend to be glossed over. » (p.101) [↑](#footnote-ref-20)
21. Archives de la bibliothèque centrale de l’université de Caen. Désormais ABCUC. Pour l’ensemble des rapports annuels, voir la boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. [↑](#footnote-ref-21)
22. ABUC. Boîte 2/65. [↑](#footnote-ref-22)
23. La *Salisbury library* est la collection spéciale la plus importante de la bibliothèque universitaire de Cardiff. Elle fut un temps séparée des collections principales avant de rejoindre les collections de droit et de sciencs humaines et sociales en 1975 lors de l’ouverture de l’Arts and Social Studies Library. [↑](#footnote-ref-23)
24. Projet d’automatisation coopératif des bibliothèques universitaires du Sud-ouest du Royaume-Uni. Désormais SWALCAP. [↑](#footnote-ref-24)
25. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-75. [↑](#footnote-ref-25)
26. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation. 1974-1989. [↑](#footnote-ref-26)
27. ABUC. Boîte 2/62. UCC library staff bulletin. [↑](#footnote-ref-27)
28. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* [↑](#footnote-ref-28)
29. Que nous désignons par le sigle UCC (*University College of Cardiff*), pour l’ensemble de notre période d’étude, par simplicité, même s’il n’est le nom officiel de l’université de Cardiff que de 1972 à 1988. Avant 1972, cette ‘université’ s’appelle: *University College of South Wales and Monmouthshire* , et après 1988: *University of Wales, Cardiff.* [↑](#footnote-ref-29)
30. Annexe. Figure 2 Tableau du nombre d’étudiants de l’université de Cardiff et de Caen. [↑](#footnote-ref-30)
31. Annexe. Figure 24 Evolution du nombre d’étudiants dans les universités françaises et britanniques. [↑](#footnote-ref-31)
32. Annexe. Figure 3 Part respective des effectifs étudiants des universités de Caen et de Cardiff par rapport au nombre d’étudiants britanniques et français. [↑](#footnote-ref-32)
33. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.50) [↑](#footnote-ref-33)
34. Annexe. Figure 58 Carte des universités françaises en 1960. [↑](#footnote-ref-34)
35. Annexe. Figure 59 Carte des universités françaises en 1992-1993. [↑](#footnote-ref-35)
36. Annexe. Figure 60 Carte des universités britanniques en 1975. [↑](#footnote-ref-36)
37. ABUC. Boîte 2/28. Report of the librarian 1941/42. Report of the librarian 1942/43. [↑](#footnote-ref-37)
38. ABUC. Boîte 2/28. Report of the librarian 1941/42. [↑](#footnote-ref-38)
39. Entre autres chez Masson André. « La résurrection de la bibliothèque universitaire de Caen. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. no 6 (1956) : 415-419. (p.415) [↑](#footnote-ref-39)
40. Dupasquier Madeleine. « Historique de la Bibliothèque universitaire de Caen. » *Bulletin du bibliophile et du bibliothécaire*. Juillet 1947 : 336-347. (p.345) [↑](#footnote-ref-40)
41. Voir à ce sujet : Dupasquier Madeleine. « Historique de la bibliothèque universitaire de Caen. » *art. cit.*  (p. 342-345) Repris dans l’article de Masson André. « La résurrection de la bibliothèque… » *art. cit.*; et De Suin Yolaine. *Une bibliothèque dans un livre : histoire de la bibliothèque universitaire de Caen par des textes et illustrations.* Caen : Université de Caen, 1984. (p.73) [↑](#footnote-ref-41)
42. Pour la disparition des universités après la révolution de 1789, à l’échelle nationale et les difficultés au cours du XIXème siècle, voir Daumas, Alban. Daumas Alban. « Des bibliothèques des facultés aux bibliothèques universitaires. » Dans Varry Dominique. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (III) *Les bibliothèques de la Révolution au XIXè siècle. 1789-1914.* 545-575. Paris: Editions du Cercle de la Librairie/Promodis, 1991. Paris : Edition du Cercle de la Librairie, réédition, 2009. (p.545) Pour la disparition de l’université de Caen voir : De Suin Yolaine. *Une bibliothèque dans un livre*. *op. cit.*  (p.67-68) [↑](#footnote-ref-42)
43. *The University College of South Wales and Monmouthshire, Cardiff* fut créée en 1883. [↑](#footnote-ref-43)
44. Dupasquier Madeleine. « Historique de la Bibliothèque universitaire de Caen. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-44)
45. Le chiffre de 300 000 volumes est proposé par Madeleine Dupasquier : Dupasquier Madeleine. « Historique de la Bibliothèque universitaire de Caen. » *art. cit*. (p.341)

    Il semble cependant que ce chiffre ait été volontairement surestimé dans le but d’augmenter les crédits de reconstruction dans la mesure où les archives de la bibliothèque antérieures à la seconde guerre mondiale indiquent que la bibliothèque possédait en 1942/43 seulement : 110 950 volumes, 125 000 écrits académiques et 29500 volumes pour la bibliothèque de l’Ecole de médecine. ABCUC. *Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1942-43.* [↑](#footnote-ref-45)
46. La bibliothèque de Cardiff possède alors environ 91000 volumes et 14750 brochures. ABUC. Boîte 2/28. Report of the librarian. 1938/39. [↑](#footnote-ref-46)
47. Daumas Alban. « Des bibliothèques des facultés aux ... » Chapitre cité. (p.561) [↑](#footnote-ref-47)
48. ABCUC. *Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1922-23*. Donne les statistiques suivantes en 1922 : 100 000 volumes pour 90 000 thèses et écrits académiques, et pour l’école de médecine et de pharmacie les volumes et les brochures ne sont pas distinguées. [↑](#footnote-ref-48)
49. Voir l’état des collections au 31 décembre 1926. Daumas Alban. « Les bibliothèques d’étude et de recherche. » Dans *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *op. cit.* 146-181. (p.157) [↑](#footnote-ref-49)
50. ABCUC. *Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1942-43.* 110 950 volumes, 125 000 écrits académiques et 29500 volumes pour la bibliothèque de l’Ecole de médecine. [↑](#footnote-ref-50)
51. Annexe. Figure 31 Nombre de volumes catalogués par la bibliothèque de l'université de Caen. [↑](#footnote-ref-51)
52. Pour l’évolution de leurs collections respectives, voir : Annexe. Figure 4 Nombre de volumes et brochures possédés par les bibliothèques universitaires de Caen et Cardiff. Ces statistiques sont à considérer avec beaucoup de prudence car elles ne permettent pas de connaître la pertinence des documents disponibles, et les bibliothèques ne prennent pas toutes en compte les mêmes types de matériaux. Elles donnent quand même un aperçu général des pertes subies par la bibliothèque de Caen puis du soutien qu’elle a reçu. [↑](#footnote-ref-52)
53. De Suin Yolaine. *Une bibliothèque dans un livre*. *op. cit.* (p.20) [↑](#footnote-ref-53)
54. Daumas Alban. « Des bibliothèques des facultés aux ... » Chapitre cité. [↑](#footnote-ref-54)
55. Daumas Alban. « Des bibliothèques des facultés aux ... » Chapitre cité. [↑](#footnote-ref-55)
56. Cettier Paul. *L’université de Caen. Son passé. Son présent.* Caen : Imprimerie artistique Malherbe de Caen, 1932. (p.201) [↑](#footnote-ref-56)
57. Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités ». *Bulletin des Bibliothèques de France*. no 5 (1985): 378-387. [↑](#footnote-ref-57)
58. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  [↑](#footnote-ref-58)
59. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité*.* (p.542) [↑](#footnote-ref-59)
60. Mackenna R.O. « Recent developments in university librarianship in Great Britain. » *Library trends* 12 (avril 1964): 606–623. (p.609-611) [↑](#footnote-ref-60)
61. *Departmentalism* dans le texte. Nous revenons sur la réalité recouverte par ce terme quelques lignes plus tard. [↑](#footnote-ref-61)
62. Ce qui correspond aux écoles normales françaises. [↑](#footnote-ref-62)
63. Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  [↑](#footnote-ref-63)
64. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.85-94) [↑](#footnote-ref-64)
65. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit*. “It should be emphasized that all the problems discussed so far exist whether we are considering branch libraries, that is to say ‘official’ decentralizations within a library system, or departmental libraries, which could be described as legal or illegal local competitors of that system.” (p.86) [↑](#footnote-ref-65)
66. Désormais ASSL. [↑](#footnote-ref-66)
67. Voir notamment : Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités. » *art. cit*, et Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité.(p.544-545) [↑](#footnote-ref-67)
68. Par commodité nous appellerons l’ensemble de ces bibliothèques : bibliothèques d’instituts par la suite, sauf s’il est nécessaire de les distinguer sur un point précis. [↑](#footnote-ref-68)
69. Sur l’ensemble hétéroclite formé par les bibliothèques d’instituts voir : Carbone Pierre. « Les bibliothèques dans les universités. » Dans Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. 45-108. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, 1994. [↑](#footnote-ref-69)
70. Annexe. Figure 25 Nombre de volumes acquis par an par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-70)
71. Annexe. Figure 26 Accroissement annuel, en pourcentage, du nombre de volumes de la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-71)
72. Annexe. Figure 27 Nombre de dons d'ouvrages (livres et brochures) par an à la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-72)
73. Annexe. Figure 28 Nombre de volumes acquis par an par la bibliothèque de l’université de Caen. [↑](#footnote-ref-73)
74. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. (1922-23/1942-43) [↑](#footnote-ref-74)
75. Féret Romain. *La bibliothèque universitaire de Cardiff de 1950 à 1981*. *op. cit.* (p.26-33) [↑](#footnote-ref-75)
76. Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.558-562) [↑](#footnote-ref-76)
77. De 13 400 à 29 000. [↑](#footnote-ref-77)
78. De 205 000 à 366 000. [↑](#footnote-ref-78)
79. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.559) [↑](#footnote-ref-79)
80. Annexe. Figure 29 Nombre de périodiques acquis chaque année par la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-80)
81. Annexe. Figure 30 Nombre de périodiques et de livres achetés chaque année par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-81)
82. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.561) [↑](#footnote-ref-82)
83. Bastardie, « Apport de la microfiche à la documentation. » *Documentaliste.* n°2 (1967) : 4-5. Dans Boulogne Arlette. « Les centres de documentation face à la demande croissante d’information. » Dans *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *op*. *cit.* 557-580. (p.557) [↑](#footnote-ref-83)
84. Gleyze Alain. « Les années de crise des bibliothèques universitaires. » Dans *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) 933-948. *op*. *cit.* (p.934) [↑](#footnote-ref-84)
85. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1962/63. « It is, alas, obvious that the increase has been nothing like enough to keep pace both with them [coûts des acquisitions] and with increasing demands on the library from all sides ». (p.2) [↑](#footnote-ref-85)
86. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1971/72. « Escalating books and periodicals costs are causing concern in the whole university library world and  are posing real problems of priorities in university budgeting everywhere.» (p.5) [↑](#footnote-ref-86)
87. Désormais SCONUL. [↑](#footnote-ref-87)
88. Désomais LA. [↑](#footnote-ref-88)
89. ABUC. Boîte 2/115. Pochette : “SCONUL. St Andrews. September 1975.” Report on Library Association Committees on education, on National and Medical Libraries and on Research Development. Doc. 75/78. 20th May 1975. « The research and development committee has recommended to the L.A. council that average book price tables be produced four-monthly, in addition to the full annual compilation, and be published in the LA Record also. » [↑](#footnote-ref-89)
90. Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France*. *op. cit.* (t.2) [↑](#footnote-ref-90)
91. ABCUC. Classeur intitulé : Bibliothèque universitaire. 1972-1984. Pochette : Texte. Courrier. Courrier de Pierre Trincal chef du service des bibliothèques, à l’administrateur de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg et aux directeurs des bibliothèques interuniversitaires et universitaires, daté du 2 décembre 1981. [↑](#footnote-ref-91)
92. ABCUC. Classeur intitulé : Bibliothèque universitaire. 1972-1984. Pochette : Texte. Courrier. Copie du courrier de A. Déroulède du CNIC à Pierre Trincal, datée du 27 octobre 1981. [↑](#footnote-ref-92)
93. Informations disponibles dans *Report of the Committee on libraries,* London, 1967. (p.264-265) Dans Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.567) [↑](#footnote-ref-93)
94. ABUC. Boîte 2/115. “SCONUL. Nottingham. April 1970.” Report on the library management research unit. (doc. 77.49) Daté du 4 Février 1977. « It is worth noting that during the six months covered the average cost of a British academic hard-back title rose from £7,62 to £10,88! » [↑](#footnote-ref-94)
95. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.565) [↑](#footnote-ref-95)
96. Annexe. Figure 5 Cours de certaines devises étrangères à Paris. [↑](#footnote-ref-96)
97. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 42 : 24 février 1977. « A larger portion of the funds is now spent on the sciences because of their heavy commitment to periodicals and a smaller portion on books, which especially affects the Art department. ». [↑](#footnote-ref-97)
98. Annexe. Figure 33 Evolution de la part des périodiques dans le nombre d'acquisitions de la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-98)
99. Annexe. Figure 34 Part des dépenses pour les acquisitions respectives de livres et de périodiques par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-99)
100. ABCUC. Boîte intitulée : « Conseil de la documentation 1974-1989. » Pochette : « Procès-Verbal. » Procès-verbal séance du 30 octobre 1973. [↑](#footnote-ref-100)
101. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Enquête sur les sections universitaires.1974. Section sciences. Section droit-lettres. Section médecine-pharmacie. [↑](#footnote-ref-101)
102. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal séance du 13 mars 1975. [↑](#footnote-ref-102)
103. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal du 13 mars 1975. Intervention de M. Callebat. [↑](#footnote-ref-103)
104. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal du 13 mars 1975. [↑](#footnote-ref-104)
105. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal du 1er mars 1977. [↑](#footnote-ref-105)
106. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal du 28 février 1983. [↑](#footnote-ref-106)
107. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal du 3 juin 1982. [↑](#footnote-ref-107)
108. Roberts Norman. « Financing of University Libraries. » Chapitre cité.« The general falling off in the proportion of libraries budgets assigned to the purchase of materials was accompanied by a significant shift in the balance of expenditure between books and periodicals. » (p.119) [↑](#footnote-ref-108)
109. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1971/72. [↑](#footnote-ref-109)
110. Annexe. Figure 33 Evolution de la part des périodiques dans le nombre d'acquisitions de la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-110)
111. Annexe. Figure 33 Evolution de la part des périodiques dans le nombre d'acquisitions de la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-111)
112. Annexe. Figure 35 Part des périodiques dans les volumes (livres, périodiques, thèses et brochures) dans les acquisitions (dons et achats) pour la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-112)
113. Annexe. Figure 29 Nombre de périodiques acquis chaque année par la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-113)
114. Annexe. Figure 24 Evolution du nombre d’étudiants dans les universités françaises et britanniques. [↑](#footnote-ref-114)
115. Annexe. Figure 2 Tableau du nombre d’étudiants de l’université de Cardiff et de Caen. [↑](#footnote-ref-115)
116. Annexe. Figure 36 Nombre d’étudiants total de l’université de Cardiff. [↑](#footnote-ref-116)
117. Annexe. Figure 6 Nombre d'étudiants en France de 1898 à 1954. [↑](#footnote-ref-117)
118. Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.222) [↑](#footnote-ref-118)
119. Annexe. Figure 38 Nombre d'étudiants dans l'université de Caen. [↑](#footnote-ref-119)
120. Annexe. Figure 38 Nombre d'étudiants dans l'université de Caen. [↑](#footnote-ref-120)
121. Pour la France, voir Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.221); Pour le Royaume-Uni, voir : Mackenna Robert O. « University Library Organization ». Dans Thomson James. (dir.) *University Library History*. *op.cit.* 92-106. [↑](#footnote-ref-121)
122. Mackenna Robert O. « University Library Organization. » Chapitre cité. [↑](#footnote-ref-122)
123. Annexe. Figure 2 Tableau du nombre d’étudiants de l’université de Cardiff et de Caen. [↑](#footnote-ref-123)
124. Annexe. Figure 36 Nombre d’étudiants total de l’université de Cardiff. [↑](#footnote-ref-124)
125. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.222) [↑](#footnote-ref-125)
126. Annexe. Figure 24 Evolution du nombre d’étudiants dans les universités françaises et britanniques. [↑](#footnote-ref-126)
127. Annexe. Figure 2 Tableau du nombre d’étudiants de l’université de Cardiff et de Caen. Au cours de cette première période, nous incluons les effectifs de l’université de Caen, de l’école nationale de médecine, et du collège universitaire de Rouen. [↑](#footnote-ref-127)
128. Annexe. Figure 38 Nombre d'étudiants dans l'université de Caen. Au cours de cette première période, nous incluons les effectifs de l’université de Caen, de l’école nationale de médecine, et du collège universitaire du Mans au début de la période, mais seulement ceux de l’université de Caen sur l’année 1966/67. Bien que l’intégration ou non de ces effectifs dans le nombre d’étudiants ait une incidence statistique, elle n’influe pas sur les grandes tendances mises en évidence. [↑](#footnote-ref-128)
129. Annexe. Figure 24 Evolution du nombre d’étudiants dans les universités françaises et britanniques. [↑](#footnote-ref-129)
130. Neal Kenneth W. *British University Libraries*. *op. cit.* (p.39) [↑](#footnote-ref-130)
131. ABUC. Boîte 2/64. *The library of University College, Cardiff* (1883-1983). (p.12) [↑](#footnote-ref-131)
132. Neal Kenneth W. *British University Libraries*. *op. cit.* (p.39) [↑](#footnote-ref-132)
133. Annexe. Figure 37 Proportion des étudiants-chercheurs parmi les étudiants de l’université de Cardiff. [↑](#footnote-ref-133)
134. Annexe. Figure 39 Evolution du nombre d'emprunts par le personnel et par les étudiants à la bibliothèque de Cardiff. [↑](#footnote-ref-134)
135. Annexe. Figure 39 Evolution du nombre d'emprunts par le personnel et par les étudiants à la bibliothèque de Cardiff. [↑](#footnote-ref-135)
136. Annexe. Figure 7 Tableau du nombre d’emprunts annuels par étudiant à la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-136)
137. Annexe. Figure 7 Tableau du nombre d’emprunts annuels par étudiant à la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-137)
138. Féret Romain. *La bibliothèque universitaire de Cardiff de 1950 à 1981*. *op.cit.* (p.44-46) [↑](#footnote-ref-138)
139. Mackenna Robert O. « University Library Organization ». Chapitre cité. « The effects of the 1944 Education Act began to percolate through to the universities, of so-called ‘first generation’ students with no established habit of book-buying. » (p.92) [↑](#footnote-ref-139)
140. ABUC. Boîte 2/80. Parry Committee. UCC University Grants committee report of the Committee on libraries. Summary of recommendations, pages 157-164 which should be considered by the College. « Academic staff should encourage students to buy books and should give them more specific guidance on what books they should buy. » [↑](#footnote-ref-140)
141. Line Maurice B. « Students attitudes to the university library : a survey at Southampton university. » *Journal of documentation* 19 (1963) : 100-117. [↑](#footnote-ref-141)
142. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Enquête sur les sections universitaires. 1974. Service administratif. [↑](#footnote-ref-142)
143. Annexe. Figure 40 Nombre d’emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Caen. Figure 41 Nombre d'emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-143)
144. C’est ainsi qu’à Marseille, trois sections sciences sont mises en place. Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.325) [↑](#footnote-ref-144)
145. Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. *op. cit*. (p.22) [↑](#footnote-ref-145)
146. Annexe. Figure 58 Carte des universités françaises en 1960. Figure 59 Carte des universités françaises en 1992-1993. [↑](#footnote-ref-146)
147. ABCUC. Boite intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Bibliothèque universitaire de Caen. Section collèges universitaires. Année scolaire 1961/62. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-147)
148. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Bibliothèque universitaire de Caen. Section collège universitaire. Collège scientifique universitaire de Rouen. Année scolaire 1961/62. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-148)
149. Annexe. Figure 60 Carte des universités britanniques en 1975. Pour le détail, voir : Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.13-19) [↑](#footnote-ref-149)
150. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation. 1974-1989. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal séance du 3 juin 1982. [↑](#footnote-ref-150)
151. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Courrier du conservateur en chef de la bibliothèque à M. le président de l’université, daté du 2 mai 1974. [↑](#footnote-ref-151)
152. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Courrier d’Etienne Dennery, directeur chargé des bibliothèques et de la lecture publique à M. le président de l’université de Caen, daté du 27 mai 1974. [↑](#footnote-ref-152)
153. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Courrier du conservateur en chef de la bibliothèque à Etienne Dennery, directeur chargé des bibliothèques et de la lecture publique, daté du 7 juin 1974. [↑](#footnote-ref-153)
154. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : « Correspondances administratives et diverses. » Courrier du directeur général des bibliothèques, Paul Poindron, à Mme la conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen, daté du 7 octobre 1963. [↑](#footnote-ref-154)
155. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : « Correspondances administratives et diverses. » Courrier du directeur général des bibliothèques, Paul Poindron, à Mme la conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen, daté du 6 décembre 1963. [↑](#footnote-ref-155)
156. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : « Correspondances administratives et diverses. » Courrier de Mme la conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen au directeur général des bibliothèques, Paul Poindron, daté du 11 décembre 1963. [↑](#footnote-ref-156)
157. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : « Correspondances administratives et diverses. » Courrier de Mme la conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen au directeur général des bibliothèques, Paul Poindron, daté du 11 décembre 1963. [↑](#footnote-ref-157)
158. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Pochette : « Commission de la bibliothèque. » Commission du 26 février 1965. Commission du 12 mai 1967. [↑](#footnote-ref-158)
159. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.543) Annexe. Figure 8 Part du PNB affectée à l'enseignement supérieur, en France, en RFA et au Royaume-Uni. [↑](#footnote-ref-159)
160. Annexe. Figure 9 Indicateurs de comparaison des bibliothèques universitaires en France, RFA, et au Royaume-Uni. [↑](#footnote-ref-160)
161. Annexe. Figure 9 Indicateurs de comparaison des bibliothèques universitaires en France, RFA, et au Royaume-Uni. [↑](#footnote-ref-161)
162. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*. (p.543) [↑](#footnote-ref-162)
163. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.621-622) [↑](#footnote-ref-163)
164. Désormais CADIST. [↑](#footnote-ref-164)
165. Annexe. Figure 10 Recettes de fonctionnement des bibliothèques universitaires françaises. (Francs constants) [↑](#footnote-ref-165)
166. Annexe. Figure 10 Recettes de fonctionnement des bibliothèques universitaires françaises. (Francs constants) [↑](#footnote-ref-166)
167. Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.628) [↑](#footnote-ref-167)
168. Gleyze Alain. Concentration *et déconcentration dans l’organisation… op. cit*. (p.629-630) [↑](#footnote-ref-168)
169. Annexe. Figure 11 Evolution des subventions de fonctionnement des universités et des bibliothèques universitaires françaises. [↑](#footnote-ref-169)
170. Annexe. Figure 42 Dépenses des bibliothèques universitaires en proportion des dépenses totales des universités : moyenne britannique. (1913/14-1976/77). [↑](#footnote-ref-170)
171. Annexe. Figure 43 Evolution du budget annuel de la bibliothèque universitaire de Cardiff en Livres sterling courantes. [↑](#footnote-ref-171)
172. Annexe. Figure 12 Evolution des recettes de la bibliothèque universitaire de Cardiff en livres sterling courantes et en livres sterling constantes. [↑](#footnote-ref-172)
173. Annexe. Figure 44 Evolution des recettes de la bibliothèque universitaire de Cardiff en Livres sterling constantes de 1956. [↑](#footnote-ref-173)
174. Annexe. Figure 45 Nombre de volumes achetés par an par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-174)
175. Annexe. Figure 13 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-175)
176. Annexe. Figure 13 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-176)
177. Annexe. Figure 14 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-177)
178. Annexe. Figure 13 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-178)
179. Annexe. Figure 14 Tableau de l’évolution des ratios d’acquisition par étudiant par la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-179)
180. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.539) [↑](#footnote-ref-180)
181. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.724) [↑](#footnote-ref-181)
182. ABUC. Boîte 2/64. *The Library of University College, Cardiff (1883-1983).* « This was scarcely a living wage at the turn of the century. » (p.2) [↑](#footnote-ref-182)
183. ABUC. Boîte 2/64. *The Library of University College, Cardiff (1883-1983).* [↑](#footnote-ref-183)
184. ABUC. Voir les rapports annuels du bibliothécaire de l’université de Cardiff : Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-184)
185. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapport annuel 1944. [↑](#footnote-ref-185)
186. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1944/45. Rapport annuel. [↑](#footnote-ref-186)
187. L’état du personnel est disponible dans les rapports annuels. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Nous excluons dans ces statistiques le personnel du collège universitaire du Mans (celui de Rouen ne semble pas avoir été recensé parmi le personnel de la bibliothèque universitaire de Caen), mais nous incluons celui de l’école de médecine et pharmacie de Caen. [↑](#footnote-ref-187)
188. Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. *op. cit*. (p.32) [↑](#footnote-ref-188)
189. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.524) [↑](#footnote-ref-189)
190. A Cardiff, Ethel J. Lewis travaille à la bibliothèque de 1912 à 1953, J. Hubert Morgan de 1923 à 1947, David H. Davies de 1928 à 1975 ; à Caen, Mlle Dupasquier commence sa carrière en 1937 et la termine en 1974. [↑](#footnote-ref-190)
191. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1948/49. Rapport annuel. [↑](#footnote-ref-191)
192. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1949/1950. Rapport annuel. (p.1) [↑](#footnote-ref-192)
193. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1957/58. « There has been a larger turnover of junior staff during the session than has happened for a number of years, and this a has been a disturbing feature. » (p.17) [↑](#footnote-ref-193)
194. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire. 1949/50. Rapport annuel. (p.2) [↑](#footnote-ref-194)
195. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1951/52. Rapport annuel. (p.1) [↑](#footnote-ref-195)
196. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1958/59. Rapport annuel. Service public. (p.6) [↑](#footnote-ref-196)
197. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1962/1963. Rapport annuel. Service public. Annexe. [↑](#footnote-ref-197)
198. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Etat de situation décembre 1963. [↑](#footnote-ref-198)
199. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Etat de situation décembre 1963. [↑](#footnote-ref-199)
200. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1953/54. (p.8) [↑](#footnote-ref-200)
201. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1962/63. « A long cherished ambition, which had its origin in the immediate post-war years was in sight of being realized, and the first stage of the library’s expansion policy of centralized decentralization was about to be launched. » (p.11) [↑](#footnote-ref-201)
202. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian.1963/64. « It will become impossible even to consult the volumes which we acquire at such great cost and research especially will suffer. » (p.15) [↑](#footnote-ref-202)
203. Annexe. Figure 32 Evolution du stock de livres et périodiques de la bibliothèque de l'université de Cardiff. [↑](#footnote-ref-203)
204. Bleton Jean. « Les nouvelles bibliothèques universitaires françaises : ce qui caractérise les bâtiments construits pour elles entre 1950 et 1972. » Dans *Essays and studies in librarianship presented to Curt David Norman*, 25-34. Jérusalem : Magnes Press, 1975. *Construction et aménagement des bibliothèques : mélanges Jean Bleton.* Paris : Editions du Cercle de la Librairie, 1986. [↑](#footnote-ref-204)
205. Annexe. Figure 31 Nombre de volumes catalogués par la bibliothèque de l'université de Caen. Figure 32 Evolution du stock de livres et périodiques de la bibliothèque de l'université de Cardiff. [↑](#footnote-ref-205)
206. Sansen Jean. « La métamorphose du magasin de livres » Dans *Construction et aménagement des bibliothèques: mélanges Jean Bleton.* *op. cit.*87-93*.* [↑](#footnote-ref-206)
207. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Enquête sur les sections universitaires. 1974. Section sciences. [↑](#footnote-ref-207)
208. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Enquête sur les sections universitaires. 1974. Section droit-lettres. [↑](#footnote-ref-208)
209. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian.1975/76. [↑](#footnote-ref-209)
210. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.23) [↑](#footnote-ref-210)
211. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.154-156) [↑](#footnote-ref-211)
212. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.156) [↑](#footnote-ref-212)
213. Chapitre 7, C. [↑](#footnote-ref-213)
214. ABCUC. Boîte intitulée : Enquête bibliothèques. BUFR 1975. UER 1976. UFR 1986-91. Pochette : Enquête BUFR 1975. Inventaire des ressources documentaires des universités. Recensement des bibliothèques d’UER. [↑](#footnote-ref-214)
215. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Enquête sur les sections universitaires. Section sciences. Section droit-lettres. Section médecine-pharmacie. 1974. [↑](#footnote-ref-215)
216. Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-216)
217. Lapèlerie François. « Pédagogie et lecture(s) à l’université. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 2 (2001): 56-65. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012.

     Dans un article très intéressant sur le sujet, François Lapèlerie a proposé une approche des besoins documentaires, mais principalement dans le contexte universitaire français et sans perspective historique. Son postulat principal, du point de vue de la documentation, est que les étudiants ont dans l’ensemble un usage stratégique de la documentation, pour réduire au maximum le temps qui y est consacré, uniquement pour répondre aux besoins de leurs examens.

     « De son côté, l’étudiant de 1er cycle immergé dans ce milieu n’a qu’un but : obtenir son partiel, son diplôme de fin d’année, son DEUG, au moindre prix. Ce n’est pas dénigrer la gent étudiante que de faire cette constatation : le principe du moindre effort est un principe qui régit toutes les activités humaines. Pour éviter cette expression qui a une connotation un peu péjorative et qui semble porter un jugement moral défavorable – moindre effort étant alors assimilé à paresse –, on peut avoir recours à des expressions plus nobles relevant de la stratégie : l’étudiant ajuste les moyens aux fins pour obtenir le résultat désiré. Il ajuste donc son effort intellectuel, moral et financier à l’objectif, qui est d’obtenir son diplôme. Et naturellement, sauf exception, aucun étudiant n’ira au-delà de ce qu’il est nécessaire d’acquérir : le niveau presque minimal requis de connaissances, sous une forme efficace, standardisée, prévisible, toutes caractéristiques de la « mcdonaldisation. » »

     Si on accepte cette idée, les modalités d’examen méritent d’être examinées pour cerner les besoins documentaires des étudiants français et britanniques (à condition que ces derniers aient le même rapport à la stratégie documentaire que les étudiants français). Cependant ce postulat semble plus s’appuyer sur des intuitions que sur une enquête, son article le laisse croire en tous cas, ce qui rend difficile son utilisation. [↑](#footnote-ref-217)
218. Nous sommes encouragés en cela par les conclusions de Jean-Claude Passeron sur l’absence de conséquences pédagogiques des évolutions institutionnelles de la fin des années 1960. Passeron Jean-Claude. « 1950-1980 : L’université mise à la question : changement de décor ou changement de cap ? » Dans Verger Jacques. (dir.) *Histoire des universités en France*. 367-417. Toulouse : Privat, 1986. « La cessation momentanée de tout fonctionnement universitaire fut donc le résultat le plus significatif de la révolte de 68. Mais c’est un effet politique et idéologique qui n’enveloppe aucun projet pédagogique particulier ; l’effondrement de l’institution ne favorisa même pas, sur le terrain, les projets réformateurs de ceux – et ils furent nombreux à s’y essayer – auxquels le succès de la contestation semblait donner le champ libre, puisque la contestation se retourna contre eux dès qu’ils se mirent en posture de reconstructeurs et tant qu’elle en eut la force, c’est-à-dire jusqu’à très tard dans les années ‘70’. » (p.383) [↑](#footnote-ref-218)
219. Charle Christophe*. La république des universitaires français*. *1870-1940*. Paris : Editions du Seuil, 1994. (p.442) [↑](#footnote-ref-219)
220. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1964/65. « All members of staff are asked that, in future, the Library should be informed well in advance when periodical articles are to be set for class reading so that multiple copies may be provided. » (p.19). [↑](#footnote-ref-220)
221. Annexe. Figure 49 Extrait bibliographie britannique 1. Figure 50 Extrait bibliographie britannique 2. Figure 51 Extrait bibliographie britannique 3. Figure 52 Extrait bibliographie britannique 4. Figure 53 Extrait bibliographie britannique 5. [↑](#footnote-ref-221)
222. Annexe. Figure 54 Extrait bibliographie française 1. Figure 55 Extrait bibliographie française 2. Figure 56 Extrait bibliographie française 3. [↑](#footnote-ref-222)
223. Annexe. Figure 54 Extrait bibliographie française 1. [↑](#footnote-ref-223)
224. Là encore il nous semble qu’une réflexion mérite d’être menée dans une perspective historique sur les causes du *choix* de lecture ou de non-lecture des étudiants. Claude Poissenot a bien mené une enquête auprès des étudiants pour mesurer leur capacité de « repérage dans l’offre documentaire » au début des années 2000, mais il ne mentionne les bibliographies que du point de vue de la capacité des étudiants à connaître la disponibilité des livres qui s’y trouvent, et non pas du point de vue de la pratique élémentaire qui consiste à choisir un titre dans cette bibliographie, ni de l’importance des bibliographies dans les choix de lecture par les étudiants. Poissenot Claude. « La fin des « héritiers » : lecture et compétence documentaire des étudiants d’aujourd’hui. » Dans Bois Lise, Leblond Corinne (études réunies par). *Les étudiants face à la lecture*. 31-46. Arras : Artois presses université, 2005. (p.36-43) [↑](#footnote-ref-224)
225. Dans les statistiques générées par une bibliothèque, l’emprunt d’un article de périodique compte autant que celui d’un ouvrage volumineux, mais dans un temps donné, un étudiant est plus susceptible de lire plusieurs articles de périodique que plusieurs ouvrages. [↑](#footnote-ref-225)
226. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.544) [↑](#footnote-ref-226)
227. Et ainsi explorer les conséquences du postulat de François Lapèlerie. [↑](#footnote-ref-227)
228. Passeron Jean-Claude. « 1950-1980 : L’université mise à la question… » Chapitre cité. (p.383) [↑](#footnote-ref-228)
229. « Journées d’étude des bibliothèques universitaires, 19, 20, 21 décembre 1955, compte rendu » dans *Les Bibliothèques et l’université*, 1955, introduction de Pierre Lelièvre, Paris : Bibliothèque nationale, *Cahiers des bibliothèques de France*, n° 3 (1957). (p.219) Dans Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.*  (p.271) [↑](#footnote-ref-229)
230. Halimi Suzy. *L’enseignement supérieur au Royaume-Uni*. Paris : Ophrys-Ploton, 2004. (p.94-95) Law Derek. « Les bibliothèques universitaires du Royaume-Uni. » Chapitre cité. [↑](#footnote-ref-230)
231. Lemesle Alice. *Accueil des étudiants de premier cycle : nouveaux services, nouvelles méthodes, nouveaux espaces.* Mémoire d’étude sous la direction de Michèle Gasc, ENSSIB, janvier 2009. Elle reprend ce terme à Legendre Florence. « Les étudiants fantômes. Les sorties précoces de l’université Paris VIII. » *Carrefour de l’éducation.* n°16 (2003). L’auteure estime qu’ils représentent 15% des inscrits au début des années 2000 à Paris VIII. [↑](#footnote-ref-231)
232. Annexe. Figure 46 Part des étudiants de l'université de Caen qui fréquentent la bibliothèque universitaire. [↑](#footnote-ref-232)
233. Roda Jean-Claude. « La carpe et le lapin ». *Bulletin des Bibliothèques de France*. no 2 (1996) : 40-45. « Plus de 40 % des étudiants inscrits à l’université n’ont jamais mis les pieds à la bibliothèque universitaire ! » [↑](#footnote-ref-233)
234. Boulogne Arlette. « Les centres de documentation face à ... » Chapitre cité. (p.557) [↑](#footnote-ref-234)
235. Boulogne Arlette. « Les centres de documentation face à ... » Chapitre cité. (p.570) [↑](#footnote-ref-235)
236. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. État des collections en décembre 1947. [↑](#footnote-ref-236)
237. En 1951. [↑](#footnote-ref-237)
238. ABUC. Boite 2/32. Report of the librarian. 1959/60. (p.11) “A beginning was made in producing typescripts aids for certain classes of readers so as to make them more easily aware of the library’s resources and services in the various subject fields. This projection of the library to the reader is an aspect of the library’s work which it is hoped to develop more fully in the years ahead.” [↑](#footnote-ref-238)
239. ABUC. Boîte 2/64. UCC Library readers’ guide 1969. UCC Library readers’ guide 1976/77. UCC Library readers’ guide 1977/78. [↑](#footnote-ref-239)
240. Saunders, W.L. « Humanistic institution or information factory. » *Journal of Librarianship and information science.* 1*,* n°4 (1969): 195-210, cité par Ratcliffe F. « The Growth of University Library Collection in the UK. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History. op. cit.* 5-26.« There is probably a direct relationship between the quality of research – particularly in the humanities – and the size of the library supporting it. » (p.24) [↑](#footnote-ref-240)
241. Saunders, W.L. « Humanistic institution or information factory. » *art. cit*.« There should be no question of standardizing or restricting the size of a library which is supposed to support research. » (p.24) [↑](#footnote-ref-241)
242. Neal Kenneth W. *British University Libraries*. *op. cit*. (p.68) [↑](#footnote-ref-242)
243. ABUC. Boîte 2/80. Parry Committee. UCC Library. University Grants Committee report of the committee on libraries. Summary of recommendations, pages 157-164, which should be considered for support by the college. « Librarians and directors of research should discuss the library implications of research projects so that funds could then be made available to the library for such prospects to build up collections in depth on any subject fields which are decided upon as being of special interests to the university .» [↑](#footnote-ref-243)
244. Kimball Jane A. *Interlibrary loan requests. University College, Cardiff : an overview 1983/83-1984/85*. Cardiff : Cardiff university, 1985. «One student who appears to have been given approval from his tutor to do a dissertation on a subject for which this university has no resources. The wisdom of doing so is questionable but the remedy difficult to recommend.» [↑](#footnote-ref-244)
245. Cité par Neal, K.W. *British university libraries.* op. cit. « Librarians as a group tend to prefer the accumulation of relatively obscure titles to the duplication of heavily used material. » (p.40). [↑](#footnote-ref-245)
246. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1961/62. « One of the features of the increased number of books purchased has been the largest proportion of multiple copies of books in constant demand which had been ordered for many departments. » (p.5) [↑](#footnote-ref-246)
247. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1980/81. « The top priority must still be the provision of undergraduate texts. » (p.2) [↑](#footnote-ref-247)
248. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1969/70. « As some of the additional funds for 1970/71 were to be devoted to purchasing additional multiples copies of undergraduate students’ much used books, all departments were invited to submit lists of books which they would wish to see duplicated in the library in this way.» (p.20) [↑](#footnote-ref-248)
249. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1944/45. Rapport annuel. Caen, le 15 juillet 1945. [↑](#footnote-ref-249)
250. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1947/48. Rapport annuel. [↑](#footnote-ref-250)
251. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1960/61. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-251)
252. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1960/61. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-252)
253. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1960/61. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-253)
254. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1962. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-254)
255. Nous revenons sur l’opposition entre la bibliothèque universitaire et les bibliothèques d’institut dans le chapitre 7, C. [↑](#footnote-ref-255)
256. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-89. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal séance du 13 février 1978. (p.5) [↑](#footnote-ref-256)
257. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapports divers. 1. Courrier du conservateur en chef de la bibliothèque à M. le président de l’université, daté du 2 mai 1974. [↑](#footnote-ref-257)
258. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-89. Pochette : « Procès-verbal. » Procès-verbal séance du 16 février 1984. (p.4) [↑](#footnote-ref-258)
259. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : « Bibliothèque. » Sous-pochette : ‘Crédits’. Enquête sur la répartition des dépenses documentaires dans les bibliothèques universitaires en 1982. [↑](#footnote-ref-259)
260. Annexe. Figure 15 Enquête sur la répartition des dépenses documentaires par section. Bibliothèque universitaire de Caen. 1982. [↑](#footnote-ref-260)
261. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : « Bibliothèque. » Sous-pochette : ‘Crédits’. Synthèse des résultats de l’enquête sur la répartition par niveau des dépenses documentaires des bibliothèques universitaires (niveau étudiant-niveau recherche). [↑](#footnote-ref-261)
262. Annexe. Figure 16 Synthèse nationale des résultats de l'enquête sur la répartition par niveau des dépenses documentaires. [↑](#footnote-ref-262)
263. En revanche, la part de documentation indissociable serait sans doute supérieure. [↑](#footnote-ref-263)
264. Lerner Fred. *The story of libraries*. op. cit. « As knowledge grew in size and scope, and as library collections grew likewise, it became increasingly necessary to find some way of identifying and retrieving publications on a particular subject. » (p. 132) [↑](#footnote-ref-264)
265. ABUC. Boîte 2/34. Box of notes and miscellaneous documents on the history of the library. *UGC report on the library*, par A. Esdailes et G. Woledge. Mars 1945. «Three developments without which it is impossible to make full use of the resources of the library are (in order of urgency) the completion of the author catalogue, the provision of a subject catalogue […] and the revision of earlier entries in the author catalogue. » [↑](#footnote-ref-265)
266. Annexe. Figure 47 Volumes attendant d'être catalogués à la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-266)
267. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1947/48. Rapport annuel. [↑](#footnote-ref-267)
268. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1957/58. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-268)
269. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952. Compte-rendu. » *Cahiers des bibliothèques de France*. n°1 (1953): 73-150. (p.91) [↑](#footnote-ref-269)
270. Friedman Joan et Jeffreys Alan. « Cataloguing and classification in British university libraries : A survey of practices and procedures. » *Journal of documentation.* 23*,* n°3 (1967): 224-246. Dans Neal, K. *British university libraries*. *op. cit*. (p.51) [↑](#footnote-ref-270)
271. Jeffreys Alan. « Cataloguing and classification : the anglo-american concorde. » Dans Thomson James. (dir.) *University library history*. *op. cit*.147-170. «LC [Library of Congress] scheme has gone from strength to strength and is now used wholly or in part by just over half of all British university libraries. » (p.153) [↑](#footnote-ref-271)
272. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952... » Compte-rendu cité. [↑](#footnote-ref-272)
273. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1950/51. [↑](#footnote-ref-273)
274. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Demande adressée par une candidate à l’agrégation des lettres modernes. 1965. [↑](#footnote-ref-274)
275. De nombreux programmes de concours changeant tous les ans ou tous les deux ans, il parait de toute manière compliqué d’établir chaque année des listes nouvelles d’ouvrages à placer dans une catégorie spéciale de prêt. [↑](#footnote-ref-275)
276. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1967/68. [↑](#footnote-ref-276)
277. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952... » Compte-rendu cité. (p.145) [↑](#footnote-ref-277)
278. Tout comme la faible présence des questions relatives au système de prêt dans la littérature professionnelle postérieure à aux journées d’étude de 1952. [↑](#footnote-ref-278)
279. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 33, 15 Juillet 1976. « The length of time for which an item may be borrowed is determined by a combination of the borrower status and the book status. » [↑](#footnote-ref-279)
280. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 38, 18 novembre 1976. [↑](#footnote-ref-280)
281. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1979/80. [↑](#footnote-ref-281)
282. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1980/81. « This shorter loan period undoubtedly helps students by keeping books circulating rapidly, but means a very substantial increase in issue desk and other work. » [↑](#footnote-ref-282)
283. Annexe. Figure 17 Durée moyenne des prêts à la bibliothèque universitaire de Caen. Nous avons procédé à trois carottages en 1955, 1960 et 1965. [↑](#footnote-ref-283)
284. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.544) [↑](#footnote-ref-284)
285. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1980/81. [↑](#footnote-ref-285)
286. Voir le guide du lecteur des bibliothèques de l’université de Caen Basse-Normandie. Novembre 2011. Consulté le 29 juin 2012. <http://scd.unicaen.fr/servlet/com.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw?ID_FICHIER=1339421364744> (p.3) [↑](#footnote-ref-286)
287. Annexe. Figure 49 Extrait bibliographie britannique 1. Figure 50 Extrait bibliographie britannique 2. Figure 51 Extrait bibliographie britannique 3. [↑](#footnote-ref-287)
288. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1922/23. ABCUC. Université de Caen. Annuaires. Programme des cours de l’université. 1940/41. [↑](#footnote-ref-288)
289. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1933/34. [↑](#footnote-ref-289)
290. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1950/51. [↑](#footnote-ref-290)
291. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1960/61. [↑](#footnote-ref-291)
292. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1960/61. [↑](#footnote-ref-292)
293. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1961/62. [↑](#footnote-ref-293)
294. ABCUC. Registre du contrôle des entrées. Du 2/09/1963 au 31/07/1964. [↑](#footnote-ref-294)
295. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952... » Compte-rendu cité. (p.142) [↑](#footnote-ref-295)
296. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1950/51. ABCUC. Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1959/60. [↑](#footnote-ref-296)
297. Page Bertram S., Woledge Geoffrey. *A manual of University and College library practice*. London : The library association, 1940. Cité dans Neal, K. W. *British university libraries*. *op. cit*. « Until fairly recent years, many libraries were open for such short daily periods as 10 to 4 ; it has been found that opening at 9 and keeping open till 5 :30 or, where it has been possible, till late in the evening, justified by the increased use made of the library. » (p.36) [↑](#footnote-ref-297)
298. Neal, K. W. *British university libraries*. *Op. cit*. «  Nowadays university libraries in term-time do not close till 9 or 10 p.m. during the week, and may be open all day Saturday and part of Sunday. » (p.36) [↑](#footnote-ref-298)
299. ABUC. Boîte 2/15. University College of South Wales and Monmoutshire. Library questionnaire. 9 Mars 1953. ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers 1953-1954 ; Library census of readers 1954-1957 ; Library census of readers1957-62. [↑](#footnote-ref-299)
300. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 31, 27 Mai 1976. [↑](#footnote-ref-300)
301. ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers 1953-1954. [↑](#footnote-ref-301)
302. ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers 1954-1957 ; Library census of readers 1957-62. [↑](#footnote-ref-302)
303. Annexe. Figure 18 Nombre de lecteurs recensés à 17h30 lors des quatre premières semaines du premier trimestre de l’année 1951/52. Figure 19 Nombre de lecteurs recensés à 19h30 lors des quatre premières semaines du premier trimestre de l’année 1951/52. Statistiques disponibles dans : ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers 1951-1954. [↑](#footnote-ref-303)
304. Annexe. Figure 20 Fréquentation à la bibliothèque universitaire de Caen en 1962, selon le type de lecteurs. [↑](#footnote-ref-304)
305. Annexe. Figure 21 Fréquentation à la bibliothèque universitaire de Caen en 1966, selon le type de lecteurs. [↑](#footnote-ref-305)
306. ABCUC. Registre contrôle des entrées. Du 21/01/1980 au 23/12/1981. Du 4/01/1982 au 24/12/1983. Du 2/01/1984 au 30/08/1985. [↑](#footnote-ref-306)
307. ABUC. Boîte 2/34. Box of notes and miscellaneous documents on the history of the library. “Save our study.” Poster daté du 19 juin 1984. [↑](#footnote-ref-307)
308. ABUC. Boîte 2/34. Box of notes and miscellaneous documents on the history of the library. The Fabian report. Ce document n’est pas daté, mais comme il concerne le bâtiment de la *Main Library*, il est antérieur à l’année 1975. Il est probable d’après les considérations dont il fait état qu’il date de la seconde moitié des années 1960. [↑](#footnote-ref-308)
309. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1958/59. [↑](#footnote-ref-309)
310. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* « While in theory more readers can be accommodated in a given area using multiple rather than single reader units, the likelihood of having all seats occupied is considerably lessened. This is due to the reluctance of many readers to share tables; the difficulty of actually seeing empty seats; and, sometimes, the higher noise level which is associated with multi-reader tables. » (p.66). [↑](#footnote-ref-310)
311. Heather Edwards M. *University Library Building Planning*. Metuchen N.J.: Scarecrow Press, 1990. Chapitre 10 : Space management. [↑](#footnote-ref-311)
312. ABUC. Boîte 2/34. Box of notes and miscellaneous documents on the history of the library. The new building for the university library. [↑](#footnote-ref-312)
313. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.533) [↑](#footnote-ref-313)
314. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1958/59. Rapport annuel. Service public. Remarquons au passage la jolie opposition sémantique entre la *bibliothèque* et les *salles* d’Institut, révélatrice de leur légitimité respective aux yeux de la bibliothécaire. [↑](#footnote-ref-314)
315. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Enquête sur les sections universitaires. Section sciences. Section droit-lettres. Section médecine-pharmacie. 1974. [↑](#footnote-ref-315)
316. Roberts Norman. « Aspects of British university libraries. 1877-1977. » *College and Research libraries.* 38, no 6 (1977): 460-476. « This arrangement recognizes the priorities – it is a reader’s library rather than a librarian’s library. » (p.472) [↑](#footnote-ref-316)
317. Lerner Fred. *The Story of Libraries*. *op. cit.* « The university library was an uninviting place in which to spend any substantial period of time. » (p.126) [↑](#footnote-ref-317)
318. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1971/72. « More intensive use is being made of a smaller number of books within the library itself. » (p.7) [↑](#footnote-ref-318)
319. Line Maurice B. « Students attitudes to the university library. » *art. cit.* « The library is used not only as a space for working, but also as a place to be quiet. » (p.104) [↑](#footnote-ref-319)
320. ABUC. Boîte 2/15. File of questionnaires about Library opening hours, 1953. [↑](#footnote-ref-320)
321. Bourdieu Pierre et De Saint-Martin Monique. « Les utilisateurs de la bibliothèque universitaire de Lille » Dans Bourdieu Pierre, De Saint-Martin Monique et Passeron Jean-Claude. *Rapport pédagogique et communication.* 109-120. Paris-La Haye: Mouton, 1965. [↑](#footnote-ref-321)
322. Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, et De Saint-Martin Monique. *Rapport pédagogique et communication.* *op. cit.* (p.111) [↑](#footnote-ref-322)
323. Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, et De Saint-Martin Monique. *Rapport pédagogique et communication.* *op. cit.* (p.113) [↑](#footnote-ref-323)
324. Chonez André. « L’automation des fonctions documentaires. Mythes et réalités. » Communication aux journées d’étude de Liège. 139-144. Université de Liège: Université de Liège, 1965. [↑](#footnote-ref-324)
325. Désormais DICA. [↑](#footnote-ref-325)
326. ABCUC. Boîte intitulée : Programmation pluriannuelles (avant la contractualisation) 1976-1980. Courrier du secrétaire d’état aux universités à M. l’administrateur général de la bibliothèque nationale, à l’administrateur de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, et aux conservateurs en chef et conservateurs, chargés de la direction d’une bibliothèque interuniversitaire ou universitaire, daté du 24 février 1976. [↑](#footnote-ref-326)
327. Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies ». Dans *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *op. cit*. 783-820.(p.792-794) Navacelle Marie-Christine de. « La gestion automatisée du prêt à la Bibliothèque publique de Massy. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 6 (1974) : 285-305 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012. [↑](#footnote-ref-327)
328. Désormais BAB. [↑](#footnote-ref-328)
329. « Journée d'étude sur l'automatisation du prêt dans les bibliothèques municipales. » Bulletin des Bibliothèques de France. n° 5 (1973) : 217-219 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 17 août 2012.

     Boisset Michel. « L'automatisation dans les bibliothèques. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 7 (1973) : 337-342. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012 « Le système de prêt automatisé a été étudié : il a fait l'objet d'une journée d'études à laquelle participaient les représentants de plus de 40 bibliothèques municipales et d'une publication. » [↑](#footnote-ref-329)
330. « Journée d'étude sur les systèmes automatisés de prêt dans les bibliothèques. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n*°*3(1977) : 176-183. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012 [↑](#footnote-ref-330)
331. Désormais BNU. Bibliothèque localisée à Strasbourg. [↑](#footnote-ref-331)
332. Allocution de M. le Pr. Dreyfus, adjoint aux affaires culturelles de la ville de Strasbourg. « La tâche est considérable, la coopération entre les différents types d'établissements, bibliothèques publiques et universitaires, est souhaitée à Strasbourg, dans le domaine technique, et au-delà, dans le rôle humaniste de diffusion du savoir. » [↑](#footnote-ref-332)
333. Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies ». Chapitre cité. (p.797) [↑](#footnote-ref-333)
334. Delrieu Suzanne. « SIBIL à la bibliothèque interuniversitaire de Montpellier. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n°1 (1984) : 32-43 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012 [↑](#footnote-ref-334)
335. Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France*. *op. cit.* (t.2) [↑](#footnote-ref-335)
336. *South West Academic Library Cooperative Automation Project* [↑](#footnote-ref-336)
337. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. Working Party on the South West University Libraries Computer Project, the 27th of November 1969. « In the present situation, university computers could usually cope with a library issue system or a cataloguing system but not both. » (p.3) [↑](#footnote-ref-337)
338. ABUC. Boîte 2/64. Library guide : University College of South Wales and Monmoutshire, 1952. [↑](#footnote-ref-338)
339. Neal Kenneth W. *British University Libraries*. *op. cit.* [↑](#footnote-ref-339)
340. Annexe. Figure 41 Nombre d'emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-340)
341. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. Use of computers for Library purposes. July 1972. « The indications are that if we are to avoid a nightmare future of escalating staff numbers and staff cost, and to steward our resources more carefully we shall have to enlist the aid of computers. The sooner we can face the problems these may involve, the sooner we may be able to overcome them and reap the benefits they promise. » [↑](#footnote-ref-341)
342. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1977/78. [↑](#footnote-ref-342)
343. ABUC. Boîte 2/64. UCC Library readers’ guide, September 1974. (p.5) [↑](#footnote-ref-343)
344. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1958/59. [↑](#footnote-ref-344)
345. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1977/78. [↑](#footnote-ref-345)
346. Annexe. Figure 40 Nombre d’emprunts annuels à la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-346)
347. Annexe. Figure 48 Nombre d'utilisateurs réels de la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-347)
348. Malet Françoise. « Mobi-prêt à la bibliothèque de l'Université de Paris I. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 1 (1984) : 44-49. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012 [↑](#footnote-ref-348)
349. Dumaître Paule. « Un nouveau système de détection des vols dans les bibliothèques : le TATTLE TAPE 3 M. » *Bulletin des bibliothèques françaises.* n° 4 (1975) : 173-175. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 17 août 2012 [↑](#footnote-ref-349)
350. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : « Texte courrier. » La recherche documentaire automatisée dans les bibliothèques universitaires et les bibliothèques interuniversitaires. Résultat de l’enquête. [↑](#footnote-ref-350)
351. Dont le CADIST d’histoire du XIXème siècle à l’université de Caen. [↑](#footnote-ref-351)
352. A titre d’exemple dans le contexte français, dans un article paru en 1975, Elizabeth Traissac se montre particulièrement réservé sur l’efficacité du système anti-vol installé à la bibliothèque interuniversitaire de Bordeaux. Traissac Élisabeth. « De l'installation d'un système de détection des vols d'ouvrages dans une bibliothèque. » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 5 (1976) : 223-229 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 14 août 2012 [↑](#footnote-ref-352)
353. Désormais OSTI. [↑](#footnote-ref-353)
354. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management committee. Meeting of the librarian of the university libraries concerned with the library applications of the integrated computer system in the South-West. 2 janvier 1969. [↑](#footnote-ref-354)
355. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management Committee. Meeting of librarians of the university libraries of the South West Integrated Computer Systems. 10th of May 1968, at Bristol university. « All the librarians were able to report that the Vice- chancellors or Principles of their various institutions were highly sympathetic themselves on financial assistance. The first efforts must therefore to secure this assistance from OSTI and other organizations. [↑](#footnote-ref-355)
356. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management committee. Lettre R.J. Bates au principal, daté du 2 mai 1974. [↑](#footnote-ref-356)
357. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management committee. Meeting of librarians of the university libraries of the South West Integrated Computer System, 5th of April 1968 in Bristol university library. « Automation meant that future growth in libraries would not cause such great expense. » (p.2) [↑](#footnote-ref-357)
358. *University College of Cardiff,* que nous désignons désormais par le sigle UCC. [↑](#footnote-ref-358)
359. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. Lettre de R.J. Bates à R.J. Dannat, datée du 21 décembre 1973. « The project is now entering the development stage, followed by the implementation of a co-operative automated system on-line issue system in the three libraries Bristol, Cardiff, and Exeter in 1975/76 as the first objective followed by automated catalogue and acquisitions systems. » [↑](#footnote-ref-359)
360. ABUC. Boîte 2/64. *The Library University College, Cardiff (1883-1983).* « The installation of the automated issue system in ASSL in 1976, and the automated cataloguing system (with a microfiche catalogue) in 1978. » (p.18) [↑](#footnote-ref-360)
361. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 33, 15juillet 1976. (p.3) [↑](#footnote-ref-361)
362. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SWALCAP services 1977/78. « Books can be given a different loan status which enables the loan period to be varied according to demand. » (p.4) [↑](#footnote-ref-362)
363. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SWALCAP services 1977/78. « From early 1978, libraries will have the use of the second of the standard services developed by the SWALCAP project team. In common with other SWALCAP software development the chief principle governing the design of the cataloguing system has been that of the flexibility of use. » (p.7) [↑](#footnote-ref-363)
364. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SWALCAP Integrated Library system. Septembre 1984. « The SWALCAP Integrated Library system gives libraries the potential to eliminate hard-copy catalogues and to provide on-line access. » (p.31) [↑](#footnote-ref-364)
365. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SWALCAP Integrated Library system. Septembre 1984. Les fonctions suivantes concernant les acquisitions sont informatisées : « pre-order checking, entering order data ; printing orders ; monitoring outstanding orders ; accessioning items, financial control. » [↑](#footnote-ref-365)
366. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 33, 15 juillet 1976. « Having acquired a computer to help with our manual problems, we now eagerly await a manual to help with our computer problems. » (p.2) [↑](#footnote-ref-366)
367. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management committee. Meeting of libraries of the university libraries of the South West integrated system, 5th of April 1968 in Bristol university library. [↑](#footnote-ref-367)
368. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1976/77 : « absorbed without staff increase by the new automated procedures. » [↑](#footnote-ref-368)
369. Voir chapitre 5, A, 2. [↑](#footnote-ref-369)
370. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. SWALCAP. SWALCAP : a review confidential. Novembre 1979. [↑](#footnote-ref-370)
371. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. SWALCAP. University of Bristol minutes of the SWALCAP executive committee. 18 décembre 1979. [↑](#footnote-ref-371)
372. Agence Universitaire de Documentation et d’Information Scientifique et Technique. [↑](#footnote-ref-372)
373. Direction des Bibliothèques des Musées et de l’Information Scientifique et Technique. [↑](#footnote-ref-373)
374. Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies ». Chapitre cité. (p.786) [↑](#footnote-ref-374)
375. Inventaire Permanent des Périodiques Etranger en Cours. [↑](#footnote-ref-375)
376. Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies ». Chapitre cité. (p.797-799) [↑](#footnote-ref-376)
377. Application de la Gestion Automatisée aux Périodiques. [↑](#footnote-ref-377)
378. Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies ». Chapitre cité. (p.799) [↑](#footnote-ref-378)
379. Catalogue de périodiques de l’Isère. [↑](#footnote-ref-379)
380. Désormais CCN. [↑](#footnote-ref-380)
381. Lupovici Christian. « Le catalogue collectif national des publications en série (CCN) », *Bulletin des Bibliothèques de France.* n° 5. (1984) : 422-431. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 16 août 2012. [↑](#footnote-ref-381)
382. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : « Texte courrier. » Courrier du ministre de l’éducation nationale, daté du 8 décembre 1981. [↑](#footnote-ref-382)
383. Lupovici Christian. « Le catalogue collectif national … » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-383)
384. « Le catalogue collectif national des publications en série (CCN). » *Bulletin des Bibliothèques de France*. n° 1 (1983) : 72-76. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 16 août 2012.  [↑](#footnote-ref-384)
385. Lupovici, Christian, « Le catalogue collectif national des publications en série (CCN). » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-385)
386. Prêt interbibliothèques. [↑](#footnote-ref-386)
387. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : « Texte courrier. » Courrier de Thérèse Torchy à la DBMIST, daté du 19 juillet 1984. [↑](#footnote-ref-387)
388. Bleton Jean. « Les nouvelles bibliothèques universitaires françaises. » Chapitre cité. (p.32) [↑](#footnote-ref-388)
389. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : Bibliothèque. Sous-pochette : « Crédit. » Courrier de la DBMIST, daté du 29 septembre 1983. [↑](#footnote-ref-389)
390. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation. 1974-1989. Classeur intitulé : Conseil du service commun de la documentation de l’université de Caen. Document. Conseil de la bibliothèque de l’université de Caen. Séance du mardi 6 novembre 1984. Procès-verbal. [↑](#footnote-ref-390)
391. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : Texte courrier. Pour le système Mobi-prêt : Courrier de la DBMIST daté du 12 avril 1985. Pour le système Mobi-cat : Courrier de la DBMIST au président de l’université de Caen et au recteur, daté du 1er juillet 1985. [↑](#footnote-ref-391)
392. Le Crosnier Hervé. « Le choix des nouvelles technologies ». Chapitre cité. (p.803-804). [↑](#footnote-ref-392)
393. Malet Françoise. « Mobi-prêt à la bibliothèque de l'Université de Paris I. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-393)
394. Nous ne disposons malheureusement pas des statistiques du prêt interbibliothèques à la bibliothèque universitaire de Caen pour pouvoir juger de cette réussite ou non. [↑](#footnote-ref-394)
395. ABUC. Boîte 2/65. Pochette : Miscellaneous Documents selected from the Librarian files 1950-1980. [↑](#footnote-ref-395)
396. ABUC. Boîte 2/65. Pochette : Miscellaneous Documents selected from the Librarians files 1950-1980. Courrier de R.J. Bates à J.T, daté du 9 décembre 1953. (0248/RJB/JT) « There would seem to be a good deal to be said for a standard practice in the four colleges and the National Library, for possibilities of cooperation in the years ahead might well present themselves if we have such a common basis of classification. » [↑](#footnote-ref-396)
397. ABUC. Boîte 2/65. Pochette : Annual library grants to departments. Lettre du 11 septembre 1957 de Miss O. M. Busby à R.J. Bates. Même emplacement. Lettre du 15 janvier 1958 du bibliothécaire de l’université de Bangor à R.J. Bates. [↑](#footnote-ref-397)
398. Féret Romain. *La bibliothèque universitaire de Cardiff de 1950 à 1981*. *op.cit.* (p.126-128) [↑](#footnote-ref-398)
399. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. Working party of the South West University libraries Computer Project. 25 septembre 1969. [↑](#footnote-ref-399)
400. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and management committee. South West University Libraries Computer Project. 26 novembre 1969. [↑](#footnote-ref-400)
401. Désormais UWIST. [↑](#footnote-ref-401)
402. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1970/71. (p.7) [↑](#footnote-ref-402)
403. ABUC. Boîte 2/64. *The Library of University College, Cardiff (1883-1983).* « At one point in the planning, the building was to be a joint library for arts, social studies and law for UCC and UWIST. The joint scheme was abandoned when UWIST hoped to move to a site in Gwent but was revived later in so far as the UWIST law library (and later its English collection) was given accommodation on Level 1. » (p.13) [↑](#footnote-ref-403)
404. ABUC. Boîte 2/60. UWIST Library staff news and views. Automne 1982, numéro 1. (p.2) [↑](#footnote-ref-404)
405. Féret Romain. *La bibliothèque universitaire de Cardiff de 1950 à 1981*. *op. cit.* (p.117-118) [↑](#footnote-ref-405)
406. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier du bibliothécaire en chef de la bibliothèque universitaire de Bordeaux à Mme Dupasquier, daté du 1er avril 1952. [↑](#footnote-ref-406)
407. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier de Mlle Dupasquier aux bibliothécaires des bibliothèques universitaires, daté du 22 mars 1968. [↑](#footnote-ref-407)
408. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier de Mlle Dupasquier au conservateur de la bibliothèque universitaire de Bordeaux, daté du 21 novembre 1964. [↑](#footnote-ref-408)
409. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier de M. Koelbert, conservateur de la bibliothèque universitaire d’Aix-Marseille à Mlle Dupasquier, daté du 17 janvier 1967. [↑](#footnote-ref-409)
410. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier de M. Koelbert à Mlle Dupasquier, daté du 8 février 1967. [↑](#footnote-ref-410)
411. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier du bibliothécaire de l’université de Wurzbourg à Mlle Dupasquier, daté du 12 septembre 1968. Même emplacement, courrier de Mlle Doublet conservatrice de la bibliothèque universitaire de Bordeaux à Mlle Dupasquier, daté du 17 février 1969. [↑](#footnote-ref-411)
412. ABCUC. Boîte : Rapports annuels. Services public et intérieur. Courrier de Julien Cain à Monsieur le bibliothécaire en chef de l’université de Caen, daté du 10 mai 1952. [↑](#footnote-ref-412)
413. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Courrier du recteur à Mlle Dupasquier, daté du 15 octobre 1955. [↑](#footnote-ref-413)
414. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Courrier du recteur à Mlle Dupasquier, daté du 13 janvier 1956. [↑](#footnote-ref-414)
415. ABCUC. Boîte : P.A. Rapport divers 1. Courrier du recteur à Mlle Dupasquier, daté du 18 octobre 1965 puis du 2 novembre 1965. Même emplacement. Courrier du recteur à Mlle Dupasquier daté du 19 janvier 1966, puis du 2 mars 1966. Elle lui renvoie finalement le rapport trimestriel qu’il lui avait demandé pour le 1er mars par un courrier du 3 mars 1966. (même emplacement) [↑](#footnote-ref-415)
416. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Pochette : Commissions bibliothèque. Commission de la bibliothèque. Année scolaire 1964/65. Et : Commission de la bibliothèque. Année scolaire 1966/67. [↑](#footnote-ref-416)
417. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier du recteur d’académie à M. le directeur du lycée technique d’Etat de garçons de Caen, daté du 26 mars 1963, transmis à Mlle Dupasquier. [↑](#footnote-ref-417)
418. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier du recteur Pierre Daure à Mlle Dupasquier, daté du 29 mars 1963. [↑](#footnote-ref-418)
419. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier de Mlle Dupasquier à M. le recteur, daté du 10 avril 1963. [↑](#footnote-ref-419)
420. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier de Mlle Dupasquier à l’inspecteur général M. Brun, daté du 10 avril 1963. [↑](#footnote-ref-420)
421. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier du recteur à Mlle Dupasquier, daté du 18 avril 1963. Même emplacement, courrier de l’inspecteur général M. Brun à Mlle Dupasquier, daté du 2 mai 1963. [↑](#footnote-ref-421)
422. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.536) [↑](#footnote-ref-422)
423. ABCUC. ABCUC. Classeur intitulé : Bibliothèque universitaire. 1972-1984. Pochette : Texte. Courrier. Courrier de Pierre Trincal, ministre des universités aux présidents des universités, daté du 21 décembre 1978. [↑](#footnote-ref-423)
424. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Courrier du conservateur en chef de la bibliothèque à M. le président de l’université, daté du 2 mai 1974.

     ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Courrier d’Etienne Dennery, directeur chargé des bibliothèques et de la lecture publique à M. le président de l’université de Caen, daté du 27 mai 1974. [↑](#footnote-ref-424)
425. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Courrier du conservateur en chef de la bibliothèque à Etienne Dennery, directeur chargé des bibliothèques et de la lecture publique, daté du 7 juin 1974. [↑](#footnote-ref-425)
426. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondance administratives et diverses. Courrier du président de l’université Jacques Izard à Mme la conservateur de la bibliothèque universitaire de Caen, daté du 10 janvier 1973. Ce courrier se réfère au courrier adressé par Etienne Dennery daté du 18 décembre 1972. [↑](#footnote-ref-426)
427. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : « Bibliothèque. » Sous-pochette : ‘La bibliothèque universitaire de Caen 1981-1982.’ Document sans titre, daté du 23 septembre 1982. [↑](#footnote-ref-427)
428. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952... » Compte-rendu cité. [↑](#footnote-ref-428)
429. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952... » Compte-rendu cité. (p.142-143) [↑](#footnote-ref-429)
430. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier de Paul Poindron aux conservateurs des bibliothèques municipales classées, bibliothèques municipales contrôlées, des bibliothèques universitaires, des bibliothèques centrales de prêt et des services dépendants de la lecture publique, daté du 15 janvier 1958. [↑](#footnote-ref-430)
431. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : « Correspondances administratives et diverses. » Courrier de M. Lorren de la DBLP à Mlle Dupasquier, daté du 26 avril 1971. [↑](#footnote-ref-431)
432. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : L’affaire ‘bibliothèque’ de la part de Mlle Cacheux. Cette pochette contient de nombreux documents relatifs à la suppression de la DBLP, articles de journaux, lettre de professionnels, propositions syndicales,… [↑](#footnote-ref-432)
433. Gleyze Alain. *Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.475) [↑](#footnote-ref-433)
434. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier de Paul Poindron aux conservateurs des bibliothèques universitaires, daté du 27 mai 1966. [↑](#footnote-ref-434)
435. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier de la DBLP aux chefs d’établissement des bibliothèques universitaires, daté du 31 octobre 1968. [↑](#footnote-ref-435)
436. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative 1955-1975. Pochette : Correspondances administratives et diverses. Courrier de Mlle Dupasquier à la DBLP, daté du 21 novembre 1968. [↑](#footnote-ref-436)
437. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.475-476) [↑](#footnote-ref-437)
438. Garside Kenneth. « Les relations entre les bibliothèques universitaires… » communication citée. (p.88) [↑](#footnote-ref-438)
439. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit*. (p.31) [↑](#footnote-ref-439)
440. Jolley Leonard. « The function of the University library. » *Journal of documentation.* 8, no 3 (septembre 1962): 133-142. « “The character and efficiency of a university may be gauged by the treatment of its central organ the library. We regard the fullest provision for library maintenance as the primary and most vital need in the equipment of a university. An adequate library is not only the basis of all teaching and study: it is the essential condition of research without which additions cannot be made to the sum of human knowledge.” For nearly thirty years these words of the infant University Grants Committee represented no more than a well-turned example of the tribute which vice pays to virtue. » (p.133) [↑](#footnote-ref-440)
441. Annexe. Figure 42 Dépenses des bibliothèques universitaires en proportion des dépenses totales des universités : moyenne britannique. (1913/14-1976/77). [↑](#footnote-ref-441)
442. ABUC. Boîte 2/80. Parry Committee, UCC Rapport annuel du bibliothécaire of the (Parry) Committee on Libraries to the University Grants Committee. Proposals for action on the recommendations of the Committee, 3 Novembre 1967. « As far as this library is concerned the 4,2% of the total expenditure represented in 1964/65 has only increased to 4,4% in 1966/67. » [↑](#footnote-ref-442)
443. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1968/69. « At present the figure for this library is 4,9%. » (p.7) [↑](#footnote-ref-443)
444. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management committee. Lettre de R.J. Bates au principal date du 2 décembre 1976. « He expressed his real interest and approval of the co-operation between the three libraries which SWALCAP has engendered and said that this is precisely the kind of positive action which the UGC likes to see, especially vis-a-vis the current problems which face university libraries. » [↑](#footnote-ref-444)
445. Daumas Alban. « Les bibliothèques d’étude et de recherche. »Chapitre cité. Boulogne Arlette. « Les centres de documentation face à ... » Chapitre cité. Seibel Bernadette. « Les enjeux d’une profession. » Dans *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV)821-846. o*p. cit.* [↑](#footnote-ref-445)
446. Désormais ABF. [↑](#footnote-ref-446)
447. Seibel Bernadette. « Les enjeux d’une profession. » Chapitre cité. [↑](#footnote-ref-447)
448. Seibel Bernadette. « Les enjeux d’une profession. » Chapitre cité. (p.824) [↑](#footnote-ref-448)
449. Seibel Bernadette. « Les enjeux d’une profession. » Chapitre cité. (p.829) [↑](#footnote-ref-449)
450. Renoult Daniel. « Les formations et les métiers. » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *op. cit.* 581-614. (p.582-589) [↑](#footnote-ref-450)
451. Désormais ENSB. [↑](#footnote-ref-451)
452. Renoult Daniel. « Les formations et les métiers. » chapitre cité. (p.590-599) [↑](#footnote-ref-452)
453. Koenig Marie-Hélène. « Les revues. » Dans *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.*, 602-605. Paris: Editions du Cercle de la librairie, 2009. [↑](#footnote-ref-453)
454. Pour la typologie de ces revues voir : Koenig Marie-Hélène. « Les revues. » annexe citée. [↑](#footnote-ref-454)
455. Association des bibliothécaires français. *Rapport général sur la formation professionnelle*. 1975. (p.3) [↑](#footnote-ref-455)
456. Renoult Daniel. « Les formations et les métiers. » chapitre cité. (p.598) [↑](#footnote-ref-456)
457. Désormais ADBU. [↑](#footnote-ref-457)
458. Heusse, Marie-Dominique, « Se regrouper, échanger, agir ensemble. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* n° 5 (2005) : 32-34. [en ligne] <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 19 août 2012 [↑](#footnote-ref-458)
459. Heusse Marie-Dominique, « Se regrouper, échanger, agir ensemble. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-459)
460. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* Voir chapitre 1 : The library in the university. (p.25-29) et chapitre 5 : Staff. (p.69-77) [↑](#footnote-ref-460)
461. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.26) [↑](#footnote-ref-461)
462. Goode William J. « The librarian: from occupation to profession. » *The library quarterly*. no 4 (octobre 1961): 306-329. (p.318) [↑](#footnote-ref-462)
463. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.27) [↑](#footnote-ref-463)
464. Désormais LA. [↑](#footnote-ref-464)
465. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.70-71) [↑](#footnote-ref-465)
466. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* « The mark of professionalism is no longer ‘tainted’, to take an extravagant university library view, by the LA tradition of non-graduate public librarianship. » (p.71) [↑](#footnote-ref-466)
467. Commission permanente des bibliothèques nationales et universitaires. [↑](#footnote-ref-467)
468. Garside Kenneth. « Les relations entre les bibliothèques universitaires… » communication citée*.* [↑](#footnote-ref-468)
469. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1960/61. [↑](#footnote-ref-469)
470. Mackenna R.O. « Recent developments in university librarianship in Great Britain. » *art. cit.* (p.618) [↑](#footnote-ref-470)
471. Nous revenons plus tard sur les relations entre les enseignant et les bibliothécaires : chapitre 7, B, 1. [↑](#footnote-ref-471)
472. ABUC. Boîte 2/115. Pochette : SCONUL. St Andrews. September 1975. Report on Library Association Committees on education, on National and Medical Libraries and on Research Development. Doc. 75/78. 20th May 1975. « The research and development committee has recommended to the L.A. council that average book price tables be produced four-monthly, in addition to the full annual compilation, and be published in the LA Record also. » [↑](#footnote-ref-472)
473. ABUC. Boîte 2/115. SCONUL. Nottingham. April 19770. Report on the library management research unit. (doc. 77.49), daté du 4 Février 1977. « It is worth noting that during the six months covered the average cost of a British academic hard-back title rose from £7,62 to £10,88! » [↑](#footnote-ref-473)
474. ABUC. Boîte 2/115. SCONUL Conference papers. SCONUL St Andrews September 1975. Rules June 1975. « Where appropriate, SCONUL would try to influence the governing body of a university to make its librarian of professional status and a member of its senate, where it was not already the case at the time of the granting of its charter. » [↑](#footnote-ref-474)
475. ABUC. Boîte 2/115. Pochette : SCONUL Nottingham. April 1977. SCONUL. 12th of January 1977. (doc.77/45) [↑](#footnote-ref-475)
476. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.539) [↑](#footnote-ref-476)
477. DICA. « L’enquête sur les suppressions d’abonnements étrangers dans les bibliothèques universitaires de sciences, médecine et pharmacie. » *Bulletin de la DICA*, no 9 (1976): 1-11. [↑](#footnote-ref-477)
478. Heusse Marie-Dominique, « Se regrouper, échanger, agir ensemble. » *art. cit.* « L’ADBU publie presque chaque année un rapport sur les conséquences de la crise des moyens sur l’activité des bibliothèques. » [↑](#footnote-ref-478)
479. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Chapitre cité. (p.541) [↑](#footnote-ref-479)
480. Thirion Gérard. « Situation des bibliothèques universitaires françaises. » *Bulletin d’information. ABF.* no 98 (1978) : 7-38. (p.27-28) [↑](#footnote-ref-480)
481. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. Pochette : L’affaire ‘bibliothèque’ de la part de Mlle Cacheux. L’éclatement des bibliothèques et la suppression de la direction des bibliothèques et de la lecture publique. [↑](#footnote-ref-481)
482. ABUC. Boîte 2/80. Parry Committee, UCC Rapport annuel du bibliothécaire of the (Parry) Committee on Libraries to the University Grants Committee. Proposals for action on the recommendations of the Committee, 3 Novembre 1967. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1968/69. (p.7) [↑](#footnote-ref-482)
483. UGC Report including returns from universities and universities colleges in receipt of Treasury Grant 1928-29, HMSO, 1930, 38, cité dans Roberts Norman. « Financing of University Libraries. » Chapitre cité. « In times of stress, when expenditure has somehow to be curtailed and a feverish search for economics is undertaken, it is rare for all departments to unite in determined defense of the interests of the library and only too often the library grant is one of the first items to suffer. ». [↑](#footnote-ref-483)
484. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1974/75. « The College decided that there must be some freezing of posts as they fell vacant, the library was deliberately excluded from such a freeze as a very real contribution towards keeping its services on an even kneel. » [↑](#footnote-ref-484)
485. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1977/78. « The College accepted that the Library should be one of the priority areas for extra-funding when college finances permitted. » [↑](#footnote-ref-485)
486. Roberts Norman. « Aspects of British university libraries... » *art. cit.* « It was uncommon for university librarians, not to be of professional standing and members of the Senate, the academic ruling body. » (p.469) [↑](#footnote-ref-486)
487. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.*« Significantly, the first recommendation of the committee in this section of the report [celle sur la place des BU dans leurs universités] was that the librarian should be included on any sub-committees set up by library committees to consider special problems. » (p.27) [↑](#footnote-ref-487)
488. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit*. (p.27) [↑](#footnote-ref-488)
489. ABUC. Boîte 2/64. Report of the librarian. 1969/70. [↑](#footnote-ref-489)
490. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP Minutes of meetings of working party and Management committee. Courrier de R.J. Bates au principal, daté du 2 décembre 1976. « Il [le représentant de l’UGC] exprima son approbation et un réel intérêt pour la coopération que le projet SWALCAP a engendré entre les trois bibliothèques. Il a dit que c’est précisément le genre d’action positive que l’UGC aimait voir, particulièrement devant les problèmes que les bibliothèques universitaires rencontrent actuellement. » [↑](#footnote-ref-490)
491. ABCUC. Annuaires 1923/1924-1967/68. [↑](#footnote-ref-491)
492. Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-492)
493. « Journées d’étude du 17-19 décembre 1952... » Compte-rendu cité. (p.149-150) [↑](#footnote-ref-493)
494. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1947/48. Rapport annuel. [↑](#footnote-ref-494)
495. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1947/48. Rapport annuel. [↑](#footnote-ref-495)
496. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Pochette : Commission de la bibliothèque. Courrier de Julien Cain, administrateur général de la bibliothèque nationale et directeur des bibliothèques de France à M.M. les recteurs des académies des départements, daté du 29 décembre 1954. [↑](#footnote-ref-496)
497. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1954. Année 1955. Année 1956. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-497)
498. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1954. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-498)
499. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1955. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-499)
500. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Pochette : Commission de la bibliothèque. Commission du 26 février 1965. [↑](#footnote-ref-500)
501. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Pochette : Commission de la bibliothèque. Commission du 12 mai 1967. [↑](#footnote-ref-501)
502. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Pochette : Commission de la bibliothèque. Commission du 26 février 1965. [↑](#footnote-ref-502)
503. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers 1. Pochette : Commission de la bibliothèque. Commission du 12 mai 1967. [↑](#footnote-ref-503)
504. Gleyze Alain. « Les années de crise... » Chapitre cité. (p.942) [↑](#footnote-ref-504)
505. Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-505)
506. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapports divers. 1. Courrier du conservateur en chef de la bibliothèque à M. le président de l’université, daté du 2 mai 1974. Courrier d’Etienne Dennery, directeur chargé des bibliothèques et de la lecture publique à M. le président de l’université de Caen, daté du 27 mai 1974. Courrier de Mlle Dupasquier à Etienne Dennery, daté du 7 juin 1974. [↑](#footnote-ref-506)
507. Heusse Marie-Dominique. « Se regrouper, échanger, agir ensemble. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-507)
508. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : Procès-verbaux. [↑](#footnote-ref-508)
509. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : Procès-verbaux. Procès-verbal. Séance du 30 octobre 1973. [↑](#footnote-ref-509)
510. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : Procès-verbaux. Procès-verbal. Séance 9 février 1976. [↑](#footnote-ref-510)
511. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : Procès-verbaux. Procès-verbal. Séance du 1er mars 1977. [↑](#footnote-ref-511)
512. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : Procès-verbaux. Procès-verbal. Séance du 26 février 1980. [↑](#footnote-ref-512)
513. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation 1974-1989. Pochette : Procès-verbaux. Procès-verbal. Séance du 26 février 1980. [↑](#footnote-ref-513)
514. Le terme anglais *profession* n’a pas de véritable équivalent en français. Son acception se rapproche de celle du terme français profession dans le sens de groupe organisé de professionnels capables entre autres de défendre leurs intérêts. [↑](#footnote-ref-514)
515. Goode William J. « The librarian: from occupation to profession. » *art. cit*. [↑](#footnote-ref-515)
516. Goode William J. « The librarian: from occupation to profession. » *art. cit*. « One might indeed ask in this connection whether such professionals would prefer to belong to an association of academics, or an association of librarians. » (p.315) [↑](#footnote-ref-516)
517. ABUC. Boîte 2/64. *The Library of University College, Cardiff (1883-1983).* « During the period, qualified, graduate librarians gradually acquired the salary and status of ‘academic related staff’ in no small measure the result of the librarian’s persistent advocacy. » (p.17) [↑](#footnote-ref-517)
518. Wetzel Liliane. « Les bibliothèques universitaires et l’évolution de l’enseignement supérieur ». *La revue administrative*. no 83 (1961) : 476-482. (p.478) [↑](#footnote-ref-518)
519. Wetzel Liliane. « Les bibliothèques universitaires et … » *art. cit.* (p.478) [↑](#footnote-ref-519)
520. Wetzel Liliane. « Les bibliothèques universitaires et … » *art. cit.* (p.478) [↑](#footnote-ref-520)
521. Poindron Paul. « Les bibliothèques universitaires françaises et la politique de la direction des bibliothèques. » Communication aux journées d’étude de Liège. 49-61. Université de Liège: Université de Liège, 1965. (p.60) [↑](#footnote-ref-521)
522. ABCUC. Boîte intitulée : Conseil de la documentation. 1974-1989. Pochette : Procès-verbal. Procès-verbal. Séance du 13 février 1978. [↑](#footnote-ref-522)
523. Renoult Daniel. « Les formations et les métiers. » Chapitre cité*.* (p.584) [↑](#footnote-ref-523)
524. Fraisse Emmanuel et Renoult Daniel. « Les enseignants du supérieur et leurs bibliothèques universitaires. » *Bulletin des bibliothèques de France.* n°4 (1994) : 18-25. [↑](#footnote-ref-524)
525. Fraisse Emmanuel et Renoult Daniel. « Les enseignants du supérieur … » *art. cit.* Note de bas de page 10. [↑](#footnote-ref-525)
526. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* Chapitre 1. The library in the university. [↑](#footnote-ref-526)
527. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.26) [↑](#footnote-ref-527)
528. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.28-29) [↑](#footnote-ref-528)
529. Bryan Harrison. *University Libraries in Britain*. *op. cit.* (p.29) [↑](#footnote-ref-529)
530. ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian. 1964/65. « Il fut demandé à tous les membres du personnel qu’à l’avenir, la bibliothèque soit informée longtemps à l’avance quand des articles de périodiques doivent être lus pour des travaux dirigés, afin que des copies multiples puissent être faites. » (p.19). [↑](#footnote-ref-530)
531. ABUC. Boîte 2/65. Pochette : Salisbury Library. Correspondence 1969-73. Courrier de A.O.H. Jarman à R.J. Bates, daté du 29 juin 1971 [↑](#footnote-ref-531)
532. ABUC. Boîte 2/65. Pochette : Salisbury Library. Correspondence 1969-73. Courrier de R.J. Bates à A.O.H. Jarman, daté du 6 juillet 1971. Courrier de A.O.H. Jarman à R.J. Bates, daté du 15 juillet 1971. [↑](#footnote-ref-532)
533. ABUC. Boîte 2/65. Pochette : Salisbury Library. Correspondence 1969-73. Courrier de R.J. Bates au principal de l’université de Cardiff, daté du 6 janvier 1972. Courrier de R.J. Bates à A.O.H. Jarman, daté du 9 février 1972. [↑](#footnote-ref-533)
534. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier de Mlle Dupasquier au conservateur de la bibliothèque universitaire de Bordeaux, daté du 21 novembre 1964. [↑](#footnote-ref-534)
535. ABCUC. Boîte intitulée : Correspondance administrative. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverses. Courrier de M. Koelbert à Mlle Dupasquier, daté du 8 février 1967. [↑](#footnote-ref-535)
536. Poindron Paul. « Les bibliothèques universitaires françaises et la politique … » Communication citée. (p.56) [↑](#footnote-ref-536)
537. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Courrier de Julien Cain à MM. Les recteurs des académies des départements, daté du 29 décembre 1954. [↑](#footnote-ref-537)
538. Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France*. *op. cit.* (t.1) (p.30) [↑](#footnote-ref-538)
539. Breton Jacques. *Les bibliothèques françaises : définition, histoire, fonctions.* Massy: Bibliothèque publique de Massy, 1983. [↑](#footnote-ref-539)
540. ABCUC. Boîte intitulée : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : Bibliothèque. Courrier de G. Allais au recteur, daté du 29 juin 1982. [↑](#footnote-ref-540)
541. Voir notamment *Ouest-France* daté du 10 juin 1982, et *Paris-Normandie* daté du 9 juin 1982. [↑](#footnote-ref-541)
542. ABCUC. Boîte intitulée : Programmation pluriannuelles (avant la contractualisation) 1976-1980. Note concernant la bibliothèque universitaire. Non datée. [↑](#footnote-ref-542)
543. ABCUC. Boîte intitulée : Programmation pluriannuelles (avant la contractualisation) 1976-1980. Note concernant la bibliothèque universitaire. Non datée. [↑](#footnote-ref-543)
544. Courtois Gérard. « Université : la misère des bibliothèques. » *Le monde de l’éducation*, octobre 1985. (p.71) [↑](#footnote-ref-544)
545. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.116-123) [↑](#footnote-ref-545)
546. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.243-257) [↑](#footnote-ref-546)
547. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.243-257) [↑](#footnote-ref-547)
548. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1946/47. Rapport annuel. Notes et observations. (p.3) [↑](#footnote-ref-548)
549. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1954/55. Rapport annuel. Service public. (p.6) [↑](#footnote-ref-549)
550. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire. 1958/59. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-550)
551. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire. 1958/59. Rapport annuel. Service public. [↑](#footnote-ref-551)
552. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.245-246) [↑](#footnote-ref-552)
553. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1962. Service intérieur. Note complémentaire. [↑](#footnote-ref-553)
554. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1963. Service public. Note complémentaire. [↑](#footnote-ref-554)
555. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1962. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-555)
556. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Enquête sur les sections universitaires. Section sciences. 1974. [↑](#footnote-ref-556)
557. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Enquête sur les sections universitaires. Section médecine et pharmacie. 1974 [↑](#footnote-ref-557)
558. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Enquête sur les sections universitaires. Section droit-lettres. 1974. [↑](#footnote-ref-558)
559. ABCUC. Boîte intitulée : Enquête bibliothèques. BUFR 1975. UER 1976. UFR 1986-91. Pochette : Enquête BUFR 1975. Inventaire des ressources documentaires des universités. Recensement des bibliothèques d’UER. [↑](#footnote-ref-559)
560. ABCUC. Boîte intitulée : Enquête bibliothèques. BUFR 1975. UER 1976. UFR 1986-91. Programme universitaire de redéploiement et de développement des activités d’enseignement et de recherche. 1976-1980. Université de Caen. [↑](#footnote-ref-560)
561. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.339-342) [↑](#footnote-ref-561)
562. C’était aussi l’avis du bibliothécaire de Montpellier, F. Pitangue qui considérait que des bibliothèques d’instituts devaient se charger de l’acquisition des collections trop spécialisées, tandis que la bibliothèque universitaire devait être essentiellement une bibliothèque d’enseignement. Son point de vue fut présenté lors des journées d’étude de Montpellier, en 1949, mais ne reçut pas d’adhésion. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.245) [↑](#footnote-ref-562)
563. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.341) [↑](#footnote-ref-563)
564. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1962. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-564)
565. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.420) [↑](#footnote-ref-565)
566. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.729-735) [↑](#footnote-ref-566)
567. Breton Jacques. *Les bibliothèques françaises… op. cit.* (p.41) [↑](#footnote-ref-567)
568. Courtois Gérard. « Université : la misère des bibliothèques. » *art. cit.* (p.71) [↑](#footnote-ref-568)
569. L’ouvrage dirigé par Emmanuel Fraisse est le premier à accorder une large part aux lectures étudiantes, alors que les étudiants sont presque absents de l’ouvrage d’Anne-Marie Chartier et de Jean Hébrard.

     Fraisse Emmanuel (dir.) *Les étudiants et la lecture*. Paris : Presses universitaires de France, 1993.

     Chartier Anne-Marie et Hébrard Jean. *Discours sur la lecture*. *(1880-2000*) avec la collaboration de Emmanuel Fraisse, Martine Poulain et Jean-Claude Pompougnac. Paris : BPI-Centre Pompidou, 1989. Paris : BPI-Centre Pompidou/Librairie Arthème Fayard, réédition, 2000. [↑](#footnote-ref-569)
570. Bois Lise, Leblond Corinne (études réunies par). *Les étudiants face à la lecture*. *op. cit.*  [↑](#footnote-ref-570)
571. Neal Kenneth W. *British University Libraries*. *op. cit.* Chapitre 2 : Government and communication. (p.5-17) [↑](#footnote-ref-571)
572. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP. Minutes of meetings of working party and management committee. Working party on the South West university libraries computer project. 27 novembre 1969. [↑](#footnote-ref-572)
573. ABUC. Boîte 2/92. Pochette : SNULSCAP/SWALCAP. Minutes of meetings of working party and management committee. Working party on the South West university libraries computer project. 27 novembre 1969. [↑](#footnote-ref-573)
574. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 38. 18 novembre 1976. [↑](#footnote-ref-574)
575. ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers. 1951-1954. 1954-1957. 1957-1962. [↑](#footnote-ref-575)
576. ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers. 1951/52. 1956/57. 1961/62. [↑](#footnote-ref-576)
577. Chapitre 4, B, 3. [↑](#footnote-ref-577)
578. Annexe. Figure 22 Nombre total de lecteurs par an en soirée à la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-578)
579. Annexe. Figure 23 Nombre moyen de lecteurs par jour par trimestre à la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-579)
580. ABCUC. Registre des entrées. Documents disponibles du 1er septembre 1956 au 30 août 1985. [↑](#footnote-ref-580)
581. ABCUC. Registre des entrées. [↑](#footnote-ref-581)
582. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 31. 27 mai 1976. [↑](#footnote-ref-582)
583. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 25. 18 décembre 1975. (p.2-3) [↑](#footnote-ref-583)
584. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 25. 18 décembre 1975. « This intensity of use might be a factor to be borne in mind when assessing the level of UWIST’s financial contribution to the running costs of the library. » (p.3) [↑](#footnote-ref-584)
585. ABUC. Boîte 2/62. UCC. Library staff bulletin. Numéro 25. 18 décembre 1975. (p.3) [↑](#footnote-ref-585)
586. Kimball Jane A. *Interlibrary loan requests. op*. *cit.* [↑](#footnote-ref-586)
587. Kimball Jane A. *Interlibrary loan requests. op*. *cit.* « It is possible that this situation exists because the students in question do not know how to set about doing research or it could represent conscious abuse of a library service. » (p.4) [↑](#footnote-ref-587)
588. Kimball Jane A. *Interlibrary loan requests. op*. *cit.* « From the dates of the various duplicates requests and the names of the requesters, one suspects that some students are using the interlibrary loan service for providing themselves with personal libraries of photocopied articles. » (p.4) [↑](#footnote-ref-588)
589. ABUC. Boîte 2/15. University College of South Wales and Monmoutshire. Library questionnaire. Daté du 9 mars 1953. Annexe. Figure 57 Questionnaire du 9 mars 1953, destiné aux utilisateurs de la bibliothèque universitaire de Cardiff. [↑](#footnote-ref-589)
590. A l’époque, la BU n’était ouverte que jusqu’à 18 heures le vendredi, et jusqu’à 21 heures les autres jours, et était ouverte le samedi matin. [↑](#footnote-ref-590)
591. ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année 1963. Service public. Note complémentaire. [↑](#footnote-ref-591)
592. ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Demande adressée par une candidate à l’agrégation des lettres modernes. 1965. [↑](#footnote-ref-592)
593. ABCUC. Boîte : Correspondance administrative et diverses. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverse. Courrier d’Alain de Bouard, pour l’association générale des étudiants de Caen, à Mlle Dupasquier, daté du 26 février 1963. [↑](#footnote-ref-593)
594. ABCUC. Boîte : Correspondance administrative et diverses. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverse. Courrier d’Alain de Bouard, pour l’association générale des étudiants de Caen, à Mlle Dupasquier, daté du 26 février 1963. [↑](#footnote-ref-594)
595. ABCUC. Boîte : Correspondance administrative et diverses. 1955-1975. Pochette : Correspondances administrative et diverse. Courrier de Mlle Dupasquier à l’association générale des étudiants de Caen, daté du 14 mars 1963. [↑](#footnote-ref-595)
596. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. [↑](#footnote-ref-596)
597. Vu les aspects évoqués dans ce rapport, qui donnent une grande place aux utilisateurs, il est probable qu’il n’a pas été écrit avant les années 1960, voire la seconde moitié des années 1960. Les critiques adressées au bâtiment et à la politique de prêt, permettent quant à elles d’affirmer qu’il a été écrit avant l’installation dans l’ASSL en 1975. [↑](#footnote-ref-597)
598. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. (p.2) [↑](#footnote-ref-598)
599. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. (p.3) [↑](#footnote-ref-599)
600. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. (p.2) [↑](#footnote-ref-600)
601. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. “A fairly small minority [of students] who actually read books in library.” (p.2) [↑](#footnote-ref-601)
602. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library (p.3) [↑](#footnote-ref-602)
603. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. “Many saying that there were insufficient numbers of copies of the “must-be-reads”. (p.3) [↑](#footnote-ref-603)
604. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. “The present time limit for the borrowing of books was generally approved, though some thought that those in particular demand should be more strictly rationed, and in some cases not allowed out of the library at all.” (p.3) [↑](#footnote-ref-604)
605. ABUC. Boîte 2/34. Fabian Report on the College library. “More stress on the importance of library work might be given in lectures and at tutorial meetings at the beginning of the session.” “Attendance at the library lectures for freshers should be an enforced condition of new students joining the university and not a nominal one.” (p.4) [↑](#footnote-ref-605)
606. Comte Henri. « La réforme du système documentaire des universités. » *art. cit.* [↑](#footnote-ref-606)
607. <http://www.mouvement-normand.com/index.php> consulté le 21 août 2012. [↑](#footnote-ref-607)
608. *Paris-Normandie* daté du 9 juin 1982. [↑](#footnote-ref-608)
609. ABUC. Boîte 2/34. Box of notes and miscellaneous documents on the history of the library. Book day starting on Monday 28th of February. [↑](#footnote-ref-609)
610. ABUC. Boîte 2/34. Box of notes and miscellaneous documents on the history of the library. “Save our study.” Poster daté du 19 juin 1984. [↑](#footnote-ref-610)
611. Puis Association. [↑](#footnote-ref-611)
612. Le sigle UCC et l’appellation *University College of Cardiff,* sont utilisées indifféremment dans ce travail pour désigner cette entité à toutes les périodes, bien qu’ils ne soient le nom officiel de l’université de Cardiff que de 1972 à 1988. Avant 1972, elle s’appelle: *University College of South Wales and Monmouthshire* , et après 1988: *University of Wales, Cardiff.* [↑](#footnote-ref-612)
613. Tableau établi grâce aux statistiques données par Bryan Harrison. *University Libraries in Britain: a New Look*. London: Clive Bingley, 1976. (p.33-34) Pour Oxford et Cambridge, il prend en compte uniquement les collections des bibliothèques centrales. [↑](#footnote-ref-613)
614. Réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. ABCUC. Rapports annuels. Services public et intérieur. Et ABUC boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-614)
615. Cette colonne regroupe les effectifs de l’université de Caen et de l’Ecole Nationale de Médecine, même si à partir de 1962/63, cette école dispose de sa propre bibliothèque. [↑](#footnote-ref-615)
616. Les collèges universitaires n’apparaissent dans des rapports annuels indépendants qu’à partir de l’année scolaire 1961/62. En 1959/60, le Mans n’accueillait pas encore de collège universitaire. Une partie des effectifs indiqués étudiait à Rouen et non à Caen, mais on ne peut les distinguer. Comme les bibliothèques des collèges universitaires ont mis du temps à se mettre en place, il est probable qu’une partie de ces effectifs fréquentaient aussi la bibliothèque universitaire de Caen. [↑](#footnote-ref-616)
617. Même remarque que note précédente. [↑](#footnote-ref-617)
618. Ces effectifs regroupent les effectifs du collège scientifique universitaire du Mans et de la bibliothèque universitaire de Caen, mais pas ceux de Rouen. [↑](#footnote-ref-618)
619. Même remarque que note précédente. [↑](#footnote-ref-619)
620. Pour le nombre d’étudiants à Caen et Cardiff, voir le tableau et les notes précédentes. Pour les effectifs de Caen nous avons systématiquement retenu les valeurs maximales pour les effectifs. Pour le nombre d’étudiants en France voir Pallier Denis. « Les bibliothèques universitaires de 1945 à 1975. » *Bulletin des Bibliothèques de France.* no 3 (1992): 58-73. Et pour le nombre d’étudiants au Royaume-Uni : Roberts Norman. « Aspects of British university libraries. 1877-1977. » *College and Research libraries* 38, no. 6 (1977): 460–476. (p.464) [↑](#footnote-ref-620)
621. Pour Caen, tableau réalisé grâce aux statistiques disponibles dans : ABCUC. *Université de Caen. Annuaire. Programme des cours de l’université. 1940-41 ;* ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1944/45. Rapport annuel. Caen, le 15 juillet 1945. ; ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1951/52. Rapport annuel. Service public. ; ABCUC. Boîte intitulée : Rapports annuels. Services public et intérieur. Année scolaire 1958/59. Rapport annuel. Service public.

     Pour Cardiff : ABUC. Boîte 2/28. Report of the librarian 1938/39. ; ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian 1951/52. ; ABUC. Boîte 2/32. Report of the librarian 1958/59. [↑](#footnote-ref-621)
622. Année 1938/39 pour la bibliothèque universitaire de Cardiff et 1940/41 pour celle de Caen. [↑](#footnote-ref-622)
623. Les nombres entre parenthèses correspondent aux volumes et écrits académiques possédés par la bibliothèque de Caen mais pas encore catalogués. [↑](#footnote-ref-623)
624. Même remarque que note précédente. [↑](#footnote-ref-624)
625. Tableau disponible dans Gleyze Alain. « Concentration et déconcentration dans l’organisation des bibliothèques universitaires françaises de province (1855-1985) ». Thèse de doctorat sous la direction de Jean-François Têtu, Université Lumière-Lyon 2, 1999. (p.567-568) Sources : *Annuaire statistique de la France*, éditions annuelles. [↑](#footnote-ref-625)
626. Statistiques données par Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* Page 128 pour les années 1898, 1904 et 1914 ; page 152 pour les années 1920, 1929 et 1939 ; page 222 pour les années 1945 et 1954. [↑](#footnote-ref-626)
627. Réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels du bibliothécaire de l’université de Cardiff : ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-627)
628. Produit National Brut. [↑](#footnote-ref-628)
629. République Fédérale Allemande. [↑](#footnote-ref-629)
630. Tableau dont l’ensemble des données sont reprises à Denis Pallier. Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » Dans Poulain Martine. (dir.) *Histoire des bibliothèques françaises.* (IV) *Les bibliothèques au XXè siècle: 1914-1990.*, 522-556. Paris: Editions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, réédition, 2009. (p.543) [↑](#footnote-ref-630)
631. Statistiques disponibles chez Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires : l’expansion ? » *op. cit.* (p.544) [↑](#footnote-ref-631)
632. Données reprises dans Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.626) Seulement une partie de son tableau est ici reproduit. Les données construites par Alain Gleyze (p.624-625) sont issues, de 1964 à 1976, de : Pallier Denis. « Les Bibliothèques universitaires de 1945 à 1975. » *art. cit.* (p. 61), et de : Pallier Denis. « Bibliothèques universitaires, l’expansion ? » chapitre cité. (p.400). Données complétées, pour la subvention du Centre national des lettres en 1976, par : Vandevoorde Pierre. *Les bibliothèques en France : rapport à Monsieur le premier ministre.* Paris: Ministère de la culture. Direction du livre, 1981. Annexes. (p. 251). Pour la période de 1977 à 1985 : Carbone Pierre. « Les Bibliothèques universitaires dix ans après le rapport Vandevoorde. » *Bulletin des bibliothèques de France*. n° 4, 1992. (p. 49.)

     Ces données ont été converties par Alain Gleyze en francs constants de 1964 à l’aide des tables de conversion de l’I.N.S.E.E. [↑](#footnote-ref-632)
633. Tableau dont l’ensemble des données sont reprises à Alain Gleyze. Gleyze Alain*. Concentration et déconcentration dans l’organisation… op. cit.* (p.632), à l’exception de la dernière colonne qui a été ajoutée par nos soins avec les données présentes dans le tableau. [↑](#footnote-ref-633)
634. A partir de 1983, les dépenses de fonctionnement des bibliothèques sont prises en charge par leurs universités ce qui peut expliquer partiellement la baisse brutale de la part des bibliothèques par rapport au total. [↑](#footnote-ref-634)
635. Pour les statistiques des recettes : ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. Rapports annuels. Pour le calcul de l’inflation : <https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:iV_OoCYwKLUJ:www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp99/rp99-020.pdf+http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp99/rp99-020.pdf&hl=fr&gl=fr&pid=bl&srcid=ADGEESh_oNMzpL17VIptEO7Bq8OWuubqzYhqRR3dV0iGtt5wnGcWzFOPcYl9Ze8bUOlTzllQ9V4HBo1Y7XBf_SaPjAInUcNd9D92fW-jEzARjdbDzbR0uTCv9DxCK70PqXxYIy3m9tFi&sig=AHIEtbRS58d10SBqmCUvcDxSXu_HVVZTcw> Consulté le 28 juin 2012. (p.14) [↑](#footnote-ref-635)
636. Tableau réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels de la bibliothèque universitaire de Cardiff. ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-636)
637. Sans les dons. [↑](#footnote-ref-637)
638. Tableau réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Pour l’année 1951/52 dans : Année scolaire 1951/52. Rapport annuel. Pour les autres années, même emplacement, dans les rapports de « Service intérieur » des années 1961, 1963, 1966 et 1967. Pour l’année 1973 : ABCUC. Boîte intitulée : P.A. Rapport divers. 1. Enquête sur les sections universitaires. Section sciences. Section droit-lettres. Section médecine-pharmacie. 1974. Pour le nombre d’étudiants voir figure 38. [↑](#footnote-ref-638)
639. Les thèses n’ont pu être classées cette année-là et elles ne sont donc pas prises en compte. [↑](#footnote-ref-639)
640. Si on reprend les statistiques d’acquisitions de l’année 1975 des bibliothèques d’institut (4847 volumes), et qu’on admet la simplification qui consiste à les ajouter à celles de 1973 de la bibliothèque universitaire (3805 volumes), on obtient un ratio un peu plus honorable de 1,55 volumes par étudiant inscrit à la bibliothèque universitaire. [↑](#footnote-ref-640)
641. Nombre d’étudiants inscrits à la bibliothèque seulement. [↑](#footnote-ref-641)
642. Nous ne disposons pas du nombre de thèses reçues en 1973. [↑](#footnote-ref-642)
643. ABCUC. Boîte : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : Bibliothèque. Sous-pochette : « Crédits. » Enquête sur la répartition des dépenses documentaires dans les bibliothèques universitaires en 1982. [↑](#footnote-ref-643)
644. Ce résultat ne correspond pas à la moyenne des pourcentages des acquisitions de livres et de périodiques pour les étudiants, car ces deux derniers pourcentages n’ont pas un poids égal, et il y a parfois des dépenses documentaires pour d’autres types de matériaux qui n’apparaissent pas dans le tableau. [↑](#footnote-ref-644)
645. Même remarque que la note précédente. [↑](#footnote-ref-645)
646. Statistiques disponibles dans : ABCUC. Boîte : Bibliothèque universitaire 1972-1984. Pochette : Bibliothèque. Sous-pochette : « Crédits. » Synthèse des résultats de l’enquête sur la répartition par niveau des dépenses documentaires des bibliothèques universitaires (niveau étudiant-niveau recherche). [↑](#footnote-ref-646)
647. Tableau réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Registre d’emprunt étudiant. Années scolaire 1954/55, 1959/60 et 1964/65. Nous avons essayé de choisir des prêts effectués à des périodes de fonctionnement ‘normal’ de la bibliothèque du point de vue du service de prêt, c’est-à-dire hors période de vacances et hors période d’examen. Pour l’année scolaire 1954/55, nous avons considéré les 32 prêts effectués le 15 février 1955, et les 83 prêts effectués le 4 mars 1955. Pour l’année scolaire 1959/60, nous avons considéré les 71 prêts effectués le 16 février et les 66 premiers prêts effectués le 4 mars 1960. Pour l’année scolaire 1964/65, nous avons considéré les 87 prêts effectués le 16 février 1965 et les 53 premiers prêts effectués le 5 mars 1965. [↑](#footnote-ref-647)
648. Statistiques disponibles dans : AUBC. Boîte 2/15. Library census of readers 1951-1954. [↑](#footnote-ref-648)
649. Statistiques disponibles dans : AUBC. Boîte 2/15. Library census of readers 1951-1954. [↑](#footnote-ref-649)
650. Statistiques disponibles dans ABCUC. Registre contrôle des entrées. Du 17/09/1962 au 31/07/1963. Semaines du lundi 19 novembre 1962 au samedi 1er décembre 1962. La fréquentation du samedi est incluse. [↑](#footnote-ref-650)
651. Le total comprend, en plus des statistiques présentes dans ce tableau, la fréquentation de la période du matin, et du midi. [↑](#footnote-ref-651)
652. Statistiques disponibles dans ABCUC. Registre contrôle des entrées. Du 1/09/1966 au 30/07/1967. Semaines du lundi 21 novembre au vendredi 9 décembre 1966. La fréquentation du samedi est exclue de l’ensemble de ce tableau. [↑](#footnote-ref-652)
653. Le total comprend, en plus des statistiques présentes dans ce tableau, la fréquentation de la période du matin, et du midi. [↑](#footnote-ref-653)
654. Statistiques disponibles dans : ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers. 1954-1957. 1957-1962. [↑](#footnote-ref-654)
655. Les chiffres de fréquentation représentent le total de fréquentation au cours des trois trimestres : *Michaelmas term, Lent term,* et *Summer term.* [↑](#footnote-ref-655)
656. Total sur 115 jours. [↑](#footnote-ref-656)
657. Total sur 108 jours. [↑](#footnote-ref-657)
658. Statistiques disponibles dans : ABUC. Boîte 2/15. Library census of readers. 1957-1962. [↑](#footnote-ref-658)
659. Pour le nombre d’étudiants en France voir Pallier Denis. « Les bibliothèques universitaires de 1945 à 1975. » *art*. *cit.* Et pour le nombre d’étudiants au Royaume-Uni : Roberts Norman. « Aspects of British university libraries. 1877-1977. » *art. cit*. (p.464) [↑](#footnote-ref-659)
660. Tableau réalisé grâce aux statistiques contenues dans les rapports annuels de la bibliothèque universitaire de Cardiff. ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-660)
661. Réalisé grâce aux statistiques trouvées dans les rapports annuels : ABUC : Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-661)
662. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1951, même emplacement : Rapports annuels. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-662)
663. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-663)
664. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1951 Rapports annuels. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-664)
665. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-665)
666. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1950/51, même emplacement : Rapports annuels. Service public. [↑](#footnote-ref-666)
667. Réalisé grâce aux statistiques trouvées dans les rapports annuels. ABUC. Boîte 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-667)
668. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-668)
669. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-669)
670. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1951, Rapports annuels. Service intérieur. [↑](#footnote-ref-670)
671. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. AUBC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-671)
672. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-672)
673. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1950/51, même emplacement : Rapports annuels. Service public. Ces effectifs regroupent l’ensemble des étudiants de l’université de Caen, ainsi que ceux de l’école nationale de médecine jusqu’en 1963/64 inclus, ainsi que ceux du collège scientifique universitaire de Rouen jusqu’en 1960/61 inclus, et ceux du collège scientifique universitaire du Mans jusqu’en 1963/64 inclus. Même si ces statistiques sont à prendre à précaution dans les calculs des différents ratios par étudiant, ce sont les données présentes dans ce graphique qui sont utilisées pour les différents calculs de ratios. [↑](#footnote-ref-673)
674. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans les rapports annuels. AUBC. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-674)
675. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1950/51, Rapports annuels. Service public. [↑](#footnote-ref-675)
676. Statistiques disponibles dans ABUC. Rapports annuels. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-676)
677. Données disponibles dans : Roberts Norman. « Financing of University Libraries in the UK. » Dans Thomson James. (dir.) *University Library History: An International Review*. 107-125. London: K.G. Saur, 1980. [↑](#footnote-ref-677)
678. Salaires non pris en compte. Statistiques disponibles dans ABUC. Rapports annuels. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-678)
679. Pour les statistiques des recettes : ABUC. Boîtes 2/32 et 2/64. Rapports annuels. Pour le calcul de l’inflation : <https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:iV_OoCYwKLUJ:www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp99/rp99-020.pdf+http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp99/rp99-020.pdf&hl=fr&gl=fr&pid=bl&srcid=ADGEESh_oNMzpL17VIptEO7Bq8OWuubqzYhqRR3dV0iGtt5wnGcWzFOPcYl9Ze8bUOlTzllQ9V4HBo1Y7XBf_SaPjAInUcNd9D92fW-jEzARjdbDzbR0uTCv9DxCK70PqXxYIy3m9tFi&sig=AHIEtbRS58d10SBqmCUvcDxSXu_HVVZTcw> Consulté le 28 juin 2012. (p.14) [↑](#footnote-ref-679)
680. Statistiques disponibles dans ABUC. Rapports annuels. Boîtes 2/32 et 2/64. [↑](#footnote-ref-680)
681. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Rapports annuels. Puis à partir de 1950/51 Rapports annuels. Service public. [↑](#footnote-ref-681)
682. Catalogue auteur. [↑](#footnote-ref-682)
683. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Boîte intitulée : Rapports Annuels. Services public et intérieur. Rapports annuels. Puis à partir de 1950/51, Rapports annuels. Service public. [↑](#footnote-ref-683)
684. Graphique réalisé grâce aux statistiques disponibles dans ABCUC. Rapports annuels. Puis à partir de 1950/51 Rapports annuels. Service public. [↑](#footnote-ref-684)
685. Bibliographie du module HS 1739 From War to Revolution : France 1914-1968. Année scolaire 2010/2011. Chris Millington. (p.14) [↑](#footnote-ref-685)
686. Bibliographie du module HS 1739 From War to Revolution : France 1914-1968. Année scolaire 2010/2011. Chris Millington. (p.15) [↑](#footnote-ref-686)
687. Bibliographie du module HS 1104 Modern Wales. Année scolaire 2010/2011. Stéphanie Ward et Bill Jones. (p.7) [↑](#footnote-ref-687)
688. Bibliographie du module HS 1896 The dangerous city ? Urban society and culture 1800-1914. Année scolaire 2010/2011. Keir Waddington. (p.29) [↑](#footnote-ref-688)
689. Bibliographie du module HS 1896 The dangerous city ? Urban society and culture 1800-1914. Année scolaire 2010/2011. Keir Waddington. (p.30) [↑](#footnote-ref-689)
690. Bibliographie du cours HI 3223. Dynamiques rurales anciennes. (XVe-XIXe siècle). Année scolaire 2009/2010. Jean-Marc Moriceau et Jérôme Viret. [↑](#footnote-ref-690)
691. Bibliographie du cours HI 3224. Histoire de l’édition en France au XIXe siècle. Année scolaire 2009/2010. Benoit Marpeau. [↑](#footnote-ref-691)
692. Bibliographie du cours HI 3222. Les vikings dans l’histoire européenne, VIIe-XIe siècle. Année scolaire 2009/2010. Pierre Bauduin. [↑](#footnote-ref-692)
693. ABUC. Boîte 2/15. University College of South Wales and Monmoutshire. Library questionnaire. Daté du 9 mars 1953. Nous ne reproduisons ici que les questions qui constituent le questionnaire, et pas la courte introduction qui les précède. [↑](#footnote-ref-693)
694. Version anglaise traduite par nos soins :

     « 1. During which period of the day do you normally read in the College library ?

     1. Have you adequate facilities for study away from the College library in the evening?
     2. Do you prefer to use the College Library in the evenings, if so why?
     3. Do you prefer to us the Cardiff Central Reference library in the evenings? If so why?
     4. Because they have better resources on you subject?
     5. It is more convenient for transport?
     6. It is more convenient for refreshments?
     7. Any Other reasons?
     8. Do you find it convenient for the Library to close at the same time each evening from Monday to Friday? If so would you prefer :
        1. 5 p.m.
        2. 6 p.m.
        3. 7 p.m.
        4. 8 p.m.
        5. 9 p.m.
     9. Would you prefer the library to close at different times on different days? If so what suggestions have you?
     10. Any other comments? »

     [↑](#footnote-ref-694)
695. Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. Paris: Editions du Cercle de la Librairie, 1994.

     Renoult Daniel et Nicole Bellier. *Les bibliothèques dans l’université*. Paris: Éditions du Cercle de la Librairie, 1994. (p.III) Cette carte et la suivante ont été réalisées par Nancy Dupont, de la Mission de la Carte Universitaire à la Direction Générale des Enseignements Supérieurs. [↑](#footnote-ref-695)
696. Renoult Daniel. (dir.) *Les bibliothèques dans l’université*. *op. cit.* (p.IV)

     Renoult Daniel et Nicole Bellier. *Les bibliothèques dans l’université*. *op. cit*. (p.IV) [↑](#footnote-ref-696)
697. Cette carte est construite selon les informations contenues dans : Bryan Harisson. *University libraries in Britain. op. cit.* Introduction. (p.12-22) [↑](#footnote-ref-697)
698. Pour plus de clarté, un certain nombre de noms des nouvelles universités n’ont pas été inscrits sur la carte, les voici, du Nord au Sud : Stratchclyde au sud-est de Glasgow, Heriot-Watt à Edimbourg, Bradford à l’ouest de Leeds, Salford à Manchester, Staffordshire à l’est de Keele, Loughborough entre Leicester et Nottingham, Aston à Birmingham, UWIST à Cardiff, Kent au sud-est de Londres, Bath au sud-est de Bristol, Surrey au sud-est de Reading. L’université de Londres est une fédération d’institutions diverses, à l’intérieur de laquelle se sont créées plusieurs institutions après la seconde guerre mondiale, que nous avons représenté avec un seul point rouge pour ne pas surcharger la carte. Enfin, les universités galloises appartiennent administrativement à une fédération d’universités, mais méritent d’être représentées séparément car leurs bibliothèques sont autonomes. [↑](#footnote-ref-698)